

TABLE DES MATIÈRES

SOMMET DE L'ÉDUCATION : UNIVERSITÉS

LE DEVOIR : En bref - Contre la hausse des droits de scolarité – Lundi 08 novembre 2010.....	4
LA PRESSE : Syndicats et fédérations étudiantes unis contre une hausse – Lundi 08 novembre 2010	4
MÉTRO : Front commun contre les frais de scolarité – Lundi 08 novembre 2010	4
24 HEURES : Mobilisation pour l'éducation au parc Lafontaine à Montréal – Lundi 08 novembre 2010.....	4
LE SOLEIL : En bref : Front commun contre la hausse des droits de scolarité – Lundi 08 novembre 2010.....	4
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Mobilisation pour l'éducation – Lundi 08 novembre 2010.....	4
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Éducation : Un front commun contre la hausse des frais de scolarité - Mise à jour le dimanche 7 novembre 2010 à 21 h 10	5
RUEFRONTENAC.COM : Dénonciation des hausses des frais de scolarité - Mise à jour le Dimanche, 07 novembre 2010 14:27.....	5
LE DEVOIR : Prochaine rencontre des partenaires - Hausse des droits de scolarité et participation du privé au menu – Vendredi 05 novembre 2010	5
LE SOLEIL : Universités : Beauchamp veut faire appel au privé – Vendredi 05 novembre 2010	5
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Un débat sur le futur des universités - Vendredi 05 novembre 2010	6
THE GAZETTE: EDUCATION FORUM SLATED FOR DEC. 6 – Friday, November, 05, 2010	6

CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES – ALLIANCE SOCIALE

LE SOLEIL : Utilisation «indécente» de cotisations syndicales : Réseau Liberté-Québec réagit à la fondation de l'Alliance sociale par les grandes centrales – Dimanche 07 novembre 2010.....	6
RUEFRONTENAC.COM : L'Alliance sociale veut faire contrepoids à la droite - Mise à jour le Samedi, 06 novembre 2010 08:17.....	7
LE SOLEIL : La gauche se lève à son tour – Samedi 06 novembre 2010.....	7
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Plus à gauche, les syndicats – Samedi 06 novembre 2010.....	7
THE GAZETTE: Union alliance 'not a tea party': Calls on Charest to hike taxes, spending – Saturday, November 06, 2010.....	7
RUEFRONTENAC.COM : Déclaration commune des membres de l'Alliance sociale : <i>Un autre Québec est possible</i> – Samedi 06 novembre 2010.....	8
RADIO-CANADA / POLITIQUE : Consultations prébudgétaires : Syndicats et étudiants s'unissent dans l'Alliance sociale - Mise à jour le vendredi 5 novembre 2010 à 20 h 55	9

CÉGEPS

RADIO-CANADA / GASPÉSIE-LES-ISLES : Cégep de Matane : Loger ses étudiants - Mise à jour le mardi 9 novembre 2010 à 17 h 22	9
RADIO-CANADA / ESTRIE : : Cégep de Sherbrooke : La géothermie à l'honneur en 2011 - Mise à jour le mardi 9 novembre 2010 à 13 h 54	9
LE NOUVELLISTE : Facebook: Six étudiantes écopent une tache à leur dossier – Mardi 09 novembre 2010	9
LE SOLEIL : Les cégépiens traînent la patte en français – Dimanche 07 novembre 2010	10
LE SOLEIL : Offensive pour une amélioration – Dimanche 07 novembre 2010	10
LE SOLEIL : Quel verdict pour les élèves de la réforme? – Dimanche 07 novembre 2010.....	11
LE NOUVELLISTE : Facebook: «Les gens ne sont pas toujours conscients de l'impact de leur propos» - Samedi 06 novembre 2010.....	11
RADIO-CANADA / GASPÉSIE-LES-ISLES : Cégep de la Gaspésie et des Îles : Un programme d'incitatifs reconduit - Mise à jour le vendredi 5 novembre 2010 à 15 h 59	11
L'AUTRE JOURNAL.COM : Le Cégep du Vieux Montréal se mobilise et sensibilise – Vendredi 05 novembre 2010.....	12
LE NOUVELLISTE : Suspendues à cause de Facebook – Jeudi 04 novembre 2010.....	12
RADIO-CANADA / Mauricie : Collège Shawinigan : Suspension de six étudiantes - Mise à jour le mercredi 3 novembre 2010 à 11 h 40.....	12
LE DEVOIR : 1 ^{ère} page : Santé - Déshabiller Pierre pour habiller Paul : Le CSSS Jeanne-Mance fait les frais d'un «rééquilibrage» des ressources sur l'île de Montréal – Mercredi 03 novembre 2010.....	12
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Cégeps : Examen : Étudiants nuls en français – Mardi 02 novembre 2010	13
LA VOIX DE L'EST : Le cégep de Granby célèbre ses finissants – Lundi 1 ^{er} novembre 2010	13
LE SOLEIL : École de musique dans St-Roch: les étudiants du Cégep de Ste-Foy inquiets – Dimanche 31 octobre 2010	14
LE SOLEIL : École de musique dans St-Roch: accueil positif à l'UL – Dimanche 31 octobre 2010	14
LE SOLEIL : Les étudiants se sentent exclus : Les négociations visant à attirer les jeunes au Cégep de la Gaspésie et des Îles se déroulent sans eux – Lundi 25 octobre 2010	14
LE DEVOIR : Consultations sur l'avenir du cégep - Les cégépiens de Gaspésie se disent tenus à l'écart – Jeudi 21 octobre 2010	15
LE SOLEIL : Collège F.-X.-Garneau : des Express en 2011? – Vendredi 15 octobre 2010	15
LE SOLEIL : Desserte du cégep Garneau: le RTC critiqué – Mercredi 06 octobre 2010	15
LA TRIBUNE : Seulement 44 % de diplômés au Cégep de Victoriaville – Vendredi 1er octobre 2010	15
LE NOUVELLISTE : Compétition en gestion pour le collégial – Mercredi 29 septembre 2010	16
LE DEVOIR : Idées : La cote R - Ne tirons pas sur les cégépiens : Dans sa forme actuelle, la cote R est bel et bien un obstacle à la réussite scolaire, par Jacques Roy - Professeur-chercheur au Cégep de Sainte-Foy et à l'Observatoire Jeunes et Société – Lundi 27 septembre 2010.....	16
LE SOLEIL : Réussite scolaire au cégep : Gars et filles : même univers – Samedi 25 septembre 2010	16
LE DEVOIR : Les jeunes de la réforme au collégial - Est-ce la panique ? Il y aurait un problème, car les jeunes « n'étudient presque pas » - Samedi 18 septembre 2010	17
LE DEVOIR : Les enfants de la réforme entrent en classe : Le Québec a des écoles publiques, privées et... bilingues – Samedi 18 septembre 2010.....	17
LE SOLEIL : Un grand chantier au Cégep de Rimouski – Jeudi 16 septembre 2010	18
CNW : ASSOCIATION GÉNÉRALE ÉTUDIANTE DU CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL - MANIFESTATION À MIDI CONTRE LES COUPURES EN SANTÉ - Jeudi 16 septembre, à 07h46	18
RADIO-CANADA / BAS-SAINT-LAURENT : Cégep de Rimouski : Rénovation de la bibliothèque - Mise à jour le mercredi 15 septembre 2010 à 15 h 23	19
LE QUOTIDIEN : Cégep de Chicoutimi : Une «web série» pour informer les jeunes – Mardi 14 septembre 2010	19
LA PRESSE : Le3s enfants de la réforme au cégep : Devoirs, rigueur, liberté, partys – Vendredi 10 septembre 2010	19
LE SOLEIL : UN BIXI AU CÉGEP DE LA POCATIÈRE – Vendredi 10 septembre 2010.....	20
24 HEURES : Cégeps anglais : une aspiration pour les francophones – Jeudi 09 septembre 2010.....	20
LE DEVOIR : 1ère page : Étude - Faire son cégep en anglais, et risquer l'anglicisation – Mercredi 08 septembre 2010.....	20
MÉTRO : Les cégeps anglais assimilent les jeunes francophones – Mercredi 08 septembre 2010	21
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Comportements linguistiques : Les cégépiens s'anglicisent - Mise à jour le mardi 7 septembre 2010 à 21 h 11	21
RUEFRONTENAC.COM : EXCLUSIF - Les cégeps anglais avalent leurs étudiants francophones - Mise à jour le Lundi, 06 septembre 2010 17:37	22
Commentaires (52).....	22
RADIO-CANADA / GASPÉSIE-LES-ILES : Imagerie numérique : Un centre attendu avec impatience - Mise à jour le jeudi 2 septembre 2010 à 14 h 24	26
LE SOLEIL : 40 ans du Cégep de Matane: virage majeur axé sur l'imagerie – Jeudi 02 septembre 2010.....	26
24 HEURES : Sous-financement chronique : Les cégeps ont besoin de 200 millions \$ - Mardi 31 août 2010	27
LE DEVOIR : 1ère page : Le cégep de Theftord Mines est prêt pour le virage gaz – Lundi 30 août 2010.....	27
MÉTRO : La Fédération des cégeps aura à l'œil le gouvernement – Lundi 30 août 2010.....	28



RADIO-CANADA / GASPÉSIE-LES-ILES : Éducation : 60 étudiants étrangers au Cégep de Matane - Mise à jour le vendredi 27 août 2010 à 12 h 25.....	28
RADIO-CANADA / MAURICIE : Victoriaville : L'École du meuble et de l'ébénisterie veut contrer la baisse d'inscriptions - Mise à jour le vendredi 27 août 2010 à 12 h 11.....	28
<i>Les commentaires (1) 28</i>	
LE DEVOIR : Les cégépiens s'inquiètent des baisses d'effectifs – Vendredi 27 août 2010.....	28
LE DEVOIR : 1ère page : Le nombre de cégépiens en forte hausse : Sur l'île de Montréal, les établissements croulent sous le poids de la demande – Jeudi 26 août 2010.....	28
LA PRESSE : Enseignement collégial: «le MELS n'a plus d'expertise» - Jeudi 26 août 2010.....	29
LE SOLEIL : Une urgence, dit la Fédération des cégeps – Jeudi 26 août 2010.....	29
LE SOLEIL : En bref : Hausse du nombre d'étudiants – Jeudi 26 août 2010.....	30
LE SOLEIL : En bref : Élèves de la réforme : pas de verdict avant un an – Jeudi 26 août 2010.....	30
LE SOLEIL : En bref : Non à la loi 101 - Jeudi 26 août 2010.....	30
LE SOLEIL : Le Collège Garneau veut sa place sur la carte – Jeudi 26 août 2010.....	30
MÉTRO : National : Davantage d'étudiants au cégep – Jeudi 26 août 2010.....	30
THE GAZETTE : Extending Bill 101 excessive, federation says : PQ proposal won't restore Montreal's French face, umbrella group contends – Thursday, August 26, 2010.....	31
THE GAZETTE : Pre-reform vs. post-reform? Differences insubstantial faculty curious Marianopolis College gives both groups diagnostic math test – Thursday, August 26, 2010.....	31
RADIO-CANADA / GASPÉSIE-LES-ILES : Cégep de la Gaspésie et des Îles : Clientèle étudiante en hausse - Mise à jour le mercredi 25 août 2010 à 15 h 25.....	31
CYBERPRESSE : Plus d'étudiants au collégial cet automne – Mercredi 25 août 2010 - Mis à jour à 09h46.....	31
RUEFRONTENAC.COM : Rentrée 2010 — Plus d'étudiants inscrits dans les cégeps - Mise à jour le Mercredi, 25 août 2010 09:25.....	32
RADIO-CANADA / COTE-NORD : Baie-Comeau : 735 nouveaux étudiants - Mise à jour le mardi 24 août 2010 à 16 h 26.....	32
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Rentrée collégiale : Une cohorte sous les feux des projecteurs - Mise à jour le mardi 24 août 2010 à 8 h 19.....	32
LE DEVOIR : Rentrée des étudiants de la réforme - Les cégépiens ne s'inquiètent pas, mais guident la ministre – Mardi 24 août 2010.....	33
LA PRESSE : Enfants de la réforme au cégep: pas moins bons, mais différents : La FECQ presse le ministère de faciliter l'intégration au collégial des élèves de la réforme – Mardi 24 août 2010.....	33
LA TRIBUNE : Rentrée au Cégep: la grande aventure pour 12 étudiants mexicains – Mardi 24 août 2010.....	34
LA VOIX DE L'EST : La rentrée pour 2000 étudiants – Mardi 24 août 2010.....	34
LE QUOTIDIEN : Les étudiants fêtent fort à Jonquière – Mardi 24 août 2010.....	34
MÉTRO : Élèves de la réforme: confiance et inquiétudes – Mardi 24 août 2010.....	35
24 HEURES : Les cégeps ouvrent leurs portes : Huit recommandations pour mieux outiller les nouveaux étudiants – Mardi 24 août 2010.....	35
THE GAZETTE : Reform cohort graduates to CEGEP : Too soon to judge how active learning has shaped students, researchers argue – Tuesday, August 24, 2010.....	35
THE GAZETTE : Adjust courses for new arrivals: students' group – Tuesday, August 24, 2010.....	36
RADIO-CANADA / MAURICIE : Université du Québec à Trois-Rivières : Des cours en Haute-Mauricie en 2011 - Mise à jour le lundi 23 août 2010 à 12 h 58.....	36
CYBERPRESSE : La FECQ propose des moyens pour faciliter l'entrée au cégep - Publié le 23 août 2010 à 11h54 Mis à jour à 12h00.....	36
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Rentrée collégiale : Une cohorte sous les feux des projecteurs - Mise à jour le lundi 23 août 2010 à 11 h 11.....	37
LA PRESSE : Les élèves de la réforme arrivent au cégep – Lundi 23 août 2010.....	37
LE SOLEIL : Troubles d'apprentissage: le sujet de l'heure au cégep – Lundi 23 août 2010.....	38
LE SOLEIL : Rentrée collégiale: obligation légale «d'accommodement» – Lundi 23 août 2010.....	39
LE SOLEIL Troubles d'apprentissage au cégep: la pointe de l'iceberg – Lundi 23 août 2010.....	39
LE NOUVELLISTE : Une première cohorte d'étudiants 100 % réforme – Jeudi 19 août 2010.....	39
LA TRIBUNE : Cégeps: la clientèle avec troubles d'apprentissage en hausse – Lundi 23 août 2010.....	39
LA PRESSE – PORTEFOLIO : Martine Letarte, collaboration spéciale, La Presse – Jeudi 19 août 2010.....	40
RADIO-CANADA / ABITIBI – TÉMISCAMINGUE : Éducation : Un centre d'études collégiales pour autochtones - Mise à jour le mercredi 18 août 2010 à 14 h 40.....	40
MÉTRO : CAHIER RENTRÉE 2010 : Les étudiants veulent préserver l'accessibilité universitaire – Mercredi 18 août 2010.....	40
MÉTRO : CAHIER RENTRÉE 2010 : «Le cégep est le meilleur endroit pour s'engager» - Mercredi 18 août 2010.....	41
MÉTRO : CAHIER RENTRÉE 2010 : Des manuels d'occasion pour la nouvelle session – Mercredi 18 août 2010.....	41
MÉTRO : CAHIER RENTRÉE 2010 : Guide pratique pour survivre à une transition scolaire – Mercredi 18 août 2010.....	42
RADIO-CANADA / ESTRIE : Sherbrooke : Le Collège Champlain lance un programme en soins infirmiers - Mise à jour le mardi 17 août 2010 à 18 h 50.....	42
RADIO-CANADA / GASPÉSIE-LES-ILES : Cégep de Gaspé : Des étudiants sans logement - Mise à jour le mardi 17 août 2010 à 16 h 45.....	42
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Cégep de l'Outaouais : Qu'ont trouvé les vérificateurs? : Leur rapport est «confidentiel» - Mardi 17 août 2010.....	42
LE DEVOIR : CAHIER RENTRÉE SCOLAIRE : Réseau collégial - Une rentrée pas comme les autres : « Les enfants de la réforme arrivent cet automne dans les collèges » - Samedi et dimanche 14 et 15 août 2010.....	43
LE DEVOIR : CAHIER RENTRÉE SCOLAIRE : Des échanges fructueux - Enfin ! Des conventions collectives négociées !: « La partie patronale a adopté un ton qui était moins placé sous le signe de la confrontation » - Samedi et dimanche 14 et 15 août 2010.....	43
LE SOLEIL : Un frère et sa soeur poursuivent le Cégep Lévis-Lauzon en raison de son test d'éducation physique – Lundi 19 juillet 2010.....	44

UNIVERSITÉS45

LA PRESSE : L'UdeM s'installe à Laval- Jeudi 11 novembre 2010.....	45
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Dépenses de la principale de l'Université McGill : Une rémunération pleinement justifiée, par Stuart 'Kip' Cobbett, Président du Conseil des gouverneurs de l'Université McGill – Vendredi 05 novembre 2010.....	45
LA PRESSE : Le déficit explose à l'Université Laval – Jeudi 04 novembre 2010.....	45
LE SOLEIL : Le déficit accumulé de l'Université Laval passe de 90 à 306 millions \$ - Jeudi 04 novembre 2010.....	45
MÉTRO.COM : La FEUQ s'agrandit – Mardi 02 novembre 2010.....	46
LE NOUVELLISTE : UQTR : CFOU a de l'aide pour rembourser l'argent volé – Mercredi 20 octobre 2010.....	46
LE NOUVELLISTE : UQTR : Jean Chrétien : «L'université, c'est important dans un milieu» - Mercredi 13 octobre 2010.....	46
LE DEVOIR : En bref - Hausse des inscriptions à l'université – Vendredi 08 octobre 2010.....	47
LE SOLEIL : Une hausse marquée à Laval – Vendredi 08 octobre 2010.....	47
CREPUQ : Deuxième hausse marquée des inscriptions dans les universités québécoises – Jeudi 07 octobre 2010.....	48
LA PRESSE : Le recteur de l'UdeM aimerait voir les droits de scolarité dégelés – Mercredi 06 octobre 2010.....	48
LA TRIBUNE : L'UdeS doit sabrer près de 700 000 \$ -0 Mercredi 06 octobre 2010.....	49
LE DEVOIR : Concordia: les droits de scolarité de certains étudiants ne descendront pas – Vendredi 1er octobre 2010.....	49
RADIO-CANAD / QUÉBEC : Laissez-passer universel : Les étudiants veulent dialoguer - Mise à jour le jeudi 23 septembre 2010 à 15 h 09.....	49
RADIO-CANADA / MAURICIE : Université du Québec à Trois-Rivières : Des stationnements qui se font rares - Mise à jour le mercredi 22 septembre 2010 à 18 h 15.....	49
RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE : Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue : Nouveaux cours de langue - Mise à jour le jeudi 23 septembre 2010 à 17 h 07.....	49
LA PRESSE : Les trucs des institutions qui s'en tirent – Samedi 18 septembre 2010.....	50



LA PRESSE : Des pistes de solution – Samedi 18 septembre 2010	50
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : L'Université McGill refuse d'écarter – Jeudi 09 septembre 2010.....	50
24 HEURES : McGill : la seule université canadienne dans le palmarès mondial – Jeudi 09 septembre 2010.....	51
24HEURES.COM : Les universités québécoises tardent à interdire la vente d'eau embouteillée – Mercredi 08 septembre, 19h45	51
LA PRESSE : Palmarès mondial des universités QS: McGill parmi les meilleures – Mercredi 08 septembre 2010.....	51
LE NOUVELLISTE : Une autre hausse du nombre d'étudiants à l'UQTR – Mercredi 08 septembre 2010.....	52
THE GAZETTE : McGill slips but is still top- rated in Canada – Wednesday, September 08, 2010	52
LA PRESSE : Les chercheurs postdoctoraux en bataille contre l'impôt – Mardi 07 septembre 2010.....	52
LA TRIBUNE : Rentrée sans casse à Bishop's – Mardi 07 septembre 2010.....	53
LE DROIT : Présentation d'un plan détaillé visant un statut particulier : Le recteur de l'UQO vise le début 2011 – Mardi 07 septembre 2010	53
LA TRIBUNE : Bishop's: un brassard pour tisser des liens – Dimanche 05 septembre 2010.....	53
RADIO-CANADA /Abitibi-Témiscamingue : Éducation : La clientèle autochtone gagne l'université - Mise à jour le vendredi 3 septembre 2010 à 15 h 32.....	53
RADIO-CANADA / CÔTE-NORD : Université autonome régionale : Sept-Îles s'oppose au projet - Mise à jour le vendredi 3 septembre 2010 à 10 h 56.....	54
LA TRIBUNE : Des étudiants dans la brousse pour aider un village du Sénégal – Vendredi 03 septembre 2010.....	54
RADIO CANADA / Saguenay-Lac-Saint-Jean : Baccalauréat en communication : Partie remise - Mise à jour le jeudi 2 septembre 2010 à 17 h 04.....	54
LE DEVOIR : Le Centre d'aide de l'UQAM aura son financement – Jeudi 02 septembre 2010	54
LA PRESSE : Les étudiants de Concordia dénoncent des propriétaires – Jeudi 02 septembre 2010	54
LE SOLEIL : Line Beauchamp veut des universités performantes – Jeudi 02 septembre 2010	55
LE DEVOIR : UQAM: les futurs enseignants voient fondre une importante aide en français : Le Centre d'aide à la réussite de la Faculté des sciences de l'éducation doit couper radicalement ses activités – Mercredi 1er septembre 2010	55
RADIO-CANADA / ESTRIE : Enseignement de l'anglais : L'Université de Sherbrooke lance un nouveau programme - Mise à jour le mardi 31 août 2010 à 16 h 40.....	55
LE DEVOIR : Donner du temps tout en faisant avancer sa carrière : Les étudiants de l'Université Concordia pourront voir leurs activités bénévoles officiellement consignées dans un bilan d'engagement communautaire – Lundi 30 août 2010	56
LE DROIT : Importante subvention d'Ottawa pour la recherche universitaire – Vendredi 27 août 2010.....	56
LE QUOTIDIEN : Première pelletée symbolique à l'UQAC – Mardi 24 août 2010.....	56
RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE : Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue : Début des travaux - Mise à jour le lundi 23 août 2010 à 12 h 23	57
MÉTRO : Garder la formation accessible – Mercredi 18 août 2010	57
MÉTRO : CAHIER RENTRÉE 2010 : Le b.a.-ba d'une bonne initiation – Mercredi 18 août 2010	57
THE GAZETTE : Concordia receives a message on bottles: Find another way to carry water , by Peggy Curran – Wednesday, August 18, 2010	58
LA PRESSE : Les facultés de médecine plus accessibles au Québec – Lundi 16 août 2010	58
LE DEVOIR : Faculté de médecine - McGill met de côté un prestigieux test d'entrée : L'université veut éviter de pénaliser les francophones – Jeudi 29 juillet 2010	59
LE DEVOIR : Faculté de médecine - McGill ouvre la porte aux candidatures atypiques – Mardi 27 juillet 2010	59

LE DEVOIR : En bref - Contre la hausse des droits de scolarité – Lundi 08 novembre 2010

Le Devoir

«Il faut cesser d'augmenter les frais de scolarité», ont affirmé haut et fort des représentants étudiants et des leaders syndicaux, hier, à l'approche de la deuxième rencontre des partenaires en éducation, qui aura lieu le 6 décembre prochain.

Il n'est pas question de laisser le niveau d'accessibilité des études postsecondaires entre les

mais d'une seule personne, en l'occurrence la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a fait valoir le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin. Sous l'égide de la FECQ et de la Fédération étudiante universitaire du Québec, le Rendez-vous de l'éducation... sur l'éducation postsecondaire au Québec a réuni, hier au Pavillon Calixa-Lavallée du parc La Fontaine, plus d'une

centaine d'acteurs du secteur de l'éducation, pour la plupart des professeurs et des étudiants. Les dirigeants de la FTQ, de la CSN et de la CSQ, présents hier, ont aussi réclamé la fin de la hausse des droits de scolarité. - Avec La Presse canadienne

LA PRESSE : Syndicats et fédérations étudiantes unis contre une hausse – Lundi 08 novembre 2010



Photo: André Tremblay, La Presse

Michel Arsenault, président de la FTQ, a rappelé que les droits de scolarité ont été dégelés en 2007. «Depuis, a-t-il dit, ils ont augmenté en moyenne de 6% par année. On paie à l'heure actuelle 250% de plus qu'en 1989. Je crois qu'on a fait notre part.»

Catherine Handfield, La Presse

Les deux principales fédérations étudiantes du Québec et trois centrales syndicales font front

commun pour s'opposer à toute nouvelle augmentation des droits de scolarité.

«Une nouvelle hausse va nuire profondément au Québec», a déclaré hier Louis-Philippe Savoie, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

La FEUQ et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont participé hier à un forum sur l'éducation, à Montréal. Le rassemblement visait à établir des pistes de réflexion en vue de la deuxième rencontre des partenaires en éducation sur la question de la performance et du financement des universités, le 6 décembre.

La FEUQ et la FECQ ont uni leurs voix à celles de la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ), de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) pour contrer la hausse des droits.

Michel Arsenault, président de la FTQ, a rappelé que les droits de scolarité ont été dégelés en 2007. «Depuis, a-t-il dit, ils ont augmenté en moyenne de 6% par année. On paie à l'heure

actuelle 250% de plus qu'en 1989. Je crois qu'on a fait notre part.»

«L'éducation, c'est un investissement, a déclaré Claudette Carbonneau, présidente de la CSN. Ce qui est une dépense, c'est le chômage, le sous-emploi, le sous-développement et le «mal-développement».

Selon la FEUQ et la FECQ, une nouvelle hausse des droits aurait un impact direct sur l'endettement étudiant. Ils préconisent d'autres modes de financement, dont une hausse des contributions du secteur privé et de l'État, ou encore l'ajout d'un palier d'imposition.

Rappelons que le gouvernement du Québec a annoncé la tenue de rencontres des partenaires en éducation lors du dépôt de son budget, le printemps dernier. Du même souffle, le ministre des Finances, Raymond Bachand, a annoncé son intention de hausser de nouveau les droits de scolarité en 2012.

MÉTRO : Front commun contre les frais de scolarité – Lundi 08 novembre 2010

Front commun contre les frais de scolarité

ÉDUCATION. Les intervenants du milieu de l'éducation postsecondaire se sont réunis hier à l'occasion du Rendez-vous de l'éducation, en vue d'un colloque sur la question qui sera tenu le 6 décembre prochain. Selon Radio-Canada, les acteurs présents se sont entendus sur le fait que l'augmentation des frais de scolarité ne fera qu'aggraver la situation

financière précaire des étudiants. Le budget Bachand déposé en mars dernier prévoit la poursuite des hausses des frais de scolarité dès 2012. Le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Louis-Philippe Savoie, affirme que les frais de scolarité augmentent à un rythme équivalent à trois fois l'inflation au Québec depuis 2007. ● MÉTRO/PC

24 HEURES : Mobilisation pour l'éducation au parc Lafontaine à Montréal – Lundi 08 novembre 2010

Agence QMI

Plusieurs intervenants en matière d'éducation postsecondaire s'étaient donné rendez-vous, dimanche, au parc Lafontaine, pour participer au Rendez-vous de l'éducation. Leur message était clair : « il faut cesser d'augmenter les frais de scolarité ».

Organisée par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la mobilisation a réuni plus d'une centaine d'enseignants, d'étudiants, et autres professionnels du milieu de l'éducation afin de discuter de l'avenir de l'enseignement postsecondaire au Québec. L'objectif était d'obtenir un consensus sur cette question à l'approche de la deuxième rencontre des partenaires en éducation, qui aura lieu à Québec, le 6 décembre prochain.

« Les problèmes auxquels font face les universités et les étudiants sont éminemment complexes. La hausse des frais de scolarité ne fera

qu'aggraver la situation financière précaire des étudiants et de leur famille. Ce dont les universités ont besoin, c'est d'une vraie vision d'avenir », a affirmé le président de la FEUQ, Louis-Philippe Savoie, à l'ouverture de l'événement.

Plusieurs centrales syndicales, dont la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), ont également signifié leur appui à cette vision de l'éducation et réclamé la fin de la hausse des frais de scolarité.

« À la proposition du budget [du ministre] Bachand de continuer la hausse des frais de scolarité après 2012, nous répondons, non. C'est un autre exemple des mesures contenues dans ce budget qui constituent une attaque contre la classe moyenne et la justice sociale dans notre société », a déclaré le président de la FTQ, Michel Arsenault.

« Toute entrave à l'accessibilité aux études supérieures des jeunes gens de la classe moyenne et des moins fortunés constituera un recul pour le Québec. Nous nous y objecterons avec force », a affirmé la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau.

LE SOLEIL : En bref : Front commun contre la hausse des droits de scolarité – Lundi 08 novembre 2010

Les deux principales fédérations étudiantes du Québec et trois centrales syndicales font front commun pour s'opposer à toute nouvelle augmentation des droits de scolarité. La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont uni leur voix à celles de la Fédération

des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ), de la Confédération des syndicats nationaux et de la Centrale des syndicats du Québec. Michel Arsenault, président de la FTQ, a rappelé que les droits de scolarité ont été dégelés en 2007. «Depuis, a-t-il dit, ils ont augmenté en moyenne de 6 % par année. On paie à l'heure

actuelle 250 % de plus qu'en 1989. Je crois qu'on a fait notre part.» Selon la FEUQ et la FECQ, une nouvelle hausse des droits aurait un effet direct sur l'endettement étudiant. Ils préconisent d'autres modes de financement, dont une hausse des contributions du secteur privé et de l'État, ou l'ajout d'un palier d'imposition.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Mobilisation pour l'éducation – Lundi 08 novembre 2010

Agence QMI | Plusieurs intervenants en matière d'éducation postsecondaire s'étaient donné rendez-vous, hier, au parc Lafontaine, pour

participer au Rendez-vous de l'éducation. Leur message était clair: «il faut cesser d'augmenter les frais de scolarité».

Organisée par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la mobilisation



a réuni plus d'une centaine d'enseignants, d'étudiants, et autres professionnels du milieu de l'éducation afin de discuter de l'avenir de l'enseignement postsecondaire au Québec. L'objectif était d'obtenir un consensus sur cette question à l'approche de la deuxième rencontre des partenaires en éducation, qui aura lieu à Québec, le 6 décembre prochain.

« Les problèmes auxquels font face les universités et les étudiants sont éminemment complexes. La hausse des frais de scolarité ne fera qu'aggraver la situation financière précaire des étudiants et de leur famille. Ce dont les universités ont besoin, c'est d'une vraie vision d'avenir », a affirmé le président de la FEUQ, Louis-Philippe Savoie, à l'ouverture de l'événement.

Centrales syndicales
Plusieurs centrales syndicales, dont la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) ont également signifié leur appui à cette vision de l'éducation et réclamé la fin de la hausse des frais de scolarité.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Éducation : Un front commun contre la hausse des frais de scolarité - Mise à jour le dimanche 7 novembre 2010 à 21 h 10



Plusieurs acteurs du monde de l'éducation et de la société civile s'entendent pour dire qu'il faut cesser la hausse des frais de scolarité au Québec. Dimanche, étudiants, professeurs et syndicats se sont réunis en vue d'un colloque sur la question

qui se tiendra le 6 décembre prochain. Il regroupera plusieurs partenaires du milieu de l'éducation. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, devrait y être présente.

Les participants ont rapidement fait consensus dimanche. Le groupe affirme que l'augmentation des frais de scolarité ne fera qu'aggraver la situation financière précaire des étudiants et de leur famille.

Pour sa part, le président de la Fédération étudiante universitaire, Louis-Philippe Savoie, estime que l'endettement des étudiants nuit au développement social et économique du Québec. Il rappelle qu'en ce qui concerne un étudiant au baccalauréat, la moyenne de la dette à la fin des études est de plus de 15 000 \$.

Les impacts d'une telle dette se font ressentir sur la cote de crédit, mais aussi retardent certains projets de vie comme l'achat d'une maison, la fondation d'une famille ou la création d'une entreprise.

C'est vraiment scier les jambes de la relève québécoise que de choisir d'endetter ce qui va être la prochaine classe moyenne.
— Louis-Philippe Savoie

Le budget Bachand déposé en mars dernier prévoit la poursuite de la hausse des frais de scolarité dès 2012.

[audio-vidéo](#)

[Marc Verreault rend compte des revendications. Le reportage de Catherine Kovacs](#)

RUEFRONTENAC.COM : Dénonciation des hausses des frais de scolarité - Mise à jour le Dimanche, 07 novembre 2010 14:27



Photo d'archives Pascal Raththé
Une coalition s'inquiète des conséquences des hausses de frais de scolarité.
Écrit par RueFrontenac.com

Une coalition d'associations étudiantes et de syndicats demande au gouvernement de mettre fin aux hausses des frais de scolarité.

Dans le cadre des Rendez-vous de l'éducation, tenus dimanche au parc Lafontaine, la Fédération étudiante collégiale, la Fédération étudiante universitaire, la FTQ, la CSN et la CSQ ont manifesté ensemble pour obtenir un consensus sur l'épineuse question des frais de scolarité.

«Plusieurs cégépiens font déjà face à des obstacles géographiques pour avoir accès aux études universitaires. Ajouter un nouvel obstacle financier serait catastrophique», s'est inquiété le président du regroupement de étudiants de niveau collégial, Léo Bureau-Blouin, par voie de communiqué.

«L'éducation représente un bien commun tout aussi précieux pour le développement des personnes que pour celui de la société. Toute entrave à l'accessibilité aux études supérieures des jeunes gens de la classe moyenne et des moins fortunés constituera un recul pour le Québec», a ajouté la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau.

Dans l'espoir de se faire entendre, la Fédération étudiante universitaire promet plusieurs actions régionales dénonçant la hausse des droits de scolarité, dont le dépôt d'une pétition. Le regroupement dévoilera également à la mi-novembre une étude sur la condition de vie des étudiants de premier cycle universitaire.

LE DEVOIR : Prochaine rencontre des partenaires - Hausse des droits de scolarité et participation du privé au menu - Vendredi 05 novembre 2010

Lisa-Marie Gervais

C'est parce que l'avenir économique du Québec réside dans l'éducation que la ministre Line Beauchamp consacrera tout un forum à la question du financement des universités le 6 décembre prochain. À l'image de la rencontre des partenaires qui a eu lieu fin octobre sur l'intégration des élèves handicapés et en difficulté, la ministre de l'Éducation, aux côtés du ministre des Finances, Raymond Bachand, convie donc une centaine de personnes du milieu de l'éducation, dont des représentants des universités et des milieux d'affaires, des syndicats, des professeurs et, bien sûr, des étudiants, à un «exercice d'écoute» sur la question de l'accessibilité aux études et de la performance de nos universités québécoises.

«Il sera important de terminer cette journée en ayant dégagé des consensus. Et, tout de suite, je vous le dis, je sais que consensus n'est pas

synonyme d'unanimité», a dit la ministre hier lors d'un point de presse. Là où les réponses ne peuvent être des hausses d'impôts ou de taxes, Mme Beauchamp souhaite faire naître une culture de philanthropie envers les universités.

«Mais ma question, c'est ce que chacun peut faire pour les universités. Et bien sûr, il sera question de la modalité des hausses des droits de scolarité, mais je veux aussi entendre ce que le secteur privé du Québec peut faire pour les universités.»

Mme Beauchamp discutera de la modalité de ces hausses. «Je veux entendre où se campent les différents intervenants sur ces questions. Par exemple, est-ce qu'il est possible ou pas de hausser [les droits de scolarité] différemment selon les familles disciplinaires?»

Or, les représentants étudiants, dont certains boycotteront la rencontre, dénoncent les «idées toutes faites» de la ministre. «La ministre doit

permettre à ses partenaires d'avoir voix au chapitre. Elle ne peut exiger d'eux de seulement choisir entre différentes conclusions insatisfaisantes», a souligné Philippe Verreault-Julien, secrétaire général de la Table de concertation étudiante du Québec, par voie de communiqué.

Et comme ce fut le cas pour la rencontre des partenaires précédente, plusieurs dénoncent la formule. «Comment peut-elle croire que [la ministre] va pouvoir régler les problèmes éminemment complexes en une journée avec une centaine de personnes autour d'une table? C'est dérisoire», a soutenu Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec.

Les principaux syndicats du milieu de l'éducation et les représentants étudiants tiendront ce dimanche les Rendez-vous de l'éducation pour discuter, à leur manière, du financement des universités.

LE SOLEIL : Universités : Beauchamp veut faire appel au privé - Vendredi 05 novembre 2010

Daphnée Dion-Viens

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, veut que le secteur privé contribue davantage au financement du réseau universitaire.

Le 6 décembre, une centaine de personnes participeront à une rencontre ministérielle sur l'avenir des universités, où il sera question de financement, d'accessibilité et de performance du réseau universitaire, a annoncé la ministre hier en point de presse. Des représentants du

secteur privé y participeront aussi. «Je veux aussi entendre ce que le secteur privé du Québec peut faire pour les universités», a affirmé Mme Beauchamp.

Ce que j'ai en tête, par exemple, c'est le développement d'une culture de la

philanthropie, [...] voir s'il y a des conditions [...] pour réussir [ce] changement de culture
— Line Beauchamp

Il n'est toutefois pas question de forcer la main aux entreprises, mais des mesures incitatives pourraient être mises en place

« Je ne parle pas d'obligations imposées par le gouvernement du Québec. Ce que j'ai en tête, par exemple, c'est le développement d'une culture de la philanthropie. Il faut interpeller le secteur privé pour voir s'il y a des conditions à mettre en place pour réussir le changement de culture nécessaire au Québec », a précisé la ministre, soulignant au passage que cette culture est beaucoup plus développée dans les autres provinces du Canada.

Récemment, le recteur de l'Université Laval — qui est aussi président de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) — a lui aussi réclamé une contribution supplémentaire provenant des entreprises, proposant de redistribuer aux uni-

versités une partie du 1 % de la masse salariale qu'elles consacrent déjà à la formation.

La proposition a toutefois été rejetée du revers de la main par la Fédération des chambres de commerce et le Conseil du patronat.

AUGMENTATION DES DROITS DE SCOLARITÉ

La rencontre prévue au début décembre sera aussi l'occasion de discuter des modalités de la hausse des droits de scolarité annoncée dans le dernier budget du gouvernement Charest.

Mme Beauchamp a toutefois tenu à souligner hier que les discussions entourant l'accessibilité aux études universitaires seront de même importance que celles concernant le financement. Le ministre des Finances, Raymond Bachand, sera également présent.

De leur côté, les universités devront aussi faire leur part en s'engageant à améliorer les services offerts aux étudiants, de même que leurs mécanismes de gestion et de reddition de comptes, a ajouté la ministre Beauchamp hier.

« Si les budgets des universités augmentent au cours des prochaines années, on doit savoir à

quoi va servir l'argent supplémentaire », a-t-elle affirmé.

GROGNE ÉTUDIANTE

La tenue de cette rencontre a toutefois été accueillie avec beaucoup de scepticisme hier dans les rangs des étudiants. La Fédération étudiante collégiale et la Fédération étudiante universitaire estiment qu'il s'agit d'« une mauvaise pièce de théâtre » dont la finale est déjà écrite.

« On est déçu de la façon dont ça va fonctionner. Il y a des décisions qui sont déjà prises », affirme Louis-Philippe Savoie, président de la FEUQ, qui réitère son opposition à toute hausse des droits de scolarité.

De son côté, la Fédération nationale des enseignants (FNÉECSN) considère que la formule est trop courte, puisqu'une seule journée ne permettra pas de véritablement débattre de tous ces enjeux.

Il a par ailleurs été impossible hier d'obtenir de réactions de la part de la CREPUQ.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Un débat sur le futur des universités - Vendredi 05 novembre 2010

RÉGYS CARON, Agence QMI

QUÉBEC | La ministre de l'Éducation organise un grand remue-méninges dans le but de redéfinir l'avenir du réseau universitaire québécois. Les partenaires de l'éducation ont rendez-vous pour en débattre à Québec le 6 décembre.

Line Beauchamp cherche de nouvelles sources de financement pour les universités et songe à faire appel à la générosité des entreprises privées.

« Je veux entendre ce que le secteur privé du Québec peut faire pour les universités québécoises [...] Ce que j'ai en tête, c'est l'aspect de la

philanthropie envers les universités québécoises. Dans les autres provinces canadiennes, la proportion du financement provenant de la philanthropie est supérieure à ce qui se passe au Québec », a exposé la ministre en conférence de presse.

La journée du 6 décembre permettra aussi de discuter de la hausse des frais de scolarité qui représentent environ 18 % des budgets de fonctionnement des universités. Mme Beauchamp se demande s'il ne serait pas possible de moduler les augmentations suivant le coût de la formation dispensée aux étudiants. Il en coûte,

par exemple, plus cher de former un médecin qu'un sociologue.

Prêts et bourses

Mme Beauchamp tient aussi à entendre ses partenaires au sujet de l'accessibilité aux études universitaires. « Ce thème se verra accorder autant de temps que la question du financement, a promis la ministre. Je dois être celle qui veille au grain sur la question de l'accessibilité aux études [...] [Je souhaite] qu'on prenne le temps [...] de parler de la bonification du programme de prêts et bourses. »

THE GAZETTE: EDUCATION FORUM SLATED FOR DEC. 6 - Friday, November, 05, 2010

Education Minister QUEBEC — Line Beauchamp has summoned about 100 teachers, students, professors, union representatives and officials of her department for her second education forum. Financing, access and performance in Quebec's universities will be on the agenda at the Dec. 6

gathering, which will also be attended by provincial Finance Minister Raymond Bachand. While raising tuition fees is on the agenda, Beauchamp said, access is equally important, and every young Quebecer with the ability to pursue a university education should be able to do so.

She also wants to see more private sector donations to universities, and noted that she is willing to discuss the possibility of differential fees in the future.

CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES - ALLIANCE SOCIALE

LE SOLEIL : Utilisation «indécente» de cotisations syndicales : Réseau Liberté-Québec réagit à la fondation de l'Alliance sociale par les grandes centrales - Dimanche 07 novembre 2010

Matthieu Boivin

La cofondatrice du Réseau Liberté-Québec, Joanne Marcotte, trouve « indécents » que les puissantes centrales syndicales du Québec utilisent les cotisations des syndiqués afin de faire du lobbying pour influencer le gouvernement Charest en vue des prochaines délibérations budgétaires.

Mme Marcotte a fait cette sortie en réaction à la décision des centrales syndicales et des fédérations étudiantes de fonder l'Alliance sociale. Ce mouvement vient d'être lancé afin de tenter de convaincre le gouvernement Charest de protéger le modèle québécois, en vue du prochain budget. L'Alliance sociale a aussi comme objectif de contrebalancer les idéaux de droite touchant l'administration des finances publiques que véhicule Réseau Liberté-Québec dans les médias depuis quelques mois.

Appelée à commenter la création de l'Alliance sociale, Johanne Marcotte a affirmé que les centrales syndicales devraient se recentrer sur leur mandat, qui est de défendre leurs membres, et non de faire du lobbying auprès du gouvernement Charest. « L'argent des cotisations, c'est pour défendre les membres, a-t-elle avancé. Ce n'est pas pour faire des pressions sur

le gouvernement pour lui dire comment dépenser l'argent des contribuables québécois. »

Mme Marcotte avance que toutes les centrales devraient faire preuve de transparence, et dévoiler à leurs membres les montants qui seront investis dans ce lobbying. Selon elle, les syndiqués devraient avoir leur mot à dire chaque année sur cet enjeu, et devraient être appelés à voter, individuellement, pour dire s'ils acceptent ou pas qu'une partie de leurs cotisations soient accordées à ce lobbying.

« Les membres devraient pouvoir refuser que leurs cotisations soient utilisées pour que les grandes centrales fassent ces pressions sur le gouvernement, affirme-t-elle. Je suis convaincu que ce ne sont pas tous les syndiqués qui souhaitent voir leur syndicat participer à ce débat. » Mme Marcotte offre une autre option aux dirigeants de ces centrales syndicales.

« S'ils veulent donner leurs opinions sur la façon de dépenser l'argent des contribuables, eh bien, qu'ils se lancent en politique active. »

PRÊTE À DÉBATTRE

Malgré tout, Johanne Marcotte voit d'un bon œil l'arrivée de ce mouvement de gauche. Et elle souhaite débattre avec ses représentants.

« Pendant trop de temps, les syndicats ont eu à eux seuls le micro pour parler. Nous sommes là

pour faire le contrepois, et je suis prête à en débattre, en autant qu'on le fasse à partir de données objectives et vérifiables. »

RÉACTION DE LA CSN

Informée des commentaires de Mme Marcotte, la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, a répliqué que le Réseau LibertéQuébec devrait dévoiler le nom des gens et des organisations qui financent ses activités, au lieu de donner des leçons aux syndicats.

« Qui les financent, eux? On est plusieurs qui aimeraient le savoir. »

Mme Carbonneau a de plus affirmé que Mme Marcotte démontre une « ignorance crasse » du fonctionnement des syndicats, quand elle demande que chaque syndiqué vote sur les dépenses reliées au lobbying. C'est qu'en fonction des lois du Québec, les centrales syndicales décident de leurs grandes orientations en fonction des priorités des délégués syndicaux élus. Chacun représente les membres de leur syndicat local auprès de la grande fédération. Ainsi, tous les syndiqués ne votent pas individuellement pour approuver quelque dépense que ce soit.

La décision de se joindre à l'Alliance sociale a été prise à la CSN par le Conseil confédéral, en tenant compte des statuts et règlements de la



CSN. Une décision avec laquelle Mme Carbonneau est très à l'aise.

«C'est comme si elle demandait au premier ministre de faire une élection chaque fois qu'un

ministère veut acheter une boîte de crayon», a-t-elle comparé.

RUEFRONTENAC.COM : L'Alliance sociale veut faire contrepoids à la droite - Mise à jour le Samedi, 06 novembre 2010 08:17

Écrit par **David Patry-Cloutier**

Syndicats et associations étudiantes du Québec viennent de former une alliance pour contrer le vent de droite qui souffle sur la province. Dans une déclaration commune, ils dénoncent le discours «alarmiste», «pessimiste» et même «mensonger» de leurs opposants.

La CSN, la FTQ, la CSQ, la CSD, la FEUQ et la FECQ, pour ne nommer que ceux-là, joignent leurs voix en faveur du rôle de l'État dans l'économie et dans le social, notamment pour la répartition équitable de la richesse, en créant l'Alliance sociale.

Dans un texte intitulé *Un autre Québec est possible*, ils dénoncent le discours de la droite, un discours qui prend de plus en plus de place grâce à la formation du Réseau Liberté-Québec et de la probabilité d'un mouvement politique dirigé par François Legault.

L'Alliance sociale estime que leurs «orientations ne peuvent qu'engendrer plus d'inégalités et de privations pour les gens moins fortunés, alors même que des droits sociaux et économiques fondamentaux sont en cause.»

La présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, attribue ce vent de droite au cynisme qui

s'installe dans la population envers la politique. «Tout groupe qui propose de la nouveauté obtient une oreille attentive de la population, indique-t-elle. Le discours (de la droite) n'a rien de novateur et ne tire aucune leçon de la dernière crise économique.

«Réduire la législation, le laisser-faire, c'est justement ce type de comportement qui fait qu'on se retrouve dans la dèche. On entend faire contrepoids», affirme M^{me} Carbonneau.

L'Alliance souhaite que le gouvernement cesse les compressions budgétaires tous azimuts qui affectent les services à la population, qu'il mette de côté la hausse des frais de scolarité qui affecterait les étudiants les moins nantis. Il prône un réinvestissement massif en éducation et en santé.

«L'argument massue de la droite, c'est de dire qu'on n'a plus les moyens de payer», explique Claudette Carbonneau. Citant une étude gouvernementale, elle affirme que les programmes sociaux québécois coûtent 7,5 milliards de dollars, alors qu'il en coûte individuellement 17,5 milliards aux résidents des autres provinces pour se payer les mêmes services en ayant recours au privé.

«La vraie question, c'est comment est-ce que ça coûte le moins cher pour les Québécois», dit-elle en réitérant sa confiance au public.

Pour financer ses aspirations, l'Alliance demande d'échelonner sur une plus longue période le retour à l'équilibre budgétaire. «Le poids du déficit québécois par rapport à son économie est l'un des moins élevés des pays industrialisés», argue-t-elle.

Elle souhaite l'introduction d'un pallier d'imposition plus élevé pour les contribuables qui gagnent plus de 127 000\$ par an. «Comme cela existe au fédéral», indique le document. Elle demande aussi de resserrer la fiscalité des entreprises et d'assurer que l'exploitation des ressources naturelles amène sa juste part de revenus à l'État.

Elle exige que les travailleurs soient inclus dans un dialogue afin de faire face aux nouveaux défis du marché du travail.

«Nous croyons fermement que des solutions progressistes peuvent être apportées pour permettre à la société de continuer d'avancer», conclut le document.

LE SOLEIL : La gauche se lève à son tour - Samedi 06 novembre 2010



PHOTO LE SOLEIL, LAETITIA DECONINCK

Les chefs syndicaux du Québec et les leaders des fédérations étudiantes universitaire et collégiale se sont réunis hier matin pour lancer le nouveau mouvement nommé Alliance sociale.

Jean Pascal Lavoie

Les syndicats ne veulent plus laisser tout l'espace à la droite et à son «travail d'intoxication». Ils fondent l'Alliance sociale pour contrer ce discours et tenter d'infléchir les politiques budgétaires du gouvernement du Québec. Tous les chefs des grands syndicats du Québec s'étaient réunis ce matin dans l'hôtel de la colline parlementaire, accompagnés des leaders des fédérations étudiantes universitaire

collégiale, pour lancer le nouveau mouvement. S'avouant insatisfaits du dernier budget Bachand et craintifs pour le prochain, les leaders syndicaux ont livré un vibrant plaidoyer en faveur du modèle québécois.

«Nous sommes conscients que c'est un système qui mérite des améliorations», a convenu Michel Arsenault, président de la Fédération des travailleurs du Québec. «Mais il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain, et se retrouver à payer plus cher pour les mêmes services.»

Piqués au vif par le discours antisindicaliste du Réseau Liberté-Québec et l'intérêt que suscite un possible mouvement politique organisé autour de l'ancien ministre péquiste François Legault, les syndicats veulent se faire entendre.

« On ne leur laissera pas tout l'espace », a lancé Claudette Carbonneau, présidente de la CSN, qui veut contrer leur « travail d'intoxication de la population en répétant toujours le même mantra. [...] Le Québec a besoin de bien d'autres choses qu'un Tea Party québécois! »

«Si on laisse tout l'espace occupé par le discours de droite, c'est possible que la population soit dupée», a renchéri Réjean Parent, président de la CSQ.

et

«Nous sommes les gardiens de la classe moyenne, a insisté M. Arsenault. Partout où je suis allé dans le monde, les endroits où le taux de syndicalisation était le plus bas étaient les endroits où la classe moyenne était la plus faible.»

OBJECTIF BUDGET

L'objectif avoué de l'Alliance sociale est d'influer sur le prochain budget du Québec et de retarder l'échéancier de l'élimination du déficit.

« Si l'ampleur de la dette que nous léguons à nos enfants doit être prise en compte, nous devons aussi nous préoccuper de l'état dans lequel nous leur laisserons les services publics et les programmes sociaux », écrivent les représentants de l'Alliance dans leur déclaration commune.

Pour ce faire, l'Alliance a l'intention de rencontrer un à un tous les députés de l'Assemblée nationale, et se servira de la force de mobilisation de ses membres. «C'est évident qu'on va se servir de notre poids et de notre nombre», indique M. Arsenault.

«Il y a une mobilisation qui se dessine et on entrevoit quelque chose dès cet automne», confirme M^{me} Carbonneau.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Plus à gauche, les syndicats - Samedi 06 novembre 2010

GENEVIÈVE LAJOIE, Agence QMI

QUÉBEC - Agence QMI Pour faire contrepoids au vent de droite qui semble gagner le Québec, plusieurs groupes syndicaux s'unissent pour former un mouvement plus « progressiste » : l'Alliance sociale.

L'émergence du Réseau Liberté-Québec et du mouvement de centre-droit piloté par l'ex-ministre péquiste François Legault inquiète les

syndicats, qui ont annoncé hier matin à Québec qu'ils joignent leurs voix pour proposer « un discours plus social-démocrate » aux Québécois.

« C'est clair qu'on ne leur laissera pas tout l'espace », a insisté la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau.

« On travaille à ce mouvement depuis le dernier budget Bachand », a signalé de son côté le président de la FTQ, Michel Arsenault.

« On est profondément convaincu que les Québécois sont attachés aux valeurs sociales-démocrates », a-t-il insisté.

La FTQ, la CSN, la CSQ, le SFPQ et la FEUQ sont au nombre des groupes membres de ce nouveau mouvement.

THE GAZETTE: Union alliance 'not a tea party': Calls on Charest to hike taxes, spending - Saturday, November 06, 2010

KEVIN DOUGHERTY GAZETTE QUEBEC BUREAU
QUEBEC - The leaders of Quebec's labour unions have formed a new alliance, with the goal of stopping what they see as a rightward drift by the province.

Instead, they want continued spending in the next provincial budget on social programs and education.

" This is not a tea party," said Claudette Carbonneau, president of the Confédération des

syndicats nationaux, referring to the Tea Party movement in the United States, which calls for tax cuts and less public spending.



The motto of the Alliance sociale, as the new grouping calls itself, is " Another Quebec is possible."

At a joint news conference yesterday, Dominique Verreault, of the Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux, noted that since it was elected in 2003, the Charest government has trimmed taxes by \$ 5 billion.

" If that money had instead been re-invested, all Quebecers would profit," she said.

Lucie Martineau, president of the Syndicat de la fonction publique du Québec, representing civil servants, called on Quebec to follow the example of the federal government, by adding a higher 28-per-cent tax bracket on income over \$ 127,000.

" Progressive taxation," she said. " That's the solution."

The Alliance sociale includes the two post-secondary student federations opposed to tuition

hikes. And the alliance wants to broaden its base further, to include more civil society groups.

Michel Arsenault, president of the Quebec Federation of Labour, said it plans to visit all 125 National Assembly members to explain its message.

A series of activities to press the alliance message is planned while Finance Minister Raymond Bachand prepares his budget, and after that if Bachand does not follow the alliance course.

" He used to work for us," Arsenault noted. Bachand was president of the QFL Solidarity Fund, investing in Quebec business ventures.

In his last budget, Bachand noted that Quebec spends more than Ontario on government services.

Arsenault said Quebec spends \$ 7 billion more than Ontario, but Ontario does not have \$ 7-a-day daycare, parental leave, pharma care or other Quebec programs. He estimates that

Ontarians actually pay \$ 17.5 billion more for those same services out of their own pockets.

Arsenault dismissed proposals for a new or revitalized right-wing in Quebec, saying Action démocratique du Québec, which formed the official opposition after the 2007 election, " lasted the time of a song, then disappeared."

He said Quebec is different in North America, and it isn't just a question of language.

" Quebec will never be the Texas of North America or another Alberta," the QFL leader said.

With 36 per cent of its labour force unionized, Quebec now trails Newfoundland and Labrador in unionization, he said, calling the union movement defenders of the middle class.

He noted that in 1945, 36 per cent of the U. S. labour force was unionized, and there was a middle class. Now only 11.5 per cent are unionized, he said, and there is no more middle class.

" I don't think the majority of Quebecers want that."

RUEFRONTENAC.COM : Déclaration commune des membres de l'Alliance sociale : *Un autre Québec est possible* – Samedi 06 novembre 2010

Différents groupes progressistes ont décidé d'unir leurs voix et leurs actions afin de démontrer qu'en matière de finances publiques et de développement économique, un autre Québec est possible.

Depuis plusieurs années, nous assistons au Québec à l'expression d'une pensée dominante qui répète inlassablement des mantras prônant le désengagement de l'État, la privatisation des services publics, le laisser-faire économique et le tout au marché. Et ce phénomène a pris de l'ampleur à la faveur de la pire crise financière et économique mondiale des 80 dernières années. La préparation du dernier budget québécois a d'ailleurs donné lieu à une stratégie bien orchestrée de déformations factuelles, de contre-vérités et de propos alarmistes de tout genre.

Pour résumer, nous serions moins riches qu'ailleurs et plus endettés, tout en bénéficiant de services publics et de programmes sociaux plus étendus. En somme, selon ce point de vue, nous vivons au-dessus de nos moyens. Et la situation ne pourra qu'empirer avec le vieillissement de la population. Le même diagnostic déprimant nous est servi quant à l'état de l'économie: productivité à la traîne, investissements anémiques, démographie stagnante, etc. Et nous pourrions continuer longuement la litanie de nos insuccès allégués. Tout cela sert de toile de fond pour justifier un virage vers la privatisation et la tarification des services sur la base du principe d'utilisateur-payeur, et ce, dans le but de faire reposer directement sur les épaules des usagères et des usagers une part croissante du financement des services.

Or, ces orientations ne peuvent qu'engendrer plus d'inégalités et de privations pour les gens moins fortunés, alors même que des droits sociaux et économiques fondamentaux sont en cause.

L'Alliance sociale pour des solutions progressistes

C'est pour faire contrepoids à ces séances publiques d'autoflagellation que l'Alliance sociale s'est formée. Pour ce faire, nous entendons mettre au jeu des solutions de rechange qui feront la démonstration qu'il est nécessaire d'avoir un État fort si l'on veut une économie dynamique et une meilleure redistribution de la richesse.

À partir des préoccupations des groupes formant l'Alliance, nous avons dégagé des objectifs en vue d'infléchir la trajectoire du prochain budget du Québec au printemps prochain.

Compressions et équilibre budgétaires

Le gouvernement doit mettre fin à son programme de compressions budgétaires tous azimuts, car, sous prétexte d'un retour hâtif à l'équilibre budgétaire, il sabre les services à la population déjà très fragilisés par des années de coupes et de réformes inappropriées en plus de se priver d'instruments pour faire face aux nouveaux besoins. La hausse des droits de scolarité est une fausse solution aux problèmes de financement de l'enseignement supérieur qui frapperait de plein fouet les étudiants les plus démunis et leur famille. Cela ne fait que détourner l'attention de la nécessité et de l'urgence de procéder à des investissements publics majeurs en éducation. Les mêmes besoins pressants se font sentir en ce qui a trait aux services à la petite enfance, aux personnes âgées, ainsi qu'au regard du financement public adéquat de la santé et des programmes sociaux et d'une fonction publique performante.

Pour retrouver l'équilibre budgétaire, nous devons envisager un échéancier plus long, d'autant plus que le poids du déficit québécois par rapport à son économie est l'un des moins élevés des pays industrialisés. Si l'ampleur de la dette que nous léguons aux générations futures doit être prise en compte, nous devons aussi nous préoccuper de l'état dans lequel nous leur laisserons les services publics et les programmes sociaux. Cela aussi fait partie de l'équité entre les générations.

L'équité des mesures fiscales

Alors que des études démontrent que nous payons nos médicaments trop cher, nous estimons que la contribution en santé d'un montant de 200\$ par adulte, sans égard au revenu, constitue une mesure régressive injustifiée et pernicieuse.

Nous pensons aussi que le régime d'imposition pour les contribuables à très hauts revenus devrait être révisé. À titre d'exemple, un 4^e palier de 28% à la table d'imposition pour les revenus imposables supérieurs à 127 000\$ pourrait être introduit, comme cela existe au fédéral. La fiscalité des entreprises devrait aussi être resserrée dans le but de restreindre l'évitement fiscal et les échappatoires de toutes sortes.

Autres mesures

De même, nous voudrions nous assurer que l'exploitation de nos ressources naturelles dans une perspective de développement durable entraîne les retombées économiques pour la population et l'État québécois. Il faut aussi faire en sorte que le gouvernement fédéral rehausse

substantiellement sa contribution pour soutenir les provinces tout en respectant leur juridiction.

Le développement économique

Nous attendons des mesures fortes pour assurer la vitalité du secteur manufacturier et favoriser la création d'emplois dans une perspective de développement durable. Nous attendons des mesures qui valorisent le savoir-faire québécois, qui encouragent la modernisation des équipements et l'accès aux technologies. Des mesures qui reconnaissent la vitalité de nos entreprises de service, des mesures qui stimulent l'économie sociale. Pour cela, nous comptons sur la mise en place d'un dialogue social qui privilégierait la véritable contribution des travailleuses et des travailleurs au développement de l'organisation du travail et de l'innovation dans les entreprises.

Québec: 16% jusqu'à 38 570\$ de revenu imposable, 20% jusqu'à 77 140 et 24% au-delà. Fédéral: 15% jusqu'à 40 970, 22% jusqu'à 81 941, 26% jusqu'à 127 021, et 29% au-delà.

Les directions d'entreprises et des institutions publiques doivent favoriser le maintien des emplois et s'engager résolument à investir dans la formation. En favorisant ainsi le développement des compétences des travailleuses et des travailleurs pour mieux faire face aux mutations du marché du travail et aux enjeux environnementaux de plus en plus présents, ce sont des emplois de qualité que nous assurons. Voilà une façon concrète non seulement de créer de la richesse, mais également de mieux la répartir.

Nous sommes conscients des difficultés auxquelles la société québécoise est confrontée. Nous avons aussi conscience des défis qui se posent, en particulier en matière de conciliation entre l'économie et l'environnement. Nous désirons relever ces défis, comme nous l'avons fait collectivement par le passé avec un succès certain. Mais nous ne laisserons pas saccager nos services publics et nos programmes sociaux, tout comme nous favoriserons le renforcement des leviers d'intervention économique de l'État. Nous croyons fermement que des solutions progressistes peuvent être apportées pour permettre à la société de continuer d'avancer.

Des actions partout au Québec

Chacun des membres de l'Alliance sociale mènera, au cours des prochains mois, diverses actions de visibilité afin de sensibiliser la population du Québec à propos de l'alternative au discours dominant sur les finances publiques et d'ici le printemps, des actions convergentes de

tous les groupes seront menées sur des bases régionales ou nationale.

Signataires: Michel Arsenault, président de la FTQ, Claudette Carbonneau, présidente de la

CSN, Réjean Parent, président de la CSQ, François Vaudreuil, président de la CSD, Lucie Martineau, présidente du SFPQ, Dominique Verreault, présidente de l'APTS, Gilles Dussault, président

du SPGQ, Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ, Louis-Philippe Savoie, président de la FEUQ

RADIO-CANADA / POLITIQUE : Consultations prébudgétaires : Syndicats et étudiants s'unissent dans l'Alliance sociale - Mise à jour le vendredi 5 novembre 2010 à 20 h 55

Les leaders syndicaux de la CSN, de la FTQ et de la CSQ ont annoncé vendredi la formation de l'Alliance sociale, un groupe destiné à « contrer le discours de droite » véhiculé dans l'opinion publique à l'approche des consultations prébudgétaires du ministre des Finances du Québec, Raymond Bachand.

L'Alliance sociale regroupe sept organisations syndicales québécoises (FTQ, CSN, CSQ, CSD, SFPQ, APTS et SPGQ) ainsi que la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

Selon les représentants de l'Alliance sociale, nous assistons au Québec depuis plusieurs années à la montée d'un discours qui prône le désengagement de l'État, la privatisation des services publics et la réduction de l'interventionnisme de l'État dans l'économie et les marchés. Cette tendance aurait pris de l'ampleur avec la crise économique et financière, ces dernières années.

La nouvelle alliance syndicale dénonce également ce qu'elle appelle « la stratégie de déformation factuelle, les contre-vérités et les propos alarmistes » du gouvernement Charest dans son dernier budget.

Les propos du ministre Bachand sur l'endettement des Québécois, la productivité à la traîne, le faible taux de richesse collective, le vieillissement de la population et l'explosion des coûts sociaux qui y sont liés ne seraient, selon un communiqué publié par l'Alliance sociale, que des prétextes pour justifier un virage vers la privatisation et la tarification des services.

« Le dernier budget du Québec a véritablement marqué une rupture du pacte social des Québécois et des Québécoises avec leur État. Je pense que c'est une nécessité de briser le moule de la morosité des mantras continuellement répétés, qui dévalorise tout ce qu'on a réussi à construire comme société », a expliqué à RDI la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau.

Par conséquent, l'Alliance sociale entend mobiliser ses membres et faire entendre sa voix et ses revendications, pendant que le gouvernement du Québec prépare son prochain budget.

« On a une cible bien précise : faire infléchir le cours du dernier budget », soutient Claudette Carbonneau qui entend faire appel à toutes les « forces progressistes de la société pour faire entendre un autre discours que celui de la droite ».

[audio-vidéo](#)

[Josée Thibeault donne les détails.](#)

[Le reportage de Marie-Andrée Brassard](#)

[L'alliance veut défendre le modèle québécois, rapporte Sébastien Bovet.](#)

[Michel Pepin passe en revue les grandes lignes de la déclaration commune.](#)

[L'entretien de Michel Labrecque avec Claudette Carbonneau, présidente de la CSN et cosignataire de la déclaration commune de l'Alliance sociale.](#)

CÉGEPS

RADIO-CANADA / GASPÉSIE-LES-ISLES : Cégep de Matane : Loger ses étudiants - Mise à jour le mardi 9 novembre 2010 à 17 h 22

Le Cégep de Matane a un besoin urgent de chambres pour héberger les étudiants qui proviennent de l'extérieur de la région. L'an passé, plus de 80 étudiants ont demandé une résidence au Cégep sans qu'on puisse répondre à leur besoin.

Le Cégep est convaincu que ces refus ont un impact sur le nombre d'inscriptions, alors que

des programmes d'étude sont en danger à cause du manque d'étudiants dans certains domaines. Comme plus de la moitié des 611 étudiants proviennent de l'extérieur de la MRC, la direction veut régler ce problème au plus vite.

De plus qu'un nouveau Centre de transfert technologique sera construit bientôt et devrait attirer une nouvelle clientèle.

Le Cégep veut donc intéresser des promoteurs à construire un nouvel immeuble, qui pourrait accueillir un minimum de 50 étudiants. La direction espère que le projet, estimé à plus de 1 million de dollars, sera terminé l'automne prochain.

Actuellement, 256 résidences sont disponibles au Cégep de Matane.

RADIO-CANADA / ESTRIE : : Cégep de Sherbrooke : La géothermie à l'honneur en 2011 - Mise à jour le mardi 9 novembre 2010 à 13 h 54

La géothermie sera à l'honneur au cégep de Sherbrooke dès la fin de l'année 2011. L'installation et la conception de systèmes géothermiques pour les petits bâtiments seront enseignées dès l'automne.

Les deux formations, d'une durée de trois jours chacune, seront suivies d'un examen.

Cette offre est le fruit d'un partenariat entre la Coalition canadienne de l'énergie géothermique (CEEG), Sherbrooke Innopole et le cégep. Les entrepreneurs en géothermie de la région

pourront donc enrichir leur connaissance dans le domaine.

La géothermie est un procédé de chauffage et de climatisation exploitant l'énergie contenue sous la surface de la Terre pour contrôler la température d'une habitation.

Le président-directeur général de la CCEG, Denis Tanguay, affirme qu'il s'agit d'un procédé qui a la cote depuis quelques années. « En 2005, 2006, 2007, pour chacune de ces années-là, il y

eu des taux de croissance de 40 % et de 60 % en 2008 et 2009 », dit-il.

Cette popularité est notamment attribuable à l'augmentation du prix du pétrole, mais également à la multiplication des programmes d'aide financière, dont l'écoÉNERGIE Rénovation-Maisons.

[audio-vidéo](#)

[La géothermie sera à l'honneur en 2011 au cégep de Sherbrooke, explique Mylène Grenier.](#)

LE NOUVELLISTE : Facebook: Six étudiantes écopent une tache à leur dossier – Mardi 09 novembre 2010



Photo: Ève Guillemette

Les six étudiantes du Collège Shawinigan ont écopé une réprimande écrite à leur dossier pour leurs propos jugés irrespectueux sur Facebook. Martin Lafrenière, Le Nouvelliste

(Shawinigan) La direction du Collège Shawinigan juge irrespectueux les propos tenus récemment sur Facebook par six étudiantes en techniques d'éducation à l'enfance.

La décision a été annoncée vendredi aux six étudiantes ainsi qu'aux deux enseignantes visées par les commentaires sur ce réseau social. Les six étudiantes ont ainsi une réprimande écrite à leur dossier.

Selon Sylvie Le Sieur, cette décision s'appuie sur la réglementation interne de l'école. Elle est d'avis que le Collège ne peut accepter que de tels propos soient tenus à l'égard de membres de sa communauté.

«C'est très sérieux, ce qui s'est passé. Et on est aussi une maison d'enseignement. On a le devoir de sensibiliser la communauté collégiale sur les médias sociaux et le devoir de prévenir ce

genre de choses», raconte la directrice des études.

Mme Le Sieur ne tient pas à révéler le contenu des propos tenus par ces six étudiantes. Mais elle croit que tout cela n'a pas été fait dans le but de blesser qui que ce soit.

«Les gens doivent être conscients de l'impact que ça peut avoir. La nature des propos justifie la réprimande, qui est la sanction la plus légère du règlement numéro 4.»

La semaine dernière, la direction avait suspendu les six étudiantes pour un cours. Celles-ci ont dû signer une liste de conditions pour pouvoir retourner dans ce cours.

«C'est par mesure éducative. C'est pour faciliter la réintégration des étudiantes et aussi des enseignantes», ajoute Mme Le Sieur, qui se fait discrète quant à la nature des conditions exigées.

La popularité des médias sociaux étant relativement récente, le Collège Shawinigan lance une campagne de sensibilisation auprès de ses étudiants et de son personnel afin de leur faire prendre conscience de leurs responsabilités en tant qu'usagers. Mme Le Sieur a déjà rencontré les étudiants des deuxième et troisième années et fera de même avec les nouveaux étudiants. «Ça va devenir important. Il faut se préoccuper de cela pour éviter que de telles choses ne se reproduisent.»

Le Nouvelliste a tenté, sans succès, d'obtenir des commentaires de la part de l'Association générale des étudiantes et des étudiants du Collège Shawinigan.

Réfléchir avant d'agir

«Si on prenait deux minutes avant de placer quoi que ce soit sur Facebook, ça éviterait bien des problèmes.»

Synda Ben Affana est convaincue que les gens se comporteraient différemment s'ils agissaient avec moins d'empathie à l'égard des médias sociaux. Et surtout, les gens doivent réaliser que des réseaux comme Facebook sont publics.

«Les plates-formes sont facile d'usage. Tu n'as pas besoin de beaucoup de connaissances techniques pour mettre des photos là-dessus. On ne se pose pas de questions, donc on sort de la sphère privée pour aller sur la sphère publique. Personne ne présenterait ses photos de vacances dans un autobus, on mettrait la santé mentale de la personne en doute! Mais on le fait sur Facebook», déclare Mme Ben Affana, professeure au département des lettres et communication sociale à l'Université du Québec à Trois-Rivières et spécialiste des médias sociaux.

Cet empressement à utiliser Facebook vaut également pour les commentaires qui y sont véhiculés. L'instantanéité, la facilité d'utilisation et l'accessibilité peuvent expliquer le comportement de certains usagers. Le dossier des six étudiantes du Collège Shawinigan, qui auraient tenu des propos irrespectueux envers deux enseignantes, en est un bon exemple.

«Ces jeunes croyaient en discuter autour d'un café. Il y a un travail de sensibilisation à faire, de responsabilisation des usagers qui doivent prendre leurs responsabilités. Par exemple, on ne peut pas faire des menaces à quelqu'un dans un centre d'achat. Sur Facebook, c'est la même chose. On ne dit pas n'importe quoi sur Facebook.»

Mme Ben Affana estime que la direction du Collège Shawinigan a agi sagement en prenant quelques jours pour évaluer la situation.

LE SOLEIL : Les cégépiens traînent la patte en français – Dimanche 07 novembre 2010

Daphnée Dion-Viens

Tant que Montréal va continuer à vouloir afficher un visage anglophone, tant qu'on va entendre des journalistes utiliser des anglicismes, pour nous comme profs, c'est difficile comme tâche — Louise Courville, responsable du département de français au Cégep de Sainte-Foy

Le français donne du fil à retordre aux cégépiens. Les étudiants sont de plus en plus nombreux à devoir s'inscrire à un cours de mise à niveau lors de leur entrée au collège. En 10 ans, leur nombre a bondi de 46 %.

Selon les données du ministère de l'Éducation, obtenues par Le Soleil grâce à la Loi sur l'accès à l'information, 9502 cégépiens étaient inscrits à un cours de rattrapage en français en 2000-2001 à la session d'automne, d'hiver ou d'été. Dix ans plus tard, ce nombre grimpe à 13 964 étudiants en 2009-2010.

À la Fédération des cégeps, on peine à expliquer cette augmentation. «Plusieurs facteurs peuvent être en jeu, mais il s'agit d'hypothèses», affirme sa porte-parole, Caroline Tessier.

À partir de 2008-2009, les cégeps ont ouvert un peu plus grandes leurs portes en acceptant des élèves qui n'avaient pas tout à fait complété leur diplôme d'études secondaires, rappelle-t-elle. Davantage d'élèves plus faibles ont forcément été admis. Dans la région de Montréal, les cégeps accueillent aussi de plus en plus d'étudiants allophones, qui peuvent avoir des difficultés en français.

Mais une certitude demeure : les exigences des cégeps n'ont pas augmenté au fil des ans, indique Mme Tessier. Le nombre total d'étudiants dans le réseau collégial est aussi comparable, puisqu'il était de 213 400 en 2000-2001 comparativement à 213 700 en 2009-2010. Toutes proportions gardées, l'augmentation du nombre d'inscriptions dans les cours de rattrapage est donc bien réelle.

LES RÈGLES VARIENT

Généralement, les cours de mise à niveau sont imposés aux étudiants dont la moyenne générale en français au secondaire est faible. Les règles varient d'un cégep à l'autre. Au Cégep de Lévis-Lauzon, un étudiant doit suivre un cours de mise à niveau s'il a obtenu moins de 65 % en français au secondaire.

Au Cégep Limoilou, ce critère est de moins de 62 %. Dans d'autres collèges, comme au Cégep de Sainte-Foy, les étudiants faibles en français doivent se soumettre à un test de classement dont les résultats détermineront s'ils devront s'inscrire à ce cours supplémentaire.

Les inscriptions dans les cours de mise à niveau ne semblent toutefois pas avoir considérablement augmenté dans les cégeps de la région de Québec. Au Cégep Limoilou, le nombre d'inscription est stable depuis plus de huit ans, assure la directrice des études, Anne Filion, qui s'explique mal l'augmentation au niveau provincial. «La seule hypothèse que je risque, c'est que la situation est bien différente à Montréal à

cause de la diversité de la population étudiante», dit-elle.

Au Cégep de Lévis-Lauzon, les inscriptions fluctuent d'une année à l'autre depuis cinq ans, ce qui ne permet pas de dégager de tendance générale.

De son côté, Louise Courville, responsable du département de français au Cégep de Sainte-Foy, n'est pas prête à affirmer que les étudiants d'aujourd'hui sont plus faibles en français qu'avant. «Je n'aime pas ces étiquettes. Il y a des cohortes plus fortes et il y en a d'autres plus faibles», dit-elle.

Pour améliorer la maîtrise du français chez les cégépiens, les cours de littérature ont d'ailleurs été récemment modifiés. Depuis cet automne, tous les profs doivent aussi enseigner des stratégies de révision de textes à leurs étudiants.

Mme Courville tient aussi à rappeler que la «dégradation de la langue» est un phénomène de société : «Ces jeunes sont à l'image de la société dans laquelle ils vivent. Tant que Montréal va continuer à vouloir afficher un visage anglophone, tant qu'on va entendre des journalistes utiliser des anglicismes, pour nous comme profs, c'est difficile comme tâche.»

Fait à noter, les mathématiques semblent donner beaucoup moins de fil à retordre aux étudiants que le français. En 10 ans, le nombre d'inscriptions dans les cours de mise à niveau en mathématiques est passé de 8040 à 7909 étudiants, toujours selon les chiffres du ministère de l'Éducation.

LE SOLEIL : Offensive pour une amélioration – Dimanche 07 novembre 2010

Daphnée Dion-Viens

Les difficultés des étudiants en français causent bien des maux de tête aux profs de sciences humaines, tant au cégep qu'à l'université. À un point tel qu'ils ont décidé de se regrouper pour échanger leurs bons coups, en espérant ainsi renforcer la maîtrise de la langue chez leurs étudiants.

«Les profs de cégep et d'université en sciences humaines nous ont dit que leur principal problème, c'est que les élèves ont des difficultés à lire et à écrire. C'est un cri du cœur qui est ressorti des tables de concertation. Et comme prof de sociologie ou d'histoire, les profs ne se sentent pas outillés pour répondre à ces lacunes importantes», affirme Erick Falardeau, professeur en sciences de l'éducation à l'Université Laval.

Pour remédier à la situation, le réseau Fernand-Dumont a été créé tout récemment grâce à une subvention d'un demi-million de dollars provenant du ministère de l'Éducation. Ce projet-

pilote est une initiative commune du Collège François-Xavier-Garneau, du Cégep de Sainte-Foy et de l'Université Laval.

Le réseau Fernand-Dumont s'intéresse à la maîtrise de la langue de façon très large, explique un de ses coprésidents, Erick Falardeau. «Les étudiants ont des lacunes très importantes, autant en lecture qu'en écriture. Et on ne parle pas ici de ne pas mettre de S au pluriel. On parle d'organisation textuelle, de difficulté à lire des textes universitaires, de manipuler des concepts. Il y a tout un vocabulaire que les étudiants ne maîtrisent pas quand ils arrivent au cégep», affirme-t-il, tout en précisant que les profs d'université sont aux prises avec les mêmes problèmes.

L'objectif n'est toutefois pas de transformer les profs de sciences humaines en profs de français, ajoute Erick Falardeau. «Le prof de sciences politiques a 45 heures pour donner son cours, il ne fera pas huit heures de français. Nous, ce qu'on essaie de voir, c'est comment on peut

proposer des outils aux profs pour aider l'étudiant à mieux planifier sa rédaction.»

Le réseau Fernand-Dumont a organisé sa première activité cette semaine, en réunissant une trentaine de profs lors d'une table ronde où ils ont pu échanger sur leurs bons coups. Certains demandent à leurs étudiants de remplir des fiches de lecture chaque semaine comme Jean-Didier Dufour, professeur de sociologie et de sciences des religions au Collège François-Xavier-Garneau.

Ce dernier prend aussi du temps en classe avec ses étudiants pour décortiquer les questions d'examen, afin de s'assurer qu'ils ont bien compris. Il a aussi travaillé à l'élaboration d'un atelier pour les professeurs afin de les aider à rédiger des questions claires lors des évaluations. «On cherche chacun à faire son bout de chemin. La pédagogie n'est pas une science simple, il y a toujours du travail à faire», dit M. Dufour.

ÉTUDIANTS INSCRITS À UN COURS DE MISE À NIVEAU EN FRANÇAIS AU CÉGEP

2000-2001	9502	2005-2006	10 614
2001-2002	10 155	2006-2007	11 846
2002-2003	11 052	2007-2008	12 429
2003-2004	11 611	2008-2009	13 723
2004-2005	11 441	2009-2010	13 964

Source : ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

LE SOLEIL : Quel verdict pour les élèves de la réforme? – Dimanche 07 novembre 2010

Daphnée Dion-Viens

La première cohorte d'élèves de la réforme vient de franchir les portes des cégeps cet automne. Puisque les statistiques concernant les inscriptions pour l'année 2010-2011 ne sont pas encore disponibles au ministère de l'Éducation, les chiffres obtenus par Le Soleil ne permettent pas de poser un verdict sur les compétences en français de ces élèves qui ont été les premiers à goûter au «renouveau pédagogique». Toutefois, le coup de sonde effectué dans les cégeps de la région de Québec permet d'apprendre que le nombre d'inscriptions dans les cours de mise à niveau est relativement

stable cet automne. Au Cégep de Sainte-Foy, trois groupes suivent un cours de rattrapage en français cette année, soit le même nombre que l'an dernier. «On ne voit vraiment pas de différence», affirme Louise Courville, responsable du département de français. Même son de cloche au Cégep Limoilou, où le nombre d'inscriptions est aussi stable cette année. «Les commentaires qu'on entend jusqu'à maintenant de la part des professeurs sont très positifs. Plusieurs étudiants sont excellents», affirme Anne Fillion, directrice des études au Cégep Limoilou.

Au Cégep de Lévis-Lauzon, 148 étudiants sont inscrits au cours de mise à niveau en français cet automne comparativement à 164, en 2009-2010.

Au Collège François-Xavier Garneau, le nombre d'inscriptions est passé de 240 l'an dernier à 276 cette année, mais le nombre total d'étudiants a aussi augmenté, souligne Lyse Cauchon, directrice adjointe aux études. Les étudiants allophones sont aussi plus nombreux, précise-t-elle : «De manière générale concernant les élèves de la réforme, c'est très variable. Mais une chose est sûre, il n'y a pas d'onde de choc dans le milieu.»

LE NOUVELLISTE : Facebook: «Les gens ne sont pas toujours conscients de l'impact de leur propos» - Samedi 06 novembre 2010



Plusieurs institutions scolaires de la région ont une politique en ce qui concerne Facebook. Martin Lafrenière, Le Nouvelliste Le Collège Lafleche sait par où passe la direction du Collège Shawinigan. L'institution privée de Trois-Rivières a été confrontée à un dossier de commentaires désobligeants diffusés par une étudiante sur sa page Facebook. Le cas s'est passé au cours de l'année scolaire 2009-2010. L'étudiante a tenu des propos peu élogieux envers les membres d'un département du collège. Et la direction l'a appris. «Elle livrait ses états d'âme, ses émotions à chaud sur ce qu'elle venait de vivre avec le programme. Mais elle était amie de la page du collège et c'est comme ça que je l'ai vue»,

mentionne Steve Renaud, agent de communication du collège. La page Facebook du Lafleche fait l'objet d'une veille stratégique. On vérifie si tout ce qui se dit conserve un niveau de langage respectueux. «On ne laisse pas aller une situation du genre. On rencontre l'étudiant dès le départ. Dans ce cas, on a expliqué à l'étudiante les conséquences des propos qu'elle a tenus. Elle a signé une entente disant qu'elle ne recommencerait plus, mais elle n'a pas été sanctionnée. Et elle s'est excusée», ajoute M. Renaud. Le Collège Lafleche a un code de vie soulignant notamment l'importance d'avoir des rapports teintés de respect entre les étudiants et le personnel. Devant la popularité grandissante des réseaux sociaux et des différents modes de communications, le collège songe à établir une politique d'utilisation de ces outils de communication à l'intérieur de ses murs. Cette politique sera assortie de règlements venant gérer le contenu des messages véhiculés afin de s'assurer que les propos sont respectables.

«C'est du savoir-être qu'on enseigne aux étudiants, dit M. Renaud. On leur fait prendre conscience de faire attention aux mots utilisés. Les gens ne sont pas toujours conscients de l'impact des propos tenus sur Facebook. C'est public, on est constamment surveillé.» Cette nouvelle politique devrait être mise en application au cours de l'hiver. Du côté du Cégep de Trois-Rivières, on n'a jamais eu à faire face à ce genre de situation. Mais tout ce qui est diffusé sur la page Facebook du collège est vérifié. «Quand le cégep écrit sur Facebook, on regarde les commentaires pour voir s'ils sont appropriés. Par contre, pour un étudiant qui a son compte privé sur Facebook, on n'a pas les outils pour le retracer», affirme Isabelle Bourque, coordonnatrice du service des communications au cégep trifluvien. Cette maison d'enseignement possède ses propres règlements sur les comportements acceptés. Rien n'est spécifique aux réseaux sociaux. Mais Mme Bourque indique que le collège regarde le tout attentivement.

RADIO-CANADA / GASPÉSIE-LES-ISLES : Cégep de la Gaspésie et des Îles : Un programme d'incitatifs reconduit - Mise à jour le vendredi 5 novembre 2010 à 15 h 59

La direction du cégep de la Gaspésie et des Îles a décidé de reconduire son programme d'incitatifs pour attirer les futurs étudiants gaspésiens et madelinots. Pour une deuxième année, l'établissement offrira des ordinateurs portables pour certains programmes, de l'hébergement gratuit en résidence, du transport et 100 bourses de 1500 \$

chacune pour les élèves qui vivent à plus de 65 kilomètres du campus de Gaspé. Ces bourses sont financées à même le budget de l'établissement. «L'objectif, c'est d'être à peu près dans les mêmes proportions. Une centaine de bourses, ça donne 150 000 \$», affirme le directeur général du cégep de la Gaspésie et des Îles, Roland Auger.

De plus, pour séduire les étudiants de l'extérieur de la région, dont ceux de Québec et de Montréal, la direction de l'établissement se donne comme objectif d'offrir entre 35 et 50 bourses de 5000 \$ chacune dans des programmes ciblés. Pour ce genre de bourse, ce n'est pas cependant le cégep de la Gaspésie et des Îles qui paiera la facture. «On espère bien que pour les 35 à 50 bourses de 5000 \$, on aura un partenariat»



avec des employeurs de la région, explique M. Auger.

Selon le cégep de la Gaspésie et des Îles, les nouveaux incitatifs implantés l'année dernière

ont pu influencer 25 étudiants dans leur choix de cégep.

L'AUTRE JOURNAL.COM : Le Cégep du Vieux Montréal se mobilise et sensibilise – Vendredi 05 novembre 2010

Syndicats, groupes sociaux, personnalités politiques et citoyens, les voix qui se sont élevées cette semaine contre les importantes compressions budgétaires au CSSS Jeanne-Mance, visant à éponger un déficit de 7,5 millions \$, étaient nombreuses.

Des compressions pourtant jugées légitimes par la direction du CSSS Jeanne-Mance en raison de sa performance par rapport aux autres CSSS de Montréal. Le taux de réponse aux besoins de la clientèle se situe à près de 92% alors que la moyenne pour l'île de Montréal serait autour de 77%, d'après le syndicat du CSSS Jeanne-Mance.

Dans la foulée des activités et manifestations qui ont eu lieu cette semaine pour dénoncer ces mesures jugées régressives, l'ensemble des syndicats du personnel du Cégep du Vieux Montréal de même que l'association étudiante ont organisé des activités, mercredi dernier. L'objectif était de sensibiliser et d'informer la communauté collégienne sur les impacts de l'abolition de nombreux services aux citoyens. Abolition de tout un panier de services de proximité, puisque depuis le mois de juin déjà, l'affectation d'une infirmière à temps complet pour répondre aux besoins des étudiants est abolie.

Impacts sociaux majeurs aussi, parce que le CSSS Jeanne-Mance dessert une des clientèles les plus défavorisées de Montréal. L'abolition de programmes préventifs, notamment destinés aux jeunes et aux familles, préoccupe Jean-Marc Petit, président du syndicat des professeurs (FNEEQ-CSN).

« Les travailleurs sociaux faisaient du repérage précoce auprès des enfants du quartier, (...). Dans quelques années, ces enfants seront nos étudiants. Nous vivons dans un quartier fortement défavorisé. On ne peut pas croire que l'ensemble de ces compressions n'auront aucun impact sur la réussite scolaire de nos jeunes », déplore-t-il.

LE NOUVELLISTE : Suspendues à cause de Facebook – Jeudi 04 novembre 2010



Photo: François Gervais
Le Collège Shawinigan

Martin Lafrenière

(Shawinigan) Six étudiantes du Collège Shawinigan ont été mises à l'écart d'un cours pour avoir tenu des propos supposément irrespectueux sur Facebook à l'égard de deux enseignantes.

La direction a rencontré les enseignantes et ces étudiantes inscrites en techniques d'éducation à l'enfance lundi matin.

La directrice des études, Sylvie Le Sieur, voulait ainsi obtenir la version des deux parties concernées dans cette histoire.

« À la suite de la rencontre, j'ai révisé les politiques et les règlements dans la charte des droits et des responsabilités de l'étudiant. Je veux

prendre le temps de voir tout ça avant de prendre une décision finale.

Je ne voulais pas que les étudiantes et les enseignantes soient en contact tant que je n'aurai pas pris une décision. Donc, j'ai demandé aux étudiantes de ne pas se présenter à leur cours cette semaine, un cours seulement. »

Ladite décision devrait être rendue au cours des prochains jours, possiblement demain.

La direction de l'école se base sur le règlement numéro 4 concernant l'ordre et le bon fonctionnement au sein du collège.

Ces règlements sont connus des étudiants, soutient Mme Le Sieur, et ils font partie de l'agenda de chacun d'entre eux.

Mais cette fois, on assiste à une cause impliquant des propos tenus non pas de vive voix, mais par le biais d'un réseau social, en l'occurrence Facebook.

« C'est une première au collège. Il va falloir faire une certaine prévention auprès des jeunes, car les réseaux sociaux, c'est assez récent », convient Mme Le Sieur, qui ne veut pas dévoiler le contenu exact des propos.

Si jamais la direction considère les propos comme étant irrespectueux, les étudiantes s'exposent à différentes sanctions.

L'AGÉ conteste

L'Association générale des étudiantes et des étudiants du Collège Shawinigan conteste ce

retrait des étudiantes auprès du protecteur de l'étudiant de l'école.

« La direction ne respecte pas le règlement numéro 4. Les étudiantes auraient dû recevoir une réprimande verbale et écrite avant d'être expulsées de leur cours », confie Pierre Huot, coordonnateur de l'AGÉ.

De toute façon, M. Huot considère qu'il n'y a pas de quoi fouetter un chat avec cette histoire.

« La plainte vient du syndicat des enseignants. Mais selon moi, c'est du langage qu'on entend tous les jours. Je ne vois pas de gravité dans ça, c'est une question d'interprétation. Jamais le nom de famille des enseignantes n'est mentionné. Et les enseignantes ne sont pas des amies Facebook de ces étudiantes. C'est une tempête dans un verre d'eau », croit M. Huot.

L'AGÉ a hâte de connaître le verdict final de la direction dans ce dossier.

Si la décision ne satisfait pas l'association, cette dernière n'a pas l'intention de baisser les bras. Elle fera appel au service du contentieux de la Fédération étudiante collégiale du Québec.

« Les étudiantes sont stressées. Elles vivent ça difficilement. Ça sort dans les médias. C'est très dur », mentionne M. Huot.

Du côté du syndicat des enseignants, on préfère ne pas commenter le dossier.

RADIO-CANADA / Mauricie : Collège Shawinigan : Suspension de six étudiantes - Mise à jour le mercredi 3 novembre 2010 à 11 h 40

Six étudiantes du Collège Shawinigan sont suspendues cette semaine. Les étudiantes en Techniques d'éducation à l'enfance auraient tenu des propos désobligeants à l'égard de deux enseignantes sur le site de réseautage social Facebook.

La direction de l'établissement a retiré les étudiantes des cours donnés par les deux enseignantes ciblées sur le site Internet. « Il faut que je prenne le temps de regarder, d'isoler chaque étudiante, de voir ce qui a été dit et comment c'a été amené. Quelle est la gravité des propos? Donc, c'est vraiment là qu'on en est », explique Sylvie Le Sieur, directrice des études au Collège Shawinigan.

C'est le syndicat des enseignants du collège qui a recommandé la suspension des élèves. Le

syndicat n'a toutefois pas voulu accorder d'entrevue à Radio-Canada dans ce dossier.

L'Association générale des étudiants conteste cette décision de la direction, jugée trop sévère.

« C'est drastique parce qu'il y a un règlement qui dit au collège qu'on n'a pas le droit d'avoir plus de 10 % d'absence. Là, on passe outre le règlement », indique Pierre Huot, coordonnateur de l'Association générale des étudiants et étudiantes du Collège Shawinigan.

Un point de vue que ne partage pas Mme Le Sieur. « Pour moi, ce n'est pas du tout drastique. C'est vraiment parce qu'on voulait éviter qu'il y ait une escalade [de la situation]. »

Selon l'avocat François Vigeant, il faut être très vigilant dans l'utilisation des médias sociaux. « Soyez prudents, parce que lorsque vous allez

sur Facebook ou quand vous utilisez des médias modernes, vous risquez de voir vos propos distribués d'une façon extrêmement rapide. Et vous êtes responsables des dommages que vous causez. »

C'est la première fois que le Collège Shawinigan se retrouve devant une telle situation, ce qui pourrait obliger la direction à revoir ses politiques concernant l'utilisation des médias sociaux. Quant aux étudiantes, elles connaîtront vendredi la suite des procédures et à quel moment elles pourront retourner en classe.

[audio-vidéo](#)

[Carolyne Brochu fait le point sur la suspension de six étudiantes.](#)

LE DEVOIR : 1^{ère} page : Santé - Déshabiller Pierre pour habiller Paul : Le CSSS Jeanne-Mance fait les frais d'un «rééquilibrage» des ressources sur l'île de Montréal – Mercredi 03 novembre 2010

Louise-Maudé Rioux Soucy

La parité en santé doit-elle passer par un nivellement par le bas sur l'île de Montréal? C'est la question que posent le député de Mercier, Amir Khadir, Médecins québécois pour le régime

public (MQRP) et la Confédération des syndicats nationaux (CSN), qui accusent l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal de vouloir déshabiller Pierre pour habiller Paul en forçant le CSSS Jeanne-Mance à «en faire

moins» sous prétexte qu'«il en fait plus que les autres».

L'Agence ne nie pas que les compressions évaluées à 7,5 millions visent d'abord un «rééquilibrage» des ressources sur l'île dans la foulée de

la fermeture du CHSLD Jacques-Viger, il y a deux ans. Présentement, le CSSS Jeanne-Mance affiche un taux de réponse aux besoins de sa clientèle hébergée qui atteint les 92 %. C'est beaucoup plus qu'ailleurs sur l'Île, où ce ratio est en moyenne de seulement 77 %. Et plus encore que ce qui est noté sur tout le territoire québécois, qui affiche un ratio moyen de 72,8 %.

Mais pour la clientèle de ce secteur défavorisé de Montréal, le rééquilibrage en cours remet en question plusieurs services essentiels déjà offerts, voire leur cessation pure et simple, argue la présidente de MQRP, la Dre Marie-Claude Goulet. La direction du CSSS affirme au contraire qu'elle sera en mesure «de maintenir les services conformes à ses obligations» tout en convenant du même souffle qu'au terme de cette opération, le taux de réponse aux besoins de sa clientèle aura chuté «à 87 %».

Au bureau du ministre de la Santé et des Services sociaux, Yves Bolduc, on précise que ce seuil surpassera encore les attentes ministérielles. «Un seuil au-dessus des 80 % est considéré comme excellent», a indiqué hier l'attachée de presse du ministre, Karine Rivard. Cela laisse tout de même en plan bien des services qui ne seront pas comblés, a remarqué le député de Québec solidaire, Amir Khadir, qui ne comprend pas qu'on choisisse de punir un CSSS performant, de même que sa clientèle, plutôt que de forcer les autres à suivre son exemple.

«Niveler par le bas»

En conférence de presse hier, M. Khadir a enjoint à la direction du CSSS Jeanne-Mance de ne pas jouer le jeu des enveloppes budgétaires et réclamé un moratoire sur les compressions à venir. «Niveler par le bas est tout à fait absurde.

C'est un appel à l'ensemble des acteurs du réseau. Ces gens-là n'ont pas à défendre l'indéfendable. C'est au ministre de le faire.»

Concrètement, les coupes annoncées par le CSSS touchent divers services offerts dans les centres d'hébergement (par le retrait de plusieurs dizaines de milliers d'heures de service en moins par année), dans le maintien à domicile (avec la fin de la popote roulante, la révision des critères d'accessibilité aux bains ou l'arrêt complet de l'aide aux emplettes, par exemple) et par le biais de diverses activités de prévention (en milieu scolaire et chez les tout-petits).

La directrice générale du CSSS, Sylvie Simard, convient que «des activités sont questionnées et que d'autres sont cessées», mais elle insiste sur la volonté de son équipe d'en minimiser les impacts. «Oui, il y a une perte, on en convient, mais les services seront maintenus. Ils seront simplement donnés différemment dans le respect des ressources dont nous disposons. Prenez l'exemple de l'infirmière de liaison qui a été retirée au cégep du Vieux-Montréal. Nous avons à cinq minutes de là une clinique de sans rendez-vous infirmier et une clinique jeunesse. On va donner accès à ces services-là aux étudiants.»

La réalité du terrain

Mais pour la CSN, ces principes ne correspondent pas à la réalité sur le terrain. «Tous les services ne sont pas maintenus! David Levine [président-directeur général de l'Agence] a beau dire le contraire. C'est nous qui sommes sur le terrain et ce n'est pas du tout ce que nous voyons», a dénoncé hier le président du syndicat des employés du CSSS, Gilbert Binette. C'est aussi ce que constate la Dre Marie-Claude Goulet, urgentologue au CHUM, qui rappelle la

fragilité de la population de ce territoire. «Le tiers de la clientèle vit avec moins de 10 000 \$ par année. L'espérance de vie est moindre de sept à huit ans quand on la compare à la moyenne de l'Île.»

Et il est faux de prétendre que l'arrêt de certaines activités de soutien n'aura pas d'impact sur la qualité des soins et la santé de la population, a ajouté Amir Khadir. «On nous dit qu'en coupant l'aide aux emplettes, par exemple, les soins resteront les mêmes. C'est faux. Mon expérience de microbiologiste me montre que l'alimentation peut être déterminante pour la qualité de vie et la qualité des soins.»

C'est aussi l'avis de la Dre Goulet qui, dans sa pratique quotidienne, voit l'impact positif de ce genre de mesures sur la santé de cette clientèle vulnérable. «On espère sauver des miettes en coupant dans l'essentiel: les soins primaires et la prévention. Mais on ne va pas sauver de l'argent, ça va coûter plus cher encore parce qu'on va voir plus de détresses, plus d'hospitalisations, plus de visites à l'urgence.»

Toute cette réorganisation s'inscrit dans un mouvement plus large qui touche l'ensemble du réseau de la santé. À la demande du ministre de la Santé, tous les établissements ont entrepris une réorganisation des soins, a rappelé hier l'attachée de presse du ministre Bolduc. «Ça veut dire quoi? Ça veut dire le bon patient, au bon endroit, avec les bons soins. Par exemple, au lieu d'envoyer systématiquement les patients en CHSLD, on va faire une évaluation pour s'assurer que c'est ce dont ils ont réellement besoin ou si une autre ressource ne serait pas plus indiquée.»

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Cégeps : Examen : Étudiants nuls en français – Mardi 02 novembre 2010

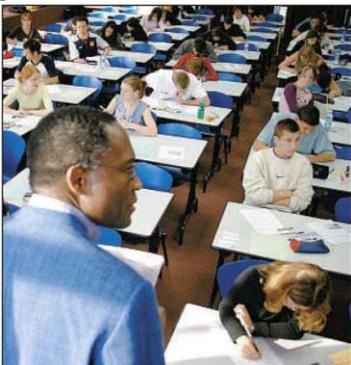


PHOTO D'ARCHIVES

✓ Le quart des cégépiens présentent de sérieuses lacunes en français.

SÉBASTIEN MÉNARD, Le Journal de Montréal

Le quart des cégépiens qui se sont présentés à l'épreuve uniforme de français, l'an dernier, ont démontré une maîtrise « insuffisante », « très faible » ou même « nulle » de l'orthographe et de la syntaxe.

Un document rendu public hier par le ministère de l'Éducation révèle que 29,1 % des 46 583 étudiants qui ont subi cet examen obligatoire, en 2009-2010, ont échoué le volet « orthographe d'usage et orthographe grammaticale. » La portion « syntaxe et ponctuation » a quant à elle été ratée par 17,5 % des étudiants.

Pour obtenir un échec dans cette partie de l'examen, il fallait pourtant faire plus de 30 fautes, précise le document.

Malgré tout, la grande majorité des étudiants ont obtenu la note de passage dans cette épreuve, en raison de la pondération accordée à chacun des critères.

Efforts particuliers

La porte-parole de la Fédération des cégeps, Caroline Tessier, souligne que les garçons ont moins bien réussi que les filles, dans cet examen.

« C'est clair qu'il y a des efforts particuliers à faire avec eux », dit-elle.

Mme Tessier rappelle que des « centres d'aide » et des « cours de mise à niveau » existent dans les cégeps, pour soutenir les jeunes qui éprouvent des difficultés en français.

La porte-parole ajoute que les cégeps ont « renforcé » la formation des étudiants en français, cet automne, avec l'arrivée des premiers jeunes issus de la réforme de l'éducation.

« On est en train de mettre un accent supplémentaire sur les connaissances en français », assure-t-elle.

LA VOIX DE L'EST : Le cégep de Granby célèbre ses finissants – Lundi 1^{er} novembre 2010



photo Stéphanie Mantha

Le cégep de Granby-Haute-Yamaska a remis des diplômes à 143 de ses finissants, hier après-midi. La collation des grades a réuni plus de 450 parents et amis pour applaudir les mérites et les efforts de ces jeunes.

Michel Laliberte

(Granby) Patrick Langlois-Monette multipliait les sourires, hier. Le jeune homme venait de recevoir son diplôme en sciences de la nature du cégep de Granby-Haute-Yamaska. C'est son tremplin pour devenir programmeur de jeux vidéo.

Ils étaient 143 hier après-midi au Palace de Granby à cueillir le fruit de deux, trois ans d'efforts sur les bancs de l'établissement collégial. Et plus de 450 parents et amis ont rempli la salle pour célébrer avec eux, pour reconnaître leur mérite, pour les applaudir lors de la 8e collation des diplômés du cégep.

Cette activité, rarissime dans les cégeps de la province, est fort appréciée des étudiants, sou-

tient le diplôme aux cheveux bouclés. «C'est le fun. Après deux ans d'études, on obtient quelque chose de matériel.»

Patrick Langlois-Monette était particulièrement content que ses parents assistent à cette grande étape de sa vie. «Ils sont très fiers. Pour eux, les études c'est très important.»

La route des études se poursuit pour le jeune homme de Bromont. Depuis septembre, il est inscrit à l'École Polytechnique pour y décrocher un diplôme en ingénierie de logiciel.

Vanessa Beaudry tenait aussi à être présente pour cette cérémonie. Et ce, même si ses études universitaires accaparent beaucoup de son temps. «C'est très important pour mes parents.

LE SOLEIL : École de musique dans St-Roch: les étudiants du Cégep de Ste-Foy inquiets – Dimanche 31 octobre 2010



Photothèque Le Soleil

Environ 250 étudiants en musique du Cégep de Sainte-Foy fréquentent le pavillon Casault de l'Université Laval. Un potentiel déménagement de la faculté dans Saint-Roch viendrait chambouler le partenariat entre les deux établissements.

Daphné Dion-Viens

(Québec) Les étudiants du Cégep de Sainte-Foy qui partagent les locaux de la faculté de musique de l'Université Laval sont inquiets: qu'advient-il d'eux si la faculté de musique déménage dans le quartier Saint-Roch? Le Cégep n'a pas encore de réponse à cette question.

Environ 250 étudiants du Cégep de Sainte-Foy fréquentent les corridors du pavillon Casault de

l'Université Laval. Le département de musique du cégep y est installé depuis des années et les étudiants des deux établissements partagent locaux et instruments de musique. Trois programmes sont offerts par le Cégep : un diplôme d'études collégiales (DEC) en musique, un autre en musique et sciences humaines de même qu'un troisième en musique et sciences de la nature.

Les cégépiens sont donc nombreux à faire la navette chaque jour entre le campus universitaire et le Cégep, situé à une vingtaine de minutes de marche. «Des fois, je fais même deux allers-retours par jour, raconte Marjorie Lemire, rencontrée hier à l'Université Laval. Ce serait vraiment plus compliqué si le département déménageait dans le quartier Saint-Roch, ce n'est vraiment pas une bonne idée pour nous.»

À la table voisine, Alex Rancourt, lui aussi étudiant au Cégep de Sainte-Foy en musique, est du même avis. «Ce serait ridicule! Ce serait une grosse perte de temps pour les étudiants et je ne sais pas si ça vaut la peine pour l'Université d'investir là-dedans», dit-il.

Son ami Mathias Rompré s'est quant à lui attaché à cet édifice, construit en 1960. «Le Casault, c'est mythique! lance-t-il. C'est un endroit qui a une histoire musicale, qui est chargé d'histoire.

Même si les locaux sont vieux, ce n'est pas si important.»

Le maire de Québec, Régis Labeaume, et le recteur, Denis Brière, ont indiqué la semaine dernière qu'ils songent à déménager l'école de musique au centre-ville, pour regrouper les forces artistiques dans le quartier Saint-Roch.

Aucune discussion

Le Cégep de Sainte-Foy, locataire de l'Université Laval, a appris la nouvelle dans les journaux. «On n'a eu aucune discussion, ni informelle ni officielle, avec l'Université à ce sujet», a indiqué sa porte-parole, Geneviève Bastien.

Il est donc trop tôt pour se prononcer sur l'avenir des programmes de musique au Cégep de Sainte-Foy advenant un déménagement de la faculté de musique au centre-ville, ajoute-t-elle. «Il faudrait qu'on réévalue la situation et qu'on voie ce qu'il y a de mieux pour nos étudiants. Pour nous, pour l'instant, c'est un partenariat intéressant à cause de la proximité.»

Au département de musique, plusieurs se demandent comment le Cégep ferait pour assumer seul les coûts reliés à la formation en musique si le partenariat avec l'Université Laval prenait fin. En plus des coûteux instruments de musique, des locaux de pratique insonorisés et une salle de spectacle doivent être mis à la disposition des étudiants.

LE SOLEIL : École de musique dans St-Roch: accueil positif à l'UL – Dimanche 31 octobre 2010

Daphné Dion-Viens

(Québec) Le projet de déménagement de l'école de musique de l'Université Laval au centre-ville ne fait pas que des mécontents. «L'accueil est très positif», affirme de son côté le doyen de la faculté, Paul Cadrin.

En 10 ans, le nombre d'étudiants en musique a presque doublé dans les corridors du pavillon Casault, mais les locaux sont restés les mêmes. «On a beaucoup plus d'étudiants, mais on n'a pas gagné un pouce carré. On est vraiment à l'étroit», lance-t-il. L'édifice, construit en 1960, a aussi grandement besoin de rénovation. «Mais même si on rénoverait entièrement le bâtiment, on n'aura pas plus d'espace», souligne-t-il. La

faculté compte aujourd'hui 400 étudiants et 70 professeurs.

Un déménagement dans un bâtiment neuf construit dans le quartier Saint-Roch est plus que séduisant, ajoute-t-il, puisque l'école de musique viendrait se greffer au potentiel artistique du quartier. «On pourrait avoir une salle de spectacle facile d'accès pour le public, on deviendrait un moteur dans la vie artistique du quartier et vice-versa. Nos étudiants seraient eux aussi plus intégrés dans ce milieu-là», dit-il.

Dans quelques années

Le projet, qui est piloté par la haute administration universitaire, ne se concrétisera pas avant quelques années, prévient toutefois M. Cadrin,

qui ne sait pas si le ministère de l'Éducation a été approché dans ce dossier. L'Université Laval serait à la recherche d'un terrain pour construire ce nouveau pavillon.

Mathieu Boucher, auxiliaire d'enseignement et de recherche à la faculté, voit aussi d'un œil très favorable ce projet. «C'est évident, vu l'état des locaux, que ce serait vraiment une bonne nouvelle.»

Mais reste à voir si le projet se concrétisera, ajoute-t-il, prudent. «Il y a des profs qui sont ici depuis 25 ans qui vous diraient que ce n'est pas le premier projet de déménagement dont ils entendent parler et que ce n'est peut-être pas le dernier...»

LE SOLEIL : Les étudiants se sentent exclus : Les négociations visant à attirer les jeunes au Cégep de la Gaspésie et des Îles se déroulent sans eux – Lundi 25 octobre 2010

Geneviève Gélinas Collaboration spéciale

GASPÉ — Le Cégep de la Gaspésie et des Îles veut pouvoir tester au plus tôt des solutions au déclin rapide du nombre d'étudiants dans ses quatre campus. Le ministère de l'Éducation et la direction du Cégep négocient un protocole dans ce but, des négociations dont les étudiants se plaignent d'être exclus. Ces négociations font suite au rapport Boudreau, commandé par le ministère de l'Éducation et présenté en mars dernier. Pour attirer des étudiants, le rapport recommandait notamment de donner 6000 \$ par an aux étudiants dont les parents résident à plus de 50 kilomètres du campus fréquenté (Gaspé, Grande-Rivière, Carleton ou les Îles), et de donner l'exclusivité au Cégep pour les formations en pêche, en aquaculture, en éolien et en tourisme d'aventure.



— PHOTO COLLABORATION SPÉCIALE GENEVIÈVE GÉLINAS

Vincent-Olivier Bastien, président de l'Association générale des étudiants du Cégep de la Gaspésie et des Îles, de-mande à la direction d'inclure les étudiants dans la recherche de solutions pour inciter les jeunes à venir étudier sur le campus.

«On demande un temps d'arrêt de deux ou trois ans où le cégep pourrait expérimenter les mesures, pour voir si c'est efficace, sans que les autres collèges disent : "Moi aussi!"», explique

Louis Bujold, directeur des études au Cégep. «Parce que si on attend des solutions pour 45 collèges, ça va être trop long. Ça fait déjà trois ans qu'on travaille avec le Ministère», ajoute-t-il.

Le Cégep de la Gaspésie et des Îles a perdu 40 % de sa clientèle étudiante au cours des 10 dernières années. D'ici 2016, il en perdra encore 31 %, selon les prévisions du Ministère. Le Cégep compte 1111 étudiants.

L'institution ne réclame pas seulement plus d'argent, précise M. Bujold, mais aussi plus de souplesse. «Le cadre financier [du Ministère] a été développé dans un contexte où les cégeps étaient en croissance, dit-il. Les règles sont tellement strictes qu'on ne peut pas utiliser l'argent pour nos projets.»

Les étudiants se plaignent d'être exclus du processus de négociation, et accusent la direction du Cégep de manquer de transparence. Malgré de nombreuses demandes, l'association étudiante n'a pas encore eu accès au protocole d'entente présenté au ministère de l'Éducation par le Cégep, rapporte Vincent-Olivier Bastien, président de l'Association générale des étudiants du Cégep de la Gaspésie et des Îles. «Les étu-

dians sont quand même les premiers intéressés, dit M. Bastien. On a eu seulement deux brèves rencontres ce printemps, mais il n'y a pas de vrai comité de travail.» M. Bujold rétorque que «dans une négociation, on ne peut pas être 50 autour de la table».

Marc Philibert, président du Syndicat du personnel enseignant du Cégep de la Gaspésie et des Îles à Gaspé, dit « comprendre les inquiétudes des étudiants ». Les enseignants craignent eux aussi d'être placés devant le fait accompli, ajoute M. Philibert. « Depuis le début de l'année

qu'on reporte le moment où on pourra consulter le document.»

Déjà des bourses de 1000 \$

Sans attendre le ministère de l'Éducation, le Cégep de la Gaspésie et des Îles a commencé à offrir des bourses de 1000 \$ aux étudiants pour les attirer dans certains programmes. À la rentrée, 136 étudiants ont profité d'une combinaison de bourses, de transport, d'ordinateurs ou de logements gratuits, des mesures qui ont coûté 200 000 \$ au Cégep. Ont-elles permis de

recruter davantage? «Il y a eu un impact», affirme Louis Bujold, directeur des études, qui refuse de dire si les mesures seront renouvelées. Le Cégep a mandaté des chercheurs pour évaluer l'influence de ses bourses sur le choix des étudiants. On refuse toutefois de nous mettre en contact avec ces chercheurs ou de nous transmettre leur rapport. La clientèle du Cégep est restée stable entre cette année et l'année dernière, à 1111 étudiants.

LE DEVOIR : Consultations sur l'avenir du cégep - Les cégepiens de Gaspésie se disent tenus à l'écart - Jeudi 21 octobre 2010

Lisa-Marie Gervais

Les étudiants du cégep de la Gaspésie et des Îles accusent la direction générale de l'établissement de les tenir à l'écart d'une vaste consultation concernant l'avenir de leur collège. Ils ont déposé hier une demande, en vertu de la loi sur l'accès à l'information, pour obtenir une copie d'un document commandé par le ministère de l'Éducation (MELS) à la direction du cégep. Intitulé le «Laboratoire-école», ce document, qui consiste en une série de propositions inspirées du rapport Boudreau produit l'an dernier et des travaux d'un comité sur les cégeps en région pour contrer la baisse des effectifs des cégeps en région, est tenu secret par la direction, allèguent la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et l'Association des étudiants du Cégep de la Gaspésie et des Îles (AGECGI).

«On a demandé plusieurs fois à voir le rapport, mais il ne nous l'a jamais donné», a dit Étienne Dion, responsable des affaires externes du cégep de la Gaspésie et des Îles. «Roland Auger [directeur général] a consulté le caucus libéral de l'Est, mais pas les étudiants. Pour lui, ce n'est pas pertinent.»

D'autres mécontents

Les étudiants ne sont pas seuls à se sentir écartés du processus. Le syndicat du personnel enseignant du cégep de la Gaspésie et des Îles déplore le manque de collaboration dans le dossier. «Le directeur général semble vouloir fonctionner individuellement, sans travail d'équipe et c'est malheureux», estime Marc Philibert, le président du syndicat. «Si leurs propositions étaient si bonnes, le gouvernement et la direction s'en vanteraient, mais s'ils le

gardent, c'est qu'il y a quelque chose qui pourrait déranger», a-t-il ajouté.

M. Philibert croit effectivement que le document que la direction générale concocte en étroite collaboration avec le MELS ne comprend que des propositions légères et peu coûteuses qui s'éloignent de ce qu'avait proposé Yvon Boudreau dans son rapport.

«On ne retient aucune information», affirme pour sa part le directeur des études du collège, Louis Bujold, qui insiste pour dire que toute la communauté du cégep a été consultée à la suite du rapport Boudreau. «Les étudiants croient que le travail qu'on fait concerne d'autres propositions que celles qui font consensus, mais ce n'est pas le cas. On va les rencontrer pour les rassurer.» Il a expliqué que le document n'a pas été présenté parce qu'il n'est pas dans sa version définitive.

LE SOLEIL : Collège F.-X.-Garneau : des Express en 2011? - Vendredi 15 octobre 2010

Pierre Pelchat

Le Réseau de transport de la Capitale (RTC) est prêt à revoir la desserte du Collège F.-X.-Garneau afin de répondre aux critiques formulées la semaine dernière par des responsables du cégep lors des audiences publiques sur le plan de mobilité durable de la Ville de Québec.

Le président du RTC, Raymond Dion, a avancé, hier, la possibilité qu'un ou des parcours Express se rendent sur le boulevard de l'Entente à l'automne 2011. «C'est une possibilité que nous sommes prêts à regarder avec les représentants du cégep. Nous allons revoir en janvier prochain notre plan stratégique de développement et

nous allons faire des changements», at-il indiqué, au cours d'un entretien téléphonique.

Les représentants du collège avaient déploré la semaine dernière l'absence de parcours Express pour desservir les 6000 étudiants et le personnel de l'institution d'enseignement, alors que l'Université Laval, le Cégep de Sainte-Foy et le Collège St. Lawrence bénéficient de tels parcours. «Le cégep Garneau est tout de même avantage par le parcours 7, qui passe sur le chemin Sainte-Foy. Aux heures de pointe, il y a des autobus aux deux minutes. Le parcours 7 est le plus achalandé du RTC après les Métrobus 800 et 801», a souligné M. Dion.

Le RTC n'envisage pas faire dévier le parcours 7 sur le boulevard de l'Entente afin que les étudiants et le personnel du collège d'enseignement n'aient pas à se rendre sur le chemin Sainte-Foy pour prendre l'autobus. «On parle d'une distance de marche de 150 mètres. Si on modifie le parcours pour le cégep, il faudra aussi le faire ailleurs. Quant au risque pour la sécurité, on pourrait améliorer la signalisation. Ce sera à voir avec les responsables à la Ville», a dit M. Dion. La possibilité d'avoir des abribus adéquats sur le chemin Sainte-Foy et sur le terrain du cégep sera également étudiée, a assuré le président du RTC.

LE SOLEIL : Desserte du cégep Garneau: le RTC critiqué - Mercredi 06 octobre 2010



Photothèque Le Soleil, Patrice Laroche

Le cégep F.-X.-Garneau s'explique mal que le RTC n'ait pas de parcours express qui le desserve, à l'instar de ceux qui desservent le Cégep de Sainte-Foy, le Collège St. Lawrence et l'Université Laval. On déplore que des étudiants habitant

sur la Rive-Nord doivent faire jusqu'à trois transferts pour se rendre au Collège.

Pierre Pelchat, Le Soleil

(Québec) Les services du Réseau de transport de la Capitale (RTC) sont largement insuffisants au Collège François-Xavier-Garneau ont soutenu, mardi, deux représentants du Collège lors des audiences publiques sur le plan de mobilité durable.

Ils ont fait part des risques pour la sécurité des étudiants qui doivent traverser des rues dangereuses pour se rendre au cégep après être descendus sur le chemin Sainte-Foy. Ils recommandent que les autobus empruntent le boulevard de l'Entente près du Collège.

«La possibilité de monter à bord des circuits sur le boulevard de l'Entente éviterait plusieurs traversées de rue dangereuses, au premier chef le péril permanent que constitue le chemin Sainte-Foy à la hauteur de la rue Émile-Côté

chaque jour pour plusieurs centaines de piétons. Il y a trois intersections à traverser sur une courte distance, en l'absence de signalisation sécuritaire adéquate», peut-on lire dans le mémoire du Collège.

Ses représentants ont également déploré que des dizaines d'étudiants doivent parfois attendre sous la pluie l'arrivée des autobus faute d'abribus. Le cégep s'est dit prêt à accueillir sur ses terrains un abribus pour corriger la situation. D'autre part, le cégep s'explique mal que le RTC n'ait pas de parcours express qui le desserve, à l'instar de ceux qui desservent le Cégep de Sainte-Foy, le Collège St. Lawrence et l'Université Laval. On déplore que des étudiants habitant sur la Rive-Nord doivent faire jusqu'à trois transferts pour se rendre au Collège.

LA TRIBUNE : Seulement 44 % de diplômés au Cégep de Victoriaville - Vendredi 1er octobre 2010

Yanick Poisson, La Tribune

(VICTORIAVILLE) Selon les dernières statistiques disponibles, seulement 44 % des étudiants inscrits au Cégep de Victoriaville terminent leur séjour avec un diplôme en poche. Sans être alarmante, la situation est tout de même préoccupante selon le directeur des études, Daniel Mercier.

«Nous nous situons un peu en dessous du réseau des cégeps. De l'énergie, on en a toujours mis pour que les élèves réussissent, mais on a l'intention d'aller plus loin. Plusieurs mesures

comme l'encadrement des élèves-athlètes et l'appui des initiatives départementales ont été mises sur pied», indique le directeur, spécifiant que le diplôme d'études collégiales était probablement le plus difficile à obtenir compte tenu de

l'examen de français et de l'épreuve synthèse de programme obligatoire. Au-delà des efforts qui seront faits par le Cégep, M. Mercier estime qu'il y a un grand travail de sensibilisation à faire auprès des parents, des

professeurs et, surtout, des employeurs. Selon lui, la société n'accorde pas suffisamment d'importance à l'obtention du diplôme. Pendant que les étudiants en agriculture sont admissibles à une prime à l'établissement pro-

venant du MAPAQ après seulement quelques cours, les entrepreneurs embauchent des finissants qui n'ont pas complété leur formation.

LE NOUVELLISTE : Compétition en gestion pour le collégial – Mercredi 29 septembre 2010

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste

(Trois-Rivières) Les étudiants de niveau collégial qui songent à se lancer un jour dans le milieu des affaires sont invités à mettre leurs talents à l'épreuve dans le cadre d'une toute nouvelle compétition que viennent de lancer en grandes pompes les étudiants de l'UQTR.

«Place à la relève en gestion», une compétition connue sous le nom de «Place à la jeunesse», à Ottawa et organisée par l'École Gestion Talfer, sera offerte à l'UQTR par les étudiants membres du comité organisateur des Jeux du commerce. L'UQTR emboîte le pas et remettra plus de 15 000 \$ en bourses d'admission aux gagnants afin de mettre du piquant dans la compétition.

Tous les cégeps du Québec sont invités à prendre part à cette activité, mais l'équipe de recrutement se déplacera uniquement dans les établissements suivants: le Cégep de Trois-Rivières, le Collège Shawinigan, le Collège Laflèche, le

Collège Ellis de Drummondville, le Collège Édouard-Montpetit ainsi que les Cégeps de Granby, Lanaudière, Victoriaville, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Hyacinthe, Drummondville et Sorel-Tracy.

Véronique Beaulieu, étudiante de deuxième année en Administration des affaires, profil entrepreneuriel et management innovateur, à l'UQTR, a eu l'idée d'organiser cet événement pour les étudiants du cégep.

«Dans des compétitions comme celle-ci, c'est là qu'on peut faire ses preuves, se démarquer et aller chercher le réseau de contacts qui est nécessaire», plaide la jeune universitaire.

Cette compétition veut donc inciter les jeunes du cégep à poursuivre leurs études en gestion à l'UQTR, à faire découvrir l'UQTR aux étudiants des différents cégeps du Québec et à développer un intérêt pour l'implication parascolaire à l'université.

La compétition aura lieu le 13 novembre et la date limite d'inscription est le 15 octobre.

«L'entrepreneurship, au Québec, il n'y en a pas beaucoup comparativement à ailleurs», fait remarquer le maire de Trois-Rivières, Yves Lévesque, dont la Ville est partenaire de cette activité par le biais d'Innovation et Développement économique Trois-Rivières.

«Il y a beaucoup de jeunes au Québec qui ont cette capacité-là. Je trouve ça extraordinaire, cet événement-là», dit-il.

Outre la compétition en tant que telle, les participants seront conviés à une conférence sur l'éthique de l'habillement en affaires. Les épreuves tourneront autour d'un cas en marketing, d'un cas en comptabilité et d'un cas en entrepreneuriat. Le tout sera couronné d'un débat oratoire.

LE DEVOIR : Idées : La cote R - Ne tirons pas sur les cégepiens : Dans sa forme actuelle, la cote R est bel et bien un obstacle à la réussite scolaire, par Jacques Roy - Professeur-chercheur au Cégep de Sainte-Foy et à l'Observatoire Jeunes et Société – Lundi 27 septembre 2010

Avec des collègues en milieu collégial et universitaire, je conduis des travaux sur la réussite scolaire en milieu collégial depuis 2001. Parmi les irritants cités par les cégepiens dans le cadre de nos études figurait régulièrement une disposition portant sur la cote de rendement au collégial, appelée familièrement la cote R.

Un examen plus attentif de cette disposition nous a permis de constater que l'application de cette mesure dans sa forme actuelle est inéquitable et aléatoire pour les cégepiens, qu'elle sert mal la réussite scolaire en plus d'être préjudiciable à long terme pour certains étudiants dans leur parcours scolaire, notamment pour ceux et celles qui choisissent de se diriger à l'université. Je m'explique.

Une bêtise bureaucratique

La cote R est un mécanisme servant essentiellement à la sélection des étudiants du réseau collégial dans différents programmes universitaires. Elle est administrée par la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ). Elle est en quelque sorte «imposée» au réseau collégial pour des fins de sélection.

Le principal problème d'application de la cote R — et il est de taille — réside dans le fait qu'un étudiant n'ayant pas effectué l'ensemble des évaluations d'un cours, soit parce qu'il a abandonné le cours avant la date permise pour ne pas avoir un échec à son bulletin ou qu'il a été exclu d'un cours par son département en raison d'un nombre d'absences élevé, voit la note qu'il a cumulée dans le cours, au moment de son retrait, rapportée sur 100 %. Ainsi, un étudiant qui aurait cumulé 40 points sur 50 à la date de son abandon ou de son exclusion, verra inscrite à son bulletin, la note «40 %»: le 40 sur 50 est rapporté mécaniquement sur 100 %. De «très bon» qu'il était (40 sur 50 représente une note de 80 %), le même étudiant devient «cancre»!

Ainsi, la note de «40 %», qui n'aura rien à voir avec une évaluation des apprentissages de l'étudiant, demeurera toujours au bulletin, même si l'étudiant reprend le cours avec succès.

Contrairement au Code criminel qui prévoit des dispositions permettant dans certains cas de faire disparaître un dossier criminel, la note de l'étudiant reste à vie.

Conséquences sur la réussite

L'application de cette cote est porteuse de conséquences sur l'ensemble du cheminement scolaire de l'étudiant. Cependant, ses conséquences sont peu visibles pour les cégepiens et pour les professeurs. C'est ce qui explique en partie le peu de sensibilisation et de mobilisation contre cette mesure préjudiciable pour la réussite scolaire des collégiens. C'est souvent quelques années plus tard qu'un étudiant en mesurera toutes les conséquences lorsque, par exemple, sa cote R sera insuffisante pour rentrer dans tel département ou telle faculté à l'université, ou encore, pour un changement de programme ou de collège.

Ainsi, dans certains programmes universitaires à fort contingement, il en faut parfois peu, sur le plan de la cote R, pour faire la différence entre une admission et un refus; quelques décimales peuvent faire la différence. Or, un étudiant ayant, par exemple, abandonné deux cours (ou ayant totalisé un nombre trop élevé d'absences dans ces cours) pourra voir sa note varier suffisamment pour faire une différence.

Dès lors, les trajectoires scolaires deviennent plus complexes et les effets pervers et négatifs de la cote R s'additionnent au fil du temps. Quant au dénombrement des étudiants porteurs de conséquences tangibles (un des arguments pour le maintien de cette mesure), il sera toujours, par définition, difficile à estimer en raison de la diversité des parcours scolaires.

Juste et équitable

Depuis quelques années, la CREPUQ tente de remédier à ces inconvénients. Par exemple, lorsqu'il y a un changement de programme, on retiendra la meilleure cote R selon l'un ou l'autre programme (ou les autres). Également, les étudiants en première session verront leur cote compter pour une valeur moindre que les notes totalisées par la suite. Mais il s'agit

d'«ajustements» appliqués sur une structure totalement inéquitable d'évaluation scolaire des étudiants. C'est la logique même de la mesure qu'il faut changer!

De fait, on est à mille lieues de l'un des principes fondamentaux des politiques d'évaluation «juste» et «équitable» des apprentissages dans les collèges. Sur le plan intellectuel, il est parfaitement indéfendable de rapporter une note sur 100 %, alors que la totalité des évaluations n'ont pas été effectuées. À ma connaissance, il s'agit d'un phénomène unique au réseau collégial. Tant au primaire qu'au secondaire ou à l'université, on ne rapporte pas une note partielle sur 100 %. À l'université, on indiquera, par exemple, la mention «abandon avec échec», sans inscrire une note scolaire sans réelle signification au bulletin de l'étudiant.

Pourquoi ne pas faire comme le réseau universitaire? Après tout, le cégep fait aussi partie de l'enseignement supérieur! Pourquoi ce qui est bon et juste pour l'un ne le serait-il pas pour l'autre? D'autant que, quantitativement, le bassin des autres notes est largement suffisant pour évaluer rigoureusement la valeur scolaire de l'étudiant à des fins d'admissibilité à l'université ou dans d'autres programmes collégiaux.

Actuellement, les promoteurs de cette mesure considèrent que celle-ci permet d'éviter que des étudiants abandonnent des cours avant leur terme, évitant ainsi une mauvaise note au bulletin. Pour contrer le problème, ils ont mis en place un remède qui est deux fois plus néfaste que le problème identifié. Car la cote R ne reflète pas le degré des apprentissages de l'étudiant; au contraire, elle défie tout principe d'évaluation objectif et équitable. C'est comme si on avait mis au monde un «monstre bureaucratique» qu'on tente périodiquement d'habiller pour le rendre plus convenable par des révisions successives. En réalité, dans sa forme actuelle, la cote R est bel et bien un obstacle à la réussite scolaire!

LE SOLEIL : Réussite scolaire au cégep : Gars et filles : même univers – Samedi 25 septembre 2010

Daphnée Dion-Viens

Au cégep, les différences entre garçons et filles qui réussissent bien ne sont pas énormes. C'est plutôt lorsque les étudiants en arrachent que l'écart se creuse : les raisons qui les poussent à abandonner le cégep sont souvent bien différentes.

Voilà la conclusion d'une étude menée par l'équipe du sociologue Jacques Roy, qui enseigne au Cégep de Sainte-Foy. L'objectif de la recherche, financée par le ministère de l'Éducation, était de déterminer jusqu'à quel point les garçons et les filles qui franchissent les portes des cégeps sont différents et comment intervenir au besoin. Plus de 600 cégépiens répartis dans 27 collèges ont été interrogés.

Jacques Roy en conclut que des différences entre garçons et filles existent, mais elles ne sont pas assez significatives pour affirmer qu'elles évoluent dans des «univers parallèles». Les filles

s'engagent dans leurs études de manière plus conformiste, en se pliant aux règles, alors que les garçons entretiennent un rapport plus distancié. «Lorsqu'un prof présente son plan de cours, les filles posent souvent des questions pour comprendre les exigences du prof et mieux s'y conformer alors que les gars vont poser des questions davantage pour contester le nombre de points accordés à tel travail ou tel examen par exemple», explique-t-il.

Mais ces différences restent néanmoins superficielles. Lorsqu'on les interroge sur leurs valeurs — un «terrain fertile pour distinguer les filles et les garçons» —, les réponses sont semblables. Les valeurs reliées à la famille, au bonheur, au bien-être et aux proches trônent au sommet de la liste dans les deux camps.

D'autres similitudes permettent à Jacques Roy de conclure qu'il n'y a pas lieu de modifier les

approches pédagogiques pour enseigner différemment selon le sexe. «On ne voit pas de différence au niveau de l'apprentissage», dit-il.

ÉTUDIANTS EN DIFFICULTÉ

Mais dans les rangs des étudiants en difficulté, «c'est une autre paire de manches», lance M. Roy. Les différences selon le sexe sont beaucoup plus grandes. Les garçons sont deux fois plus nombreux à affirmer que le manque d'intérêt pour les études et le temps consacré à un emploi pourraient les amener à abandonner le cégep, alors que chez les filles, ce sont les difficultés scolaires qui apparaissent comme le principal obstacle. Le niveau de stress est d'ailleurs beaucoup plus élevé chez les cégépiennes : deux fois plus de filles que de garçons affirment être «très stressées» par leurs études.

LE DEVOIR : Les jeunes de la réforme au collégial - Est-ce la panique ? Il y aurait un problème, car les jeunes « n'étudient presque pas » - Samedi 18 septembre 2010

Martine Letarte

Dès la mi-août, on commençait à voir des reportages dans les médias sur ces jeunes, première mouture 100 % réforme, qui entraient au cégep. Étaient-ils prêts? Avaient-ils les connaissances suffisantes? Seraient-ils capables de suivre? Et, dans les établissements privés, a-t-on les mêmes inquiétudes? Quelques semaines après le début des cours, Le Devoir est allé recueillir les premières impressions dans quelques établissements privés d'enseignement collégial.

Bien que tous nous aient souligné qu'il est encore tôt pour tirer de grandes conclusions, de prime abord, il ne semble pas que ce soit la catastrophe. «Les professeurs ne sont pas paniqués», assure Ninon Saint-Pierre, directrice des études au collège international des Marcellines.

«On m'a dit que les jeunes étaient dynamiques, qu'ils semblaient habitués aux projets et qu'ils semblaient stimulés. Il n'y a pas de craintes majeures chez les professeurs», affirme Claire Beaudoin, directrice de l'ordre collégial au séminaire de Sherbrooke, qui accueille des étudiants provenant de différentes écoles privées et publiques de la région de Sherbrooke, mais aussi de villes avoisinantes comme Granby et même Drummondville.

Et, bien sûr, les professeurs du collégial n'arrivent pas d'une autre planète! Comme tout le monde, ils ont entendu parler de la réforme.

«Comme nous sommes aussi un établissement d'ordre secondaire et que nous avons commencé à appliquer la réforme dès le tout début, les professeurs du niveau collégial en entendent parler depuis quelques années déjà. Ils ont aussi eu des ateliers pédagogiques de perfectionnement à l'interne, mais aussi par l'Association des collèges privés du Québec. Ils ont entre autres été mis au courant de ce que les étudiants devaient avoir reçu comme enseignement au secondaire. Même si on sait que chaque école n'a pas implanté la réforme au même rythme, cela les a rassurés», précise Mme Beaudoin.

Une adaptation continue

Les directions d'établissements d'enseignement collégial privés relèvent aussi le fait que, dans le monde de l'éducation, l'adaptation est continue. Au collège international des Marcellines, c'est encore plus marqué, puisque la clientèle est très hétéroclite.

«Nos étudiants sont de provenances variées. Certains viennent de Montréal, d'autres, des régions, mais aussi de l'étranger, et nous avons plusieurs communautés culturelles», précise Mme Saint-Pierre.

Pour composer avec ces différentes formations, la direction du collège offre un suivi personnalisé. «Nous voulons nous assurer par exemple que, si un étudiant rencontre des difficultés, ce n'est pas en raison de lacunes qu'il aurait en raison de l'enseignement antérieur qu'il aurait reçu. Nous avons donc développé une structure de soutien en français et en mathématiques en sous-groupe pour les accompagner, réforme ou pas. On revoit les notions principales des cours, et le travail qu'ils font est directement transférable. Ils voient instantanément les résultats.»

Au séminaire de Sherbrooke aussi, les professeurs ont l'habitude de s'adapter. «Et ce, réforme ou pas! Lorsqu'ils arrivent devant un nouveau groupe, les professeurs doivent prendre le pouls. Ce n'est jamais tout à fait pareil», affirme Mme Beaudoin.

Elle indique aussi que le changement n'est pas si important, puisque les cégeps fonctionnent depuis longtemps avec des compétences. «On ne fait pas que recracher des connaissances! Ce n'est pas nouveau pour nous.»

Des problèmes antérieurs

Il ne faudrait pas croire non plus que la réforme est responsable de tous les maux du système d'éducation, préviennent les gens sondés.

«Depuis plusieurs années déjà, nous voyons un phénomène monter. Les jeunes accordent moins de temps aux devoirs. Il y a moins de rigueur. Ce qu'ils apprennent, ils l'apprennent en classe.

Ils n'intègrent pas la matière, donc l'apprentissage est plus en surface. Et ce n'est pas tellement un problème de réforme. Les jeunes passent des trois ou quatre heures par soir à l'ordinateur. Ils n'étudient presque pas», affirme Mme Saint-Pierre.

Les problèmes sont particulièrement visibles en mathématiques, à ses yeux. «Les jeunes ont beaucoup de difficulté avec le langage mathématique symbolique. Ils sont moins habiles avec les perspectives, explique-t-elle. Ils se découragent plus vite, ils se sentent désemparés. Auparavant, environ la moitié des étudiants en sciences humaines faisaient des mathématiques. Maintenant, c'est peut-être le dixième.»

Et la qualité du français? «Depuis 10 ans, elle se dégrade. Ce n'est pas juste la réforme, affirme Claire Beaudoin. C'est plutôt un problème de société en général, je crois.»

La direction du séminaire de Sherbrooke n'a toutefois pas eu, jusqu'à maintenant, de commentaires négatifs ciblant particulièrement les élèves issus de la réforme.

«Pour le moment, les commentaires sont même plutôt positifs. Il n'y a pas de faiblesse apparente. Mais c'est encore trop tôt pour le savoir vraiment. À la fin de septembre, nous aurons une réunion pédagogique et nous évaluerons la situation pour voir s'il y a des lacunes fondamentales et s'il faut mettre des mesures en place pour leur venir en aide.»

Au collège international des Marcellines, on est catégorique: «Depuis quelques années déjà et de plus en plus, nous ne tenons pas pour acquis que nos étudiants ont une base de connaissances très solide. Ce n'est pas qu'on ne les leur a pas enseignées, mais le problème, c'est qu'ils n'ont pas intégré ces connaissances. Je crois que ce problème a beaucoup plus d'impact que la réforme en aura. Notre démarche, c'est donc de demander aux jeunes s'ils sont prêts à travailler. Si oui, nous sommes prêts à les aider.»

LE DEVOIR : Les enfants de la réforme entrent en classe : Le Québec a des écoles publiques, privées et... bilingues - Samedi 18 septembre 2010

Normand Thériault

Réforme. Une première génération québécoise vient de la vivre, au moment où elle arrive au niveau collégial. Et le débat demeure ouvert à propos d'une école de qualité. Au temps d'un Québec public et privé, que d'autres souhaiteraient encore plus néolibéral.

«En langue et civilisation, nous avons choisi le mandarin.» Et ce n'est pas tout: «Les professeurs ont choisi la cryptologie, donc tout ce qui a trait aux codes.» On parle ici de cours donnés

dans le cadre d'une réforme qui inclut maintenant dans le programme des «enseignements d'exploration». Mais on parle aussi d'une autre école, la française, qui voit, comme le rapporte Henri-Laurent Brusa, proviseur et directeur général du collège Stanislas, l'enseignement au lycée modifié. Mais ici, au Québec, contrairement à ce qui se produira éventuellement dans l'Hexagone, il ne faut pas s'attendre à ce qu'élèves et enseignants descendent dans la rue pour obtenir finalement, en prime, qu'un autre minis-

tre soit nommé à la tête du secteur de l'éducation.

Réformes

D'ailleurs, là comme partout ailleurs dans les pays aux économies dites avancées, on est toujours à repenser l'école. S'il y a décrochage, c'est la faute des enseignants. S'il y a chômage, c'est la faute des apprentis du réseau qui s'obstinent à vouloir être pédagogues plutôt que des êtres pratiques capables, au quart de tour, de planifier des formations qui répondront aux



besoins immédiats des économies locales. Mais qui est sur le terrain, en contact direct avec la «clientèle», aura un point de vue tout autre.

Ainsi, interrogée pour évaluer la formation des nouveaux et nouvelles issus de la réforme lors de leur arrivée au niveau collégial, Ninon Saint-Pierre, directrice des études au collège international des Marcellines, tiendra un discours qui dérange: «Depuis plusieurs années déjà, nous voyons un phénomène monter. Les jeunes accordent moins de temps aux devoirs. Il y a moins de rigueur. Ce qu'ils apprennent, ils l'apprennent en classe. Ils n'intègrent pas la matière, donc l'apprentissage est plus en surface. Et ce n'est pas tellement un problème de réforme. Les jeunes passent des trois ou quatre heures par soir à l'ordinateur. Ils n'étudient presque pas.»

Français et anglais

Dans un tel contexte, des parents, apeurés par tout ce qui se passe, par tout ce qui s'entend, eux qui veulent que leur progéniture survive dans un monde où l'économie flanche, où les mots «valeurs» et «engagement» ne semblent plus avoir la cote, ces parents se disent qu'il faut inscrire les jeunes dans des établissements où non seulement la pédagogie serait de qualité, mais où surtout l'encadrement des cohortes serait assuré. D'où le succès de l'école privée, l'autre réseau québécois que fréquentent année après année 110 000 jeunes.

Et ce réseau peut faire ce que le secteur public n'a pas, lui, le droit d'opérer. Et on le voit, dans le débat qui entoure le dépôt de l'actuel projet de loi 103, portant sur les écoles passerelles, il est ainsi possible, contre rétribution, de se soustraire à une formation donnée en français et ainsi préparer l'enfant à vivre adéquatement dans un monde économique dont la langue d'usage est l'anglais.

D'autre part, de telles écoles soutiendront que le bilinguisme qu'elles pratiquent favorise en retour l'intégration de la gent anglophone à une société à majorité francophone, la québécoise. «Les parents voient l'intérêt que leurs enfants soient bilingues, à l'oral comme à l'écrit, dira ainsi Claudine Martel, chef du département de français à l'école élémentaire Selwyn House. Au Québec, la communauté anglophone est une petite communauté, alors les jeunes ont avantage à bien connaître le français. Sur le marché mondial, c'est aussi un gros plus de maîtriser deux ou trois langues.» Et, à cette école Selwyn, au primaire, c'est le français qui est la langue d'usage pour 70 % du temps passé en classe, contre 55 % au secondaire, avec pour résultat, comme le dira une directrice d'une autre école, Mary Hebert, dont The Study est aussi situé à Westmount, que «nos élèves sont très bien préparés pour poursuivre leurs études collégiales soit en anglais, soit en français».

Avec ou sans commissaires

Il s'en trouve toutefois toujours plus d'un et d'une pour contester l'existence d'un double réseau scolaire au Québec, une situation en fait qui se retrouve dans tous les pays à l'économie dite libérale: même la Suède a fait sienne cette pratique en 1994, là où, comme en Finlande, on offre même des repas gratuits aux enfants au temps scolaire.

Aussi, mieux vaut une telle pratique qu'une autre libéralisation que prêchait cette semaine un quotidien montréalais, celui dont la propriété est celle d'un homme qui veut créer un Fox News à la canadienne, à savoir un réseau sans commissions scolaires. Pourquoi soutenir une telle façon de faire? Il y aurait des économies à la clé, comme le démontrerait cette innovation albertaine.

Cela serait, que le Québec revivrait, comme à ses jours de Far-West, une époque où les Émilie Bordeleau du monde scolaire voyaient leur poste maintenu au gré des humeurs des Séraphin Poudrier et autres curés Labelle, eux qui avaient droit de vie et de mort dans leur territoire.

Mais, d'ici là, que les parents se consolent: ils ont non seulement la possibilité de choisir une école pour leurs enfants, mais ils auront aussi le choix de décider, loi 101 ou pas, dans quelle langue cet enseignement sera reçu.

LE SOLEIL : Un grand chantier au Cégep de Rimouski – Jeudi 16 septembre 2010



— PHOTO COLLABORATION SPÉCIALE CARL THÉRIAULT

La présidence de la campagne de financement a été confiée à André Jolicoeur, vice-président exécutif des Ameublements Tanguay et vice-président des opérations hockey de l'Océanic.

RIMOUSKI — Le Cégep de Rimouski et sa fondation lancent un grand chantier pour les cinq prochaines années afin de faire la promotion de cette institution et de l'accessibilité aux études collégiales. Une campagne de financement de 2 millions \$ de la Fondation du Cégep, la réalisa-

tion d'un plan stratégique quinquennal et des travaux de près de 6 millions \$ à la bibliothèque GillesVigneault composent ce programme. « Le grand enjeu du plan stratégique est l'accessibilité aux études supérieures. C'est cette réalité qui émerge dans un contexte démographique qui n'est pas facile afin de protéger nos programmes, la qualité de la formation, le développement d'un milieu de vie stimulant, le recrutement d'étudiants et pour jouer un rôle actif dans le développement régional», a souligné Jean-Pierre Villeneuve, directeur général du Cégep de Rimouski.

Environ 60 % des étudiants du Cégep proviennent de l'extérieur de la région de Rimouski. André Jolicoeur, vice-président exécutif des Ameublements Tanguay et vice-président des opérations hockey de l'Océanic, préside la campagne de financement de la Fondation. Il coordonnera la plus importante campagne de financement de la Fondation du Cégep de Rimouski. «Nous rendons à la communauté collégiale et au milieu ce que Rimouski a apporté aux Ameuble-

ments Tanguay et à l'équipe de hockey l'Océanic.»

Des dons de Ameublements Tanguay (150 000 \$), de la caisse populaire Desjardins de Rimouski (150 000 \$) et de la Ville de Rimouski (250 000 \$) totalisent déjà plus d'un demi-million.

Dany Girard, directeur général de la caisse populaire Desjardins de Rimouski, a rappelé son époque dans l'équipe de hockey junior des Voisins de Laval où seulement deux joueurs allaient aux études. « Plusieurs de mes amis regrettent aujourd'hui de ne pas avoir fait des études » comme le font systématiquement maintenant les joueurs de la LHJMQ.

Le collège de Rimouski, avec 2600 étudiants, est aussi composé du Centre d'études collégiales de la Matapédia et de l'Institut maritime du Québec. Ce dernier institut a accepté son premier étudiant francophone de l'extérieur du Québec. À partir du mois de janvier 2011, 10 % des places de la formation des officiers en navigation seront réservées à ces derniers.

CNW : ASSOCIATION GÉNÉRALE ÉTUDIANTE DU CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL - MANIFESTATION À MIDI CONTRE LES COUPURES EN SANTÉ - Jeudi 16 septembre, à 07h46

MONTRÉAL, le 16 sept. /CNW Telbec/ - L'Association Générale Étudiante du Cégep du Vieux Montréal dénonce aujourd'hui le retrait du service d'infirmière au Cégep du Vieux Montréal.

Le syndicat étudiant organise une manifestation jeudi le 16 septembre pour réclamer le rétablissement des services de santé au sein de son institution. En effet, la direction du CSSS Jeanne-Mance a récemment décidé de mettre fin aux services de l'infirmière qui dispensait des soins de santé et services sociaux de base à la population étudiante du cégep. « Il s'agit d'une immense perte pour les étudiants et les étudiantes du Cégep du Vieux-Montréal. Et le pire, c'est que cette situation tend à se généraliser dans l'ensemble des institutions scolaires! » lance Félix Généreux, porte-parole de l'Association Générale Étudiante du Cégep du Vieux Montréal (AGECVM).

Pour l'AGECVM, cette coupure est directement liée au dernier budget provincial: «Avec le budget Bachand, le gouvernement porte le coup final. Déjà mal en point après des années de sous-financement, voilà que la qualité de ces services sera charcutée par les nouvelles coupures et compressions et leur accessibilité minée par les hausses de tarifs!» dénonce à son tour Jaëlle Gignac, porte-parole de l'association. L'AGECVM tient du même souffle à rappeler que l'adoption de la loi 100, en juin dernier, qui met en œuvre certaines dispositions nécessaires à l'application concrète du budget provincial 2010-2011 et fait en sorte que les coupures drastiques annoncées dans les services publics nécessitent certainement des mises à pied massives, n'est pas étrangère à la situation actuelle au Cégep du Vieux-Montréal. Les étudiants et étudiantes du Cégep du Vieux-Montréal affir-

ment qu'ils et elles ne sont pas seul-e-s à contester ce budget rétrograde et tiennent à rappeler la manifestation qui a réuni 15 000 personnes contre les coupures et hausses de tarifs dans les services publics au lendemain du budget, le 1^{er} avril dernier. «Il ne s'agit que de notre premier avertissement cet automne. Si rien ne change, le gouvernement devra s'attendre à une riposte beaucoup plus forte de la part de la jeunesse!» conclut Laurent Cornelissen, porte-parole de l'AGECVM.

L'AGECVM regroupe près de 7700 cégépiens et cégépiennes et milite activement pour un réinvestissement public massif en éducation comme dans le reste des services sociaux, dans une optique de gratuité, d'accessibilité et de qualité.

Renseignements:

Dominique Bordeleau, 514-264-2291

RADIO-CANADA / BAS-SAINT-LAURENT : Cégep de Rimouski : Rénovation de la bibliothèque - Mise à jour le mercredi 15 septembre 2010 à 15 h 23

Les travaux de modernisation de la bibliothèque Gilles-Vigneault du cégep de Rimouski commenceront lundi prochain. Il s'agit d'un investissement de près de 6 millions de dollars, qui va permettre de retrouver une partie de l'architecture de l'ancienne chapelle du Séminaire.

Le directeur général du cégep, Jean-Pierre Villeneuve, prévient toutefois les étudiants et le personnel qu'ils devront s'attendre à des inconvénients résultant des travaux, qui vont prendre fin seulement lors de l'été 2011.

« Beaucoup de musique de marteaux-piqueurs lundi. Parce qu'il faut percer les dalles, enlever les briques. Tout cela se fera par étapes évidemment. Mais il y aura du bruit, il y aura de la poussière. La bibliothèque jusqu'à maintenant c'était un lieu où on allait étudier, lire. C'est un milieu où on ira s'informer dorénavant. Ce sera

un carrefour de l'information. Donc résolument tournés vers l'avenir, mais on conservera le caractère patrimonial de l'ancienne chapelle. On va retrouver la voûte, on va retrouver les fenêtres », indique M. Villeneuve.

Campagne de financement



Cégep de Rimouski (archives)

Par ailleurs, le Cégep de Rimouski lance une campagne majeure de financement dont l'objectif est de 2 millions de dollars, soit le double de l'objectif de l'an dernier. Déjà, 1 million de dollars ont été amassés, en raison entre autres de la participation financière de la caisse Desjardins de Rimouski, du groupe Tanguay et de la Ville de Rimouski.

L'objectif de la campagne est de créer un fonds qui sera versé aux étudiants sous forme de bourses ou qui soutiendra des activités étudiantes.

LE QUOTIDIEN : Cégep de Chicoutimi : Une «web série» pour informer les jeunes – Mardi 14 septembre 2010

Stéphane Bégin, Le Quotidien (CHICOUTIMI) Le Cégep de Chicoutimi prend un tout nouveau virage. Il s'adapte à la sauce des adolescents d'aujourd'hui. L'établissement d'éducation innove en lançant la toute première «web série» sur la scène provinciale afin d'informer les élèves du secondaire en prévision de leur entrée au cégep.

Un total de 14 épisodes hebdomadaires de six à sept minutes de Génération C seront présentés sur les diverses plateformes électroniques d'ici le printemps 2011. L'objectif : être en mesure de rejoindre plus facilement les étudiants du se-

condaire en leur présentant de façon interactive les divers programmes du cégep.

Cette nouvelle approche est très claire. Comme les jeunes ne prennent plus le temps de lire les documents reliés aux programmes d'enseignement, la direction de l'institution collégiale de la rue Jacques-Cartier a décidé de procéder autrement. Et comme les Ipad, les Iphone, les portables et les cellulaires sont de plus en plus populaires, la direction du cégep s'en servira pour amener les jeunes à s'intéresser aux études collégiales, mais aussi à toute la vie étudiante.

« Ce que nous recherchons, c'est d'inciter les jeunes à se rendre jusqu'au cégep, à le démystifier. Nous voulons piquer leur curiosité, retenir leur attention. Ce que nous présentons à ces futurs étudiants du collégial, c'est un téléroman des années 2010. Nous espérons que les jeunes auront un bon portrait de la vie dans un cégep », lance Ginette Sirois, directrice générale de la maison d'enseignement.

On peut consulter les capsules via le [site web du cégep](#)

LA PRESSE : Le3s enfants de la réforme au cégep : Devoirs, rigueur, liberté, partys – Vendredi 10 septembre 2010



Photo: François Roy, La Presse

Émilie Major-Parent et Amélie Lalande étudient toutes deux en thanatologie. La principale différence que note Émilie entre le secondaire et le cégep est l'absence d'encadrement. Enfant de la réforme, Amélie croit que ce qui s'est dit à propos du renouveau pédagogique était parfois exagéré. « Mais quand on dit que nous aurons des difficultés au cégep, je pense que c'est vrai! », dit-elle. Ariane Lacoursière, La Presse Depuis maintenant deux semaines, les élèves issus du renouveau pédagogique ont fait leur entrée au cégep. Plusieurs prédisent que le trimestre sera difficile pour ces «enfants de la réforme». Afin de voir comment se déroule leur entrée dans le monde collégial, La Presse a décidé de suivre quatre élèves.

Aujourd'hui, Alexis, Émilie, Hannah et Amélie parlent de leurs premières impressions et de leurs objectifs pour les prochains mois. Nous recueillerons aussi leurs commentaires aux examens de mi-trimestre et de fin d'année.

Gérer les partys

Nom: Alexis Caron

Âge: 17 ans

Domaine d'études: art et technologie des médias

Lieu: cégep de Jonquière

Après deux semaines de classe, Alexis remarque que le cégep demande bien plus d'autonomie que le secondaire: « On a beaucoup de liberté. Dans la classe, le professeur ne nous dit plus quoi noter. On doit voler de nos propres ailes! » Mais Alexis est loin d'être impressionné par cette soudaine autonomie. Son plus grand défi au cégep sera d'une tout autre nature. « Je vais devoir apprendre à gérer ma vie d'étudiant...

Il y a beaucoup de partys! » note ce Montréalais, qui vit maintenant loin du nid familial. Alexis estime que son passage au collégial se déroule bien jusqu'à maintenant. Il prévoit déjà obtenir de bonnes notes en géographie et en français. « Mon cours de Recherche de l'information a l'air plus difficile, dit-il. Mais j'ai le goût d'avoir de bonnes notes. Je sais que je suis dans la bonne branche. J'ai choisi mes cours. C'est motivant. Je vais me forcer. » Le changement qu'Alexis appréhende le plus concerne les examens: « J'ai toujours eu le droit de consulter mes notes, au secondaire. Plus maintenant. Je vais devoir m'adapter. » Le jeune homme, qui a obtenu une moyenne de 82% au secondaire, croit que sa cohorte, la première issue du renouveau pédagogique, n'aura pas plus de difficultés au cégep que ses prédécesseurs. « On était les premiers à subir la réforme. Les profs n'étaient pas encore habitués et ils n'utilisaient pas tous le programme. On a plutôt appris selon une approche mixte, pense-t-il. Ça va bien aller. »

Travailler fort

Nom: Émilie Major-Parent

Âge: 17 ans

Domaine d'études: thanatologie

Lieu: cégep de Rosemont

Émilie a toujours eu un intérêt pour les milieux funéraires. C'est pourquoi, quand un orienteur de passage à son école secondaire lui a suggéré

de s'inscrire en thanatologie, Émilie a aussitôt accepté. Après deux semaines de cours, elle ne le regrette pas: « J'aime vraiment mes cours! »

Émilie a toutefois été surprise par le degré de latitude qui lui est maintenant donné. « On ne nous encadre plus du tout. Toute la matière nous est garochée. On ne prend pas le temps de nous expliquer les travaux en détail comme on le faisait au secondaire. Il faut être organisé! » remarque-t-elle.

Même si Émilie est excellente à l'école (elle a obtenu une moyenne de 89% au secondaire), elle prévoit que son cours de déontologie sera difficile: « On a un gros travail de session à faire et je ne suis pas encore certaine d'avoir tout compris! »

Appréhende-t-elle les examens de mi-trimestre? « Je crois que ça va bien aller. Mais je vais devoir m'investir plus dans mes études », dit-elle.

Du pain sur la planche

Nom: Hannah Brais-Harvey

Âge: 16 ans

Domaine d'études: sciences de la nature

Lieu: cégep de Rouyn-Noranda

À son entrée au cégep, il y a deux semaines, Hannah a été fortement impressionnée par la quantité d'élèves qui fréquentent l'établissement. « Il y a bien plus de monde que dans ma petite école de LaSarre! » dit-elle.

Les prochains mois s'annoncent chargés pour Hannah, qui veut devenir médecin. « Je vais devoir travailler vraiment fort. Ce n'est pas si difficile, le cégep, mais je n'étais pas prête à avoir autant de devoirs et de lectures », dit la jeune fille, qui fêtera ses 17 ans le 30 octobre. Hannah prévoit déjà obtenir de bonnes notes en biologie, mais pas en chimie. Le fait que les exigences pour être admis à la faculté de médecine soient très élevées l'inquiète un peu. « Au

pire, je changerai de domaine. Mais je vais travailler fort pour essayer d'y arriver.» Quand on lui demande si le fait d'être de la première cohorte d'élèves de la réforme est difficile, Hannah ne sait trop que répondre. «On ne peut pas se comparer. Mais je suis certaine que ce n'est pas si mal, dit-elle. On va bien réussir au cégep.»

Difficultés en vue

Nom: Amélie Lalonde

Âge: 17 ans

Domaine d'études: thanatologie

Lieu: cégep de Rosemont

Amélie s'est inscrite au programme de thanatologie parce qu'elle voulait devenir assistante en

pathologie. «On vient de me dire que la technique ne pourra pas me mener à ça! Mais ce n'est pas grave. Je vais finir le programme quand même», dit la jeune fille, qui avait une moyenne de 75% au secondaire.

Les premiers cours au collégial ont été «assez difficiles» pour Amélie, parce qu'elle trouve qu'elle est «moins encadrée». Elle estime que le fait d'être une élève du nouveau pédagogique y est pour quelque chose. «Avec la réforme, on nous donnait quasiment toutes les réponses pour passer. Plus maintenant!»

Amélie déplore au passage que la réforme ait éliminé les cours d'économie. «Comme jeunes,

on a maintenant accès au crédit. C'est important de savoir faire un budget», dit-elle.

Elle ajoute que les cours d'éducation à la sexualité n'auraient jamais dû être éliminés du cursus. «On vit dans une société ouverte. C'est important d'avoir des cours sur ça. J'ai eu un seul cours durant mon secondaire qui résumait les moyens de protection. Ce n'est pas assez», dit-elle.

Amélie croit que ce qui s'est dit dans les médias à propos des jeunes du nouveau pédagogique était parfois exagéré. «Mais quand on dit que nous aurons des difficultés au cégep, je pense que c'est vrai!»

LE SOLEIL : UN BIXI AU CÉGEP DE LA POCATIÈRE – Vendredi 10 septembre 2010



On reconnaît, dans l'ordre habituel, Catherine Pétel-Langevin, Charlyn Girouard et Phillip Laterreur.

Texte et photo Marc Larouche
(Collaboration spéciale)

Un système de vélos libre-service est maintenant disponible au Cégep de La Pocatière. Plan B a été instauré par un comité parascolaire formé d'élèves qui désiraient faire un geste positif pour l'environnement et expérimenter la gestion de projet.

Ce service permet d'emprunter l'un des huit vélos Urbana pour une durée maximale de 24 heures : «Nous avons remarqué qu'en l'absence de transport alternatif dans la région, trop de personnes utilisent leur auto pour effectuer de courtes distances. Le responsable de l'entrepreneuriat étudiant, Phillip Laterreur, a rassemblé quelques élèves qui partageaient la

même vision [et] nous avons mis nos forces en commun», explique Catherine Pétel-Langevin. Le but premier est d'encourager l'utilisation du vélo plutôt que de l'automobile et ainsi de réduire les émissions de gaz carbonique. Ce projet permettra aussi aux élèves qui n'ont pas de véhicule d'avoir accès à des services et à des attraits touristiques peu accessibles sans voiture. Le service est gratuit pour les élèves et les membres du personnel du Cégep de La Pocatière et est offert aux autres pour 5 \$.

24 HEURES : Cégeps anglais : une aspiration pour les francophones – Jeudi 09 septembre 2010



Photo: archives 24H

Le collège Dawson, une institution anglophone, situé au centre-ville de Montréal.

Jean-François Cyr

Le réseau anglophone grignote lentement mais sûrement la proportion totale des étudiants québécois qui fréquentent les cégeps, selon une étude rendue publique mardi par l'Institut de recherche sur le français en Amérique (IRFA).

L'équipe de Patrick Sabourin, s'est penchée sur les comportements linguistiques des cégépiens. Elle a scruté entre autres leurs habitudes de vie académique, leur consommation culturelle et leurs rapports sociaux. Selon l'auteur, la fréquentation d'un cégep anglais apparaît anglicisante.

Cette étude, pionnière dans le domaine, révèle notamment que dans la métropole, les francophones et les allophones qui fréquentent un cégep anglophone ont tendance à adopter l'anglais comme langue d'usage, autant sur le plan professionnel que personnel.

« Le cégep, c'est très structurant. C'est une période charnière dans la vie d'une personne. On cristallise les comportements linguistiques, c'est-à-dire que c'est l'époque des premières

blondes, du premier emploi. C'est à ce moment qu'on crée les premiers réseaux d'amis et de contacts professionnels », a-t-il expliqué.

« En tant que citoyen c'est inquiétant, puisque choisir d'étudier en anglais au cégep semble favoriser le transfert de comportements linguistiques du français vers l'anglais pour à peu près tous les domaines de la vie des étudiants, peu importe leur langue maternelle, a-t-il poursuivi. En fait, c'est la langue dans laquelle ils ont envie de vivre et ils n'ont pas nécessairement le désir, dans la grande majorité des cas, d'utiliser le français.

« On doit mieux enseigner l'anglais »

Sur ce, le député péquiste Pierre Curzi, qui milite depuis des années pour la protection du français, se dit très préoccupé. « Ça me fait mal (d'entendre les propos de M. Sabourin). Cette idée qu'on veut plus faire d'efforts pour vivre en français est inquiétante. D'autant plus qu'on est conscient du phénomène de transfert linguistique depuis un moment. L'anglais a une forte influence sur la langue au Québec, surtout à Montréal. »

Selon lui, le gouvernement devra travailler fort pour refranciser la métropole, où se retrouve grosso modo 80% des cégeps anglophones. «Les cégeps devraient être seulement francophones. Mais plus important encore, on doit commencer à enseigner adéquatement l'anglais dans nos écoles primaires et secondaires. Ceci aurait certainement pour effet de diminuer le goût d'étudier dans des établissements anglophones », a-t-il ajouté avec conviction.

D'après Pierre Curzi, les cégeps anglophones débordent et rien ne semble vouloir, pour l'instant, changer cette tendance : l'anglais aspire de plus en plus d'étudiants. Ce constat

est d'ailleurs confirmé par M. Sabourin qui a expliqué qu'entre 1995 et 2004, le réseau des cégeps anglophones a augmenté de 2% sa clientèle alors que celle francophone a diminué d'environ 13%.

Le phénomène est aussi observé chez les jeunes qui ont fait leurs études primaires et secondaires en français. En plus, les transferts linguistiques se font uniquement vers l'anglais, puisque très peu d'anglophones choisissent de faire leur cégep en français. Selon les résultats de l'étude, plus de la moitié des francophones qui font leur cégep en anglais utilisent d'ailleurs la langue de Shakespeare avec leurs amis, même si ces derniers sont aussi francophones ou allophones. Plus d'un sur quatre a choisi de se faire servir en anglais dans les magasins.

Forte anglicisation des allophones

La situation serait pire encore chez les allophones des cégeps anglais, le transfert étant beaucoup plus prononcé.

« Chez eux, on sent un véritable désintérêt à l'endroit de la langue française. En plus, le sentiment d'appartenance à la communauté francophone est presque nul. Tout cela est amplifié par le fait que 50 % des élèves allophones choisissent de poursuivre leurs études post-secondaires en anglais », a précisé Patrick Sabourin.

L'étude a été effectuée auprès de 3200 étudiants de sept cégeps de l'île de Montréal, dont 1494 fréquentant un établissement collégial de langue anglaise.

Notons que 24H a tenté d'obtenir des commentaires de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, mais celle-ci n'a pas retourné l'appel.

LE DEVOIR : 1ère page : Étude - Faire son cégep en anglais, et risquer l'anglicisation – Mercredi 08 septembre 2010

Lisa-Marie Gervais

Le fréquenter... c'est l'adopter. Une étude de l'Institut de recherche sur le français en Amérique (IRFA) conclut que les étudiants francophones et allophones qui choisissent d'étudier dans

un cégep de langue anglaise risquent fort d'évoquer dans un milieu anglophone pour le reste de leur vie.

À peine 40 % des allophones ayant fréquenté un cégep en anglais disent parler la langue de

Molière au travail et la même proportion utilise le français lors de leurs achats, révèle cette étude sur les comportements linguistiques des étudiants du collégial, financée par la Centrale des syndicats du Québec (CSQ). On observe

cette même tendance à délaisser le français au magasin et au travail chez les francophones qui ont fréquenté un cégep en anglais.

De volumineux questionnaires ont été distribués à 3200 étudiants de cégeps francophones et de trois cégeps anglophones de l'île de Montréal. Patrick Sabourin, doctorant en démographie à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) et coauteur de l'étude, s'attendait à des résultats moins polarisés. «Je m'attendais à l'influence de l'anglais sur le comportement linguistique [des étudiants fréquentant un cégep anglophone], mais je m'attendais à une plus grande diversité de comportements chez les allophones. Or, à quelques différences près, ils se comportent linguistiquement comme les Anglo», a-t-il constaté.

L'une de ces différences est que les allophones qui étudient en anglais ont sensiblement plus d'amis francophones (15 %), contre 85 % des allophones qui étudient au cégep en français. Et parmi les allophones qui ont fréquenté le réseau scolaire de langue française, 40 % passent du côté anglophone au niveau collégial. Les allophones scolarisés en anglais, quant à eux, passent tous, à quelques individus près, au cégep en anglais.

Quant à la consommation des biens culturels, 95 % des étudiants fréquentant un cégep de langue

anglaise, qu'ils soient allophones, francophones ou anglophones, ne regardent pas de films en français et à peine 20 % du temps d'écoute de télévision de ces étudiants est consacré aux émissions de langue française. «Les anglophones qui fréquentent des cégeps anglais écoutent des films en français dans une proportion de 0,3 %. C'est pratiquement nul», note-t-il.

Le cégep, un déterminant majeur

En regard de cette étude, le niveau collégial serait un déterminant majeur de la langue utilisée pour le reste de notre vie. Ces conclusions sont également celles d'une étude réalisée par Robert Maheu, ex-directeur de recherche au ministère de l'Éducation, qui démontre qu'il y a une relation claire entre la langue des études supérieures et la langue de travail, et que faire ses études supérieures en anglais augmente fortement la probabilité d'avoir un emploi, un an ou deux après la fin des études, ailleurs qu'au Québec.

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin, souhaite toutefois apporter quelques nuances. «Il y a plusieurs facteurs. La problématique de la langue française est plus large que le collégial», croit-il. On s'étonnera moins des étudiants qui viennent d'un pays où l'anglais prédomine, comme l'Inde par exemple, souhaitent fréquenter un cégep

anglophone après avoir été scolarisés en français. «Mais on n'est pas convaincu que l'application de la loi 101 au cégep nous amènera à nos fins», ajoute-t-il.

Même son de cloche à la Fédération des cégeps, qui ne veut pas de l'application de la loi 101 au cégep. «Ça nous semble démesuré et excessif de croire que la fréquentation obligatoire du cégep en français va changer ça», a dit Caroline Tessier, directrice des communications à la Fédération, en faisant allusion à la perte de vitesse du français. «Chose certaine, ça nous semble préoccupant.»

Pierre Curzi, député péquiste dans Borduas, s'inquiète quant à lui de la progression de l'anglais comme langue utilisée dans la vie privée. «Là où ça devient périlleux, c'est dans la langue d'usage avec les amis. Chez les allophones, c'est très élevé. Je vois ce que j'appelle un "transfert culturel", où on passe d'une culture majoritairement francophone et on adopte une culture minoritairement francophone», a-t-il indiqué.

La CSQ n'a pas encore de position sur le sujet, mais confirme que des réflexions sont en cours au sein de l'organisation. «On a collaboré à l'étude justement parce qu'on voulait avoir un portrait de la situation et entamer la réflexion sur le sujet», rapporte Marjolaine Perreault, attachée de presse de la CSQ.

MÉTRO : Les cégeps anglais assimilent les jeunes francophones – Mercredi 08 septembre 2010



Archives Métro
Aucun des 700 cégépiens anglophones sondés qui ont fréquenté des écoles primaires et secondaires anglaises n'a poursuivi sa scolarité en français.

Une étude montre que les cégépiens francophones qui fréquentent un cégep anglais parlent de moins en moins la langue de Molière. Bien qu'ils aient étudié en français pendant tout leur cheminement scolaire primaire et secondai-

re, les jeunes cégépiens qui décident de fréquenter un établissement anglais ont tendance à parler la langue de Shakespeare au quotidien.

C'est du moins ce qu'indique une [étude rendue publique mardi par l'Institut de recherche sur le français en Amérique \(IRFA\)](#). «Si on fréquente un cégep anglais, on utilise moins le français dans les commerces en tant que client, sur son lieu de travail en tant qu'employé et avec ses amis, a expliqué le président de l'IRFA, Patrick Sabourin. On regarde beaucoup moins de films et d'émissions de télévision en français. On dépense moins d'argent dans la culture francophone et on participe moins aux institutions démocratiques francophones.»

Pratiquement tous les jeunes francophones (99 %) qui étudient en français au cégep parlent la langue de Molière à la maison, contre 72,9 % pour les cégépiens francophones qui fréquentent un établissement collégial de langue anglaise. Dans un commerce, s'ils ont une information à demander, 97 % des étudiants francophones

inscrits à un cégep français le feront en français, tandis que 64,2 % des étudiants francophones qui vont au cégep anglais aborderont un commis en anglais.

Sur les 700 cégépiens anglophones sondés par l'IRFA qui ont fréquenté des écoles primaires et secondaires anglaises, aucun n'a décidé de poursuivre son cheminement postsecondaire en français. «Il semble que dans la société où ces jeunes vivent, ils doivent parler anglais pour réussir», a laissé tomber M. Sabourin. Celui-ci n'a pas pu en dire plus puisque l'IRFA prépare une nouvelle étude qui expliquera pourquoi les étudiants québécois choisissent d'étudier en anglais.

L'étude, qui a été commandée par la Centrale syndicale du Québec, a été menée auprès de 1 736 étudiants inscrits à un cégep français et de 1 494 étudiants qui ont décidé d'aller dans un établissement collégial de langue anglaise.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Comportements linguistiques : Les cégépiens s'anglicisent - Mise à jour le mardi 7 septembre 2010 à 21 h 11

Une étude sur les comportements linguistiques des cégépiens révèle qu'à Montréal, les francophones et les allophones qui fréquentent un cégep anglophone ont tendance à adopter l'anglais comme langue d'usage, autant sur le plan professionnel que sur le plan personnel.

Cette analyse de l'Institut de recherche sur le français en Amérique (IRFA) a été réalisée auprès de 3200 étudiants de sept cégeps de l'île de Montréal, dont 1494 fréquentant un établissement collégial de langue anglaise.

L'auteur de l'étude et le président de l'IRFA, Patrick Sabourin, affirme qu'au terme de cette enquête, la fréquentation d'un cégep anglais apparaît anglicisante.

«C'est à cet âge-là que se cristallisent tous les comportements linguistiques, [...] les premières blanches, le premier emploi, le premier réseau structuré d'amis», a-t-il précisé. «Choisir d'étudier en anglais au cégep semble favoriser le transfert de comportements linguistiques du français vers l'anglais, et ce, dans les différentes

sphères de la vie des étudiants, peu importe leur langue maternelle», a-t-il ajouté.

Le phénomène est aussi observé chez les jeunes qui ont fait leurs études primaires et secondaires en français.

Les transferts linguistiques se font pourtant uniquement vers l'anglais, puisque très peu d'anglophones choisissent de faire leur cégep en français, montre l'étude.

Selon les résultats de l'étude, plus de la moitié des francophones qui font leur cégep en anglais utilisent la langue de Shakespeare avec leurs amis, même si ces derniers sont aussi francophones ou allophones. Plus d'un sur quatre a choisi de se faire servir en anglais dans les magasins.

Anglicisation plus prononcée des allophones

La situation est pire chez les allophones du cégep anglais, chez qui «le glissement est beaucoup plus prononcé [et] sévère», note M. Sabourin.

«On constate un désintérêt marqué pour la langue française et, par le fait même, l'absence d'un sentiment d'appartenance à la communauté francophone par les étudiants, précisément anglophones et allophones, fréquentant un cégep anglophone. Lorsqu'on sait l'importance de l'éducation publique comme puissant facteur d'intégration, comme courroie de transmission d'une culture commune, et que 50 % des élèves allophones choisissent de poursuivre leurs études postsecondaires en anglais, l'analyse témoigne de l'attrait indéniable qu'exerce la culture anglophone», conclut le président.

Des étudiants rencontrés au cégep Dawson à Montréal, un établissement anglophone, sont d'accord avec ces conclusions. Ils affirment que «tout le monde parle anglais» et trouvent le français «inutile puisqu'eux vivent à Montréal et tout se fait en anglais.»

L'IRFA a été fondé en mars 2008 à la suite d'une initiative citoyenne et rassemble des chercheurs universitaires.

RUEFRONTENAC.COM : EXCLUSIF - Les cégeps anglais avalent leurs étudiants francophones - Mise à jour le Lundi, 06 septembre 2010 17:37

Écrit par Jean-Philippe Pineault

La culture anglaise avale tout rond les étudiants francophones qui choisissent un cégep anglophone pour leurs études, à Montréal. Pas moins de 40% d'entre eux préfèrent utiliser la langue de Shakespeare au travail et 35% vont même jusqu'à utiliser l'anglais pour obtenir des services dans des commerces, révèle une étude dont Rue Frontenac a obtenu copie.



Photo courtoisie

Patrick Sabourin, auteur de l'étude, perçoit un glissement vers l'anglais chez les étudiants francophones qui poursuivent leur scolarité en anglais

L'enquête, réalisée par l'Institut de recherche sur le français en Amérique (IRFA) et dont les résultats seront dévoilés mardi matin, met en relief la puissante force d'attraction de l'anglais pour les jeunes étudiants dans cette langue au niveau collégial.

«Il y a un glissement vers l'anglais. Les gens ne se mettent pas du jour au lendemain à parler seulement en anglais, mais c'est un phénomène traître», affirme Patrick Sabourin, président de l'IRFA et étudiant au doctorat en démographie à l'Institut national de recherche scientifique (INRS) - Centre Urbanisation, culture et société. Alors que plus de neuf étudiants de langue française sur dix qui étudient dans un cégep francophone utilisent la langue de Molière au travail, moins de 60% des francophones qui étudient en anglais en font autant.

L'attrait pour l'anglais se fait même sentir jusqu'à la maison, démontrent les auteurs de l'étude, des chercheurs de l'INRS et de l'UQAM. Environ 27% des francophones qui poursuivent leurs études dans un cégep anglophone utilisent l'anglais dans leurs relations avec la famille. En revanche, pratiquement 100% de leurs camarades francophones qui étudient en français continuent d'utiliser leur langue maternelle à la maison.

La collecte des données de l'étude s'est déroulée de mai 2009 à mai 2010. Plus de 3200 étudiants provenant principalement de sept cégeps de l'île de Montréal ont répondu à un questionnaire en plus de 40 points sur divers sujets touchant aux comportements linguistiques ainsi qu'au cheminement scolaire et professionnel.

La culture française remplacée

La culture française a aussi du mal à se tailler une place auprès de la clientèle des cégeps anglophones. Moins de 5% des étudiants du cégep anglais préfèrent écouter des films en français. Au cégep français, ils sont un peu plus de 60%, écrivent les auteurs de l'enquête. Au cégep anglais, environ 20% du temps d'écoute de télévision est consacré aux émissions de langue française, contre 64% au cégep français.

«Il y a un délaissement de la culture francophone. Les étudiants intègrent tranquillement une autre culture. Ça pose un problème sur le plan de la pérennité du français», juge M. Sabourin.

Pierre Curzi inquiet

Le député péquiste Pierre Curzi, qui a fait de la protection du français son cheval de bataille, se dit préoccupé par les conclusions de l'enquête.

«C'est très inquiétant. Il y a un risque de transfert linguistique. L'anglais a une forte influence sur la langue au Québec, surtout à Montréal», commente-t-il. Selon lui, l'État québécois doit mettre sur pied une politique linguistique globale qui doit s'appuyer entre autres sur la fréquentation obligatoire du cégep en français.



Photo d'archives Luc Laforce

Pierre Curzi souhaite la fréquentation obligatoire du cégep en français

«L'apprentissage de l'anglais doit se faire à l'intérieur du système francophone. Changer de culture pour apprendre une langue, ça n'a pas de sens», déplore-t-il.

L'attrait de l'anglais en chiffres

- Environ 2000 étudiants francophones choisissent chaque année un cégep anglophone pour poursuivre leurs études.
- 85% des allophones au cégep français fréquentent des amis francophones, contre 15% seulement chez ceux au cégep anglais.
- 0,3% des allophones qui étudient en anglais regardent le plus souvent des films en français.
- 60% des allophones qui étudient en anglais utilisent cette langue au travail, contre 20% pour ceux qui fréquentent un établissement collégial francophone.

Source: [L'Enquête sur les comportements linguistiques des étudiants du collégial \(ECLC\)](#), IRFA, 7 septembre 2010

Commentaires (52)

On nous aime à condition que...

Les anglophones nous aiment... en autant que nous n'aimons pas de postes stratégiques. Ils nous aiment... en autant qu'on vive en anglais. Mais dès qu'on demande simplement le respect CHEZ NOUS, nous sommes des retardés, des nazis, du monde fermés d'esprit.

Eh oh, au Québec, les anglos sont la minorité la mieux traitée au monde. Ils agissent comme s'ils étaient majoritaires CHEZ NOUS. En fait, la réalité, ils veulent simplement nous culpabiliser d'utiliser le français pour que nous nous fassions disparaître nous-même. Il faudrait passer à l'anglais dès que non-francophone nous parle. Il faudrait accepter de se faire servir en anglais sans rien dire. Il faudrait qu'ils aient le droit d'afficher juste en anglais même dans des régions à 99% francophones. Il faudrait que nous, francophones, on se ferme la yeule et se laisse assimiler.

Tout ça, c'est simplement des tactiques d'intimidations et de culpabilisation pour faire du français une simple langue folclorique sans importance. Mais dès qu'on en a besoin pour quelque

chose de moindrement important, il faudrait accepter de vivre en anglais chez nous.

Ça va faire. Pas question. On n'est pas fermés d'esprit. On est le peuple le plus ouvert du monde. Tellement ouvert qu'on laisse la minorité dicter leurs règles chez nous. Mais on a le droit au respect chez soi.

La réalité, c'est que ce sont les anglos qui sont totalement fermés d'esprit, repliés sur eux-même. Il faudrait que la Terre entière vive en anglais et n'aie pas le droit de se faire respecter chez soi car EUX ils refusent de s'adapter aux autres cultures et veulent imposer la leur.

Vive le Québec français! Vive l'Allemagne allemande! Vive l'Espagne espagnole! Vive la Russie russe! Vive la diversité linguistique. Tout le monde a droit au respect. Ce n'est pas juste aux anglophones à être respectés. Ce n'est pas juste la langue et les idées anglaises qui doivent être valorisées au détriment du reste de la Terre. A bas l'hégémonie d'une seule langue!

La Terre regorge de richesse dans sa diversité. Ne lui enlevons pas ça car les anglophones refusent d'accepter qu'une autre langue et culture que la leur aie le droit d'être reconnu!!!

Mazinger Z , septembre 08, 2010

Unissons-nous pour construire notre pays.

Dans les années 60, un certain Trudeau croyait que l'avenir du Canada reposait dans le bilinguisme. Son expérience Québécoise de la classe dominante "franglophone" lui aura permis d'attirer provisoirement une majorité de citoyens dans son utopie non basée sur les réalités statistiques et historiques.

Dans son tripe politique, Trudeau n'a pas hésité à manipuler les Canadiens autant Anglo que Franco. La loi sur les langues officielles p me permet de recevoir une réponse en français lorsque j'écris au gouvernement fédéral. Cette politique aura permis à plus de francophones d'accéder à des postes de la fonction publique puisqu'ils étaient déjà en mesure de communiquer en anglais.

Pour le reste, les francophones dans le reste du Canada se retrouvent plus divisés et minoritaires que jamais. Un grand nombre d'anglophones nous aiment bien, à la condition que nous n'occupions pas les postes décisionnels en politique et les leviers économiques. La division entre Québécois est de plus en plus importante (Montréal VS le Québec des Régions). Ne pas réagir pour le développement d'une métropole culturellement et linguistiquement francophone, ne fera qu'accentuer le transfert de l'économie québécoise vers Toronto et l'ouest du Canada.

Trudeau prétendait qu'il baraguinait l'anglais pour nous convaincre que le bilinguisme nous enrichirait.

Notre avenir comme Québécois repose dans une démarche d'affirmation nationale: "Un peuple, une nation, une culture, une langue." Par la suite notre réalité politique et économique justifiera aisément l'apprentissage des langues et notre ouverture sur le monde.

R. Lavoie , septembre 08, 2010

C'est simple.



Pour être plus forts, au Québec comme dans le monde, les francophones doivent bien apprendre l'anglais. L'apprentissage de diverses langues a

toujours été une grande force, et ce à travers l'histoire de l'humanité.

Pour que cela réussisse, il faut obéir à une règle bien simple:

il faut apprendre l'anglais dans des établissements francophones, et cela tient autant pour les francophones que pour les allophones et immigrants.

Un point c'est tout.

juliette , septembre 08, 2010

Peuple de soumis

Mettons les choses au clair. Au Québec, ça se passe en français SEULEMENT. Si les anglophones veulent se parler en anglais entre eux, qu'ils le fassent mais ils n'ont pas à nous imposer à nous de parler leur langue car ils ne veulent pas faire le moindre effort pour s'adapter.

Et ce n'est pas parce qu'on vie selon la langue du Québec qu'on refuse d'en apprendre d'autres. Mais apprendre d'autres langues ne signifie pas qu'on doit se mettre à vivre en anglais dès que SA MAJESTÉ L'ANGLOPHONE daigne nous adresser la parole avec son arrogance habituelle, son attitude de supérieur qui croit que seul l'anglais est valable et que tous les non-anglophones doivent se soumettre à lui et lui parler dans sa langue.

L'anglais doit servir si on veut voyager ou pour parler à des personnes ne vivant pas dans des pays francophones. Mais on n'a pas à vivre en anglais. Même au travail, à l'interne, on a parfaitement le droit de se parler entre nous dans la langue du Québec.

Moi il n'y a pas un anglophone qui m'obligera à lui parler en anglais. Il n'y en a pas un qui me fera avoir honte de ma langue. JE SUIS CHEZ MOI ICI. S'il veut vivre en anglais, qu'il aille le faire ailleurs. C'est moi qui fait partie de la majorité ici, pas lui

Mazingher Z , septembre 08, 2010

cé koi le fransa

Allo,

Le respect ça se mérite. Dans la grande majorité de ce que je lis en français sur les blogues d'ici ou de France... oui de France, est minable, autant dans la forme que dans les règles. Du "t'sé veut dire mur à mur" et même du "sala l'aidé dans les aréoports" plein la gueule des lecteurs de nouvelles même à la précieuse SRC. Et on veut déchirer sa chemise parce qu'on nous traite comme des demeurés... des demeurés linguistiques en tous cas, on ne peut pas le nier. À croire que Claude Poirier... que je respecte... méritera bientôt un siège à l'Académie française et de plein droit.

Et je suis franco de souche et j'ai appris l'anglais tout jeune par immersion avec des enfants juifs rescapés de la Shoah et j'ai sacré mon camp au High School parce que les bons frères me faisaient c... avec leur enseignement religieux antisémite sous Duplessis, et je ne suis pas intello, ni porte-diplôme universitaire; j'ai fait mon bout de chemin en sortant de l'école sur les chantiers de la Manic comme acrobate dans les pylônes sans avoir reçu d'entraînement préalable. Nous sommes devenus un peuple de moutons laineux même pas bonnes à faire des côtelettes et nous élisons le roi des moutons comme premier ministre.

"VOUS N'ÊTES PAS TANNÉS DE CREVER BANDE DE CAVES?"

ja

ja , septembre 07, 2010

...

Belle bande d'abruti(e)s au Québec. Incapables d'apprendre l'anglais sans s'angliciser et se prendre pour des "blokes". Du Elvis Gratton à son meilleur et "gratis".

Le Congo est devenu indépendant pendant que nos tatas veulent s'ouvrir sur le monde, en autant que le monde soit anglais et américain bien sure et les "ouverts" biens soumis jubilent... Think Big .

Yves , septembre 07, 2010

S'ouvrir, c'est accepter que certains vont partir

S'ouvrir sur le monde, ça ne veut pas dire s'ouvrir le ventre! Tout le monde devrait connaître au moins trois langues. Personnellement, l'anglais est ma troisième langue. Elle me permet d'avoir accès à une quantité incroyable de films, de livres, de documents. Pourquoi s'en priver? Ma deuxième langue est l'espagnol. Parce que j'aime la parler, qu'elle me roule dans la bouche comme une petite gorgée de sangria. Et ma première langue c'est le français. Parce que je comprends ce que je veux dire quand je parle français! Et si j'étais moins bouché, j'aurais appris le Cri ou l'Innu depuis des années. Arrêtons de nous attrister sur le fait qu'il y a des gens plus riches ou plus influents que nous. Il y en a toujours eu, il y en aura toujours. Il faut finir par admettre que les Français du 18e siècle ont fait un choix dont nous vivons encore les conséquences. Mais dès le début nous avons négocié notre place et je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas continuer. C'est comme si nous voulions construire des routes qui nous amèneraient le monde sans penser que des gens de chez nous vont utiliser ces routes pour s'en aller. Laissons partir ceux qui le veulent et accueillons ceux qui viennent nous rejoindre.

Marco , septembre 07, 2010

MONEY SPEAKS ENGLISH !!!!!!!

ALLO!

Rien de plus à ajouter... si vous ne comprenez pas, allez relire le tire.

JA

ja , septembre 07, 2010

Vive la Révolution anglaise !! ,

Ce commentaire est noté comme non-intéressant

...

C'est-tu moi ou si les 2000 tatas de collabos de québécois qui choisissent d'aller au cégep en anglais sont de belles cible pour l'aile jeunesse du PLQ

mathieu , septembre 07, 2010

La culture quebecoise?

Mais quelle est donc cette culture quebecoise dont on me vante toujours les merites?

Est-ce celle qui est subventionnée et qui crée nos petits millionnaires locaux? Est-ce celle que nous inflige le CRTC? Est-ce celle qui mène à la domination de nos bien-pensants gauchistes sur l'échiquier socio-politique?

Un jour, on séparera la discussion culturelle de la langue quebecoise. La culture survivra, l'autre non.

David , septembre 07, 2010

paroles de "Résistance", Loco Locass, 2004

Comment ne pas penser à ce texte, que j'écouterais en boucle sur la route hier..

"C'est l'Intifada d'la faconde qui fronde face au Canada

Arrogant régent s'ingérant dans nos affaires

Vaguement totalitaire

Loco Locass réitère, au nom d'la nation, son intention de garder une attention constante sur les tensions

Attention, on va maintenir la pression

C'est plus qu'une impression

On r'met tout en question

Sinon, y'a régression

Vitale est la mission

Même si on s'fait chier en chicanes de cons

Ostie qu'ça tue l'action !

Tous les 365 jours, 24 sur 24

À chaque tic tac, paranoïaque

Excroissance de mon angoisse pour tous ceux qui s'en sacrent

Qui vont, qui vaquent, entre les reins d'la vacuité, télévisés

En sécurité, vaincus au spectacle de l'actualité

Comment faire l'épreuve de la réalité ?

Au royaume des aveugles, les rois sont les kodaks

À voir la vie en vrac, de vivre on a le trac

Pis pour oublier qu'on s'oublie on court marcher pour l'Irak

Envergure qu'on enrobe, fierté qui s'dérobe

D'un peuple qui vit dans l'garde-robe

Quand la moitié est claustrophobe

Au fond, y'a juste Bourgault de probe

Pineault pis nous pour nommer cet opprobre

Attention, on va maintenir la pression

C'est plus qu'une impression

On r'met tout en question

Sinon, y'a régression

Vocale est l'agression

Vitale est la mission

Même si on s'fait chier en chicanes de

CON o STI qu'ça TU(e) l'ac TION !

Pas de chicane dans ma cabane

Au Canada, c'est comme ça

Ni OUI, ni NON

Manie d'un nous mou, moumoune et minable

Incapable de choisir entre le lys et l'érable

T'es pas parti, pis tu joues pas la partie

Mais faut qu'tu rentres ou qu'tu sortes

Un pied chaque bord d'la porte

C'est le propre d'un criss de cloporte !

Quand j'vois les stats, j'constate

Qu'on est Québec et mat

On joue pour le pat

En trainant d'la patte

La larme, la larme, la larme coule sur ma joue et sonne sur mon tympan

Un pays sans enfants, sans nouveau sang, c'est sans bon sens

On fait pus d'flots mais y nous en faut pour tenir le rafiot a flot

D'autant que les p'tits gars qu'on a

Trippent sur l'trépas à ce point-là

Qu'y se sonnent eux-mêmes le glas pour l'au-delà

Pis ça c'est pas du bla-bla

Tu me trouves acide, le kid ?

J'essaie juste d'être lucide

Parce que spermicide ou suicide

Dans les deux cas, pour nous c'est l'autogénéocide

Fa'que décide ou décède

Chaque pouce d'identité que tu cèdes

Nous mène humiliés, poings et pieds liés

À la fatale fat assimilation

Attention, on va maintenir la pression

C'est plus qu'une impression

On r'met tout en question

Sinon, y'a régression

Vocale est l'agression

Vitale est la mission

Même si on s'fait chier en chicanes de

CON o STI qu'ça TU(e) l'ac TION !

Tique pas sur la tuque l'eunuque

Si l'emblème est caduque dans ta tête de Turc, de damned Canuck

Moi, j'tiens au chaud ma tête à Papineau

Pus de quiproquos, me coiffe de mes idéaux

Biffe d'un trait blanc-bleu

L'horreur d'un siècle sans queue

ni quête, ou l'erreur fut inhumaine

Et nous mena en deçà d'un humanisme à redire

Sisyphus au métier, grand Dieu !

Me remets, épanche man sang bleu
M'encre dans ce temps, ce lieu
C'est que sans appartenance, vieux
Y'as pas de transcendance, ceux
Et celles, tous ces gens
- Qui s'allègent de leurs allégeances
Alléguant l'urgence d'un amour immense
L'imminence des grands ensembles et s'enraci-
nent dans l'errance
Pour vivre la totale appartenance
Qui a toutes, mais toutes les apparences
D'un totalitarisme en naissance
Qui fait des particularismes une nuisance
De moi un terroriste en puissance
Quand je prends le camp de la résistance -
Attention, on va maintenir la pression
C'est plus qu'une impression
On r'met tout en question
Sinon, y'a régression
Vocale est l'agression
Vitale est la mission
Même si on s'fait chier en chicanes de
CON o STI qu'ça TU(e) l'ac TION !
Attention, on va maintenir la pression
C'est plus qu'une impression
On r'met tout en question
Sinon, y'a régression
Vocale est l'agression
Vitale est la mission
Même si on s'fait chier en chicanes de Constitu-
tions"

lucque , septembre 07, 2010

...

Il faut lire l'étude au complet. Il y a des différen-
ces incroyables entre les comportements linguis-
tiques de ceux qui ont étudié au Cégep Anglais
et au Cégep Français!

[http://irfa.ca/n/sites/irfa.ca/files/analyse_irfa_S
EPTEMBRE2010A_5.pdf](http://irfa.ca/n/sites/irfa.ca/files/analyse_irfa_S
EPTEMBRE2010A_5.pdf)

Nicolas Bastien , septembre 07, 2010

Que font-ils ?

Et que font les cégeps francophones pour attirer
de nouveaux élèves anglophones ?

naftée , septembre 07, 2010

La seule solution...

Il n'y a pas de demi-solutions, on ne nous res-
pectera jamais si on a pas la fièreté de faire
notre pays.

Les Irlandais ont perdu leur langue avant de
faire l'indépendance. Les Ecossois l'ont perdu
aussi mais ne sont pas encore libre.
Nous devons mériter notre liberté et notre lan-
gue. Si non nous ne méritons pas le respect
dans le centre-ville de Montréal. Notre problème
ce n'est pas les Anglo ou les immigrants mais
ceux des notre qui sont déjà à demi assimilés.

jf Drapeau , septembre 07, 2010

L'ÉVOLUTION NE S'IMPOSE PAS AUX GENS.

Tant et aussi longtemps que le Québécois Fran-
çais ouvrira son journal du matin en débutant
par les pages de sport ...

Tant et aussi longtemps que le Québécois Fran-
çais n'obligera pas l'Anglais dans ses école
comme langue seconde (même les Japonais le
font) ...

Tant et aussi longtemps que le Québécois Fran-
çais croira que c'est la faute des Anglais , des
Allophones , de Charest , des autres en général
...

BROMONTOIS , septembre 07, 2010

C'est comme ça!

...que de mots, que de mots. Ce qui me fait le
plus rire, c'est que la décision ne nous appar-

tient plus; elle appartient à nos jeunes. Pour
eux, il n'y a même pas de 'débat' qui tient. Leur
langue, c'est le fran/glais/panol, peu importe
leur origine. Placez 10 ados dans une même
salle et tous/tes vont valser d'une langue à
l'autre, souvent dans une même phrase. Cela,
ça s'appelle être ouvert sur le monde! J'ai beau
être québécoise de souche, comme on dit, mais
je me surprends moi-même à faire pareil dans
mes conversations avec ma fille. On débute en
français, on y mêle l'anglais; l'important c'est de
se comprendre.

Lise , septembre 07, 2010

L'anglais est un must pour réussir!

je veux bien que le Québec soit en français,
mais quand je fais des recherches sur le web
pour tel sujet, je constate que la plupart sont en
anglais seulement.

Lorsque je fais une demande d'emplois, 1er
question on me pose= "est-ce que vous êtes
bilingue?"

Lorsque on étudie dans l'université, comme
écrivain J.D, les livres sont anglais!

Comment voulez-vous être seulement franco-
phone seulement au Québec?? Réponse impos-
sible si on veut réussir dans le monde du travail,
voyager, s'instruire, etc.

S.V.P SI VOUS AIMEZ VOS ENFANTS, FAUT
QU'ILS SOIENT BILINGUES!

CAR JE CONSTATE ÉTANT PAS PARFAITEMENT
BILINGUE, C'EST UN HANDICAP!

PAR CONTRE, JE SUIS D'ACCORD QU'ON DOIT
SAUVEGARDER LE FRANÇAIS AU QUÉBEC, CAR
C'EST SA PLACE POUR NOTRE CULTURE!!

Andrée , septembre 07, 2010

...

Tout le système scolaire devrait être francisé au
Québec et aussi tout le système de l'emploi
sinon ce sera notre élimination comme nation
francophone .

Seule l'indépendance pourra permettre cette
francisation

MichelG , septembre 07, 2010

English is salute

Y en a qui dise que le monde, de nos jours, c'est
l'anglais (and nothing else). Pauvre petit gens,
y'a toujours eu une langue business `` interna-
tional`` (y'a même un temps, celui de Napo-
léon, où c'était bien vue côté business de parler
français). Aujourd'hui c'est l'anglais, demain ça
en sera autre chose (et ça ne sera pas le man-
darin, c'est trop complexe). Moi je n'ai pas
appris l'anglais à l'école mais devant la télé et
dans les livres et c'est amplement suffisant pour
mes besoins "business".

Si t'es prêt à mettre ta langue maternelle et ta
culture à la poubelle pour que ton futur boss
unilingue anglophone daigne te donner une job,
t'es vraiment un petit individu dont ma culture,
mon peuple et ma nation n'ont pas besoin.
Think big!

Simon , septembre 07, 2010

Apprécier la qualité de son français...

...et la culture du savoir pour la grande majorité
Québécois francophones n'existe pas. Donc il n'y
est pas surprenant de voir que ceux qui s'édu-
quent optent pour un plus grand sale air *in the
english dominion*

sam , septembre 07, 2010

debout québec

je travail en informatique tout est en anglais ca
facilite le travail de nos allophone mais quand je
sors le midi dans les commerces du centre ville
je n en revient pas de l anglicisation de montreal
maintenant je comprend comment john james et
gerald le ripoux ce font élires c est pour ca qu ils
ne veulent pas regler le probleme les votes tout
simplement comme le disait le dernier vrai

animateur de radio gille proulx nous sommes
piqués par le serpent et l assimilation vous
verrez ce fera doucement et rapidement ps seul
peuple au monde a mourir d imbécilité pendant
ce temps john james veut une equipe de hockey
pour les votes des francophone reveillez vous
svp.

vincent belanger , septembre 07, 2010

Y'en qui n'on pas besoin de se faire rappeler que le monde est grand!

Personnellement, je suis né ici, d'un père Chinois
et d'une mère Américaine, je parle le Français,
l'Anglais, un peu de Cantonais (un dialecte du
sud de la chine), un peu de Mandarin (Le Pu-
dong Wah; la langue officiel de la Chine Populai-
re), et un peu d'Espagnol. Durant les neufs
dernières années j'ai travaillé à Nanjing en
Chine(2001); à Castellon en Espagne (2002); à
Rosario en Argentine (2003), à Los Angeles
(2006); et je viens de revenir de Shanghai
(2009). Croyez-vous que s'aurais été à mon
avantage de parler le français en exclusivité?

Bravo à tout ceux qui veulent élargir leurs hori-
zons et connaître le monde, vous éviterais sans
doute de passer votre vie derrière le comptoir du
Couche-Tard.

À tout les barbares qui sont encore en train de
trier les Québécois « de souche » (les *purs*
l'aïne; hah!) et les « autres »; ceux avec des
couilles, pis ceux qui en n'on pas. Ne vous arrê-
tez pas! On est content que vous soyez occupés
à une tâche laborieuse sans aucuns impactes.

YC Lau , septembre 07, 2010

Le français

La plupart du monde chiale contre ceux et celles
qui font leur CEGEP en anglais. En 2010 pour
pouvoir travailler, voyager etc. il faut absolu-
ment de l'anglais et ce n'est certainement celui
que l'on apprend au secondaire qui va nous
aider.

Écoutez la musique que la plupart de ceux qui
conteste et vous entendrez de la musique an-
glophone soit disant qu'elle est meilleure. Pour-
tant nous avons de bons compositeurs(trices) au
Québec.

Jean Charest n'a rien à faire dans la langue
d'études ou de travail comme M. Curzi d'ailleurs.
A bon entendeur salut

mémé , septembre 07, 2010

...

Mon dieu, des adultes qui décident pour eux-
même! Qui aurait imaginé! Certainement pas le
PQ, eux pour qui nos libertés passent en
deuxième.

QuebecoisLibre , septembre 07, 2010

Commentaire

J'aimerais apporter une nuance. Je suis proprié-
taire d'une entreprise au Québec et ma page
Internet n'est qu'en français. C'est un choix car
je demeure au Québec. Par contre, si je n'avais
pas été bilingue, je n'aurais pu me hisser à ce
niveau. L'anglais est plus qu'important dans
notre société. Nos échanges avec le monde
entier se font en anglais seulement. Pouvez-
vous être chef d'entreprise sans parler l'an-
glais... NON.

Pouvez-vous être premier ministre du Québec
sans l'anglais... NON et NON.

Donc, il ne reste que les jobs de moindres im-
portances. Ensuite on se demande pourquoi on
de fait mener par les anglais. C'est parce que
nous ne sommes pas à la table de décision.

Réveillez le petit Québécois en vous et voyez
plus grand. Les grandes décisions du monde se
font en ANGLAIS.

Ça ne veut pas dire que nous devons nous faire
servir en anglais au Québec. C'est hors de ques-
tion. Vive le français mais ne vous bornez pas en

empêchant les gens d'apprendre une autre langue. (Anglais, espagnol, etc)

Sylvain , septembre 07, 2010

les opinions...et les décideurs

Beaucoup donne leurs opinions et ces opinions restent sans actions. C'est comme si les décideurs ne prennent pas ces remarques en considération.

Comme pour la loi 103 et bien d'autres avant et... après.

bordaj , septembre 07, 2010

Encore

Ah les maudits anglais hein !! Si tout ce beau monde là étaient aux études "en espagnol" personne ne dirait rien. J'ai moi même choisi de faire mes études post-secondaire en anglais et j'en suis ressorti parfaitement bilingue. Tout ça m'a permis de m'ouvrir encore plus de portes, sur le marché du travail. Ma connaissance de l'anglais ne se limitant pas à "yes, no, toaster". S'ils veulent étudier dans une autre langue que le français, c'est leur choix.

JJ , septembre 07, 2010

Comme c'est triste.

Quand je pense à nos patriotes qui ont donné leurs vies pour notre liberté. Nous n'avons pas été battu par les anglais, nous nous sommes battu tout seul, aujourd'hui ceux qui veulent détruire le Québec, ce sont des canadiens-français, pour quelque dollar de plus. Je ne peux pas les nommer il ne publieront pas mon texte. Liberté quand tu ns tiens.

Carol Morissette , septembre 07, 2010

Pas juste Montréal!

Laval est aussi un territoire qui parle anglais! La langue des immigrants et certains francophones qui veulent être cool!

Juste aller magasiner ou faire des achats dans les petits et moyens commerces de Chomedey! Un peu partout vous serez abordés en anglais et la radio sera à un poste anglais: Juste pour vous écoeurer!

Denis Richard , septembre 07, 2010

Que reste-t-il à faire ?

Est-ce que les francophones sont influencés par leur premier ministre ? C'est possible, ce dernier a été accueilli par la majorité, parce qu'il porte le nom de John James Charest, alors que pour se faire élire au Québec, il utilise la version française du nom, Jean....

Le seul qui s'inquiète à l'Assemblée nationale du transfert linguistique, c'est un Italien d'origine, Pierre Curzi...

Au Canada, il n'y aura pas que la morue qui sera en voie de disparition, si rien n'est fait... Nous deviendront, le Rwanda du Nord.

André Mainguy , septembre 07, 2010

La Culture de Masse

Un phénomène particulier est ici à préciser par contre : La baisse de la qualité de l'information et du contenu véhiculé sur les grandes chaînes francophones. En effet, lorsqu'une attention est portée à la langue parlée sur des stations télévisuelles et/ou radiophoniques (i.e. "NRJ" - au lieu de Énergie - CKOI, la chaîne V, notamment...), ou écrite (i.e. Journal de Montréal aka Pas "La Presse Canadienne") il ne faut pas se surprendre d'apprendre que les nouvelles générations effectuent un tournant vers d'autres avenues médiatiques, quelle-qu'en soit la langue. C'est en fait à se demander ce que fait le CRTC et quel est son rôle.

À mon sens, si le CRTC effectuait un contrôle plus serré de la qualité du français, peut-être la population en viendrait-elle à surveiller elle-même la façon dont elle utilise ce français. Le mauvais parlé est vagabondé de tel façon qu'il ne faut pas se surprendre si "les jeunes" pen-

chent maintenant vers une autre langue. Le Québec aurait tout intérêt à forcer le CRTC à serrer la vis en ce qui attrait aux Standards du Français qui est diffusé sur toutes chaînes francophones à travers le pays.

En outre, lorsque l'on considère que les É-U exportent (inondent) plus de 98% des films produits sur le marché mondial, il ne faut pas se surprendre si nous nous retrouvons inondé de cette culture. Cela dit, un Haut Chapeau à Tout notre Cinéma Québécois (et ses artisans) puisqu'il est de haut niveau et que c'est fort probablement là notre plus beau joyau, réel reflet de notre société, mais plus encore, de notre âme. Or, n'y-t-il pas un décalage lorsque "le téléspectateur moyen" est exposé 100x par jour (radio/journaux/télé/panneaux en tout genre) au, par exemple, nouveau Spider-Man mais bien peu au, par exemple, 7 jours du Taillon ... ???

J'en reviens à la culture de masse, aux (mass) médias et ses (piètres) contenus, ainsi qu'à la façon dont "Le General Public" reçoit toute cette info'... n'y-a-t-il pas un ménage à faire là dedans ?..

Quel Québec voulons nous entendre dans 10 ans ? De quel type d'information nos enfants se nourriront-ils ? Davantage d'Occupation double ? ou davantage de Découverte ?..

Maxime Couture , septembre 07, 2010

Au pire...

Étant un étudiant du domaine des sciences de la santé dans une université francophone, on me propose déjà d'acheter mes livres en anglais afin de m'habituer aux termes scientifiques liés à mon domaine d'étude pour mes études supérieures. J'ai plié, non pas parce que je préfère l'anglais au français, mais bien pour des raisons pratiques.

J'ai toujours fait mon éducation en français et j'ai tout de même considéré appliquer à McGill pour poursuivre mes études universitaires puisqu'elle a une excellente réputation mondiale. Mais j'ai décidé de plutôt m'inscrire dans une université francophone.

Lorsque j'écoute mes films, que ce soit pour divertissement personnel ou pour des fins d'éducation à l'école, je les écoute dans leur langue d'origine, c'est-à-dire que si le film a été tourné en espagnol, je l'écouterai en espagnol tout simplement.

Oui, c'est triste de savoir que plusieurs étudiants préfèrent apprendre l'anglais au français, mais ça veut tout simplement dire qu'on doit se forcer davantage à intéresser les jeunes au français tout simplement! Et c'est certainement pas avec la nouvelle réforme instaurée par le Ministère de l'Éducation que le français va s'améliorer avec l'écriture "au son"... J'ai appris mon français comme je l'écris présentement depuis l'âge de 5 ans et j'en suis fier. La réforme me répugne au plus au point et que je ne vois jamais un étudiant de la réforme me corriger en me disant qu'un mot est mal écrit car je crois bien que je vais lui arracher la tête.

C'est important de faire valoir sa langue et sa culture, mais comme bien des gens ont déjà dit, nous manquons de "couilles" et n'osons pas nous imposer dans notre propre province en se laissant "manger la laine sur le dos" par les immigrants et les anglophones.

On dit vouloir protéger la langue française, mais lorsqu'un immigrant arrive au Québec, on lui propose de soi prendre des cours de langue anglaise ou de langue française. Conscients que le français est extrêmement plus difficile que l'anglais, que croyez-vous qu'ils prennent? On devrait plutôt leur imposer d'apprendre les deux langues à la fois, mais se serait brimer leur droit de décider de la langue qu'ils préfèrent parler..!

J. D. , septembre 07, 2010

...

@hugo st-jean

Les "si" n'aiment pas les "rais"

Jean Cyr , septembre 07, 2010

Les acquis

Il y en a qui prennent pour acquis qu'il suffit de dire que l'anglicisation du Québec est un problème pour qu'il en soit ainsi. Or, il est de votre responsabilité de démontrer que le bonheur des générations futures sera assombri par le fait qu'elles s'expriment dans une autre langue que le français. Lâchez vos insultes à deux balles en traitant tout le monde de colonisés. À prime abord, l'anglicisation du Québec est un phénomène naturel d'adaptation à son milieu de vie. Ce n'est pas la victoire d'une langue et la défaite d'une autre. C'est une métamorphose culturelle en constante évolution qui n'a pas à être embarcadées par des lois, à moins de vouloir s'inspirer de Cuba ou de la Chine. La liberté fait peur à plusieurs de nos camarades québécois. C'est donner l'opportunité à autrui de penser et agir différemment de soi. De quoi virer parano et ainsi voir des traîtres à la nation partout autour de soi.

Jacques S. , septembre 07, 2010

Triste !

Bande de colonisé(e)s !

Favreau avait donc raison, le nombre de caves augmente au Québec .

gauche , septembre 06, 2010

HONTE AUX CORROMPUS!!!

Tu es originalement francophone, tu vires à l'anglais car ça te semble plus profitable dans un contexte professionnel...ça passe LIMITE, et encore (si t'as des relations hors-Québec)!!! Tu t'en vas dans des boutiques à Montréal et demandes à te faire servir en ANGLAIS!?! Y'a quelque chose qui va pas. T'as grandi sans aucun sens d'appartenance à ta communauté, qui dans la quasi-totalité des cas au Québec, est à majorité francophone. Me semble qu'en tant que citoyen consciencieux, c'est le genre d'affaire qui ne se fait pas.

D'abord pourquoi parler l'anglais dans des commerces quand les employés sont tenus à prime abord de parler français avant l'anglais au Québec? Normaliser la médiocrité est rendue chose banale de nos jours! HONTE AUX CORROMPUS!!!

Jeff P. , septembre 06, 2010

VOUS FAITES BIEN DE VOUS MASQUER !

Ceux qui ont de la fierté ne cachent pas leur figure, ils ont le courage de leurs opinions, et vous Favreau ?

Normand Morrissette , septembre 06, 2010

L'indépendance, c'est le contraire de la dépendance

Il faut ignorer les recommandations de la Supreme Court of Canada à l'endroit du Québec. C'est la seule façon de maintenir le français à l'intérieur de cette prison mentale qu'est le Canada.

Et l'anglais, à la fois langue des sciences et du commerce mondial, et langue coloniale gracieuseté du castor bilingue.

Dans un Québec indépendant comme dans tous les autres pays, le choix de la langue utilisée entre deux acteurs pour le commerce est conditionné par une seule et unique chose : la nécessité et le coût.

En terme économique, ce choix observable en se référant au concept d'élasticité de l'offre et de la demande, soit la variation de l'un et de l'autre en fonction de la quantité et du prix. En terme pratique, on peut penser au Japon, où les affaires s'y font en japonais, tant ils sont avancés technologiquement. Apprendre le japonais est



donc moins couteux que de se passer du commerce avec eux.

Mais bref, si le Canada nous garde et nous aime tant, c'est que nous sommes rentables. L'État québécois existe depuis plus de 400 ans, il est temps d'ordonner au Canada de vider les lieux : VIVE L'INDÉPENDANCE ! VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Marc-Antoine_Daneau , septembre 06, 2010

Le Québec en français point final !

À Eric G. vraiment un commentaire de gros colon et d'Elvis Gratton, tu ne comprends vraiment rien. Comme si la défense du français était une affaire de gaugache...

Le Québec est un joyaux que nous devons protéger. Depuis quand une nation permet elle à son peuple de changer sa propre culture ? Notre gouvernement de voleur actuel est en train de nous auto détruire, je suis furieux de cette situation catastrophique de l'état du français surtout à Montréal. Pourquoi avons nous toujours peur de nous imposer chez nous ????

Eric , septembre 06, 2010

UN PEUPLE SANS FIERTÉ DEVIENT PETIT ET DISPARAIT.

Comme Monsieur Grenier je bouille. Durant la crise octobre "70" j'ai été emprisonné comme plusieurs autres Québécois, mais nous avions tous la fierté d'avoir réveillé un peuple, oui en prison parce que je parlais haut et fort, et je pensais que c'était pour le bien de mes compatriotes. Je n'aurais jamais pensé que tant de trou-de-cul lècheraient les anglophones, et ça, ce n'est pas refuser d'apprendre l'anglais, tout mes enfants et moi parlons les deux langues. PAUVRE PEUPLE DE LOOSERS, CONTINUER A AIMER VOTRE CLUB DE HOCKEY CANADIEN IL EST A VOTRE IMAGE, ET DE PLUS IL DÉTESTE LES QUÉBÉCOIS COMME VOUS.

Normand Morrissette , septembre 06, 2010

...

C'est rendu que j'ai de la difficulté à me faire comprendre quand je commande un café en plein centre-ville de Montréal. Il faudrait que je le fasse en anglais, mais j'embarque pas là-dedans et je m'en vais au café d'à côté.

La ministre de l'Éducation parle de brimer la liberté des individus en interdisant l'accès aux écoles anglophones. Pis qu'est-ce qu'elle en fait de ma liberté à moi de me faire comprendre dans ma propre ville?! Est-ce qu'on attend d'être

aliéné dans notre propre chez nous avant de faire quelque chose?

Si y'a du monde qui désire étudier en anglais, allez le faire à l'étranger! Est-ce qu'on peut se prendre en main comme du monde?! Y'a une place pour apprendre l'anglais pour le peuple québécois pis c'est dans les écoles de langue. On est au Québec ici et c'est en français que ça devrait se passer!!

Gab , septembre 06, 2010

...

Québec = Français
Partout, partout et partout...
Clear or not clear!

Marc , septembre 06, 2010

Montreal ville anglophone

Montreal et ses banlieues représentent presque la moitié de la population du Québec. Pour travailler dans les tours à bureau il faut être bilingue - j'avancerais même que l'anglais prime sur le bilinguisme.

Protéger les français en bannissant les Québécois de souche des écoles anglophones veut dire donner des emplois de second rang à nos enfants dans 10 ou 20 ans. Car, voyez-vous, les immigrants allophones qui arrivent ici, et ils arrivent principalement dans la région de Montréal, n'ont pas cette restriction. Ils peuvent envoyer leur enfants dans les écoles anglaises. Si on continue dans cette voie, je crois que le peuple Québécois de souche sera vite assimilé, pour ne pas dire dominé. IL FAUT QUE NOS PETITS QUÉBÉCOIS SOIENT BILINGUES ET QU'ILS SOIENT LES PATRONS. À nous de leur inculquer l'amour de notre patrie et de notre belle langue pour qu'il s'en fassent un devoir d'en être fiers et de la parler autant que possible. Ces jeunes qui gouverneront notre pays plus tard auront peut-être le courage d'imposer le Français aux compagnies qui veulent faire affaire ici, plutôt que d'écraser le peuple souche avec ces règles idiotes. Mais on est bien loin de là. Mettez vos culottes Québécois, sortez dehors et faites vous entendre. Faites-vous respecter!

Réal Morin , septembre 06, 2010

Vive la loi 101. Dans le panier la loi 103. (Pour commencer)

Quand je lis un article journalistique comme le votre, monsieur Pinault, j'explose intérieurement et ça va finir par être extérieurement.

En même temps j'ai honte de l'agissement de certains de mes compatriotes francophones dont la plupart sont des "de souche".

Les responsables: Jean Charest et ses fédéralistes purs et durs bien branchés sur le ROC.

Quoi faire pour sauver notre pays du Québec, mettre ce gouvernement dehors et durcir nos lois au point où ce ne sera plus possible les écoles anglophones au Québec ou la langue officielle est le FRANÇAIS.

Pour ceux qui veulent s'instruire et parler une autre langue que la langue officielle, vous n'avez qu'à changer de pays et immigrer au Canada ou même si Trudeau a essayé dans un pays bilingue, l'on sait que c'est faux. La, vous serez à l'aise pour renier votre alma mater.

Réjean Grenier.

Réjean Grenier , septembre 06, 2010

Rien de surprenant...

On a eu la chance de régler le problème une fois pour toutes en 1980 et 1995 mais hélas, nous sommes passés à côté. Nous avons choisi le Canada. Nous en subissons les conséquences. La locomotive du projet indépendantiste, le Parti Québécois n'est plus l'ombre de lui-même et ne fait plus la promotion de sa propre raison d'exister. Le Québec glisse lentement mais sûrement vers une assimilation à la culture anglophone. Mon constat est négatif mais si rien n'est fait concrètement au cours des 10 prochaines années, les carottes seront cuites pour le Québec francophone. Triste à mourir!!!

Stéphane Deslauriers , septembre 06, 2010

si le français serait plus attrayant...

juste un p'tit commentaire au sujet des films regardés en anglais: c'est sur que si on a le choix d'écouter un film en version originale anglo, celui-ci est beaucoup plus intéressant que doublé mal fait...il faut le prendre en considération. Si le peuple francophone serait plus fier et moins peureux, pour ne pas dire défaitiste, il y aurait beaucoup plus d'attrait à aimer la culture francophone. s'ouvrir et surtout comprendre la culture anglophone, ce n'est pas donné à tous! cela vaut aussi pour l'inverse des anglo qui ne comprennent pas la culture franco. je sais de quoi je parle étant moi même franco-anglo dans ma famille..

hugo st-jean , septembre 06, 2010

RADIO-CANADA / GASPÉSIE-LES-ÎLES : Imagerie numérique : Un centre attendu avec impatience - Mise à jour le jeudi 2 septembre 2010 à 14 h 24

Le Cégep de Matane redouble d'effort pour que le Centre de développement et de recherche en imagerie numérique ouvre ses portes au printemps 2011.

Ce centre sera également accessible aux entreprises. Le directeur général du Cégep de Matane, Émery Béland, explique que le cégep dépensera près de 1 million de dollars pour aménager des locaux qui pourront héberger des entreprises souhaitant s'établir dans la région de Matane. « On va pouvoir mettre le centre à la disposition d'entreprises du secteur qui vont venir faire des expériences ici. En venant faire des expériences ici, on pense qu'ils vont pouvoir

embaucher de nos étudiants qui vont terminer dans ces domaines-là. »

L'administration du cégep espère que les jeunes diplômés pourront profiter des éventuelles opportunités d'emplois, et demeurer dans la région. « On veut favoriser la rétention des jeunes qu'on va chercher, mais on veut aussi sensibiliser ceux qui ont quitté [la région] », affirme M. Béland.

Le directeur des services lucratifs au Cégep de Matane, Louis Poirier, ajoute que c'est toute la municipalité régionale de comté (MRC) de Matane qui pourra profiter de ce centre. « Ça fait partie des éléments de la mission du Cégep de

Matane de s'assurer d'offrir de la formation, mais que cette formation puisse avoir des retombées dans le milieu », dit-il.

Émery Béland ne s'en cache pas. Pour inciter des entreprises du secteur de l'imagerie numérique à s'installer à Matane, le cégep aura besoin de la collaboration des partenaires socio-économiques de la région.

Les appels d'offres pour la construction du centre de recherche seront lancés dès la semaine prochaine. L'administration du Cégep de Matane croit que le centre pourra être opérationnel en avril 2011.

LE SOLEIL : 40 ans du Cégep de Matane: virage majeur axé sur l'imagerie – Jeudi 02 septembre 2010

Carl Thériault, collaboration spéciale, Le Soleil (Matane) Les 40 ans du Cégep de Matane seront l'occasion d'un virage majeur pour l'institution collégiale. Plusieurs projets sont en branle et permettront de gonfler le nombre d'étudiants inscrits : l'implantation du Centre de développement et de recherche en imagerie numérique (CDRIN) au printemps 2011 ainsi que la création éventuelle d'un incubateur d'entreprises dans le domaine de l'image, du mouvement et du son.

Dans quatre ans, le Cégep espère atteindre un objectif de 750 étudiants, comparativement à 629 aujourd'hui. « Nous sommes un petit cégep et nous avons mis en place des moyens pour garder la tête hors de l'eau : en recrutant des étudiants au niveau international et en créant le CDRIN pour continuer à offrir nos services à la clientèle locale.

« On veut doubler le nombre d'étudiants de 300 à 600 sur trois ans dans nos six programmes en

imagerie numérique, techniques d'animation 3D et synthèse d'images, d'intégration multimédia, de photographies, d'informatique », a expliqué Emery Béland, directeur général du Cégep de Matane, qui recrute la moitié de sa clientèle étudiante à l'extérieur de la région.



Collaboration spéciale Romain Pelletier
Pour augmenter sa clientèle étudiante, le Cégep mise sur des projets comme l'implantation du Centre de développement et de recherche en imagerie numérique et l'incubateur d'entreprises

dans le domaine de l'image, du mouvement et du son.

Dans le domaine de la capture de mouvement, le Cégep sera le seul centre de recherche du genre en Amérique du Nord. «Nous allons ouvrir le CDRIN avec nos équipements, auxquels on va ajouter plus de 1 million \$ de nouveaux équipements pour lequel on est en demande de financement», a dit le directeur.

Cette institution entend miser sur de nouveaux points forts au cours des prochaines années : la diversification des modes d'enseignement, l'élargissement de la carte de programmes, l'augmentation des activités du Cégep à l'étranger, la réalisation d'activités de recrutement au Québec et au Nouveau-Brunswick et ailleurs dans le monde, ainsi que la mise en place d'une

première salle de classe consacrée au téléenseignement, entre autres.

Par ailleurs, le Groupe Collégia instaurera cette année le Centre d'innovation en formation à distance. «Nous comptons implanter en cours d'année l'Académie du divertissement numérique, la suite au Campus Ubisoft», a précisé M. Béland.

Des démarches sont toujours en cours avec des partenaires du secteur privé afin de développer une capacité d'accueil additionnelle de 50 places en résidence étudiante pour la rentrée 2011. «Ces deux dernières années, nous avons dû refuser 20 étudiants par année à cause du manque d'espace», déplore le directeur.

24 HEURES : Sous-financement chronique : Les cégeps ont besoin de 200 millions \$ - Mardi 31 août 2010



Photo: archives Journal 24H
Bien que la situation se soit améliorée au cours des dernières années en raison de la hausse des transferts fédéraux, les cégeps peinent toujours à trouver le financement nécessaire pour offrir un service optimal aux étudiants.
Jean-Marc Gilbert / 24H

La Fédération des cégeps du Québec lance un appel à l'aide alors que les 48 établissements publics de la province souffrent toujours d'un manque à gagner de 200 millions \$, ce qui force les cégeps à « couper des services ».

Bien que la situation se soit améliorée au cours des dernières années en raison de la hausse des transferts fédéraux, les cégeps peinent toujours à trouver le financement nécessaire pour offrir un service optimal aux étudiants.

« Il y a plusieurs aspects de notre mission que nous ne pouvons mener à terme en raison de notre sous-financement », explique Caroline Tessier, porte-parole de la fédération.

Les services affectés sont ceux qui touchent notamment l'encadrement et le soutien aux élèves de même que l'éducation aux adultes. De plus, le gouvernement demande de ne remplacer qu'un départ à la retraite sur deux, question de sabrer dans le personnel administratif.

Sources de revenus insuffisantes

Même si les gouvernements fédéral et provincial s'occupent de couvrir 87 % des besoins des cégeps, ce sont les établissements eux-mêmes qui doivent trouver les autres sources de financement nécessaires pour équilibrer leurs budgets.

Pour trouver les 13 % manquant, les cégeps tentent de trouver des activités lucratives connexes telles que les stationnements payants ou la location d'un amphithéâtre ou d'un local de

l'édifice. Malgré tous les efforts faits, ces revenus ne suffisent pas.

« Nous sommes presque dépendants à 100 % des subventions du gouvernement puisqu'il est difficile pour nous de diversifier nos sources de revenus », déplore Mme Tessier.

Les cégeps devront-ils commencer, comme les universités, à imposer des frais de droits de scolarité aux étudiants pour stabiliser leurs budgets? « Ce n'est pas du tout dans les plans de notre réseau pour le moment », rassure-t-elle.

Rencontres prévues à l'automne

La nouvelle ministre de l'Éducation du Loisir et du Sport, Line Beauchamp, s'est engagée à rencontrer les différents groupes oeuvrant dans le secteur de l'éducation au cours de l'automne.

« Une rencontre est prévue avec les partenaires du milieu d'ici les prochains mois. La ministre rencontrera spécialement la Fédération des cégeps du Québec pour discuter, entre autres, du financement des établissements publics », confirme Ahissia Ahua, responsable des communications pour le ministère, sans toutefois s'avancer sur une date précise.

LE DEVOIR : 1ère page : Le cégep de Thetford Mines est prêt pour le virage gaz - Lundi 30 août 2010

Alexandre Shields

Bien que la ministre des Ressources naturelles, Nathalie Normandeau, répète jour après jour que l'industrie du gaz de schiste est «naissante» au Québec, le cégep de Thetford Mines travaille déjà à l'adaptation de son programme de technologie minérale, et ce, afin de mieux répondre «aux besoins de l'industrie». Il existe toutefois un certain flou en ce qui a trait au nombre d'emplois qui seront créés dans le secteur au cours des prochaines années.

«Je ne vous cacherai pas qu'il y a des travaux en cours visant à adapter notre programme de technologie minérale pour pouvoir couvrir le secteur du pétrole et du gaz naturel, a confirmé au Devoir le directeur des études du cégep de Thetford, Robert Rousseau. C'est un programme qui est déjà près de ce secteur, d'où une adaptation qui est réalisable.»

Il est toutefois encore trop tôt pour dire si les étudiants pourront choisir entre un parcours spécifiquement consacré au gaz et au pétrole ou si les éléments de formation pour ce secteur seront intégrés dans un programme technique déjà existant. Dans ce cas, il ne faudrait que «quelques mois» pour que le cégep soit prêt à aller de l'avant. «Les deux options sont possibles, mais il y a des travaux à faire, et on ne peut pas les faire seuls», a-t-il expliqué. Des gens de l'industrie, mais aussi du cégep et du ministère de l'Éducation pourraient être impliqués dans ces démarches.



Photo : Pedro Ruiz - Le Devoir
Nathalie Normandeau, vice-première ministre et ministre des Ressources naturelles, a promis hier que les citoyens auraient accès d'ici deux semaines «à de l'information crédible et complète sur l'industrie du gaz de schiste» sans préciser d'où elle proviendrait.

«Maintenant, a-t-il souligné, la question est la suivante: comment peut-on s'assurer que ce programme va répondre de façon optimale aux besoins de l'industrie?» M. Rousseau a d'ailleurs indiqué que des représentants de l'industrie avaient contacté la direction du cégep, mais

aussi que l'établissement d'enseignement avait anticipé la demande, qui devrait croître rapidement au cours des prochaines années, en raison des investissements massifs prévus.

«On a senti rapidement qu'il y avait du développement au Québec de ce côté-là et que ça prendrait de l'ampleur», a souligné M. Rousseau. C'est venu naturellement. On a senti les besoins, et les gens de l'industrie ont réalisé qu'il y aurait des besoins de formation.» Qui plus est, a-t-il fait valoir, le cégep de Thetford jouit d'un «positionnement naturel» puisqu'il se situe non loin des secteurs du sud de la province les plus propices à l'exploitation des gaz de schiste. «C'est un développement qui va se faire tout autour de nous. Ça rend la chose encore plus positive.»

On ne sait cependant pas combien d'emplois seront créés lors de la phase d'exploitation. Certains estiment que plus d'un milliard de dollars seront investis chaque année lorsque la production commerciale aura débuté. Selon l'Association pétrolière et gazière du Québec (APGQ), il pourrait ainsi y avoir 300 nouveaux puits par année à partir de 2015. Cela créerait 7500 emplois, selon son président, André Caillé. Mais Le Devoir a tenté en vain d'obtenir une copie de l'étude d'impact économique réalisée par la firme Secor pour le compte de l'APGQ. Au cabinet de relations publiques National, on a simplement indiqué que l'Association se réservait le droit de divulguer cette étude au moment

«opportuniste». Un tel document pourrait pourtant permettre d'obtenir davantage de détails sur le

nombre de puits qui seront forés pour générer la manne d'emplois promise par l'APGQ.

MÉTRO : La Fédération des cégeps aura à l'œil le gouvernement – Lundi 30 août 2010

La fédération veut que les projets touchant la gouvernance des cégeps et des universités soient adoptés en même temps
La Fédération des cégeps surveillera de près les travaux entourant le projet de loi 44 sur la gouvernance des cégeps. Elle veut que celui-ci soit adopté en même temps que le projet de loi 38, qui vise à resserrer les règles financières des universités. «Il serait aberrant de se trouver dans la situation où les cégeps seraient soumis à une loi sur la gouvernance, tandis que les universités en seraient dispensées», a affirmé le PDG de la fédération, Gaétan Boucher.

Le cheminement législatif du projet de loi sur la gouvernance des cégeps est déjà fort avancé, alors que celui des universités n'a même pas encore franchi l'étape préalable de l'adoption du principe. Ces deux projets de loi sont issus de la volonté gouvernementale de resserrer les règles à la suite de la perte financière de près de 400 M\$ de l'UQAM.
La Fédération espère aussi que le gouvernement fera en sorte que la reddition de compte des cégeps sera simplifiée. Actuellement, les établissements collégiaux sont soumis à 11 lois, 13 règlements, 95 annexes budgétaires et 56 directives. Et il n'est pas question, pour Gaétan

Boucher, d'assujettir les cégeps à la loi 101. Le Parti québécois examinera cette possibilité durant son congrès national, qui se tiendra le printemps prochain.
Une telle mesure serait contraire à la nature même de l'enseignement supérieur et à la liberté de choix qui doit prévaloir à un niveau d'études postobligatoires, a avancé M. Boucher. Selon les données de la Fédération des cégeps, la proportion d'allophones et de francophones qui fréquentent le collège anglophone se situe depuis 10 ans à 8 % de la population étudiante collégiale.

RADIO-CANADA / GASPÉSIE-LES-ILES : Éducation : 60 étudiants étrangers au Cégep de Matane - Mise à jour le vendredi 27 août 2010 à 12 h 25

Le besoin de main-d'œuvre qualifiée pousse les établissements scolaires à multiplier les efforts pour attirer des élèves. Le Cégep de Matane accueille cet automne 30 nouvelles recrues en provenance de l'étranger, ce qui porte leur nombre à 60. Des bourses et des ententes entre certains pays permettent à ces jeunes de venir étudier au Québec.
L'un d'eux, Houssein Ahmed, 23 ans, est venu s'installer au Québec pour poursuivre une technique en informatique. « Ça fait deux ans que j'étais dans les démarches. L'an dernier, je n'ai pas pu venir parce que je manquais de moyen. »

Cette année, il a obtenu une bourse du ministère de l'Éducation attribuée selon le dossier scolaire. Le directeur des services éducatifs au Cégep de Matane, Louis Poirier, explique que ces bourses sont attribuées à des étudiants performants. « Ce n'est pas nécessairement du monde qui vient de familles riches », ajoute-t-il.
Une délégation des cégeps de l'Est-du-Québec recrute chaque année des étudiants dans l'océan Indien, à l'île de la Réunion, et, depuis cette année, en Guadeloupe. Les gouvernements de ces pays offrent des bourses aux jeunes afin qu'ils obtiennent une formation et de l'expérience ailleurs.

Par ailleurs, Louis Poirier soutient que les étudiants étrangers contribuent à la vie communautaire du cégep et de la ville. « Ça fait partie de la vie au collégial, de l'apprentissage au cégep, d'être en contact avec l'ensemble du monde », dit-il.
Louis Poirier ajoute que certains étudiants internationaux se sont établis au Québec, notamment en Gaspésie.
Houssein Ahmed envisage d'ailleurs de rester après ses études pour les possibilités d'emploi et pour le salaire qu'il obtiendra.

RADIO-CANADA / MAURICIE : Victoriaville : L'École du meuble et de l'ébénisterie veut contrer la baisse d'inscriptions - Mise à jour le vendredi 27 août 2010 à 12 h 11

L'École nationale du meuble et de l'ébénisterie veut changer la perception qu'ont les étudiants de cette industrie. Selon le directeur de l'établissement, Jacques Juneau, les étudiants croient à tort qu'il n'y a plus d'emplois dans ce domaine en raison des nombreuses mises à pied au cours des dernières années.
L'École nationale du meuble et de l'ébénisterie compte cette année 104 étudiants à son campus de Victoriaville, alors qu'il y en a déjà eu jusqu'à 300. À Montréal, le nombre d'étudiants demeure stable à 120.
On pense qu'il n'y a plus d'emplois, mais c'est faux.
— Jacques Juneau, directeur de l'École nationale du meuble et de l'ébénisterie

Même s'il admet que l'industrie du meuble au Québec n'est plus ce qu'elle a déjà été, Jacques Juneau insiste sur le fait que de très bons emplois sont encore offerts dans ce domaine, notamment en ébénisterie et en menuiserie.
« Nos étudiants qui veulent travailler se trouvent un emploi dans leur domaine sans problème. Nous avons plus de demandes que de finissants. Quelqu'un qui s'inscrit chez nous va avoir un choix d'employeurs, c'est certain », dit M. Juneau.
L'École du meuble et de l'ébénisterie offre des programmes qui permettent d'obtenir un diplôme d'études professionnelles ou un diplôme d'études collégiales.

Les commentaires (1)
Envoyé par [Touzz77](#)
27 août 2010 à 17 h 12 HAE
Mr Juneau a le mérite de parler pour son école et c'est bien ainsi ...
Par contre ... Que les étudiants auront le choix de leur employeur ... c'est vraiment un beau tissu de mensonges. La majorité de ces étudiants doivent retourner à l'école faire un autre DEP pour être engagés à quelque part avec un salaire décent. Il est certain que si Mr Juneau compte les offres que ses étudiants ont à travailler au noir à 10 \$ de l'heure il y a de l'emploi ... mais pour avoir un salaire qui justifie ces études ... les emplois sont rare, très rare

LE DEVOIR : Les cégepiens s'inquiètent des baisses d'effectifs – Vendredi 27 août 2010

Lisa-Marie Gervais
Même si les cégeps connaissent cette année une hausse de leur population étudiante, la Fédération étudiante collégiale (FECQ) s'inquiète de la situation «catastrophique» des baisses d'effectifs que le réseau subira d'ici 2015. Elle soutient d'ailleurs que plutôt que d'investir de l'argent à la pièce, comme l'a fait le ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport (MELS) en injectant un million supplémentaire pour permettre l'introduction de près de mille étudiants de plus dans le réseau, d'autres solutions plus simples et efficaces s'imposent.
La FECQ souhaite que le modèle de financement actuel, qui est calculé selon le nombre d'étudiants, le soit plutôt selon les besoins réels.

«Une cohorte de 8 étudiants peut avoir plus de besoins qu'une classe de 30», a résumé Mathieu Morin, vice-président de la FECQ.
L'organisation voudrait aussi que les effectifs étudiants soient mieux répartis dans les cégeps, notamment pour aider les collèges en région qui seront les plus touchés par les baisses de fréquentation. Que ce soit en éliminant les doublons de programmes dans les cégeps d'un territoire donné ou en développement des créneaux exclusifs à un établissement, l'idée est de faire des économies, insiste M. Morin. «On propose une révision de la carte des programmes collégiaux, dont un comité national pourrait par exemple se charger», a-t-il dit.

Enfin, le MELS devra se soumettre à la loi 100, dont certaines dispositions l'obligent à réduire certains de ses budgets, dont ceux consacrés à la publicité et au transport, rappelle la FECQ. Éliminer la publicité pour éviter une concurrence malsaine pourrait être une bonne idée, croit l'organisation étudiante. «Au collégial, la notion de réseau est très forte. Si on s'en remettait aux services régionaux d'admission, les étudiants seraient mieux répartis. On ferait beaucoup mieux avec beaucoup moins», croit M. Morin. Il y aurait là plus d'équité, sachant que les plus grands collèges ont les plus gros budgets, conclut-il.

LE DEVOIR : 1ère page : Le nombre de cégepiens en forte hausse : Sur l'île de Montréal, les établissements croulent sous le poids de la demande – Jeudi 26 août 2010

Lisa-Marie Gervais
Prévoyant une diminution de ses effectifs étudiants, la hausse globale de 2,2 % de la popula-

tion des cégeps a créé toute une surprise dans le réseau. Mais elle a également causé des maux de tête à certains établissements de l'île de

Montréal qui ont travaillé d'arrache-pied tout l'été pour faire de la place à près de 1000 étudiants de plus.



Photo : Jacques Grenier - Le Devoir
Le personnel de certains cégeps a dû reprendre contact avec des étudiants qui n'avaient pas été acceptés.

Selon Richard Filion, le directeur du collège Dawson, 7 cégeps sur 12 de l'île de Montréal étaient en surcapacité au terme du processus d'admission. «Depuis 3-4 ans, on gère des demandes excédentaires, mais cette année, comme d'autres collèges, on s'est retrouvé avec une plus forte demande. [...] On a dit au ministère qu'on pourrait accommoder un certain nombre d'étudiants additionnels si et seulement si on nous donnait plus d'argent pour nous permettre d'accueillir ces étudiants», a dit M. Filion, dont le cégep a finalement accepté 300 étudiants de plus.

Constatant l'ampleur du problème, la ministre de l'Éducation d'alors, Michelle Courchesne, avait ainsi annoncé en juin dernier l'octroi de plus de 1 million à quatre cégeps (Vanier, Saint-Laurent, André-Laurendeau et Dawson) pour qu'ils accueillent un plus grand nombre d'étudiants, soit entre 150 et 300 de plus.

D'autres collèges ont aussi eu l'autorisation d'augmenter leur effectif d'étudiants. C'est le cas du cégep John Abbott, à l'extrême ouest de l'île, qui a dû louer trois locaux dans une école secondaire adjacente au collège pour accueillir ses 150 cégépiens supplémentaires. «Ça a été fait à

la dernière minute. On a eu l'autorisation [du ministère] après le cri d'alarme de gens qui avaient été refusés», a expliqué Pierre Asselin, directeur des communications de ce cégep anglophone qui accueille 150 élèves supplémentaires chaque année depuis trois ans. «Il y a beaucoup de cégeps anglophones qui ont eu des problèmes. Surtout les plus gros, situés à Montréal», a-t-il ajouté.

De refusés à... acceptés

Le personnel de certains cégeps a ainsi dû reprendre contact avec les étudiants qui avaient été refusés au 3e tour en raison de moins bons dossiers. Au collège Vanier, on a envoyé une lettre à près de 250 étudiants en leur annonçant que les portes du cégep leur étaient désormais ouvertes. «En une semaine, on a eu 187 réponses. Ça n'a pas été difficile d'aller chercher des étudiants», note Gilbert Héroux, le directeur de ce cégep anglophone.

Mais plutôt que de louer de nouveaux espaces, la direction a préféré réaménager sa grille horaire pour finalement accueillir 200 élèves de plus. Les cours se terminant normalement à 14h30 le vendredi ont été prolongés jusqu'à 16h. Et des cours pourront aussi être donnés le mercredi midi.

«On a surtout investi du côté des ressources pédagogiques pour ces étudiants afin de s'assurer du maximum de succès», souligne-t-il en rappelant que ces étudiants, qui possédaient de moins bons dossiers, auront besoin d'un plus grand soutien. «Si cette tendance continue, il va falloir se pencher sur la question de l'espace. On ne pourra pas rajouter des étudiants chaque année. Notre devis est de 5300 étudiants et là, on en est à 6600 incluant les 200 nouveaux élèves», a dit M. Héroux.

Parmi les étudiants refusés que les cégeps anglophones ont rappelés se trouvent surtout des jeunes issus d'écoles secondaires de langue anglaise. «On a recruté de nouveaux étudiants à même les cohortes d'anglophones. C'est ce qu'on a compris de la commande du ministère»,

a-t-il précisé. Le directeur du collège Vanier soutient que si le nombre de francophones (entre 12 et 16 %) est demeuré stable au cours des dernières années, la population d'allophones (45 %) a quant à elle beaucoup augmenté. Le cégep, situé à Saint-Laurent, ne peut faire autrement que de refléter la diversité de son milieu, croit le directeur.

Au collège Dawson, les proportions d'anglophones (60 %), de francophones et d'allophones (respectivement 15 % et 25 %) n'ont pas fluctué au cours des 15 dernières années.

Des efforts qui portent leurs fruits

Les surplus des cégeps de Montréal ont ainsi fait le bonheur des autres collèges en région. Comme le collège Héritage, en Outaouais, qui a connu une hausse de 10 % de sa population.

«On a fait beaucoup plus de publicité que d'habitude pour attirer des gens de l'extérieur et faire connaître nos deux nouveaux programmes [gestion hôtelière et tourisme]», a expliqué Louise Brunet, directrice générale du collège.

Les cégeps des régions font énormément d'efforts pour attirer des étudiants étrangers, par exemple. «Même le cégep de la Côte-Nord connaît une augmentation de 1,2 %. C'est seulement 17 étudiants, mais c'est beaucoup pour cette région-là», a constaté Caroline Tessier, directrice des communications de la Fédération des cégeps. Cette situation est conjoncturelle et les diminutions de clientèle ne devraient toutefois pas tarder.

En cette semaine de rentrée scolaire des cégépiens, la Fédération souhaite attirer l'attention de la nouvelle ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, sur ses dossiers prioritaires. Parmi ceux-ci, le projet de loi 44 sur la gouvernance des cégeps, déposé en 2009 à l'Assemblée nationale. La Fédération craint que seul son réseau soit soumis à cette nouvelle loi visant à resserrer les règles budgétaires, qui a été élaborée après les déboires financiers de l'UQAM.

LA PRESSE : Enseignement collégial: «Le MELS n'a plus d'expertise» - Jeudi 26 août 2010



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse
C'était la rentrée cette semaine pour les 172 518 élèves inscrits au cégep un peu partout au Québec.

Ariane Lacoursière, La Presse

Le président de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher, accuse le ministère de l'Éducation (MELS) de ne plus posséder d'expertise en matière d'enseignement collégial.

Selon M. Boucher, la décision du gouvernement de ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux qui part à la retraite a eu pour conséquence d'éliminer les employés compétents à Québec. «Il n'y a plus d'expertise au MELS en éducation collégiale. C'est bien simple, on ne peut plus nous donner un coup de main à Québec», affirme M. Boucher.

Plutôt que d'agir pour réellement améliorer l'éducation collégiale, le MELS bombarde les

cégeps de demandes de comptes, selon M. Boucher. «On nous demande des rapports et des comptes rendus sur tout», dit-il.

M. Boucher raconte par exemple qu'il y a quelques mois, les 48 cégeps de la province ont reçu une subvention de 6000\$ chacun afin de promouvoir de saines habitudes de vie. «Les cégeps ont fait différentes activités, comme des dégustations de tofu. Eh bien! imaginez-vous donc que, à la fin de l'année, le Ministère nous a demandé de lui écrire en détail ce qu'on avait fait avec les 6000\$. Je comprends qu'on demande des comptes pour des dépenses de millions. Mais pour 6000\$?»

M. Boucher déplore notamment que les cégeps aient consacré quasiment l'équivalent de la subvention à la préparation de ce fameux rapport. «Le système n'a plus d'expertise sur les cégeps. Quand tu n'as plus d'expertise, tu demandes des rapports!» affirme M. Boucher.

En plus des documents à remettre au MELS, les cégeps sont assujettis à 11 lois, 13 règlements, 95 annexes budgétaires et 56 directives. Dans les mois à venir, la Fédération souhaite sensibiliser le Ministère à sa situation.

Augmentation de la clientèle

Alors que la Fédération des cégeps appréhendait l'an dernier une baisse de clientèle, on signale plutôt une hausse de 2,2% du nombre d'élèves cette année. L'augmentation est particulièrement marquée dans les régions de Montréal

(3,3%), des Laurentides (6%) et de Lanaudière (6,6%).

M. Boucher croit que cette augmentation s'explique en partie par la situation économique difficile, qui encourage les jeunes adultes à retourner sur les bancs d'école. Le fait que le taux de placement soit de 100% dans plusieurs secteurs, comme les sciences infirmières ou l'inhalothérapie, attire aussi plusieurs candidats.

«Mais la projection voulant que l'on perde 30 000 élèves d'ici à 2021 est toujours valable», précise-t-il.

L'arrivée au cégep de la première cohorte d'élèves de la réforme n'inquiète pas outre mesure M. Boucher. «Mais nous ne baisserons pas nos exigences pour eux et nous surveillerons ça de près», dit-il.

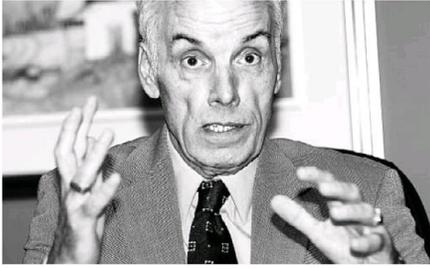
La Fédération des cégeps compte aussi profiter des forums sur l'éducation prévus à l'automne pour discuter de l'essor des formations techniques et professionnelles et de la formation continue.

La rentrée 2010

- > Nombre d'élèves inscrits au cégep cette année: 172 518
- > 49,6% au secteur préuniversitaire
- > 45,5% au secteur technique
- > 57,8% des élèves sont des filles et 42,2% des garçons

LE SOLEIL : Une urgence, dit la Fédération des cégeps - Jeudi 26 août 2010





— PHOTO LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE
«Il faut régler ça pour la rentrée scolaire 2011»,
lance Gaëtan Boucher, président de la Fédération
des cégeps.

Daphnée Dion-Viens

Confrontée à une hausse fulgurante des troubles d'apprentissage, la Fédération des cégeps croit qu'il est urgent d'agir. Dès la rentrée 2011, les collègues espèrent pouvoir compter sur un financement additionnel pour mettre en place plus de services pour ces étudiants en difficulté.

En début de semaine, Le Soleil rapportait que le nombre d'étudiants aux prises avec des troubles d'apprentissage ou des problèmes de santé mentale avait explosé au cours des dernières années. Selon les estimations les plus conservatrices provenant de la Fédération des cégeps, ils sont passés de 426 à 1071 en deux ans. De son côté, la Commission des droits de la personne et

des droits de la jeunesse estime que leur nombre a plutôt quintuplé en quatre ans, variant de 860 à 4309 étudiants.

Même si les chiffres varient d'une source à l'autre, une certitude demeure : les besoins augmentent mais l'enveloppe financière reste mince. Le ministère de l'Éducation commence à peine à délier les cordons de sa bourse pour financer des services adaptés au collégial. L'an dernier, un peu plus d'un million de dollars y étaient consacrés alors que dans les écoles primaires et secondaires, près d'un milliard de dollars dépensés chaque année pour aider ces élèves.

Le président de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher, affirme qu'il est «fort possible» que les collèges puissent bénéficier de ressources additionnelles l'an prochain. «C'est clair qu'il faut régler ça pour la rentrée scolaire 2011. Ça presse», lance-t-il.

«DÉBAT DE SOCIÉTÉ»

Cet argent devrait servir à bonifier les services professionnels offerts aux étudiants — par l'embauche d'orthopédagogues ou de techniciens en éducation spécialisée, par exemple — plutôt que d'être concentré autour des enseignants, affirme M. Boucher.

La Fédération estime que les sommes consacrées par le Ministère sont insuffisantes, mais refusent pour l'instant de chiffrer les besoins. «On n'est pas encore rendu là, nous avons un

comité qui se penche sur la question», a dit M. Boucher.

Quant à savoir jusqu'où il faut aller pour accommoder ces étudiants qui éprouvent des troubles d'apprentissage, la Fédération reste prudente sur la question. Il s'agit d'un «débat de société» qui découle de pratiques mises en place au secondaire, indique-t-on.

Le réseau collégial a d'ailleurs été confronté à différents types de demande d'accommodement récemment, un aveugle ayant été jusqu'à contester son refus en technique policière. «Chaque fois, il faut se demander si la demande est raisonnable», affirme M. Boucher.

Le président de la Fédération des cégeps était de passage au Soleil cette semaine pour faire connaître ses priorités de la rentrée. M. Boucher réclame le report de l'adoption du projet de loi 44 sur la gouvernance des cégeps, afin qu'il suive le même cheminement que le projet de loi sur la gouvernance des universités. La Fédération aimerait par ailleurs revoir de fond en comble les pratiques de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial et élargir l'offre de cours en formation continue. En Ontario, près de 290 000 adultes suivent une formation de niveau collégial, comparativement à seulement 23 000 au Québec.

LE SOLEIL : En bref : Hausse du nombre d'étudiants – Jeudi 26 août 2010

Daphnée Dion-Viens

Cette année, 172 518 étudiants sont inscrits dans les 48 cégeps de la province, une hausse de 2,2 % par rapport à l'an dernier. Une «bonne nouvelle», selon le président de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher, puisque les prévisions du ministère de l'Éducation laissaient

plutôt entrevoir une baisse de la clientèle à partir de 2009. Montréal, les Laurentides, Lanaudière et l'Outaouais récoltent les augmentations les plus importantes alors que dans la région de Québec, les inscriptions sont stables. Il ne s'agit que d'un sursis pour les cégeps, puisque selon les données démographiques,

ceux-ci perdront jusqu'à 30 000 étudiants d'ici 2021. «C'est énorme», laisse tomber M. Boucher. La Fédération espère rencontrer sous peu la nouvelle ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, pour trouver des solutions qui permettent de garantir l'accessibilité au cégep partout au Québec.

LE SOLEIL : En bref : Élèves de la réforme : pas de verdict avant un an – Jeudi 26 août 2010

Daphnée Dion-Viens

Les élèves de la réforme ont envahi les cégeps cette année, mais il faudra attendre au moins un an avant de juger de leur performance, affirme le président de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher. Il est trop tôt pour se prononcer, dit-il.

«Le vrai baromètre, ce sera le taux de réussite. À l'automne 2011, on aura un portrait plus précis», affirme-t-il, puisque les résultats de ces élèves seront connus pour les sessions d'automne et d'hiver. Les attentes sont élevées, rappelle M. Boucher : «Le niveau doit monter,

on s'attend à ce que leur bagage de connaissances soit meilleur.» Un comité de suivi sera mis en place par la Fédération afin d'analyser les résultats des élèves de la réforme dans les cours de formation générale, en français notamment.

LE SOLEIL : En bref : Non à la loi 101 - Jeudi 26 août 2010

Daphnée Dion-Viens

Au printemps, le Parti québécois débattait de la possibilité d'étendre la loi 101 au cégep pendant son congrès national. À l'occasion de la rentrée collégiale, la Fédération des cégeps a tenu à rappeler qu'elle s'y oppose. «Si l'objectif du Parti

québécois est de redonner à Montréal un visage francophone, ce n'est pas en obligeant 2000 étudiants allophones à fréquenter le cégep francophone qu'on y arrivera», lance son président, Gaëtan Boucher. Ce dernier estime que la francisation de la métropole passe par d'autres

outils, comme les mesures favorisant l'intégration des immigrants. Selon les chiffres de la Fédération, la proportion d'étudiants allophones et francophones qui fréquentent les cégeps anglophones est de 8 %, un chiffre qui est stable depuis une dizaine d'années.

LE SOLEIL : Le Collège Garneau veut sa place sur la carte – Jeudi 26 août 2010

La Ville de Québec s'apprête à redessiner la carte de ses pistes cyclables, et le Collège François-Xavier-Garneau ne veut pas être oublié. Le cégep a entrepris des démarches auprès de la Ville de Québec pour convaincre l'administration de faire passer un trajet tout près du campus.

« On veut vraiment faire partie d'un nouveau réseau de pistes cyclables. Nous avons entrepris plusieurs démarches auprès du RTC [Réseau de transport de la Capitale] et de la Ville de Québec. On est très actif pour s'assurer de

l'accessibilité du collège», affirme Sylvie Fortin, directrice des communications au Collège F.-X.-Garneau.

Le campus est situé sur le boulevard de l'Entente, près du chemin Sainte-Foy, entre l'avenue Holland et l'avenue Myrand. Une chaussée désignée passe tout près du cégep, mais l'administration aimerait que la piste cyclable à l'étude sur le boulevard RenéLévesque, entre l'Université Laval et la colline parlementaire, passe aussi par son campus. Une option qui

n'apparaît pas dans le Plan directeur du réseau cyclable de la Ville de Québec, qui prévoit plutôt de nouvelles chaussées désignées pour les vélos dans ce secteur. «On commence nos démarches, mais on a bon espoir», dit Mme Fortin.

À la Ville de Québec, le responsable du dossier, François Picard, a préféré ne pas commenter, préférant attendre l'issue de la consultation publique sur le réseau cyclable qui doit se dérouler cet automne.

MÉTRO : National : Davantage d'étudiants au cégep – Jeudi 26 août 2010

MARIE-EVE SHAFFER, MÉTRO

Pour une cinquième année, le nombre de cégepiens est en hausse. Selon des données préliminaires, pas moins de 172 518 étudiants useront les bancs des 48 cégeps, ce qui représente une augmentation de 2,2 % par rapport à 2009-2010. «C'est une surprise, a indiqué le président-directeur général de la Fédération des

cégeps, Gaëtan Boucher. Le ministère de l'Éducation prévoyait cette année une diminution de la clientèle dans l'ensemble du territoire.»

D'après les estimations, la clientèle des cégeps est stable ou en augmentation dans toutes les régions du Québec. À Montréal, le nombre d'étudiants inscrits au cégep a crû de 3,3 %. M. Boucher attribue ces résultats positifs à

l'incertitude économique, mais aussi à la volonté des jeunes de décrocher un bon emploi sur le marché du travail.

Emploi-Québec prévoit que 67 % des 271 000 emplois qui seront créés d'ici 2018 exigeront des études postsecondaires. Toutefois, si les cégeps misaient davantage sur la formation continue, le nombre d'inscriptions pourrait être plus élevé.



Gaëtan Boucher propose que les horaires des cours soient davantage adaptés à une clientèle de travailleurs et que des liens plus étroits soient tissés entre les cégeps et les entreprises.

THE GAZETTE : Extending Bill 101 excessive, federation says : PQ proposal won't restore Montreal's French face, umbrella group contends – Thursday, August 26, 2010



Being taught a lesson at centre ice

dawson not so blue Yesterday was the first day of classes for Dawson students at the Pepsi Forum. The downtown college is renting space there because of an influx of 300 additional students, and it is creating nine classrooms in the building.

Brenda Branswell, GAZETTE education reporter A Parti Québécois proposal to extend Bill 101 to CEGEPs is a bad solution to a false problem, the Fédération des CEGEPs says. The federation calls the PQ proposal "excessive," arguing the proportion of francophones

and allophones studying at English CEGEPs has remained about the same over the past 10 years – about eight per cent of the total college student population.

In the fall of 2008, there were 6,990 allophone students attending English colleges, said Gaëtan Boucher, the head of the federation, which represents 48 public CEGEPs. That figure represents 46.2 per cent of allophone students. "More and more allophones are choosing a francophone CEGEP, while the francophone population that goes to anglophone colleges remains relatively stable," Boucher told The Gazette's editorial board yesterday.

The idea being suggested that extending Bill 101 to CEGEPs is the solution to give Montreal back its French face is an error, Boucher said.

You can't reasonably think that having 7,000 youth no longer attending an English CEGEP will change the French face of Montreal, he added.

The federation also says the PQ's proposal would be contrary to the nature of higher education and freedom of choice should prevail.

The proposal will be debated within the PQ leading up to its policy convention in April, where it will be voted on.

The province's CEGEPs are seeing an overall increase of 2.2 per cent in enrolment over last fall and a 3.3-percent hike in Montreal. Enrolment is up 4.5 per cent at Montreal Island's three English CEGEPs, which received more money from the Quebec government this summer to take in more students.

Boucher said the economic downturn was one explanation for the increase. But he said he believes another factor is at work: the message increasingly sent that it's not enough to have only a high school diploma to enter the job market.

This year's crop of first-year college students have learned exclusively under Quebec's controversial education reform. Boucher wryly acknowledged there are two schools of thought – those who are expecting disaster and others who anticipate the eighth wonder of the world. Boucher said colleges would wait for the results from the first two semesters. But learning and evaluation requirements at CEGEPs must not be lowered, he said. "That is clear, clear, clear."

THE GAZETTE : Pre-reform vs. post-reform? Differences insubstantial faculty curious Marianopolis College gives both groups diagnostic math test – Thursday, August 26, 2010

brenda branswell

With college faculty wondering what to expect from the "reform cohort," staff at Marianopolis College already have some insight into their first-year science students.

The private CEGEP in Westmount administered a diagnostic math test in May to about 450 new science students who started class this week. They are among the first crop of high school graduates who have been educated entirely under Quebec's controversial education reform. Marianopolis also gave the test to pre-reform science students last August as a baseline.

"Surprisingly enough, there are not substantial differences," said Riccardo Catalano, chairman of the mathematics department.

"There are two areas where (the reform cohort) didn't do as well – we're talking about maybe six to 10 per cent differences in terms of lower results," Catalano said.

The specific areas were anything dealing with algebraic manipulations, such as factoring, and exponential and logarithms, he said.

The reform students performed about the same as last year's group in geometry, trigonometry and functions.

The test was administered the same way with both groups: Half received a traditional multiple-choice test and the other half wrote a more problem-based test, which is a little more in the spirit of the reform, Catalano said.

This year's group did a little bit better in problem-solving, he added.

Marianopolis is organizing workshops with review exercises as extra practice for Calculus I students who need it.

The college didn't wait for August this year to give the math test "because we wanted to know before the students got into the school if there were any things we needed to do with our courses to help them succeed," said Stewart Daly, chairman of the science department.

Vanier College is leading a similar three-year project among four public English CEGEPs.

"The (diagnostic) test basically covers the math skills that what we think are essential for success in calculus, which is the first CEGEP-level math course that they take in the science program," said Don Hetherington, Vanier's dean of science and general studies.

RADIO-CANADA / GASPÉSIE-LES-ÎLES : Cégep de la Gaspésie et des Îles : Clientèle étudiante en hausse - Mise à jour le mercredi 25 août 2010 à 15 h 25

Malgré la décroissance scolaire dans la région chez les jeunes du primaire et du secondaire, le Cégep de la Gaspésie et des Îles connaît cette année une légère hausse d'inscriptions, avec 1150 étudiants.

Le collège de Carleton-sur-Mer compte 282 inscriptions cette année, soit 12 de plus que l'an dernier. Même si les données ne sont pas définitives, les résultats démontrent que les efforts portent fruit.

Selon la directrice du Centre d'études collégiales Baie-des-Chaleurs, Françoise Perreault, la hausse serait liée aux mesures incitatives et financières mises en place par le Cégep de la Gaspésie et des Îles pour inciter les jeunes à s'inscrire dans un des quatre centres de la région.

Ainsi, quelque 1000 \$ sont versés aux étudiants qui résident à plus de 65 km du cégep. L'investissement semble fonctionner, puisque le Dépar-

tement des sciences humaines compte 66 étudiants, soit 16 de plus que l'an dernier.

De nouveaux programmes

Unique dans l'est du Québec, le programme Techniques d'intervention en délinquance en est à sa troisième cohorte cette année. C'est ce dernier qui attire le plus de cégepiens sur les bancs d'école, mais selon la coordonnatrice du programme, Marion Frappier-Routhier, l'admission est contingentée. Après avoir reçu 60 demandes d'inscriptions, la direction n'en a retenu que 35.

Pour une étudiante de la nouvelle cohorte, Kathy Rondeau, le programme lui permettra de réaliser un projet bien précis. « Je veux travailler avec les jeunes de 12 à 18 ans et m'ouvrir un centre de zoothérapie dans une ferme avec des jeunes qui sortent de prison pour leur montrer à se responsabiliser avec les animaux », explique la jeune femme de 20 ans, originaire de Lavaltrie.

De son côté, Randy Leblanc-Grenier, originaire de Paspébiac, souhaite devenir agent correctionnel.

Opération séduction

Cette année, la moitié des étudiants inscrits au programme Techniques d'intervention en délinquance proviennent de l'extérieur de la région.

« C'est vraiment un plus pour le centre, pour le cégep et pour la communauté ici », se réjouit la directrice du centre, Françoise Perreault.

Tous les moyens sont bons pour le Cégep de la Gaspésie-les-Îles pour maintenir ou augmenter les inscriptions. À titre d'exemple, le téléenseignement en comptabilité et gestion permet à quatre étudiants de Matane de suivre le cours à distance.

De plus, la construction d'un gymnase au coût de 3,5 millions de dollars doit également débiter dans les prochains mois.

CYBERPRESSE : Plus d'étudiants au collégial cet automne – Mercredi 25 août 2010 - Mis à jour à 09h46

La Presse Canadienne, Montréal

La population étudiante au collégial augmente. Les cégeps enregistrent une hausse de 2,2 pour

cent des inscriptions pour la session d'automne, cette année, comparativement à l'an dernier.



Selon des données préliminaires recueillies par la Fédération des cégeps, 172 518 étudiants sont inscrits dans l'un ou l'autre des 48 cégeps du Québec. Les filles représentent maintenant 57,8 pour cent de la population étudiante totale. On compte par ailleurs 79 745 nouveaux inscrits.

La situation varie toutefois selon les régions du Québec. Des augmentations ont été observées dans les régions de Montréal, des Laurentides, de Lanaudière, de la Montérégie, de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. La situation est cependant stable dans les régions de Québec, Laval, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Centre-du-Québec, Mauricie, Bas-Saint-Laurent, Estrie, Chaudière-Appalaches et Côte-Nord.

Environ 49,6 pour cent des inscrits étudient au secteur préuniversitaire. Une proportion de 45,5

pour cent se retrouve au secteur technique. Le reste, 4,9 pour cent, est en session d'accueil et d'intégration.

La rentrée collégiale est marquée cette année par l'arrivée des premiers élèves issus du nouveau programme pédagogique au secondaire. Les collèges entendent donc suivre avec attention le cheminement scolaire de cette première cohorte et des suivantes au cours des prochaines années.

La Fédération des cégeps compte rencontrer d'ici la rentrée parlementaire la nouvelle titulaire du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Line Beauchamp, afin d'échanger avec elle sur les dossiers prioritaires du réseau collégial.

Parmi ces dossiers figure le projet de loi 44 sur la gouvernance des cégeps, qui a été déposé à l'Assemblée nationale en 2009. Le pdg de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher, demande à la ministre d'en retarder l'adoption

jusqu'à ce que le projet de loi sur la gouvernance des universités soit parvenu à la même étape législative.

La Fédération entend aussi proposer des solutions pour exploiter davantage le potentiel de la formation continue collégiale, dont l'accès est encore trop souvent entravé.

Elle compte aussi réaffirmer sa vive opposition à l'application de la loi 101 au cégep. Elle souligne que la proportion d'allophones et de francophones qui fréquentent le collège anglophone est stable depuis 10 ans. Elle représentait en 2008 environ 8 pour cent de la population étudiante collégiale, soit moins de 14 500 personnes. Selon la Fédération, une telle mesure est contraire à la nature même de l'enseignement supérieur et à la liberté de choix qui doit prévaloir à un tel niveau d'études.

RUEFRONTENAC.COM : Rentrée 2010 — Plus d'étudiants inscrits dans les cégeps - Mise à jour le Mercredi, 25 août 2010 09:25

À l'aube de la rentrée scolaire 2010, la population collégiale semble s'être enrichie. La Fédération des cégeps enregistre une hausse de 2,2% des inscriptions dans les 48 établissements de son réseau, pour un total de 172 518 étudiants, dont près de 80 000 nouveaux inscrits.

Les hausses de clientèle seront particulièrement marquées dans Lanaudière (6,6%), dans les Laurentides (+6%), en Outaouais (+4,9%), dans la région de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+4,7%) et en Montérégie (+2,5%). À Montréal, la hausse est de 3,3%, soit l'équivalent de 1874 cégepiens de plus.

«Les statistiques l'indiquent: détenir une formation postsecondaire est de plus en plus essentiel sur le marché du travail. Dans un tel contexte, toute hausse de la population étudiante au collégial constitue une excellente nouvelle», a précisé le PDG de la Fédération, Gaëtan Boucher. Il ajoute qu'Emploi-Québec prévoit la création de 271 000 nouveaux emplois nécessitant des études supérieures d'ici 2018.

Au total, près de 50% des jeunes dans les cégeps ont choisi un des huit secteurs préuniversitaires (sciences humaines, sciences de la nature,

sciences, lettres et arts, etc.). Pour le reste, 45,5% des étudiants sont inscrits dans l'un des 132 programmes du secteur technique et 4,9% feront une session d'accueil et d'intégration.

Les programmes techniques les plus fréquentés sont les soins infirmiers et les techniques de comptabilité et de gestion. Au total, 57,8% des étudiants du cégep sont des filles.

La gouvernance et la loi 101

Par ailleurs, la Fédération des cégeps a indiqué qu'elle s'attendait à ce que les premiers élèves issus de la réforme scolaire au secondaire — qui font leur entrée au collégial cette année — «soient mieux préparés aux études supérieures». L'organisme a également indiqué que les collèges suivront «avec attention le cheminement scolaire de cette première cohorte en 2010-2011».

La Fédération a également fait connaître à la nouvelle ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, ses priorités pour la prochaine année. Du nombre, l'organisme place en tête de liste le projet de loi 44 sur la gouvernance des cégeps et demande à la ministre que son adoption soit

conditionnelle à celle sur la gouvernance des universités.

«Il serait aberrant de se trouver dans la situation où les cégeps seraient soumis à une loi sur la gouvernance tandis que les universités en seraient dispensées, alors même que les nouvelles mesures législatives ont été déclenchées par une perte financière importante dans un établissement universitaire (N.D.L.R. — le trou financier de 400 millions de dollars à l'UQAM), soulignée par le Vérificateur général du Québec», a soutenu Gaëtan Boucher.

Les cégeps feront également pression sur le Parti québécois pour «réaffirmer sa vive opposition» à l'application de la loi 101 au niveau collégial, proposition qui est au menu du congrès national du parti au printemps prochain. «La proportion d'allophones et de francophones qui fréquentent le collège anglophone est stable depuis 10 ans et représente 8% de la population étudiante collégiale. (...) Vouloir changer la loi sur la base de ces données apparaît pour le moins excessif», signale la Fédération des cégeps.

RADIO-CANADA / COTE-NORD : Baie-Comeau : 735 nouveaux étudiants - Mise à jour le mardi 24 août 2010 à 16 h 26



Photo: La Presse Canadienne / Jacques Boissinot
Le cégep de Baie-Comeau enregistre une hausse de près de 11 % d'inscriptions.

Pas moins de 735 étudiants entreprennent une formation collégiale cet automne. Ils étaient 660 l'an dernier.

Le nombre maximum de nouveaux étudiants admissibles pour les techniques en soins infirmiers et en éducation spécialisée a d'ailleurs été atteint.

En Art et Lettre, le programme remanié de Culture et Création a attiré 23 étudiants, soit le double par rapport à l'an dernier. Un succès qui s'explique notamment par un meilleur arrimage entre les formations en arts des écoles secondaires de Baie-Comeau et le niveau collégial.

Seule ombre au tableau, le cégep commence à manquer de locaux. Non seulement, les étudiants sont plus nombreux, mais les formations se sont spécialisées, ce qui exige l'aménagement de laboratoires.

« On a agrandi par l'intérieur aussi longtemps qu'on a pu, mais on est rendu à un point de rupture », a indiqué la directrice générale du cégep, Danielle Delorme.

L'augmentation des effectifs étudiants ne s'observe toutefois pas dans tous les programmes. La formation en technologie forestière demeure d'ailleurs suspendue pour une deuxième année.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Rentrée collégiale : Une cohorte sous les feux des projecteurs - Mise à jour le mardi 24 août 2010 à 8 h 19

Les yeux du milieu sont particulièrement rivés sur les étudiants qui font leur rentrée dans le réseau collégial, puisqu'ils sont les premiers à avoir fait l'ensemble de leur scolarité sous le nouveau régime pédagogique.

Tant au primaire qu'au secondaire, ces adolescents ont eu droit à un enseignement différent de celui reçu par leurs aînés. La nouvelle approche, qui a attisé les débats au fil des années, met davantage l'emphase sur des compétences, développées par l'entremise de projets, que sur l'acquisition de connaissances.

Les cégeps n'ayant pas connu une réforme du même type, ils se retrouvent aujourd'hui dans une situation qui s'annonce compliquée : les méthodes d'enseignement préconisées et les grilles d'évaluation sont les mêmes qu'avant, mais seront-elles adaptées à cette nouvelle cohorte d'étudiants?

Les enseignants qui se préparent à les recevoir ne cachent pas une certaine inquiétude. Le président de la Fédération nationale des enseignants et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), Jean Trudelle, ne cache pas qu'il craint

que les nouveaux étudiants soient « moins bien préparés ».



Quelque 170 000 adolescents et jeunes adultes prennent le chemin des cégeps du Québec cette semaine

Au terme de la dernière année, les syndiqués du réseau avaient déjà affirmé qu'ils étaient d'autant plus inquiets que « les problèmes d'arrimage entre le secondaire et le collégial ont été amplifiés par certaines mesures d'assouplissement des exigences d'admission ».

La réforme avait pour but de mieux préparer les jeunes à l'enseignement supérieur. Cependant, tout laisse présager le contraire.

— Jean Trudelle

« Si, dans l'ensemble, les étudiants sont moins bien préparés et que nous maintenons les mêmes exigences, les taux d'échec vont nécessairement augmenter », a déclaré M. Trudelle au quotidien *La Presse*.

« Si la masse d'étudiants se retrouve devant des difficultés importantes, on a tout un problème. Qu'est-ce qu'on fait? Est-ce qu'on sacrifie les exigences collégiales? Est-ce qu'on met en place des mesures d'aides particulières? »

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) croit qu'il convient effectivement de modifier les exigences. Le président de l'organisme qui représente 55 000 étudiants dans le réseau, Léo Bureau-Blouin, dit s'attendre à de « très graves problèmes ».

Le jeune homme avance d'ores et déjà que le ministère de l'Éducation doit adapter le contenu de certains cours. Il croit que cela risque de s'avérer nécessaire dans les matières nécessitant des connaissances de base, comme le français, les sciences et certains programmes techniques.

La ministre Beauchamp se fait rassurante

En conférence de presse, lundi, la FECQ y est d'ailleurs allée de huit recommandations destinées à favoriser un meilleur arrimage entre le secondaire et le collégial. Ces recommandations ont été formellement adoptées lors du congrès organisé par la Fédération en fin de semaine à Rouyn-Noranda.

La FECQ y va de plusieurs suggestions très précises, dont la création d'un second parcours pour le premier cours de français au collégial, et l'enseignement de certaines notions dans le premier cours de mathématiques et de chimie.

Les directions de cégeps devraient en outre aider les enseignants à adapter leurs pratiques pédagogiques aux nouveaux étudiants, ajoute la FECQ. Le ministère de l'Éducation est quant à lui prié de créer et de financer des structures locales réunissant des représentants des enseignants de chaque cégep et avec des professeurs des écoles secondaires qui constituent son bassin de recrutement.

En entrevue à l'émission *C'est bien meilleur le matin*, la nouvelle ministre de l'Éducation du Québec, Line Beauchamp, avait d'ores et déjà annoncé qu'elle étudierait attentivement ces propositions. Elle n'a cependant pas voulu s'avancer davantage.

« On a déjà, par le passé, pris les devants et invité des professeurs du collégial à se pencher sur cette question : est-ce qu'il faut ou pas parler d'une transition ou d'un arrimage entre l'éducation comme cela s'est fait depuis que le renouvellement pédagogique a été implanté et le cégep? », a soutenu Mme Beauchamp.

« Ces groupes-là qui se sont penchés sur la question [...] ont plutôt émis des rapports positifs. C'est-à-dire que le niveau de crainte au point de départ s'est affaibli et les rapports sont devenus positifs », affirme la ministre de l'Éducation.

Mme Beauchamp ajoute qu'une équipe de l'Université Laval a déjà été mandatée pour déterminer comment se déroule le passage au collégial de la nouvelle cohorte. « S'il y a des ajustements à faire, il faudra les faire », soutient-elle.

Un autre son de cloche

Léo Bureau-Blouin souligne toutefois que tout n'est pas noir. « On peut penser que ces étudiants auront une plus grande autonomie et une

meilleure connaissance du monde, ce qui pourrait les avantager dans certains programmes, comme en sciences humaines », a-t-il déclaré à *La Presse*.

Ce point de vue est partagé par la mère d'un de ces étudiants, Yseult St-Jacques, qui a écrit au quotidien montréalais pour demander à la population de ne pas juger trop vite cette nouvelle cohorte. Elle soutient que la méthodologie par projets a permis à son fils d'apprendre à développer une vision globale et à bien exprimer ses idées.

« Ses textes de fin d'année étaient pertinents, dynamiques, très structurés. S'ils comportent encore quelques fautes, la qualité de l'argumentation dépasse de beaucoup ce que nous savions faire au même âge », affirme-t-elle.

Hausse de 2,4 % des dépenses

Le printemps dernier, la Fédération des cégeps s'est pour sa part dite satisfaite que le dernier budget du gouvernement Charest permette de couvrir la hausse de 2,4 % des dépenses prévue cette année.

La Fédération se disait « vivement préoccupée » par les mesures d'austérité budgétaire qui se profilent d'ici 2013-2014.

« La volonté du gouvernement d'élargir au personnel administratif du réseau de l'éducation, incluant les cadres, l'obligation de remplacer seulement un employé sur deux qui part à la retraite paraît excessive », affirmait le président-directeur général, Gaëtan Boucher.

Radio-Canada.ca avec Presse canadienne et La Presse

[audio-vidéo](#)

- [Les élèves issus de la réforme scolaire entrent au collégial et Jean-Philippe Cipriani en a rencontré quelques-uns.](#)
- [Le résumé de Guylaine Bussière](#)
- [Les étudiants des Cégeps demandent au ministère de l'Éducation d'améliorer le programme pour faciliter l'arrivée des élèves issus de la réforme scolaire, explique Dominic Brassard.](#)

[La réforme passe aux liques majeures](#)

Recherche sur l'arrimage secondaire-collégial du renouvellement pédagogique effectuée pour le compte de la FECQ

LE DEVOIR : Rentrée des étudiants de la réforme - Les cégépiens ne s'inquiètent pas, mais guident la ministre - Mardi 24 août 2010

Amélie Daoust-Boisvert

Ni cobayes ni génération sacrifiée: les aptitudes des premiers étudiants issus du Renouveau pédagogique, qui entraînent au cégep hier, n'inquiètent pas la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). Mais les étudiants proposent tout de même des changements pour faciliter le passage au collégial de cette cohorte différente. La FECQ se voulait optimiste en ce jour de rentrée collégiale. « On peut penser que les étudiants de la réforme vont être très aptes parce qu'ils sont plus habitués à prendre la parole, à participer activement au débat et à s'appropriier les connaissances », a expliqué le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, en conférence de presse. Selon lui, l'augmentation du nombre d'heures d'enseignement en histoire et en art au secondaire se traduira par des élèves mieux préparés pour les programmes de sciences humaines ou d'arts.

Mais, juge-t-il, ce portrait « se complexifie » en sciences. « Beaucoup de notions ont été évacuées du cursus [en mathématiques au secondaire], on craint que les étudiants issus du parcours technico-sciences aient plus de difficulté à s'adapter au collégial ». Il estime qu'il y a un « arrimage urgent » à faire entre les cours du secondaire et du collégial en mathématique, ainsi qu'en chimie.

Comme la réforme entreprise en 2000 n'a toujours pas été évaluée, « on ne peut pas vous dire comment ces étudiants-là vont véritablement réagir sur les bancs des collèges », ajoute Léo Bureau-Blouin. « On a beaucoup dénigré ces étudiants-là », a-t-il déploré. « À plusieurs niveaux, ils sont même plus compétents que leurs prédécesseurs, ce ne sont pas des cobayes, on n'a pas sacrifié une génération. »

La FECQ a soumis hier huit recommandations à la nouvelle ministre de l'Éducation, Line Beau-

champ. Outre un meilleur arrimage entre les notions couvertes au secondaire et au cégep en sciences et en français, les étudiants souhaitent que Québec « crée et finance » des comités réunissant les enseignants des deux ordres. En vue de la présente rentrée, certains collèges se sont livrés à cet exercice de leur propre initiative.

Line Beauchamp a assuré qu'elle prendrait « connaissance avec beaucoup d'intérêt de leurs commentaires » lors d'une entrevue à la Première Chaîne de Radio-Canada. Selon elle, les enseignants qui ont étudié l'arrivée de la cohorte de la réforme au cégep ont vu leurs craintes s'affaiblir et ont « émis des rapports positifs ». Mais, dit-elle, « s'il y a des ajustements à faire, il faudra les faire ».

LA PRESSE : Enfants de la réforme au cégep: pas moins bons, mais différents : La FECQ presse le ministère de faciliter l'intégration au collégial des élèves de la réforme - Mardi 24 août 2010



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse
C'était jour de rentrée au cégep hier pour la première cohorte d'élèves issus du nouveau pédagogique.

Ariane Lacoursière, La Presse

Les élèves issus du nouveau pédagogique, qui ont fait hier leur entrée au cégep, «ne sont pas moins bons» que leurs prédécesseurs, mais ils sont tout de même «différents», et le ministère de l'Éducation devrait agir rapidement afin de faciliter leur intégration au collégial, croit la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

«Les élèves de la réforme ont été beaucoup dénigrés. C'est déplorable, car ils sont meilleurs à certains égards. Ils sont par exemple plus autonomes et ils communiquent mieux. Si on les aide, ils vont réussir. Mais c'est une préoccupation très grande pour nous de faciliter le passage de ces élèves au collégial», a mentionné hier

matin le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

Rencontrée dans une classe d'infographie du cégep Ahuntsic hier matin, Sandrine Le Foll, 17 ans, craint le cégep: «Je viens d'une école où la réforme était très appliquée. Je n'ai jamais eu de cours magistral. Le cégep va me demander plus de concentration.»

À ses côtés, Kim Fontaine, 17 ans, se sent au contraire prête à affronter le cégep: «J'ai toujours su que notre génération était différente et qu'on était en quelque sorte testés par la réforme. Mais je ne suis pas inquiète pour le cégep. Après tout, ce n'est pas tous les profs du secondaire qui ont appliqué la réforme avec nous!»

Le défi des sciences de la nature

La FECQ croit que les élèves inscrits en sciences humaines au cégep réussiront mieux que ceux des générations précédentes. «Ils ont reçu plus d'heures d'enseignement en histoire. Ils sont aussi plus sensibilisés à la politique et au monde contemporain», estime Léo Bureau-Blouin.

En revanche, selon lui, la réussite des élèves en sciences de la nature est plus incertaine: «Il y a eu beaucoup de changements dans les cours de mathématiques avec le nouveau pédagogique.»

L'option technico-sciences au secondaire, qui permet aux élèves d'accéder au programme de

sciences de la nature, a éliminé des notions d'algèbre. «Or, il y a beaucoup d'algèbre dans le premier cours de mathématiques au cégep. On craint les échecs», note Léo Bureau-Blouin.

Il ajoute que les enfants du nouveau pédagogique «sont moins habitués à utiliser leurs capacités d'abstraction», ce qui pourrait poser problème en sciences de la nature. «Il faut que les enseignants reçoivent de la formation pour composer avec cette nouvelle génération d'élèves, plaide Léo Bureau-Blouin. On demande au ministère de l'Éducation de les aider.»

La nouvelle ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, n'était pas disponible, hier, pour commenter ces propos.

Le président de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ), Jean Trudelle, aimerait «partager l'optimisme» de la FECQ et dire que les élèves du nouveau pédagogique seront meilleurs. «Mais on ne peut pas le dire. Le choc de la réalité s'en vient», soutient-il.

M. Trudelle craint principalement pour la qualité de la formation collégiale. «Les enseignants risquent de se retrouver dans des situations où ils devront décider de faire échouer 20% de leur classe ou d'abaisser leurs exigences pour ne pas punir une cohorte d'élèves qui sont en quelque sorte des cobayes de la réforme», dit-il.

LA TRIBUNE : Rentrée au Cégep: la grande aventure pour 12 étudiants mexicains – Mardi 24 août 2010



Imacom, Jocelyn Riendeau
César Olaf Pérez Vela et Pedro Julián Cavallazzi Huerta proviennent de Monterrey, située dans le

nord-est du pays. Ils apprennent le français depuis environ deux ans. Ils passeront toute la session dans leur ville d'accueil.

Isabelle Pion, La Tribune

(Sherbrooke) Douze étudiants provenant du Mexique ont fait leur entrée au Cégep de Sherbrooke, lundi, grâce à une entente signée entre l'établissement et l'université de Universidad Autonoma de Nuevo Leon (UANL). Il s'agit d'une première pour le Cégep de Sherbrooke.

Les deux établissements ont signé une entente l'hiver dernier. Celle-ci permet notamment aux étudiants sherbrookoïses d'aller réaliser leur dernière session d'études à l'UANL.

«J'aime apprendre différentes langues et sortir du pays, c'est bien pour moi», explique César,

qui est âgé de 17 ans. Leur première impression en arrivant? «C'est une très belle ville!» lancent les deux jeunes hommes à propos de Sherbrooke.

En arrivant à Montréal vendredi soir dernier, le groupe de jeunes mexicains a pu reconnaître quelques visages. Lors de la dernière session, ce sont des étudiants du Cégep de Sherbrooke qui ont séjourné au Mexique, de sorte que les deux groupes ont été mis en contact. Certains étudiants mexicains séjourneront d'ailleurs chez des étudiants sherbrookoïses qui ont étudié au Mexi-

LA VOIX DE L'EST : La rentrée pour 2000 étudiants – Mardi 24 août 2010



photo Stéphanie Mantha
La directrice générale du cégep de Granby Haute-Yamaska, Marie-Johanne Lacroix, assure que tout a été mis en oeuvre pour que les travaux d'agrandissement de la bibliothèque perturbent le moins possible les cours.

Ariane Faribault, La Voix de l'Est

(Granby) L'heure de la rentrée a sonné hier matin pour les quelque 2000 étudiants qui fréquentent le cégep de Granby Haute-Yamaska.

Alors que ceux-ci franchissaient les portes de l'établissement avec fébrilité, plus de 1000 d'entre eux tout juste sortis de l'école secondaire, la direction pouvait pousser un immense soupir de soulagement. La rentrée a en effet représenté tout un casse-tête cette année, en raison notamment des travaux d'agrandissement à la bibliothèque.

«C'était un gros défi d'être prêts pour ce matin, mais je pense que nous avons bien réussi», indique Marie-Johanne Lacroix, directrice générale du cégep de Granby Haute-Yamaska. Avec les coupures d'eau durant le week-end en plus, nous avons eu peur de ne pas pouvoir terminer

le grand ménage comme nous le voulions, mais finalement tout est propre pour accueillir les élèves. La rentrée se déroule très bien, sous le signe de la bonne humeur.»

La direction de l'établissement assure qu'elle a tout mis en oeuvre pour que les travaux à la bibliothèque perturbent les cours le moins possible. «De grands panneaux d'isolation, composés de laine minérale, ont été installés pour absorber le bruit, afin de ne pas déranger les étudiants et les enseignants, explique la directrice générale. Nous en avons installé devant les fenêtres et les corridors qui donnent sur des salles de cours, afin de minimiser les impacts des travaux.»

LE QUOTIDIEN : Les étudiants fêtent fort à Jonquière – Mardi 24 août 2010



Courtoisie
Des citoyens des rues de La Fabrique et Saint-Hubert ont porté plainte au service de police afin

de dénoncer le bruit et surtout pour faire savoir que ces jeunes consommaient beaucoup de boisson sur des espaces publics.

Stéphane Bégin, Le Quotidien

(JONQUIÈRE) Qui dit rentrée des classes au cégep dit initiation. Tard hier soir, les policiers de la Sécurité publique de Saguenay ont dû intervenir au cégep de Jonquière pour calmer les ardeurs d'environ 250 étudiants célébrant leur retour en classe. Les jeunes l'ont fait en

consommant de l'alcool et en lançant quelques bouteilles de bière en direction des policiers.

Un peu avant 22h, des citoyens des rues de La Fabrique et Saint-Hubert ont porté plainte au service de police afin de dénoncer le bruit causé par les fêtards et surtout pour faire savoir que ces jeunes consommaient beaucoup de boisson sur des espaces publics.

« Nous avons reçu quelques appels de citoyens qui se sont plaint du bruit et de la consumma-

tion d'alcool. Nos patrouilleurs se sont rendus sur place afin de contrôler la situation et faire en sorte que les étudiants retournent derrière le cégep (Pavillon Angers), là où devait avoir lieu la fête. Pour l'instant (22h45), nous avons toujours le contrôle de la situation. Les jeunes continuent de prendre une bière et nous faisons tout en notre possible pour les contenir dans un secteur précis. Nos policiers effectuent des patrouilles. Si les étudiants demeurent derrière le cégep et qu'ils ne se promènent pas dans les rues, nous

ne devrions pas avoir à intervenir outre mesure », explique le lieutenant Dany Gagné, de la Sécurité publique de Saguenay.

Si la situation devait déborder, les agents pourraient intervenir et procéder à des arrestations. Un seul incident a été déploré. Les ambulanciers ont été appelés à se rendre sur les lieux de la fête afin de porter les premiers soins à une étudiante qui aurait consommé un peu trop de boisson alcoolique durant la soirée. La jeune fille

a dû être transportée au centre hospitalier de Jonquière.

« Pour le reste, il n'y a pas eu de grabuge ou de bris. Nous avons remarqué que les jeunes se faisaient plutôt une guerre en se lançant des poissons. Malgré tout, nous allons déposer une demande aux dirigeants du cégep de Jonquière afin qu'ils puissent mieux encadrer les activités de ce genre », mentionne le lieutenant. Il semble par contre que la direction du cégep n'est plus responsable des initiations après

MÉTRO : Élèves de la réforme: confiance et inquiétudes – Mardi 24 août 2010



Steeve Duguay/MéTRO

C'est lundi que les premiers élèves de la réforme faisaient leur entrée au cégep.

▶ La FECQ veut modifier le programme du ministère

▶ Tant les étudiants que les enseignants doivent faire des efforts

MARIE-EVE SHAFFER, MÉTRO

Bien qu'elle se dit confiante en la réussite au cégep des élèves issus de la réforme, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) réclame des modifications au programme du ministère de l'Éducation. «On est déçu de la façon dont ont été arrimés les niveaux du secondaire et du collégial», a dit lundi le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin. On a eu beau-

coup de temps pour se préparer et ça aurait été intéressant [d'arrimer les deux niveaux d'études] avant».

La FECQ réclame entre autres que le cours de français collégial 101 expose, comme par le passé, quatre genres littéraires répartis sur cinq périodes et non seulement deux genres, tel que le prescrit maintenant le ministère. Celui-ci veut donner plus de temps pour enseigner la révision et la correction de texte.

Des modifications doivent aussi être apportées aux programmes de mathématique, qui inquiètent particulièrement la FECQ. Actuellement, deux cheminement d'études au secondaire, technico-sciences et sciences de la nature, donnent accès aux programmes collégiaux de sciences. La compétence «Manipuler des expressions algébriques» a été escamotée du programme du premier cheminement, alors qu'elle est considérée comme étant acquise dès le premier cours de mathématique du cégep. La FECQ aimerait que les logarithmes et la trigonométrie soient de nouveau au programme et qu'ultimement, seule la séquence sciences de la nature soit un préalable au programme collégial de sciences de la nature.

L'organisation étudiante veut aussi que les enseignants soient bien outillés et surtout, bien formés pour transmettre leur savoir aux jeunes de la réforme. Elle refuse toutefois que le fardeau repose uniquement sur les épaules des enseignants. «Il y aura de l'arrimage à faire

pour tout le monde, autant pour les étudiants que les enseignants», dit M. Bureau-Blouin. En 2006, seulement 40% des enseignants du primaire avaient reçu une formation concernant la réforme.

La FECQ croit que les mesures qu'elle propose peuvent être mises en place rapidement, mais ce sera la nouvelle ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, qui décidera. «S'il y a des ajustements à faire, on les fera en cours de route», a indiqué son attachée de presse, Amélie Légaré.

«Ce ne sont pas des inaptés»

Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, dresse un portrait plutôt positif des jeunes issus du renouveau pédagogique.

- Il évoque leur grande capacité à communiquer, leur débrouillardise et leur autonomie.
- Ces étudiants ont simplement «acquis leurs connaissances de façon différente, rappelle M. Bureau-Blouin. Si on aide les enseignants à s'adapter, qu'on envoie le message aux étudiants qu'il va y avoir une certaine adaptation et qu'on apporte des modifications à des cours, la transition se fera très bien».

24 HEURES : Les cégeps ouvrent leurs portes : Huit recommandations pour mieux outiller les nouveaux étudiants – Mardi 24 août 2010



Photo : Sébastien St-Jean

C'était la rentrée au Cégep du Vieux-Montréal, lundi.

Stéphanie Saucier

Taxés par certains enseignants d'être moins bien préparés que leurs prédécesseurs, les cégépiens issus de la réforme proposent huit solutions qui leur permettront d'être mieux outillés dans leurs prochaines années d'études, des recommandations qui sont reçues froidement par les directeurs d'établissement.

Alors que la nouvelle cohorte d'étudiants entreprenait son diplôme d'études collégiales lundi, la

Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) propose à Québec des modifications dans les cours de français, de mathématique et de chimie et dans la pédagogie des enseignants. Affirmant d'emblée être « plus autonomes et plus à l'aise dans certains domaines » que leurs prédécesseurs, les cégépiens se demandent tout de même s'ils sont à niveau dans tous les domaines.

La FECQ propose en effet dans cinq de ses huit recommandations d'ajouter au cégep des notions laissées de côté en mathématique et en chimie au secondaire, de modifier les préalables au programme de Science nature et d'éliminer la compétence à acquérir « Réviser et corriger » pour les meilleurs étudiants en français.

«Nous saluons les intentions du ministère de vouloir améliorer la qualité du français chez les jeunes, mais mettre tous les œufs dans le même panier ne nous apparaît pas la meilleure solution », fait valoir le président Léo Bureau-Blouin.

Ce dernier demande également aux directions d'établissement qu'elles dispensent des formations aux enseignants pour qu'ils « adaptent leurs pratiques pédagogiques en fonction des étudiants issus du renouveau pédagogique ».

Le ministère, lui, devrait pour sa part créer des structures locales et régionales de concertation

entre les enseignants des Cégeps et du secondaire.

Période d'adaptation

Présidente de la Fédération québécoise des directions d'établissements d'enseignement, Chantal Longpré pose toutefois un bémol devant ces idées et préfère attendre de voir comment s'adapteront les deux parties.

«Les efforts devront venir des deux côtés. Il faut permettre à l'enseignant de choisir avec ses élèves la meilleure façon de leur enseigner et il va falloir donner la chance aux étudiants de montrer ce qu'ils sont capables de faire», souligne-t-elle.

Mme Longpré croit aussi qu'il faut attendre de voir si les formations et les rencontres préconisées par la FECQ seront nécessaires.

«Il ne faut pas se cantonner dans les structures, comité, rencontres, message des directions aux enseignants. Il faut partir de la base. Si les enseignants en ont besoin, ils vont le demander», indique-t-elle.

Au cabinet de la ministre de l'Éducation, la porte-parole Amélie Légaré assure que les recommandations seront prises au sérieux, mais croit également qu'il faut d'abord « laisser les étudiants entrer au cégep ».

THE GAZETTE : Reform cohort graduates to CEGEP : Too soon to judge how active learning has shaped students, researchers argue – Tuesday, August 24, 2010



Allen McInnis CEGEPS including Marianopolis are welcoming the first wave of high school graduates who have studied exclusively under Quebec's education reform.

Brenda Branswell GAZETTE EDUCATION REPORTER

Call them trailblazers, or guinea pigs if you think they got the short end of the education stick. The new students pouring into CEGEPs this week are the first cohort of high school graduates who have learned exclusively under Quebec's education reform.

They're an unknown quantity to CEGEPs and are bound to come under scrutiny as the school year unfolds.

They're graduates of the "competency-based" curriculum introduced in Quebec schools in 2000 that promotes the idea of students participating more actively in their learning.

Critics worry not enough emphasis has been placed on learning essential knowledge.

But what do we really know from a more scientific point of view about how the curriculum has shaped the first-year CEGEP students? Not that much yet, it seems. "I find that people have said a lot about the reform without having seen

conclusive results," said Simon Larose, a professor at Université Laval who is leading a longitudinal study looking at the impact of the reform on high school students.

The research team will deliver its first report in December 2011 and a final one a year later.

Quebec's Education Department mandated the study in 2007. It involves three high school cohorts of about 1,200 to 1,300 students each – two that have studied under the reform and one pre-reform group. It's the first time there will be comparative data at high school, Larose said of the reform study.

Students and their parents are questioned at different points during the study. School administrators and teaching consultants have also been asked to weigh in on questionnaires.

The study will also compare student results from the Grade 11 provincial French exam and a mathematics exam inspired by the PISA test, an internationally standardized assessment given to 15-year-olds in different countries, including Canada. The comparative data from the math test is expected to be released next spring.

Last fall, an Education Department committee suggested ways that CEGEP teachers could help post-reform graduates integrate into college. It's important to diversify such teaching methods as lectures, teamwork, exercises and research, the report said. That's because reform graduates are accustomed to a variety of teaching strategies and participate actively in their learning.

"However, because they are used to active participation, they have difficulty concentrating over long periods of time," the report added.

The committee also said it might be helpful to administer diagnostic tests at the beginning of the year in courses that require previous learning, to assess students and get to know their strengths and weaknesses.

John Abbott College, for example, gave a diagnostic test to incoming science students last year as a baseline, and plans to do the same this fall as a point of comparison for where gaps in knowledge may exist.

"For us, it's definitely going to be a fluid period over the next few years while we adjust to the students coming in with different strengths and different exposure in their backgrounds," said Karim Jaffer, a John Abbott physics teacher who is involved in several initiatives preparing for the reform cohort.

Jaffer said he believes students in the technology stream will feel a little more prepared for the style of work at the CEGEP level. "They are very much more project-based, hands-on programs. There's a fair amount of group work in several of the technologies and a lot more application, and the learning style typically matches the students who will go into those programs," he said.

In the pre-university stream, Jaffer said, there is a mix of students with different learning styles but the content is covered in a way that's much more "teacher down," such as through lectures.

"One of the big misconceptions about the reform is that (it) is something that is kind of foreign, and it's only in Quebec and it's this completely mysterious beast," Jaffer said. "Whereas really it tries to capture best practices in teaching."

Whatever emerges from the initial reform research must recognize implementation issues, Jaffer said. "It's going to take a few years within the secondary system for the implementation to kind of smooth itself out and (for) the evaluation techniques and everything to reach a consistent standard."

THE GAZETTE : Adjust courses for new arrivals: students' group – Tuesday, August 24, 2010

BRENDA BRANSWELL

A CEGEP students' association called on the Quebec government yesterday to adjust math and French courses to help ease the reform cohort's integration into college.

One of the concerns raised by the Fédération étudiante collégiale du Québec is that some students in the Pure and Applied Science program won't have been exposed to certain mathematics concepts that they are expected to know. A lot of algebraic and trigonometry concepts aren't covered in the Technical and Scientific high school math option, said FECQ president Léo Bureau-Blouin.

Since no in-depth change has been made to the CEGEP Mathematics 101 course in light of the reform students' arrival, "we fear that the failure rate will be high," Bureau-Blouin said.

The association recommends adding an algebra component to the first college math course. But

in the long run, it wants only one of the high school math courses – the science option – to get students into the Pure and Applied Science program.

The association also said that half the literary content has disappeared from the French 101 CEGEP course to make room for a "review and correct" grammar component. As a result, it says, students will be exposed to fewer literary periods and genres.

"A reform student may never hear the name of Molière in their courses," said the FECQ, which suggests adding a second course for students who are more advanced in French.

Another recommendation in its 105-page report calls on CEGEP administrations to provide enough training to help teachers adjust their practices for the reform cohort.

"We're asking the Education Department to make concrete gestures to help the transition of these students," Bureau-Blouin said.

He called it deplorable that reform students have come under attack, adding that on a lot of levels they are even more competent than their predecessors.

One example he cited is in history, where instruction in the subject has shot up to 350 hours from 200.

"They've acquired their knowledge in a different way. For sure, there's an adjustment to be made. But you must not denigrate them, either," Bureau-Blouin said.

A spokesperson for Education Minister Line Beauchamp said the government will take the time to carefully consult the recommendations. "If there are adjustments to make, we'll make them," said Amélie Légaré.

RADIO-CANADA / MAURICIE : Université du Québec à Trois-Rivières : Des cours en Haute-Mauricie en 2011 - Mise à jour le lundi 23 août 2010 à 12 h 58

L'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) prévoit offrir des cours à La Tuque à compter de l'automne 2011.

L'établissement souhaite concrétiser prochainement son partenariat avec le Collège de Shawinigan, qui est installé en Haute-Mauricie depuis sept ans.

Au cours de la dernière année, l'UQTR a mené des consultations auprès de diverses organisa-

tions, notamment la Ville de La Tuque, le Centre de santé et de services sociaux et le Conseil de la nation atikamek pour évaluer les besoins en formation.

Le vice-recteur aux études de premier cycle, André Paradis, explique que les programmes en enseignement, en psychoéducation, en psychologie, en soins infirmiers et en administration

figurent parmi ceux qui pourraient être offerts à La Tuque.

L'UQTR prévoit utiliser la vidéoconférence et les cours par Internet pour s'assurer que son projet soit viable.

De son côté, le Collège de Shawinigan accueille cette année 82 étudiants dans ses locaux de La Tuque, soit une trentaine de plus que l'an dernier.

CYBERPRESSE : La FECQ propose des moyens pour faciliter l'entrée au cégep - Publié le 23 août 2010 à 11h54 | Mis à jour à 12h00



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse
 Issue de la réforme, Laura Isseri débute ses études en Sciences de la santé au Collège Ahuntsic.

Lia Lévesque, La Presse Canadienne, Montréal

Les étudiants issus de la réforme qui commencent leurs études collégiales ces jours-ci ne sont ni des cobayes ni une génération sacrifiée, assure la Fédération étudiante collégiale du Québec.

La FECQ a tenu à souligner certains aspects positifs du nouveau pédagogique, lundi, au cours d'une rencontre avec la presse, le jour même de la rentrée dans les cégeps pour ces étudiants de la réforme.

La fédération formule d'ailleurs huit recommandations au ministère de l'Éducation pour faciliter le passage du secondaire au collégial, dans le contexte de cette réforme.

Entre autres, la fédération demande que les directions de cégep offrent aux enseignants une formation suffisante pour qu'ils puissent adapter leurs pratiques pédagogiques aux étudiants issus de la réforme.

La Fédération étudiante collégiale croit que dans certains domaines, les étudiants issus de la réforme seront même mieux outillés que les étudiants des générations précédentes. Son président, Léo Bureau-Blouin, affirme par exemple que ces étudiants sont plus habitués à travailler en équipe, plus aptes à communiquer et à participer à des débats.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Reentrée collégiale : Une cohorte sous les feux des projecteurs - Mise à jour le lundi 23 août 2010 à 11 h 11



Jean Trudelle

Quelque 170 000 adolescents et jeunes adultes prennent le chemin des cégeps du Québec cette semaine.

Les yeux du milieu sont particulièrement rivés sur les étudiants qui font leur rentrée dans le réseau collégial, puisqu'ils sont les premiers à avoir fait l'ensemble de leur scolarité sous le nouveau régime pédagogique.

Tant au primaire qu'au secondaire, ces adolescents ont eu droit à un enseignement différent de celui reçu par leurs aînés. La nouvelle approche, qui a attisé les débats au fil des années, met davantage l'emphase sur des compétences, développées par l'entremise de projets, que sur l'acquisition de connaissances.

Les cégeps n'ayant pas connu une réforme du même type, ils se retrouvent aujourd'hui dans une situation qui s'annonce compliquée : les méthodes d'enseignement préconisées et les grilles d'évaluation sont les mêmes qu'avant, mais seront-elles adaptées à cette nouvelle cohorte d'étudiants?

Les enseignants qui se préparent à les recevoir ne cachent pas une certaine inquiétude. Le président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), Jean Trudelle, ne cache pas qu'il craint que les nouveaux étudiants soient « moins bien préparés ».

Au terme de la dernière année, les syndiqués du réseau avaient déjà affirmé qu'ils étaient d'autant plus inquiets que « les problèmes d'arrimage entre le secondaire et le collégial ont été amplifiés par certaines mesures d'assouplissement des exigences d'admission ».

La réforme avait pour but de mieux préparer les jeunes à l'enseignement supérieur. Cependant, tout laisse présager le contraire.

— Jean Trudelle

« Si, dans l'ensemble, les étudiants sont moins bien préparés et que nous maintenons les mêmes exigences, les taux d'échec vont nécessai-

rement augmenter », a déclaré M. Trudelle au quotidien *La Presse*.

« Si la masse d'étudiants se retrouve devant des difficultés importantes, on a tout un problème. Qu'est-ce qu'on fait? Est-ce qu'on sacrifie les exigences collégiales? Est-ce qu'on met en place des mesures d'aides particulières? »

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) croit qu'il convient effectivement de modifier les exigences. Le président de l'organisme qui représente 55 000 étudiants dans le réseau, Léo Bureau-Blouin, dit s'attendre à de « très graves problèmes ».

Le jeune homme avance d'ores et déjà que le ministère de l'Éducation doit adapter le contenu de certains cours. Il croit que cela risque de s'avérer nécessaire dans les matières nécessitant des connaissances de base, comme le français, les sciences et certains programmes techniques.

La ministre Beauchamp se fait rassurante

En conférence de presse, lundi, la FECQ y est d'ailleurs allée de huit recommandations destinées à favoriser un meilleur arrimage entre le secondaire et le collégial. Ces recommandations ont été formellement adoptées lors du congrès organisé par la Fédération en fin de semaine à Rouyn-Noranda.

La FECQ y va de plusieurs suggestions très précises, dont la création d'un second parcours pour le premier cours de français au collégial, et l'enseignement de certaines notions dans le premier cours de mathématiques et de chimie.

Les directions de cégeps devraient en outre aider les enseignants à adapter leurs pratiques pédagogiques aux nouveaux étudiants, ajoute la FECQ. Le ministère de l'Éducation est quant à lui prié de créer et de financer des structures locales réunissant des représentants des enseignants de chaque cégep et avec des professeurs des écoles secondaires qui constituent son bassin de recrutement.

En entrevue à l'émission *C'est bien meilleur le matin*, la nouvelle ministre de l'Éducation du Québec, Line Beauchamp, avait d'ores et déjà annoncé qu'elle étudierait attentivement ces propositions. Elle n'a cependant pas voulu s'avancer davantage.

« On a déjà, par le passé, pris les devants et invité des professeurs du collégial à se pencher sur cette question : est-ce qu'il faut ou pas parler d'une transition ou d'un arrimage entre l'éducation comme cela s'est fait depuis que le nouveau pédagogique a été implanté et le cégep? », a soutenu Mme Beauchamp.

« Ces groupes-là qui se sont penchés sur la question [...] ont plutôt émis des rapports positifs. C'est-à-dire que le niveau de crainte au point de départ s'est affaibli et les rapports sont devenus positifs », affirme la ministre de l'Éducation.

Mme Beauchamp ajoute qu'une équipe de l'Université Laval a déjà été mandatée pour déterminer comment se déroule le passage au collégial de la nouvelle cohorte. « S'il y a des ajustements à faire, il faudra les faire », soutient-elle.

Un autre son de cloche

Léo Bureau-Blouin souligne toutefois que tout n'est pas noir. « On peut penser que ces étudiants auront une plus grande autonomie et une meilleure connaissance du monde, ce qui pourrait les avantager dans certains programmes, comme en sciences humaines », a-t-il déclaré à *La Presse*.

Ce point de vue est partagé par la mère d'un de ces étudiants, Yseult St-Jacques, qui a écrit au quotidien montréalais pour demander à la population de ne pas juger trop vite cette nouvelle cohorte. Elle soutient que la méthodologie par projets a permis à son fils d'apprendre à développer une vision globale et à bien exprimer ses idées.

« Ses textes de fin d'année étaient pertinents, dynamiques, très structurés. S'ils comportent encore quelques fautes, la qualité de l'argumentation dépasse de beaucoup ce que nous savions faire au même âge », affirme-t-elle.

Hausse de 2,4 % des dépenses

Le printemps dernier, la Fédération des cégeps s'est pour sa part dite satisfaite que le dernier budget du gouvernement Charest permette de couvrir la hausse de 2,4 % des dépenses prévue cette année.

La Fédération se disait « vivement préoccupée » par les mesures d'austérité budgétaire qui se profilent d'ici 2013-2014.

« La volonté du gouvernement d'élargir au personnel administratif du réseau de l'éducation, incluant les cadres, l'obligation de remplacer seulement un employé sur deux qui part à la retraite paraît excessive », affirmait le président-directeur général, Gaëtan Boucher.

Radio-Canada.ca avec Presse canadienne et La Presse

La réforme passe aux ligues majeures

Recherche sur l'arrimage secondaire-collégial du nouveau pédagogique effectuée pour le compte de la FECQ

LA PRESSE : Les élèves de la réforme arrivent au cégep – Lundi 23 août 2010





Photo: Bernard Brault, Archives La Presse
Les professeurs de niveau collégial s'inquiètent des nouveaux étudiants auxquels ils auront affaire à compter des prochains jours.

Catherine Handfield, La Presse

Dix ans après l'implantation de la réforme scolaire, c'est aujourd'hui que la première génération d'élèves issue du nouveau pédagogie commence le cégep. L'arrivée de cette cohorte suscite des craintes chez les professeurs et les étudiants, qui redoutent des taux d'échec plus élevés.

«Le but de la réforme, c'était de nous amener des étudiants mieux préparés, mais au moment où elle arrive, tout le monde a peur qu'ils soient moins bien préparés», a déclaré hier Jean Trudelle, président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN).

Plusieurs membres de la FNEEQ-CSN sont inquiets, constate Jean Trudelle. Comme tout le monde, dit-il, ils ont entendu les critiques qui déplorent la qualité de l'apprentissage sous la réforme. Les professeurs craignent également de se retrouver devant un «melting pot» d'élèves, puisque la réforme a été implantée différemment d'une école à l'autre.

«Si, dans l'ensemble, les étudiants sont moins bien préparés et que nous maintenons les mêmes exigences, les taux d'échec vont nécessairement augmenter», a prévenu M. Trudelle.

La première session est pourtant cruciale dans le cheminement et la motivation des élèves, souligne-t-il. «Si la masse d'étudiants se retrouve devant des difficultés importantes, on a tout un problème. Qu'est-ce qu'on fait? s'est-il demandé. Est-ce qu'on sacrifie les exigences collégiales? Est-ce qu'on met en place des mesures d'aide particulières?»

La FNEEQ-CSN, qui représente 27 000 membres dans toute la province, entend prendre le pouls des professeurs à la mi-session.

Les élèves réclament des changements

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) redoute également une période de transition difficile. Lors d'une conférence de presse, aujourd'hui, la FECQ formulera huit recomman-

dations à la ministre de l'Éducation afin d'assurer une meilleure intégration des jeunes de la réforme au cégep.

«S'il n'y a pas de modifications urgentes apportées au contenu pédagogique de certains programmes d'étude au niveau collégial, il y aura de très graves problèmes», prévoit Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

Selon M. Bureau-Blouin, qui représente quelque 55 000 élèves au Québec, le Ministère doit modifier le contenu de certains cours pour les adapter aux étudiants issus de la réforme.

La nouvelle cohorte aura nécessairement un bagage académique différent, selon Léo Bureau-Blouin. Essentiellement, la réforme de l'éducation mise sur les compétences plutôt que sur la transmission des savoirs. «On peut penser que ces étudiants auront une plus grande autonomie et une meilleure connaissance du monde, ce qui pourrait les avantager dans certains programmes, comme en sciences humaines», estime M. Bureau-Blouin.

Selon lui, les nouveaux venus pourraient toutefois présenter des lacunes dans les matières nécessitant des connaissances de base, comme le français, les sciences et certains programmes techniques.

LE SOLEIL : Troubles d'apprentissage: le sujet de l'heure au cégep – Lundi 23 août 2010



Le Soleil, Erick Labbé
C'est jour de rentrée aujourd'hui dans les cégeps du Québec. Déjà la semaine dernière, au Cégep de Sainte-Foy, des étudiants sont venus acheter leurs manuels scolaires

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil

(Québec) C'est le jour J. Ce matin, les premiers élèves de la réforme franchissent les portes des cégeps. Mais l'arrivée de cette nouvelle génération d'étudiants est loin d'être le seul «sujet de l'heure» dans les rangs des cégeps. Des enseignants sont encore plus préoccupés par l'augmentation du nombre d'étudiants qui souffrent de différents troubles d'apprentissage. Leur nombre a littéralement explosé au cours des dernières années. Des services se mettent en place pour répondre à leurs besoins, mais le manque de financement est criant.

Catherine Paradis est professeure de littérature au Cégep de Rimouski. Depuis quelques années, elle doit apprendre à enseigner à un nombre croissant d'étudiants qui souffrent de différents problèmes : dyslexie, dysphasie, déficit d'attention, dysorthographe, syndrome d'Asperger, troubles d'anxiété, problèmes de santé mentale... la liste est longue.

Certains étudiants, anxieux, viennent demander de l'aide à l'enseignant avant le cours, pendant la pause et après la classe. Il y a aussi ceux qui posent des questions toutes les cinq minutes pendant un examen. Ou encore ceux qui oublient tout : leur agenda, leurs manuels scolaires, la date de remise des travaux.

«C'est toute une gymnastique, on n'est pas formé pour ça. En classe, on ne veut pas que ces élèves-là prennent trop de place, mais en

même temps, on ne veut pas les museler. On doit aussi mettre des limites. On a tendance à les mater et à vouloir leur venir en aide, mais il faut que ça reste équitable pour les autres élèves. Jusqu'où on va? La ligne n'est pas facile à tracer», dit-elle.

Mme Paradis tient à préciser que le portrait «n'est pas tout noir» et qu'elle se réjouit lorsque des étudiants arrivent à décrocher leur diplôme d'études collégiales. «Mais c'est sûr que comme prof, ça demande plus de travail», lance-t-elle.

Catherine Paradis est loin d'être la seule dans cette situation. D'autres enseignants, qui ont préféré ne pas être identifiés, ont raconté à peu près la même histoire au Soleil. «C'est clair que c'est une grande préoccupation. Tout le monde a des cas à nous soumettre», affirme Jean Trudelle, président de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN). De son côté, la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ) a consacré son dernier congrès à cette problématique «préoccupante».

Augmentation fulgurante

Les inquiétudes sont grandes, puisque depuis quelques années, les étudiants qui souffrent de différents problèmes d'apprentissage sont de plus en plus nombreux dans le réseau collégial.

Les chiffres varient selon les sources, mais la tendance reste la même. Selon la Fédération des cégeps, leur nombre a plus que doublé en deux ans, passant de 426 à 1071 étudiants. Mais selon la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), le nombre de cas a littéralement explosé, passant de 860 à 4309 en quatre ans.

Pour obtenir un portrait plus précis et pour mieux répondre aux besoins de ces étudiants, la Fédération des cégeps a d'ailleurs entrepris une étude sur le sujet, réalisée conjointement avec le ministère de l'Éducation et le ministère de la Santé. «C'est un sujet chaud dans le réseau», indique Caroline Tessier, porte-parole de la Fédération.

La CDPDJ a aussi mis sur pied au printemps un comité qui fera des recommandations aux cégeps à ce sujet.

Bonne nouvelle

Plusieurs intervenants interrogés par Le Soleil ont tenu à souligner que ce phénomène s'expli-

que d'abord par une «bonne nouvelle» : grâce à de meilleurs services en place au primaire et au secondaire, ces étudiants arrivent à obtenir un diplôme d'études secondaires malgré leurs difficultés. Arrivés au cégep, ils revendiquent les mêmes services, indique Carole Lavoie, directrice du Cégep de Sainte-Foy. «Les collèges en offrent en autant que les ressources soient disponibles», dit-elle.

Et c'est souvent là que le bât blesse. L'an dernier, le ministère de l'Éducation a octroyé aux cégeps un peu plus d'un million de dollars pour mettre en place des services pour ces élèves. «C'est nettement insuffisant, tranche Mme Lavoie. Il va falloir mettre en place un mode de financement qui nous permette de mieux répondre aux besoins.»

À titre comparatif, près d'un milliard de dollars sont consacrés aux élèves en difficulté d'apprentissage ou d'adaptation dans les écoles primaires et secondaires.

Même si de grands progrès ont été faits à ce chapitre, il reste encore beaucoup de travail à faire, note de son côté Bernard Bérubé, président de la Fédération du personnel professionnel des collèges. «Les services et les accommodements mis en place varient beaucoup d'un cégep à l'autre», dit-il. La moitié des cégeps ont jusqu'à maintenant embauché des orthopédagogues, selon la Fédération. Quelques cégeps ont aussi recours aux services d'orthophonistes.

Dans certains collèges, on permet à des étudiants avec un diagnostic d'utiliser des logiciels de correction pendant les examens. Ceux qui ont un déficit d'attention peuvent aussi faire leurs examens seuls dans un local, pour ne pas être dérangés. D'autres ont aussi droit à une heure supplémentaire pour terminer l'exercice. «Il faudrait que tous les collèges aient les mêmes normes», dit M. Bérubé.

Les besoins des étudiants doivent toutefois être évalués au cas par cas, explique Jacques Fortin, directeur des affaires étudiantes au Cégep de Lévis-Lauzon. «Pour chaque étudiant, il y a des rencontres individuelles pour évaluer les mesures à mettre en place, de l'information à transmettre aux enseignants, un suivi pédagogique à faire, explique-t-il. C'est énorme comme travail.»

LE SOLEIL : Rentrée collégiale: obligation légale «d'accommodement» - Lundi 23 août 2010

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil (Québec) Les cégeps ont l'obligation légale d'accommoder un étudiant avec un handicap. Mais jusqu'où doivent aller ces ajustements? Plusieurs zones grises demeurent. La question préoccupe des étudiants, des parents et des directions de cégeps, qui ont été nombreux à contacter la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) à ce sujet. Pour répondre à ces nombreuses demandes d'information, la CDPDJ a mis sur pied une table de travail réunissant une vingtaine de partenaires du milieu de l'éduca-

tion, afin de soumettre des recommandations aux cégeps.

«Le réseau collégial a été très proactif à ce niveau, mais on veut faire un état des lieux pour bien cerner la situation», explique Daniel Ducharme, chercheur et responsable du dossier à la CDPDJ.

Avis juridique

Au fil des ans, différents avis juridiques sont venus confirmer qu'à partir du moment où l'étudiant a un diplôme d'études secondaires, les cégeps doivent mettre en place des mesures pour pallier son handicap, qu'il soit physique ou neurologique.

Mais d'autres questions demeurent. «Quelles mesures peut-on mettre en place pour aider un étudiant à réussir l'épreuve uniforme de français? Jusqu'où vont les obligations d'accommodement en matière de diplomation? Si les compétences ne peuvent pas être toutes acquises, est-ce qu'un étudiant pourrait obtenir un diplôme

à usage restreint? Comment s'assurer que le niveau de services sera le même d'un cégep à l'autre?» énumère M. Ducharme.

La CDPDJ devrait publier ses recommandations au début de l'an prochain.

LE SOLEIL Troubles d'apprentissage au cégep: la pointe de l'iceberg - Lundi 23 août 2010

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil (Québec) Les étudiants éprouvant des troubles d'apprentissage sont de plus en plus nombreux dans les cégeps. Et ce n'est qu'un début, prévient Gerald Boutin, professeur à l'Université du Québec à Montréal spécialisé en intégration scolaire. Le nombre de cas augmentera encore davantage avec l'arrivée cette année des élèves de la réforme au collégial, affirme-t-il. Depuis le début de la réforme, les élèves en difficulté d'apprentissage ou d'adaptation ont été davantage intégrés en classes ordinaires, tant au niveau primaire que secondaire, rappelle le

coauteur du livre *Inclusion ou illusion?* Élèves en difficulté en classe ordinaire : défis, limites et modalités.

«Avec la réforme actuelle, on est allé encore plus loin dans l'intégration. Et les élèves qui arrivent dans les cégeps cette année n'ont pas connu le redoublement», rappelle-t-il, puisque le ministère de l'Éducation a attendu plusieurs années avant de corriger le tir. «C'est donc normal que les élèves avec des besoins particuliers soient plus nombreux à frapper aux portes des cégeps. On n'a pas vu venir les choses», dit-il.

Or, les enseignants du collégial ne sont pas des orthopédagogues, rappelle M. Boutin. Plusieurs n'ont même pas de formation en pédagogie, puisqu'elle n'est pas obligatoire. «Les profs se sentent désemparés», dit-il.

Par ailleurs, l'intégration de ces élèves au réseau collégial pose plusieurs questions, notamment en ce qui concerne la qualité des diplômes. «Il y a un risque de diplomation à rabais. On veut donner la chance au coureur; je ne suis pas contre, mais il doit y avoir des limites. On ne peut pas faire réussir tout le monde.»

LE NOUVELLISTE : Une première cohorte d'étudiants 100 % réforme - Jeudi 19 août 2010



Photo: Olivier Croteau

Tout comme le Collège Lafleche et le Collège Shawinigan, le Cégep de Trois-Rivières distribuait les horaires des cours, hier.

Isabelle Bédard-Brûlé, Le Nouvelliste (Trois-Rivières) C'est avec fébrilité que les institutions collégiales de la région attendent la première cohorte d'étudiants 100 % réforme, qui fera son entrée dans le monde des études postsecondaires dans les prochains jours. Tout au long de la dernière année scolaire, les professeurs se sont préparés à accueillir ces étudiants qui ont fait toutes leurs études, du primaire au secondaire, dans le cadre du Renouveau pédagogique.

Hier, 4774 étudiants étaient attendus au gymnase du Cégep de Trois-Rivières pour recevoir horaires et agendas, en prévision de la rentrée prévue pour lundi.

«À les voir comme ça, on dirait une rentrée ordinaire, décrit Jean Proulx, directeur aux

études adjoint du cégep. Pourtant, c'est un test que l'on passera cette année. On étudiera particulièrement les statistiques et on s'informerait auprès des profs en ce qui concerne la participation en classe», prévoit-il.

En prévision de cette rentrée, tous les professeurs au collégial dans la région ont pu participer à des ateliers portant sur le Renouveau pédagogique.

Ils ont rencontré des enseignants du secondaire et des spécialistes qui ont dressé le portrait des élèves issus de la réforme, des jeunes qui seraient plus doués pour le travail d'équipe et pour les nouvelles technologies.

Si les professeurs s'adapteront à cette nouvelle clientèle, Jean Proulx précise que l'harmonisation des méthodes doit se faire dans les deux sens.

«Le collégial a aussi ses exigences et il n'était pas question pour nous de renoncer aux cours magistraux. Les professeurs seront tout de même plus à l'écoute, s'ils s'aperçoivent que des étudiants ont de la difficulté à s'adapter», précise-t-il.

Au Collège Shawinigan et au Collège Lafleche, les étudiants assisteront à leur premier cours aujourd'hui. Tout le monde se dit confiant que la réussite sera au rendez-vous.

«Le discours populaire dit que ces élèves seront en difficulté et certains professeurs avaient des craintes au début, explique Sonia Marchand, conseillère pédagogique. Depuis un an, nous travaillons à défaire les préjugés. Ces élèves

seront différents, mais aussi compétents», estime-t-elle.

Selon la conseillère, les jeunes de la réforme ne seront pas trop dépayés, car l'enseignement par projets est déjà utilisé au collégial.

«La réforme, c'est des nouvelles façons de faire en éducation qui sont dans l'air du temps. Nous les appliquons déjà dans plusieurs domaines», souligne-t-elle.

Nouveau programme

Cette rentrée 2010 marque l'ouverture d'un nouveau programme au Collège Lafleche. La nouvelle technique de gestion d'un établissement de restauration compte 18 étudiants inscrits pour cette première cohorte.

«Ça nous prenait une quinzaine d'étudiants pour démarrer le programme, nous sommes bien contents de pouvoir le faire dès cette année», se réjouit Steve Renaud, du service des communications.

Le Lafleche accueille cet automne 1415 étudiants, dont une majorité de 71 % dans le secteur technique. Il s'agit d'une augmentation de 3,25 % du nombre d'inscrits.

Le Collège Shawinigan voit aussi une légère hausse dans ses inscriptions, avec 1250 étudiants répartis à peu près également entre le préuniversitaire et les techniques.

Même chose pour le Cégep de Trois-Rivières, dont le nombre d'inscrits dépasse les estimations du ministère.

Du côté de l'Université du Québec à Trois-Rivières, les cours de la session d'automne débiteront le 8 septembre.

LA TRIBUNE : Cégeps: la clientèle avec troubles d'apprentissage en hausse - Lundi 23 août 2010

Isabelle Pion, La Tribune (Sherbrooke) Les cégeps de la province accueillent de plus en plus d'étudiants ayant des troubles d'apprentissage. Le Cégep de Sherbrooke n'y échappe pas, et l'établissement a dû adapter ses services pour aider cette clientèle.

Selon les données les plus récentes de la Fédération des cégeps, en 2008, 1071 étudiants avaient des troubles d'apprentissage ou des troubles de santé mentale. Il s'agit d'une aug-

mentation de 40 % par rapport à l'année précédente. En 2006, selon les données disponibles, environ 426 étudiants présentaient des troubles d'apprentissage, qui comprennent notamment la dyslexie, la dyscalculie (difficulté dans l'apprentissage du calcul), la dysphasie...

Qu'est-ce qui peut expliquer cette augmentation? «Ces jeunes-là sont dépistés plus rapidement, ils réussissent leur secondaire plus aisément et ils viennent chez nous», estime France

Turgeon, directrice des services aux étudiants du Cégep de Sherbrooke. Certains jeunes ont aussi trouvé une façon de se débrouiller et de s'organiser dans leur milieu scolaire, fait-elle valoir.

Au Cégep de Sherbrooke, on désigne les étudiants ayant des troubles d'apprentissage ou un handicap comme ayant des «limitations fonctionnelles»: 154 étudiants sont inscrits pour cette année scolaire. En 2005, ils étaient environ

50. Mme Turgeon s'attend toutefois à ce que le chiffre grimpe environ à 200 à la fin de l'année scolaire, compte tenu des références qui pour-

raient être faites par les aides pédagogiques individuels et des nouveaux diagnostics.

Mme Turgeon note que des mécanismes de collaboration ont été développés entre les inter-

venants du secondaire et du cégep afin de faciliter l'intégration des jeunes.

LA PRESSE – PORTEFOLIO : **Martine Letarte, collaboration spéciale, La Presse – Jeudi 19 août 2010**

(Montréal) Toujours plus populaire, la formation continue occupe bien des gens dans les centres de formation professionnelle, les cégeps et les universités. Et des nouveautés, il y en a à profusion!

Les cégeps ont particulièrement le vent dans les voiles depuis l'an dernier alors qu'on atteignait des records en ce qui a trait au nombre de formations financées par Emploi-Québec. Ils ont profité de la conjoncture favorable pour travailler ensemble à mieux faire connaître leur offre de service. Un tout nouveau site web, monretou-raucegep.com, sera d'ailleurs lancé à la fin du mois.

«Ce site a été conçu pour la clientèle adulte et les entreprises. Où qu'ils soient au Québec, les gens auront dorénavant un seul point de chute où ils pourront trouver toute l'information dont ils ont besoin sur les programmes et les collèges. On pourra chercher par région, par collège, par programme et par secteur d'activité. Le site sera facile à consulter et innovateur puisqu'il n'existait pas encore de portail aussi complet pour la formation continue au niveau collégial», affirme Brigitte Bourdages, présidente de la Commission des affaires de la formation continue de la Fédération des cégeps.

Le site comprendra de l'information sur les diplômes d'études collégiales (DEC) et les attestations d'études collégiales (AEC) mais aussi, sur toutes les formations de perfectionnement, de courte et longue durée, et sur la formation sur mesure pour les entreprises. Le site expliquera

également la procédure à suivre pour faire reconnaître ses acquis et ses compétences.

Les gens qui souhaitent faire un retour aux études y trouveront des liens vers des sites comme Emploi-Québec et celui du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Union des forces

C'est la première fois que les directions de la formation continue et des services aux entreprises des 48 collèges publics, réunies au sein de la Fédération des cégeps, travaillent ensemble pour rendre l'information plus accessible. Pour quoi ont-ils uni leurs forces maintenant? Une question de contexte économique, d'après Mme Bourdages.

«Plusieurs initiatives ont été lancées au Québec pour améliorer la situation de l'économie et de l'emploi, comme le Pacte pour l'emploi. Les cégeps ont un rôle à jouer là-dedans. Même s'ils sont actifs en matière de formation des adultes et en entreprise depuis toujours, nous croyons que dans le contexte actuel, nous devons mieux faire connaître notre offre de services», explique-t-elle.

À la Fédération des cégeps, on garde bien en tête les chiffres d'Emploi-Québec qui indiquent que 67% des 271 000 emplois qui seront créés dans la province d'ici 2018 demanderont une formation postsecondaire.

«Emploi-Québec a même démontré que les besoins les plus criants à travers le Québec demanderaient des formations de niveau collégial. Les collèges sont donc très sollicités et ils doivent être en mesure de déployer leurs exper-

tises dans les entreprises, de développer de nouvelles formations et de les rendre accessibles», affirme Brigitte Bourdages, qui est aussi directrice de la formation continue au Cégep Marie-Victorin.

Et quels sont les domaines où les besoins de formation sont si importants?

«Tous les secteurs ont des besoins, affirme-t-elle. Aujourd'hui, le perfectionnement est devenu essentiel, que ce soit pour se maintenir en emploi, pour accéder à un poste supérieur ou encore, pour se réorienter», remarque Mme Bourdages.

Il semble d'ailleurs que de plus en plus de gens choisissent de retourner aux études, même si, selon Statistique Canada, le taux de participation de la main-d'œuvre québécoise à des activités de formation liées à l'emploi est inférieur à la moyenne canadienne.

«Pour plusieurs programmes, il y a des listes d'attente», affirme Mme Bourdages.

Lancée le printemps dernier, la campagne de promotion qui s'étalera sur une durée de trois ans à travers la province comprend aussi des volets publicitaires et de relations publiques.

«Jusqu'à maintenant, les résultats sont très positifs, indique Mme Bourdages. Nous comptons également beaucoup sur le volet web parce que c'est une façon très efficace de joindre les gens.»

Cette volonté de travailler ensemble est venue des cégeps, francophones et anglophones, qui ont par la suite demandé la collaboration de la Fédération des cégeps.

RADIO-CANADA / ABITIBI – TÉMISCAMINGUE : Éducation : Un centre d'études collégiales pour autochtones - Mise à jour le mercredi 18 août 2010 à 14 h 40

Le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue collabore avec le Conseil en éducation des Premières Nations (CEPN) pour mettre sur pied un centre d'études collégiales pour autochtones dans le sud de la province.

Le directeur général du cégep, Daniel Marcotte, affirme que l'institution travaille depuis quatre ans avec le CEPN pour développer un program-

me adapté spécifiquement à la clientèle autochtone, et conforme aux règles du niveau collégial. Des communautés autochtones des Bois-Francis et de l'île de Montréal sont sur les rangs pour accueillir ce centre d'études collégiales, ajoute-t-il.

Selon Daniel Marcotte, le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue a développé, au fil des ans, une expertise dans l'évaluation de l'éducation des

Premières Nations. « Au niveau collégial, au niveau des premiers peuples, on est quand même reconnu. On a notre centre d'enseignement de Val-d'Or qui est spécialisé pour les premiers peuples. Ça nous donne une notoriété dans ce domaine », dit-il.

À long terme, l'objectif du Conseil en éducation des Premières Nations est de créer un premier cégep autochtone au Québec.

MÉTRO : CAHIER RENTRÉE 2010 : Les étudiants veulent préserver l'accessibilité universitaire – Mercredi 18 août 2010



Archives Métro

Les étudiants seront très présents sur la scène publique cet automne afin de défendre l'accessibilité aux études postsecondaires.

Les étudiants lutteront cet automne contre une éventuelle nouvelle hausse des droits de scolarité

Une rencontre des partenaires de l'éducation est prévue pour discuter de cette question polémique

En chiffres

30 %

Depuis 2007, les droits de scolarités sont majorés de 100 \$ par année pour les étudiants à temps plein. La cadence sera maintenue jusqu'en 2012. En cinq ans, la moyenne des droits de scolarité aura augmenté de 30 %.

MARIE-EVE SHAFFER, MÉTRO

Le mouvement étudiant sera sur un pied d'alerte cette année pour défendre ce qui selon lui est mis à mal : l'accessibilité aux études postsecondaires. La lutte contre la hausse des droits de scolarité sera son principal cheval de bataille. «Chaque fois qu'on augmente les droits de scolarité, il y a une diminution de l'accessibilité aux études», affirme le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin.

Il s'appuie sur une [étude commandée par le ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport,](#)

qui a été faite en 2007 par la professeure adjointe de l'Université de Sherbrooke Valérie Vierstraete. Celle-ci rapportait que, si les droits de scolarité au Québec (2 272 \$ en moyenne au premier cycle selon Statistique Canada) atteignaient la moyenne canadienne (environ 5 000 \$ par année), la clientèle universitaire diminuerait de 21 %.

A contrario, l'Institut économique de Montréal indiquait dans une étude publiée en juin dernier qu'il n'existait aucun lien entre la hausse des droits de scolarité et la fréquentation universitaire. Au Québec, le taux de fréquentation atteint 28,8 %, alors qu'il s'élève à 42,2 % en Nouvelle-Écosse, où les droits de scolarité se situent à environ 5 877 \$.

Or, au Québec, il est déjà prévu que les droits de scolarité continueront d'augmenter après 2012. Le ministre des Finances, Raymond Bachand, l'a clairement indiqué dans son premier budget, mais il s'est bien gardé de dévoiler dans quelle proportion ces droits seront majorés. Une rencontre des partenaires de l'éducation est organisée cet automne pour prendre le pouls du

milieu universitaire sur cette question polémique. «La ministre [de l'Éducation, Michelle Courchesne] a annoncé en commission parlementaire que tout allait être sur la table à l'occasion de cette rencontre, alors on s'attend à autre chose qu'à une mauvaise pièce de théâtre pour faire passer l'explosion des droits de scolarité universitaires», a affirmé le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Louis-Philippe Savoie, qui compte bien prendre part à cette rencontre, tout comme la FECQ. L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) n'y participera pas. «C'est clair qu'on n'ira pas négocier avec la ministre des hausses de droits de scolarités qui auront un impact considérable sur l'accessibilité aux études, a dit le porte-parole de l'ASSÉ, Philippe Éthier. Ça serait se tirer dans le pied». L'ASSÉ revendique une diminution et ultimement l'abolition pure et simple des droits de scolarité.

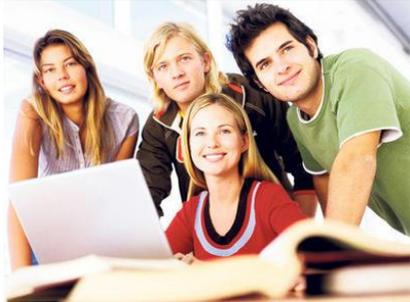
La FEUQ prône plutôt un retour au gel de ces droits. D'ailleurs, six provinces canadiennes ont décidé de les geler sinon de les réduire, selon les fédérations étudiantes. Pour Louis-Philippe Savoie, avant de piger davantage d'argent dans les poches des étudiants, il faut analyser l'utilisation des fonds publics par les universités. «Il faut déterminer leurs besoins et l'utilisation des ressources, dit-il. Cet exercice ne se fait pas à l'heure actuelle tant au niveau des universités qu'au niveau gouvernemental.» «On a de la difficulté à concevoir pourquoi les étudiants devraient payer pour une mauvaise gestion financière ou pour des coupures qui ont eu lieu dans les transferts fédéraux en éducation», ajoute Léo Bureau-Blouin.

Bonification nécessaire de l'aide financière

Si le gouvernement du Québec décide d'aller de l'avant avec une augmentation des droits de scolarité, il devra aussi bo-

nifier de façon substantielle le régime d'aide financière, selon le mouvement étudiant. Présentement, ce régime accuse un manque de 71 M\$ parce qu'il n'a pas été indexé au coût de la vie, selon Louis-Philippe Savoie, le président de la FEUQ. «L'aide financière est très importante pour garantir l'accessibilité aux études, mais aussi pour réduire l'endettement étudiant, dit-il. Dans le reste du Canada, cet endettement atteint presque le double de celui des étudiants du Québec. Et cela a des impacts importants pour la relève en début de carrière.» «Même s'il y a une amélioration de l'aide aux études, ça ne va jamais pallier une hausse des frais de scolarités», laisse tomber le porte-parole de l'ASSÉ, Philippe Éthier.

MÉTRO : CAHIER RENTRÉE 2010 : «Le cégep est le meilleur endroit pour s'engager» - Mercredi 18 août 2010



MéTRO

Ce ne sont pas les activités étudiantes qui manquent dans les établissements scolaires, qu'elles soient sportives, artistiques, bénévoles, ou qu'elles proposent un engagement social.

Selon plusieurs études, les activités parascolaires favoriseraient la réussite des étudiants et réduiraient le décrochage scolaire

«Un cas d'école»

À l'école secondaire Sophie-Barat, un projet de journal étudiant est né à la dernière rentrée sous l'impulsion de 10 jeunes, sans qu'aucun professeur n'ait dû s'en mêler. Mis en ligne sur internet et publié mensuellement en une cinquantaine de copies financées par l'école, le journal *Le Baratin* a donné à ses rédacteurs l'envie de passer des messages et «de réveiller les autres élèves afin qu'ils puissent contribuer à la vie étudiante de l'école», explique l'un de ses fondateurs, Sulliman Aiad. Il regrette toutefois que l'implication des jeunes soit encore relativement basse, car «il est difficile d'assumer un journal en petit comité.»

MARIE LYAN, MÉTRO

Tandis que la majorité des jeunes (86 %) pratiquent au moins une activité parascolaire durant

l'année, la plupart des collèges et des cégeps ont lancé des programmes de reconnaissance de l'engagement étudiant afin que leurs élèves s'impliquent davantage au sein de leur établissement. Selon plusieurs études, les activités parascolaires favoriseraient la réussite des étudiants et réduiraient le décrochage scolaire. Fini, donc, les vieux principes selon lesquels les études doivent accaparer tout le temps libre des étudiants. Plusieurs travaux, dont ceux de Jacques Roy, professeur au Cégep de Sainte-Foy, montrent au contraire que les activités parascolaires permettent la réussite des jeunes. «Ces activités améliorent le développement personnel des étudiants, leur permettent de gagner de la confiance, de valoriser leur travail, d'être plus autonomes et même d'avoir de meilleures notes», estime le professeur.

Les directions des cégeps et des collèges l'ont bien compris. La plupart de ces établissements offrent désormais une reconnaissance de l'engagement étudiant avec une mention sur le bulletin. «Cela sert à bonifier le programme d'études de l'élève et à reconnaître officiellement ses aptitudes, ce qui peut ensuite lui servir auprès d'un employeur, par exemple», explique Francine Duquesne, directrice des services à la vie étudiante du Cégep Marie-Victorin.

Car dans les établissements scolaires, ce ne sont pas les activités étudiantes qui manquent, qu'elles soient sportives, artistiques, bénévoles ou qu'elles proposent un engagement social. «Le cégep est certainement le meilleur endroit pour s'engager, car on peut profiter de plusieurs temps libres dans l'horaire. À l'université, on est plus pris», affirme Mme Duquesne. Si certains jeunes choisissent d'entrer dans les comités d'organisation des parties de fin d'année ou d'initiation, d'autres organisent des manifestations ou participent aux journées portes ouvertes de leur école.

Au Cégep du Vieux-Montréal, on met l'expertise des étudiants en avant en les enrôlant comme techniciens du son, de l'éclairage ou des décors lors des spectacles scolaires. «C'est l'occasion pour eux d'exercer leur passion de façon professionnelle, et de vivre une expérience artistique et communautaire», estime Alain Lamarre, directeur des services étudiants au Cégep du Vieux-Montréal.

Sans compter l'impact bénéfique de ces temps de loisirs sur le bien-être personnel des jeunes. «Quand on fait 8 à 9 cours par session, il faut trouver des moyens de s'accomplir autrement», estime M. Lamarre. Si on a tendance à considérer que l'emploi du temps d'un élève peut être surchargé par un engagement de 5 à 10 h par semaine, le professeur Jacques Roy n'est pas forcé de cet avis : «C'est difficile à évaluer, car en bout de ligne, cet étudiant peut consacrer le même temps qu'un autre à ses études.»

Implication scolaire

Voici quelques chiffres sur les activités parascolaires des élèves du secondaire, selon les données du rapport d'enquête du Ministère de l'Éducation du Québec, publié en 2005.

- Environ 88 % des élèves québécois disent avoir pris part à une ou à plusieurs activités sportives ou socioculturelles durant l'année scolaire 2002-2003. Ils ont participé en moyenne à près de 10 types d'activités différentes.
- On retrouve plus d'activités sportives et informatiques chez les garçons et plus d'activités culturelles et bénévoles chez les filles.
- Moins de 5 % des élèves du secondaire ne participent pas à des activités à l'école ni à l'extérieur de l'école.

MÉTRO : CAHIER RENTRÉE 2010 : Des manuels d'occasion pour la nouvelle session - Mercredi 18 août 2010

VÉRONIQUE LEDUC

Septembre arrive et, comme à chaque début de session, les étudiants devront se procurer de nouveaux manuels scolaires. Pourquoi ne pas opter pour des manuels d'occasion, histoire d'économiser et de récupérer?

Selon Jean-François Vinet, auteur du guide Étudier à Montréal sans se ruiner aux Éditions Ulysse et analyste financier pour une association de consommateurs, un manuel scolaire neuf se vend habituellement plus de 40 \$. Multiplié par

cinq cours, le montant à déboursier chaque session n'est pas négligeable!

Responsable de la Coop du Collège Rosemont, où on offre un service de vente de livres usagés, Mohamed Majdi croit qu'il n'y a aucune raison d'éviter les manuels d'occasion. «75 % des livres que les étudiants nous apportent ont l'air neufs, dit-il. En plus, c'est de la redistribution et de la récupération!»

Au Collège Rosemont, à chaque début de session, une centaine d'étudiants viennent porter de un à cinq manuels dont ils n'ont plus besoin

et pour lesquels ils décident du prix de revente. Une fois qu'ils sont vendus, la coop se garde de 15 à 20 % des profits et remet le reste à l'étudiant.

Ce service évite à celui-ci les procédures de vente, en plus de lui assurer un montant qui lui permettra d'acheter les manuels nécessaires pour sa nouvelle session. En outre, l'étudiant acheteur économise une vingtaine de dollars par manuel, calcule Mohamed Majdi. De son côté, Jean-François Vinet insiste sur le fait que l'économie possible au moment de l'achat de



manuels scolaires d'occasion est non négligeable et peut aller de 30 à 40 % par livre.

Où acheter des manuels d'occasion?

- Dans les coops des cégeps et des universités. «La plupart des établissements scolaires offrent un service de revente de manuels», explique Jean-François Vinet.

- Sur les babillards des établissements scolaires. Bien que plus rares en raison des services offerts par les coops scolaires, les babillards permettent à certains étudiants d'afficher une liste de manuels à vendre.

- Dans les librairies de livres d'occasion. Quelques librairies vendent des ma-

nuels scolaires usagés. «C'est surtout du côté anglophone», précise Jean-François Vinet.

- Sur le site meslivres.info. Ce tout nouveau site d'affichage québécois fait le lien entre les vendeurs et les acheteurs de manuels scolaires.

MÉTRO : CAHIER RENTRÉE 2010 : Guide pratique pour survivre à une transition scolaire – Mercredi 18 août 2010



Métro

Le principal défi pour les étudiants de première année est de développer un sentiment d'appartenance au nouvel environnement et de se joindre à un groupe pour se sentir en confiance.

▶ Nouveau milieu, visages inconnus, absence d'encadrement

▶ Entrer au cégep ou à l'université est une épreuve qui peut en déboussoler plusieurs

▶ Comment faire preuve d'autonomie et de débrouillardise pour faciliter son adaptation et s'intégrer rapidement

Stratégie

Il serait bon d'adopter ces deux stratégies dès la première semaine :

- Explorer l'établissement pour s'appropriier l'espace et repérer les lieux importants: les salles de cours, les toilettes, la bibliothèque et la cafétéria.

- Assister à tous ses cours, ainsi qu'aux séances d'information offertes aux nouveaux étudiants, pour commencer l'année du bon pied et faire déjà quelques connaissances.

LAILA MAALOUF, MÉTRO

Lyne, étudiante en design industriel à l'Université de Montréal, a choisi de se donner du temps pour s'habituer. «À l'université, pour être efficace sur le plan académique, il faut apprendre par soi-même à partir de la base donnée par les professeurs», explique-t-elle.

Forger de nouveaux liens d'amitié, par contre, a été plus difficile pour la jeune fille de 20 ans, qui rencontrait des étudiants différents dans chacun de ses cours.

Selon Ludmila Girvan, psychologue spécialisée en orientation professionnelle chez les adolescents, le principal défi pour les étudiants de première année est de développer un sentiment d'appartenance au nouvel environnement et de

se joindre à un groupe pour se sentir en confiance.

Rechercher l'aide appropriée

Tous les établissements scolaires mettent des services d'aide à la disposition des étudiants. Il suffit de les connaître, insiste la psychologue, et de les utiliser, ce que soit pour des questions personnelles ou académiques.

Quand on passe à un niveau supérieur, les cours risquent d'être plus exigeants. Il faut être prêt à consacrer de longues heures à l'étude au courant de la première session, ce qui demande de se fixer des buts précis et d'organiser son emploi du temps. Et pour s'assurer de comprendre les objectifs du cours, on ne doit pas hésiter à prendre rendez-vous avec le professeur. Après tout, il est là pour aider les étudiants à progresser!

Chaque étudiant a ses propres défis à surmonter, conclut Ludmila Girvan, mais il y a toujours moyen de se préparer à l'expérience. Acquérir de bonnes habitudes de sommeil avant le début des cours est le moyen idéal pour absorber une grande quantité de nouvelles informations, rappelle-t-elle. Et si l'inquiétude est trop grande, on peut toujours commencer sa première session avec un cours de moins.

RADIO-CANADA / ESTRIE : Sherbrooke : Le Collège Champlain lance un programme en soins infirmiers - Mise à jour le mardi 17 août 2010 à 18 h 50

Le Collège Champlain à Sherbrooke offre maintenant le programme de formation en soins infirmiers, ce qui en fait l'un des rares établissements d'enseignement supérieur à offrir ce cours en anglais à l'extérieur de la région de Montréal.

À compter de lundi, une cinquantaine d'étudiants amorceront leur formation. Le programme de trois ans est semblable à celui qui est offert dans d'autres cégeps, notamment au Cégep de Sherbrooke.

Pour accueillir les nouveaux élèves, une aile du cégep a été complètement rénovée. De nou-

veaux laboratoires de soins ont été aménagés et des mannequins ont été achetés, ce qui a nécessité un investissement de 800 000 \$.

Une fois leur diplôme collégial obtenu, les étudiants pourront poursuivre leur formation grâce à un partenariat avec l'Université de Sherbrooke.

RADIO-CANADA / GASPÉSIE-LES-ÎLES : Cégep de Gaspé : Des étudiants sans logement - Mise à jour le mardi 17 août 2010 à 16 h 45

Gaspé est toujours aux prises avec une pénurie de logements ce qui complique la vie des nouveaux arrivants, dont les étudiants.

La Ville évalue qu'il faudrait 200 nouveaux logements d'ici six ans pour combler les besoins. Selon la Société canadienne d'hypothèque et de

logement, le taux d'inoccupation à Gaspé est de 0,2 %. C'est un des taux les plus bas au Québec.

De plus, les résidences étudiantes offertes par le cégep sont toutes louées. À quelques jours, plusieurs étudiants n'ont toujours pas trouvé de

logements. Il s'agit d'un réel problème, admet le directeur du cégep Roland Auger. Il ajoute que l'institution réfléchit à une solution.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Cégep de l'Outaouais : Qu'ont trouvé les vérificateurs? : Leur rapport est «confidentiel» - Mardi 17 août 2010

Le Cégep de l'Outaouais entretient le mystère autour des recommandations formulées par les vérificateurs chargés de faire la lumière sur les dépenses de sa directrice générale.

Au début de l'été, l'institution a reçu le rapport de la firme de vérificateurs externes qu'elle avait mandatée, l'hiver dernier, à la suite des révélations du Journal sur certaines dépenses pour le moins discutables qui avaient été remboursées à la haute fonctionnaire, Marielle Poirier.

La directrice générale a notamment obtenu le remboursement des frais d'utilisation du minibar de sa chambre d'hôtel à au moins 38 reprises, lors de différents voyages au Canada et à l'étranger.

Les contribuables lui ont remboursé une traversée en hydravion, en Colombie-Britannique, en plus de lui payer un « repas de fin de soirée » constitué de quatre bouteilles de vin. Mme Poirier s'est aussi fait rembourser une visite du Grand Canyon, ainsi qu'un sac de voyage. Elle avait affirmé qu'une dépense de 150\$ effectuée dans une galerie d'art, en Arizona, avait servi à défrayer le coût d'un repas, alors que l'endroit ne vend pas de nourriture.

L'ex-ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, avait sommé le Cégep de faire la lumière sur ces dépenses. L'institution avait plutôt réitéré sa confiance envers la gestionnaire — en renouvelant son mandat pour cinq ans — tout en demandant à des vérificateurs d'examiner sa

politique de remboursement des « frais de déplacement ou de représentation. » Un « comité de travail » mis sur pied

Le rapport de ces vérificateurs a été remis au conseil d'administration en juin dernier, mais deux mois plus tard, il est impossible d'en connaître la teneur.

« Le rapport [...] a été déposé sous pli confidentiel » et son dépôt visait « à former un comité de travail », plaide le président du c.a., Jean Daniel, dans un courriel transmis au Journal.

« Ce [comité] a été chargé, entre autres, de faire une analyse du rapport et de ses recommandations pour l'automne. En raison du caractère confidentiel du rapport et du mandat du comité de travail présentement en cours, il n'est

LE DEVOIR : CAHIER RENTRÉE SCOLAIRE : Réseau collégial - Une rentrée pas comme les autres : « Les enfants de la réforme arrivent cet automne dans les collèges » - Samedi et dimanche 14 et 15 août 2010



Photo : Source Fédération des Cégeps
Gaëtan Boucher, président-directeur général de la Fédération des cégeps

Thierry Haroun

Le réseau collégial québécois serait-il à la croisée des chemins? Chose certaine, ce vaste réseau demeure dans l'expectative devant ses nouveaux étudiants issus du non moins controversé nouveau pédagogique. Une cohorte particulière qui rendra cette rentrée... pas comme les autres. Il est question de cela notamment en compagnie de Gaëtan Boucher, président-directeur général de la Fédération des cégeps.

La rentrée scolaire à l'échelle collégiale sera donc toute particulière, admet M. Boucher d'entrée de jeu. «Ce sont les enfants de la réforme qui arrivent cet automne dans les collèges. Tous ces enfants ont suivi la réforme aux niveaux primaire et secondaire. D'ailleurs, on espère que ces élèves arriveront aussi bien préparés que leurs prédécesseurs et que leurs résultats scolaires seront à la hauteur. Nul besoin de vous dire qu'il y a des gens qui, d'un côté, sont pleins d'espoir et estiment que la réforme va porter ses fruits, tandis que d'autres estiment que ce sera la catastrophe.»

Gaëtan Boucher, lui, fait «plutôt partie des optimistes». Quoi qu'il en soit, il souligne que c'est seulement à l'hiver 2011 qu'on pourra commencer à mesurer le tout à la lumière des résultats scolaires. Un dossier qui, dans un contexte plus large, n'est pas sans inquiéter les établissements collégiaux, précise M. Boucher. Reste que, ajoute-t-il, «les collèges se sont bien préparés pour recevoir ces nouveaux élèves, et beaucoup d'enseignants collégiaux ont rencontré des enseignants des commissions scolaires pour mieux comprendre avec quel bagage de

connaissances les jeunes arrivent dans le réseau collégial».

S'attend-on tout de même à un choc quelconque? «On pourrait croire que non, au fond, car il faut savoir que la programmation de l'enseignement collégial est structurée selon la démarche par compétence, ce qui est la base également du renouveau pédagogique. Cependant, il est possible que, au vu des résultats qu'on aura observés dans le temps, il faille faire des ajustements quant à la manière dont on doit enseigner. Tout comme cela pourrait aussi nous amener à regarder d'une manière plus approfondie la question des préalables. De toute manière, je ne veux pas, à ce moment-ci, présupposer de quoi que ce soit.»

À propos de la formation

La formation initiale et la formation continue sont également des enjeux de taille, et ce, dès la rentrée, fait remarquer Gaëtan Boucher, ajoutant qu'il en sera évidemment question lors du grand rendez-vous sur l'éducation qui est prévu à l'automne. «Ce qui nous interpelle particulièrement, c'est la question portant sur l'adéquation entre le marché du travail et la formation initiale et continue. On en parlera lors du grand rendez-vous de l'automne. Vous savez, nous n'avons d'ailleurs aucune espèce d'ambition de former des chômeurs instruits. Évidemment, et à ce titre, il nous faut offrir des formations qui soient en lien avec la demande issue du marché du travail; il nous faut des contenus qui soient adaptés à ce marché. En ce sens, je dis aux entreprises: "Aidez-nous à vous aider".» Or il ajoute que, sur le plan de la formation continue, le Québec a du rattrapage à faire par rapport aux autres provinces canadiennes, notamment l'Ontario. Le problème? «Écoutez, il y a un problème de culture organisationnelle [dans nos établissements], il y a un problème de financement; il nous faut livrer un service et il est clair que, lors du rendez-vous de l'automne, il faudra proposer des pistes de solution à nos partenaires et au gouvernement.»

En d'autres mots, on comprend dans son message qu'il est surtout question de faire preuve de flexibilité. «On se heurte à ce que j'appellerais un problème de système, à des manières de faire. Par exemple, les programmes en enseignement collégial sont de 91 unités et deux tiers, pas un jour de plus et pas un jour de moins! Nous, on voudrait pouvoir faire plus ici ou faire moins là. Il y a deux sessions, une en automne et une en hiver. L'été, il n'y a rien ou

presque. On voudrait pouvoir offrir des sessions en continuité, on voudrait pouvoir offrir de la formation continue les fins de semaine, et ainsi de suite. En fait, dispenser une formation là où les besoins se font sentir.»

Il va sans dire que cette démarche qui se veut plus flexible doit être accompagnée par une volonté de la part de toutes les parties intéressées. «On parle ici de modifications, que ce soit par exemple au régime des relations de travail, pour ne pas dire les syndicats. Cette démarche entraînerait aussi des modifications sur le plan du financement des collèges. Il n'y a rien d'impossible, mais nous sommes tout de même à la croisée des chemins. Nous sommes un service public, on doit être proche de nos collectivités et pouvoir les desservir quand le besoin se présente.»

La donne démographique

La donne démographique n'est pas sans intérêt elle non plus pour le réseau collégial, particulièrement pour les établissements scolaires situés en région. «Le choc démographique, à la baisse, va frapper en 2011-2012 et particulièrement les collèges en région. Ces collèges doivent demeurer très actifs et faire preuve d'innovation pour attirer les jeunes, du moins pour les retenir. Je pense ici au collège de la Gaspésie-les-Îles qui, au cours des ans, a fait preuve d'une imagination débordante avec à la clé une démarche entrepreneuriale remarquable qui mise sur des créneaux particuliers, comme l'éolien.»

Joint à ses bureaux de Gaspé, le directeur général du collège de la Gaspésie-les-Îles, Roland Auger, confirme les propos de M. Boucher. «Notre collège se porte bien parce que nous avons été proactifs, nous avons fait preuve d'innovation. Le printemps dernier, par exemple, nous avons procédé à plusieurs annonces. Il y a eu l'annonce portant sur une offre de DEC-bac en sciences infirmières en collaboration avec l'UQAR. Grâce à cela, nos jeunes peuvent obtenir un bac sans quitter leur collectivité et pourront travailler dans les hôpitaux de la région. C'est une façon de retenir nos jeunes; c'est une très bonne nouvelle. Nous avons aussi annoncé la mise sur pied du Centre québécois de formation en maintenance d'éoliennes. Nous avons aussi acquis trois éoliennes que nous avons achetées d'Hydro-Québec. Je vous le dis, ce centre sera de dimension nationale et internationale!»

Collaborateur du Devoir

LE DEVOIR : CAHIER RENTRÉE SCOLAIRE : Des échanges fructueux - Enfin ! Des conventions collectives négociées !: « La partie patronale a adopté un ton qui était moins placé sous le signe de la confrontation » - Samedi et dimanche 14 et 15 août 2010



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Les dernières négociations en éducation se sont soldées par d'importantes réductions du nombre

d'élèves par classe au primaire ainsi qu'en première et en deuxième secondaires.

Réginald Harvey

Au collégial, au primaire et au secondaire, les enseignants retourneront cette année au travail avec une entente avec la partie patronale. Les organisations syndicales sont généralement satisfaites des gains obtenus, au sujet desquels beaucoup de leurs membres se sont déjà prononcés en assemblée générale; dans certains cas, ceux-ci devront répéter cet exercice au cours des prochaines semaines.

La Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec (FNEEQ-CSN) et le Comité provincial de négociation des collèges (CPNC) en sont venus à une entente de principe

sectorielle au milieu de juin; celle-ci représente des avancées sur plusieurs points sans pour autant que des solutions aient été apportées à tous les problèmes du personnel enseignant, selon un communiqué émis par ce regroupement majeur de 46 syndicats des cégeps. Au nombre de ces gains figure l'ajout de quelque 430 professeurs qui contribueront à l'allègement d'une tâche qui s'était alourdie avec le temps. Sur le plan financier, les parties en sont arrivées à un accord sur une progression accélérée des hausses dans l'échelle des salaires.

Au primaire et au secondaire, les 70 000 enseignants de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) et l'Association provinciale des enseignants du Québec (APEQ) ont paraphé,

en juin également, une entente de principe aux tables sectorielles; celle-ci se chiffre à 200 millions de dollars et entraîne l'ajout de 3100 enseignants dans le réseau. Ces pourparlers fructueux entre les parties signifient également d'importantes réductions du nombre d'élèves par classe au primaire ainsi qu'en première et en deuxième secondaires. En ce qui concerne toute la problématique controversée de l'identification et de l'intégration des élèves en difficulté, des progrès ont été réalisés et il a été convenu de poursuivre, au cours des prochains mois, le travail amorcé en vue de fixer de nouvelles règles en cette matière.

La FAE fait bande à part

De leur côté, les 32 000 enseignants de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) ont tenu une journée de grève le 8 juin et leurs dirigeants ont choisi de ne pas entériner l'accord conclu auparavant avec la FSE et l'APEQ. Dans ce cas, les pourparlers, qui se sont déroulés en présence d'une médiatrice, ont finalement abouti à la conclusion des négociations à la fin de juin. Pierre Saint-Germain, le président de ce jeune regroupement à caractère urbain, situe le climat des pourparlers: «La partie patronale a adopté un ton qui était moins placé sous le signe de la confrontation, mais ce qu'on déplorait, cependant, de notre côté, c'était l'inaction de celle-ci; on avait l'impression qu'on laissait traîner les choses pour peut-être nous imposer un autre règlement. Malgré la cordialité et le respect mutuel dans les pourparlers, on ne sentait pas une très grande volonté d'aller très loin dans les négociations.»

En fin de compte, les échanges ont porté fruit, en dépit de cette attitude: «C'est attribuable pour une bonne part à la formidable mobilisation de nos membres, autant dans l'application du plan d'action, dans les mois qui ont précédé, que dans la tenue de la grève du 8 juin, qui a été un point tournant pour nous; celle-ci nous a servi à aller plus loin dans les échanges, alors qu'on

tentait de nous imposer un règlement qui était déjà sur la table.»

Il se montre plutôt satisfait des résultats obtenus: «Je mentionne la diminution de la précarité; au-delà de l'atteinte de contrats de façon plus rapide, on a décroché des permanences d'emploi dans le secteur de l'éducation des adultes et en formation professionnelle, ce qui est quelque chose de majeur. On a aussi obtenu un nouveau plancher d'emploi, un nouveau référentiel pour établir le nombre d'employés dans ces secteurs-là, ce dont on est extrêmement fier et ce pour quoi on a bataillé ferme.»

Une baisse des ratios

Le président se félicite d'un autre acquis: «On parle ici des baisses de ratio dans les classes d'accueil qu'on retrouve dans des milieux qu'on représente plus particulièrement, soit ceux de Montréal, de Laval et de l'Outaouais, où une forte proportion d'élèves d'immigrants évoluent; c'était important pour nous.» Il signale un autre gain: «Ce sont des mesures pour alléger la tâche; on a trouvé d'autres moyens que ceux qui étaient proposés pour en arriver soit à des ajouts de services directs, soit à des mesures de soutien pour les enseignants.»

L'argumentaire de la FAE a-t-il porté sur les spécificités de ses clientèles pour obtenir de telles avancées? «En partie. Il faut comprendre que nos membres sont à l'oeuvre dans des milieux urbains où est concentrée une forte proportion d'élèves issus d'un milieu défavorisé. On a aussi un grand nombre d'élèves en difficulté ou qui sont issus de l'immigration. On doit aussi dire qu'on compte dans nos rangs neuf syndicats mais que, au total, on représente près de la moitié des profs en éducation des adultes et en formation professionnelle, ce qui fait qu'on était en mesure de porter de façon plus spécifique et plus particulière le message de ces groupes-là.»

Des enseignants à deux vitesses ?

Au cours des prochaines semaines, les neuf syndicats se prononceront en assemblée généra-

le sur l'entente de principe conclue. Dans l'éventualité d'un vote favorable, le réseau de l'éducation fonctionnera avec deux conventions collectives. Assiste-t-on pour autant à une sorte de division ou de repositionnement de la vie syndicale en éducation? «Je ne parlais peut-être pas de division, mais plutôt de repositionnement», rétorque M. Saint-Germain.

Il élabore sa pensée: «On existe depuis quatre ans et on a quitté une grande organisation syndicale et également un monopole. D'autre part, les organisations telles qu'elles existent actuellement vivent en fonction d'un historique et d'un passé qui leur appartient; elles sont établies depuis longtemps et peuvent perpétuer un certain modèle, de sorte que, à un moment donné, il peut être difficile de changer les choses quand on évolue dans un mode depuis 20, 30, 40 ou 50 ans. De notre côté, nous sommes une jeune organisation qui s'est construite autour d'une vision du syndicalisme qui, en quelque sorte, a causé l'éclatement et a amené notre départ, ce qui n'est pas étranger aux bases sur lesquelles on a établi notre fonctionnement.»

Il tire cette conclusion: «Oui, il s'agit de deux organisations et on a des pratiques différentes. En quelque sorte, je dirais que c'est même mieux ainsi parce que, fondamentalement, on prétend que la négociation qu'on vient de conclure, si les membres entérinent le tout, bien entendu, comporte des avancées qu'on n'aurait pas réussi à faire en restant dans l'autre organisation. On peut parler de deux organisations, ce qui crée une forme de division, mais, en bout de piste, quand je regarde ce qui se passe et les gains obtenus, dans le fond, ce sont les enseignants qui en sortent gagnants.» Pour l'heure, il refuse de s'aventurer sur le terrain miné de la possible adhésion de nouveaux syndicats à la faveur des succès obtenus par la fédération.

Collaborateur du Devoir

LE SOLEIL : Un frère et sa soeur poursuivent le Cégep Lévis-Lauzon en raison de son test d'éducation physique – Lundi 19 juillet 2010



Photothèque Le Soleil, Steve Deschênes

Florence Dallaire-Turmel a décidé de joindre la poursuite intentée par son frère Olivier l'an dernier. Tous deux ont échoué à leur examen d'éducation physique, ce qui les prive de leur DEC. Ils sont représentés par leur père, Me Simon Turmel (sur la photo avec son fils).

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil

(Québec) La grogne prend de l'ampleur contre le test d'éducation physique du Cégep Lévis-Lauzon. Un deuxième étudiant poursuit le Cégep après avoir échoué à l'examen, conditionnel à l'obtention du diplôme d'études collégiales.

Florence Dallaire-Turmel a été admise en droit à l'Université Laval l'automne prochain. L'étudiante ne sait toutefois pas si elle pourra bel et bien commencer ses études universitaires cet automne puisqu'elle n'a toujours pas son diplôme d'études collégiales (DEC) en poche. Malgré plusieurs tentatives, la jeune femme a échoué le

test d'éducation physique du Cégep Lévis-Lauzon, qui mesure l'endurance cardiorespiratoire.

Le Cégep Lévis-Lauzon serait un des seuls à exiger, depuis une dizaine d'années, la réussite de cet examen pour accorder un diplôme. «Pour nous, c'est aussi important de réussir un cours de français qu'un cours d'éducation physique. Quand on a adopté cette mesure, ça allait dans l'idée de la globalité de la personne, un esprit sain dans un corps sain», explique Sylvie Vallières, directrice des communications au Cégep de Lévis-Lauzon.

Trois échecs

Au début du troisième cours d'éducation physique, tous les étudiants doivent se soumettre à cet examen de «puissance aérobie maximale». Un étudiant qui a un résultat inférieur à la moyenne doit améliorer sa performance au cours de la session pour obtenir la note de passage.

Malgré trois séances de hockey, un cours de spinning et une séance de tapis roulant par semaine, Florence Dallaire-Turmel n'a pas réussi à augmenter son endurance cardiorespiratoire au cours de la session d'automne 2009. Après un autre échec en janvier, elle a à nouveau échoué l'examen de peu au début juin, alors qu'elle s'était entraînée au centre de conditionnement physique cinq fois par semaine pendant deux semaines.

«C'est un test abusif. Je suis pourtant quelqu'un qui a toujours fait du sport», dit-elle.

L'étudiante en sciences humaines a donc décidé de se joindre à la poursuite intentée par son frère contre le Cégep l'an passé. Après avoir échoué au même examen, Olivier Dallaire-Turmel a déposé une requête en Cour supérieure, affirmant que le Cégep avait agi illégalement en modifiant à la hausse les critères du ministère de l'Éducation, qui se limite à exiger des étudiants qu'ils démontrent leur capacité à «prendre en charge leur pratique de l'activité physique dans une perspective de santé».

Les deux étudiants réclament un dédommagement de 25 000 \$ chacun pour les inconvénients subis et l'obtention de leur diplôme d'études collégiales. Ils sont représentés par leur père, Me Simon Turmel, qui a fait réaliser une expertise par un professeur de l'Université Laval démontrant que l'examen «n'est pas un test valide selon les normes scientifiques usuelles généralement reconnues».

Ministère préoccupé

Le ministère de l'Éducation serait aussi préoccupé par la situation. Selon la requête déposée, le directeur de l'enseignement collégial du Ministère aurait fait parvenir en juin 2009 une lettre au Cégep mentionnant son «extrême préoccupation devant l'utilisation d'un outil de mesure de la performance physique».

À la suite de cette requête,

Me Turmel affirme avoir reçu plusieurs coups de fil d'étudiants qui se trouvent dans la même situation. Plusieurs auraient d'ailleurs développé des trucs pour éviter de se soumettre à l'examen, ajoute Florence Dallaire-Turmel. «Il y en a qui prennent le cours d'éducation physique par

correspondance pour ne pas avoir à faire le test», dit-elle.

Au Cégep de Lévis-Lauzon, on refuse de commenter davantage la situation puisque le dossier est devant les tribunaux. Mme Vallières affirme toutefois que le nombre d'échecs à cet examen n'est «vraiment pas élevé». Le taux de réussite

est de 86 % comparé à 89 % pour l'ensemble des collèges de la province, selon le Cégep. Il a toutefois été impossible de connaître le nombre d'échecs pour le troisième cours d'éducation physique, qui comprend le test d'aérobic obligatoire.

UNIVERSITÉS

LA PRESSE : L'UdeM s'installe à Laval- Jeudi 11 novembre 2010

Fort de une subvention de 8,35 millions de la Ville de Laval, l'Université de Montréal se dit prête à accueillir dès septembre ses premiers étudiants dans l'édifice lavallois de six étages où elle étend ses pénates.

Dans un communiqué, l'UdeM évoque le caractère exceptionnel de la subvention accordée par Laval.

Jean-Maurice Duddin, attaché de presse de la Ville, a expliqué que Laval a signé un bail em-

phytéotique (de très longue durée) avec la Cité du savoir de Laval, qui a elle-même un bail emphytéotique avec l'entreprise Pomerleau pour 30 ans. «Pomerleau construit et finance l'édifice et l'UdeM le lui loue », explique M. Duddin. Au terme de la location, l'édifice reviendra à la Ville, mais l'UdeM a une option d'achat à 10,5 millions pour l'édifice, en plus de la valeur du terrain et des intérêts.

Selon Me Marc-André LeChasseur, avocat spécialisé en questions municipales, une ville ne peut pas accorder de subvention pour des activités commerciales et industrielles. Cependant, explique-t-il, un pouvoir d'exception est né en 2005 quand la loi sur les compétences municipales a notamment permis à des municipalités de financer des oeuvres de bienfaisance ou des institutions liées à l'éducation.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Dépenses de la principale de l'Université McGill : Une rémunération pleinement justifiée, par Stuart 'Kip' Cobbett, Président du Conseil des gouverneurs de l'Université McGill – Vendredi 05 novembre 2010

Les médias (dans un article publié par le Journal de Montréal le 13 octobre), et le Parti Québécois, par l'entremise de la députée Marie Malavoy, ont récemment émis des critiques relativement à la rémunération de la principale de l'Université McGill, Heather Munroe Blum, et aux dépenses de cette dernière. Non seulement ces critiques sont troublantes, mais elles sont également malavisées. En effet, les dépenses en question ont été justifiées, communiquées ouvertement et se comparent avantageusement à celles soumises par d'autres universités de haut niveau. En outre, elles illustrent surtout le statut de McGill, institution de renommée internationale qui poursuit une mission globale.

L'Université McGill représente un atout de taille, tant pour Montréal que pour le Québec. Une analyse récemment menée par le groupe SECOR indique que McGill injecte annuellement 5,2 milliards de dollars dans l'économie québécoise. Ce montant comprend notamment des hausses de productivité découlant de l'accroissement en matière de capital humain, de création et de diffusion du savoir et de dépenses effectuées par nos étudiants et nos visiteurs. Ces retombées positives sont attribuables à l'influence

qu'exerce McGill et à la réputation dont elle jouit à l'échelle mondiale, ce qui lui permet de recruter des étudiants, des membres du corps professoral, des diplômés, des partenaires de l'industrie et des délégations diplomatiques du monde entier.

Au Québec, les retombées économiques profitent tant aux entreprises – nos chercheurs ont conclu des partenariats avec Bombardier, Pratt & Whitney, Saputo, Hydro-Québec et des sociétés pharmaceutiques – qu'aux particuliers. Par l'entremise du Réseau universitaire intégré de santé, nous fournissons des soins de santé tertiaires aux citoyens sur une superficie représentant le Québec. Notre engagement en vue d'améliorer l'existence des Québécois s'illustre par des projets novateurs tels que la Clinique dentaire mobile, qui permet d'offrir des soins dentaires aux membres des collectivités défavorisées de Montréal.

Toutefois, la plus importante contribution que fournit McGill à Montréal et au Québec est la réalisation d'un travail de calibre supérieur, grâce auquel elle fait progresser le savoir par ses activités d'enseignement, ses travaux de recherche et les services qu'elle rend à la société.

Comme l'a reconnu le gouvernement québécois à maintes reprises, le Québec doit pouvoir compter sur des universités de haut calibre pour être en mesure de soutenir la concurrence au sein d'une économie du savoir. La communauté mcgilloise s'enorgueillit de sa position aux récents classements. Une fois de plus, ces derniers ont confirmé la place qu'occupe McGill parmi les meilleures universités au pays et à l'échelle planétaire. Par ailleurs, l'Université est heureuse d'avoir obtenu d'excellentes notes en matière d'efficacité et d'efficacité financières lors d'une évaluation qu'a menée dernièrement le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations. La reddition des comptes et le rendement font partie intégrante des activités qu'exerce l'université.

Les contributions à la société des diplômés mcgillois sont incontestables. Chaque jour, McGill met tout en oeuvre pour mener à bien sa mission en tant qu'université à forte intensité de recherche, axée sur ses étudiants et sur les services qu'elle offre, et elle est très fière de mener ses activités sous la direction avisée et visionnaire de la professeure Munroe-Blum.

LA PRESSE : Le déficit explose à l'Université Laval – Jeudi 04 novembre 2010



Photo: Jocelyn Bernier, Archives Le Soleil
L'Université Laval.

Louise Leduc

De 90 millions qu'il était il y a quelques mois, le déficit accumulé de l'Université Laval s'établit maintenant à 306 millions en raison des «principes comptables généralement reconnus» que doivent désormais appliquer toutes les universités du Québec.

Jusqu'ici, la comptabilité des universités se faisait à l'aune de principes établis par le ministère de l'Éducation.

L'Université Laval a donc ouvert le bal et dévoilé ses nouveaux chiffres aux journalistes, hier, histoire qu'ils ne paniquent pas à la vue de cette nouvelle réalité «artificielle», comme l'a qualifiée Éric Bauce, vice-recteur à la direction et au développement.

Ce chiffre de 306 millions et ces principes comptables ne donnent donc pas le portrait global, selon la direction.

Comme l'explique Josée Germain, vice-rectrice à l'administration et aux finances, l'Université a une comptabilité par fonds. Ces 306 millions n'incluent pas, par exemple, le fonds de recherche ni le fonds de dotation (les dons faits à l'Université), pas plus que les rénovations et les immobilisations, lesquelles sont, elles, prises en compte par le ministère de l'Éducation.

Ce qu'inclut en grande partie le déficit accumulé de 306 millions, finalement, ce sont les engagements à l'égard de l'ensemble des retraités, actuels et futurs.

C'est ce qui fait dire à Éric Bauce que ce déficit est artificiel, dans la mesure où il est causé en grande partie par les déboires de la Bourse et la baisse des taux d'intérêt. Avec un peu de chance, selon lui, les choses vont se redresser.

«Du point de vue de la gestion, cela ne nous inquiète pas», a dit M. Bauce, puisque l'Université Laval ne manque pas d'actif, après tout: son campus vaut notamment 2,4 milliards, a-t-il noté.

Peut-être, mais l'Université Laval pourrait-elle envisager de vendre un pavillon ou une autre parcelle de son campus? La réponse n'a pas tardé: «C'est un patrimoine que nous entendons conserver», a dit Éric Bauce.

«Ce ne serait pas une solution à long terme», a enchaîné Josée Germain.

Professeur d'économie à l'Université de Montréal et membre du groupe de recherche CIRANO, Claude Montmarquette s'étonne de ce que l'Université Laval parle d'un déficit creusé artificiellement. «Si c'est si virtuel que cela, pourquoi en parlent-ils, alors?»

«Le fait est que le problème ne disparaîtra pas de lui-même. La caisse risque au contraire de devenir encore plus déficitaire. Soit il faudra augmenter les cotisations au régime de retraite, soit il faudra réduire les prestations.»

Le problème disparaîtra d'autant moins par lui-même, fait remarquer M. Montmarquette, que

«plus personne ne s'attend à ce que les rendements boursiers reviennent à 10%».

LE SOLEIL : Le déficit accumulé de l'Université Laval passe de 90 à 306 millions \$ - Jeudi 04 novembre 2010

Daphnée Dion-VGiens

(Québec) Déjà affaiblies par une santé financière chancelante, les universités québécoises augmenteront considérablement leur déficit cette année, grâce à un nouveau jeu d'écritures comptables. À l'Université Laval, le déficit accumulé passe désormais de 90 à... 306 millions \$. L'administration universitaire jure toutefois que ce coup de baguette comptable n'aura aucun effet réel sur le budget de fonctionnement de l'établissement.

Depuis déjà plusieurs années, le vérificateur général presse le gouvernement québécois d'adopter de nouvelles normes comptables, mieux connues sous le nom de «principes comptables généralement reconnus» (les PCGR pour les initiés). Le ministère de l'Éducation, qui s'y est plié, exige maintenant que les universités adoptent les mêmes règles, ce qui a pour effet d'accroître considérablement leur déficit accumulé.

«L'objectif des PCGR, c'est de donner l'image la plus juste possible» de la situation financière d'une organisation, explique Daniel Coulombe, professeur à l'École de comptabilité de l'Université Laval.

Ces nouvelles règles tiennent compte de tous les engagements qu'une université devrait assumer si, par exemple, elle fermait ses portes demain matin, ce qui inclut les régimes de retraite versés aux employés, les vacances et les appointements de rente. «C'est une dette plus volatile parce qu'elle dépend des rendements de régime de retraite», ajoute M. Coulombe.

À l'Université Laval, grâce à ce nouveau jeu comptable, 216 millions \$ viennent s'ajouter cette année aux 90 millions \$ déjà accumulés en déficit. «Mais il n'y a aucun impact sur notre budget d'opération. Il s'agit d'un passif que l'on doit reconnaître et non d'une dette que l'on doit réellement financer», explique Josée Germain, vice-rectrice à l'administration et aux finances.

Cette année, l'Université Laval consacre 4 millions \$ au financement de sa dette accumulée, mais cette somme reste la même, que le déficit soit de 90 ou de 306 millions \$, précise Mme Germain.

Nombreux sacrifices

Depuis 2003-2004, l'Université Laval a réussi à équilibrer son budget d'opérations courantes, non sans devoir faire de nombreux sacrifices. L'administration universitaire a réduit de 13 % sa capacité de dépenser, a indiqué hier Éric Bauge, vice-recteur principal. «L'indexation de la subvention du ministère de l'Éducation ne permet pas de couvrir nos coûts de système», explique-t-il.

À l'Université Laval, le manque à gagner est évalué à environ 35 millions \$ par année, selon M. Bauge, alors que le sous-financement du réseau universitaire québécois est estimé à 600 millions \$.

MÉTRO.COM : La FEUQ s'agrandit - Mardi 02 novembre 2010

À la suite d'un référendum, l'Association étudiante de l'École des sciences de la gestion (AéESG) de l'UQAM a grossi les rangs de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), a-t-on annoncé mardi.

«Nous pourrions pleinement participer à l'amélioration des conditions d'études de nos membres, a affirmé Félix-Antoine Daigle, président de l'AéESG. Nous surveillerons de près la possible différenciation des frais de scolarité qui

risque d'affecter les étudiants en administration.»

La FEUQ compte maintenant 15 associations membres, qui représentent plus de 125 000 étudiants.

LE NOUVELLISTE : UQTR : CFOU a de l'aide pour rembourser l'argent volé - Mercredi 20 octobre 2010



Photo: Ève Guillemette

François-Olivier Marchand, nouveau directeur général de CFOU/Zone campus en charge d'un nouveau départ.

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste

(Trois-Rivières) La station de radio CFOU et le journal *Zone Campus* de l'UQTR ont finalement reçu de l'aide financière de la part de l'Université et de l'Association générale des étudiants pour rembourser les fournisseurs à la suite du détournement de fonds de quelque 120 000 \$ dont est accusé l'ancien directeur général de deux médias étudiants, Marc Périard.

«Au total, on a versé 74 000 \$ en prêt sans intérêt à CFOU, remboursable sur une période de quatre ans», confirme Claude Arbour, vice-recteur à l'administration, aux finances et à la vie étudiante de l'UQTR.

«C'est assez fantastique pour nous, ça nous permet vraiment de nous sauver, littéralement», fait valoir le nouveau directeur général de CFOU, François-Olivier Marchand. «L'AGÉ nous a fait aussi un prêt de 20 000 \$ sans intérêt», ajoute-t-il.

Périard a comparu formellement au palais de justice de Trois-Rivières, le 16 septembre dernier, pour répondre à une accusation de fraude. Il était alors accompagné de son avocat, Me Emmanuel Ayotte. Sa cause a été reportée au 10 décembre pour orientation/déclaration.

François-Olivier Marchand ne cache pas que des recours civils sont maintenant aussi envisagés contre l'ancien directeur général.

«On va faire tout ce qu'on peut pour aller le saisir», dit-il.

«Peut-être une saisie de salaire s'il se remet à travailler un jour. Qui sait? On va tout faire ce que l'on peut. C'est légitime. Et si ça peut empêcher qu'il fasse la même chose ailleurs... On est un organisme à but non lucratif», plaide M. Marchand. «C'est l'argent des étudiants», fait-il valoir.

Marc Périard, qui avait été embauché le 11 septembre 2006, avait été suspendu le 15 janvier 2010 et congédié le 21 janvier suivant. Il serait parti avec tout l'argent sans payer les fournisseurs.

«On se retrouvait dans un drôle de dilemme pour fonctionner», raconte M. Marchand qui était à l'emploi à ce moment-là de CFOU / *Zone Campus* à titre de vendeur de publicité.

Les deux prêts de l'UQTR et de l'AGÉ ne couvrent pas l'ensemble de la dette occasionnée par le détournement de fonds puisqu'il reste environ 26 000 \$ à rembourser, signale M. Marchand.

Vendredi, une nouvelle rencontre est prévue entre CFOU et le vice-recteur Arbour. CFOU espère obtenir un nouveau prêt sans intérêt afin d'éponger le reste des montants qu'il lui faut rembourser à Desjardins.

De son côté, M. Arbour explique que l'UQTR a accepté de consentir un prêt afin de permettre à CFOU / *Zone Campus* de repartir à zéro. Il

s'attend d'ailleurs à une nouvelle proposition de remboursement. «Ça fait beaucoup de pression sur leurs finances parce qu'ils ont d'autres dettes», fait-il remarquer.

L'UQTR a demandé à CFOU de réduire ses dépenses et prélèvera en effet le remboursement graduel du prêt à chaque début de session à même les cotisations des étudiants. Ces derniers versent 10 \$ par session pour la radio et le journal de leur campus.

M. Arbour explique que la seule exigence de l'UQTR pour faire un prêt sans intérêt était que les étudiants démontrent, lors d'une assemblée générale, leur appui envers les deux médias universitaires, ce qui fut d'ailleurs fait.

CFOU et Zone Campus, sont maintenant regroupés sous une seule entité administrative, le Groupe des médias étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

«Ça va permettre d'éviter de transférer de l'argent pour faire croire que dans un compte, il y a beaucoup d'argent et deux minutes plus tard, que dans l'autre compte il y a aussi beaucoup d'argent», fait valoir M. Marchand.

C'était, semble-t-il, le modus operandi de Marc Périard. «C'est un peu pourquoi ça a été long à détecter dans le sens qu'il transférait beaucoup d'argent entre les deux», explique M. Marchand.

«Marc Périard gérait les deux comptes. Il pouvait faire pas mal ce qu'il voulait. On lui faisait confiance», raconte François-Olivier Marchand.

Ce dernier ne cache pas que les remboursements occasionnés par la fraude dont a été victime CFOU / *Zone Campus* contribuent à faire stagner quelque peu le développement de ce service sans but lucratif. Malgré tout, les deux médias se portent assez bien, dit-il.

«Je pense qu'on a plus d'animateurs bénévoles cette année que l'an passé», se réjouit-il.

LE NOUVELLISTE : UQTR : Jean Chrétien : «L'université, c'est important dans un milieu» - Mercredi 13 octobre 2010



Photo: Sylvain Mayer

Jean Chrétien, coprésident d'honneur, Jean-Guy Paré, président de la Fondation de l'UQTR, Aline Chrétien, coprésidente d'honneur, Martine Lesieur, directrice générale de la fondation, Ghislain Bourque, recteur de l'UQTR, Patricia Curadeau-Grou, coprésidente et Jacques A. Chauvette, coprésident de la campagne.

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste

(Trois-Rivières) Jean Chrétien ne le cache pas. «Je suis très occupé», dit-il. «Je n'ai pas beaucoup de temps.» Il y a d'abord son travail au sein de la firme Heenan Blaikie, à Ottawa et ses nombreux voyages d'affaires qui le mènent chaque année à visiter entre 25 et 30 pays. Malgré tout, M. Chrétien et son épouse Aline ont accepté la présidence d'honneur de la campagne majeure de financement de l'UQTR.

«Apparemment, ça les aide qu'Aline et moi soyons les présidents d'honneur», dit-il. «On a demandé, à Aline et moi, de faire une contribution. Ça nous fait plaisir parce que c'est notre région et je pense que c'est très important qu'une université existe dans un milieu», plaide l'ancien premier ministre du Canada.

«Comme vous le savez, quand j'étais premier ministre, nous avons donné une très grande priorité aux universités», a-t-il tenu à rappeler. Quand on lui demande s'il a souvent eu des implications philanthropiques, Jean Chrétien répond qu'il en a eu plus d'une. «Il n'y a personne au Canada qui a mangé plus de poulet en caoutchouc que moi», dit-il à la blague.

Y allant de l'humour qui le caractérise, Jean Chrétien explique qu'il «n'a pas l'intention d'aller au coin de la rue avec une tasse» pour amasser des fonds pour la Fondation de l'UQTR. Mais

puisqu'il voyage beaucoup, son épouse, Aline, prévoit que «là, il va parler de l'université quand il va voyager.»

D'ailleurs, la Fondation de l'UQTR compte plutôt sur ses deux coprésidents pour récolter les 20 millions \$ qu'elle souhaite obtenir. Il s'agit de Patricia Curadeau-Grou, chef des finances et vice-présidente exécutive chez Banque Nationale Groupe financier et de Jacques A. Chauvette, directeur régional Mauricie et Centre-du-Québec et directeur Production-Des Cascades chez Hydro-Québec.

Jean Chrétien estime qu'une université comme l'UQTR a beaucoup à offrir et qu'il devrait venir plus d'étudiants étrangers au Canada. «Le coût de la vie dans une ville comme Trois-Rivières est beaucoup moindre qu'ailleurs», plaide-t-il en ajoutant qu'ici, «les coûts universitaires sont beaucoup moindres» aussi. Il estime que les universités canadiennes sont «aussi bonnes que n'importe où ailleurs. Alors il faut les vendre et si j'ai l'occasion, je le ferai», dit-il.

M. Chrétien croit que les étudiants étrangers qui viennent étudier au pays «retournent chez eux et se souviennent d'où ils viennent. Les Anglais utilisent beaucoup ça avec leurs universités pour étendre l'influence de la Grande-Bretagne», fait-il remarquer.

Plus de tiers de l'objectif atteint

L'Université du Québec à Trois-Rivières a procédé, hier, au lancement du volet externe de sa campagne majeure de financement 2009-2014, la troisième de son histoire.

L'objectif final de cette campagne, présidée par l'ancien premier ministre du Canada, Jean Chrétien et son épouse Aline, est fixé à 20 millions \$. «Évidemment, ce n'est pas un plafond, c'est un plancher», souhaite le recteur, Ghislain Bourque. Ce dernier amorce donc cette phase avec optimisme puisque depuis un an à peine, les professeurs ainsi que les employés de l'Université ont déjà contribué pour 2,8 millions \$, ce qu'il qualifie d'exceptionnel.

La Fondation a aussi déjà reçu des engagements (en terme de dons exceptionnels et de dons importants) de 7,5 millions \$, «malgré le fait que nous avons ouvert cette campagne (en 2009) dans une conjoncture économique qui n'était pas très favorable», rappelle le recteur.

«Donc on démarre la campagne avec 37 % de l'objectif. C'est assez exceptionnel», renchérit pour sa part le président de la Fondation, Jean-Guy Paré.

«Nous pensons que nous sommes à présent avec des partenaires qui sont capables de faire l'effort requis pour aider l'Université à se positionner», analyse le recteur.

La campagne vise des objectifs très précis. Une somme de 5 millions \$ est notamment prévue pour l'octroi de bourses aux étudiants de tous les cycles, «des bourses qui s'inscrivent souvent dans le mérite de ces étudiants et de ces étudiantes», précise M. Bourque.

Le projet tant attendu d'un pavillon de Vie étudiante fait aussi partie des objectifs de la campagne. «Nous attendons la réponse du MÉLS (ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport). Tout est attaché ici en termes de prévisions. Les étudiants sont des partenaires dans ce projet-là», rappelle M. Bourque. Selon le scénario le plus plausible, l'UQTR irait en appel d'offres à la fin de l'automne et amorcerait la construction le printemps prochain. D'ailleurs, la somme de 1,5 million \$ sera consacrée à la construction et à l'aménagement de pavillons.

Plus de 12 millions \$ des fonds recueillis seront versés à différents projets de recherche et de formation touchant des sujets aussi variés que l'Université des parents et des enfants, les composites à partir de produits papetiers, les nanomatériaux, les PME, la réussite scolaire, la déficience intellectuelle, la biomasse, les imprimes anciens québécois, l'histoire géographique et environnementale du Québec, l'hydrogène et l'écologie aquatique.

Finalement, une somme de 1,2 million \$ ira à l'acquisition et au renouvellement d'équipements et de fonds de la bibliothèque ainsi qu'à la réalisation de projets technologiques à des fins de formation.

«Avec ces dons, on est en mesure de mieux définir l'avenir de la région», analyse le recteur.

L'UQTR amorce le volet externe de sa campagne majeure de financement en bonne santé financière. «Par des rationalisations successives, on est arrivé à résorber le déficit accumulé qui, comme vous le savez, était de plus de 24 millions \$ il y a peu de temps encore», rappelle Ghislain Bourque.

LE DEVOIR : En bref - Hausse des inscriptions à l'université – Vendredi 08 octobre 2010

Le Devoir

Le nombre d'inscriptions à l'université a augmenté pour une deuxième année consécutive. Selon les chiffres dévoilés hier, la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), 278 012 étudiants sont

inscrits dans les universités québécoises au trimestre d'automne, ce qui représente une hausse de 3,7 % par rapport à l'année précédente.

L'an dernier, en 2009, la hausse était de 3,8 %. Sur le total des inscrits, 68 % le sont à temps

plein. Enfin, le nombre de personnes inscrites pour la première fois dans un établissement universitaire au premier cycle à temps plein est également en hausse de 5,0 %, ce qui aura un impact positif sur le nombre total d'inscriptions des prochaines années.

LE SOLEIL : Une hausse marquée à Laval – Vendredi 08 octobre 2010

Daphnée Dion-Viens

L'Université Laval a le vent dans les voiles. Avec étudiants fréquentant le campus cet automne, le nombre d'inscriptions a augmenté de par rapport à l'année précédente, alors qu'en moyenne, la hausse est de 3,7% dans les universités québécoises.

Il s'agit du gain le plus important depuis au moins 2004, a indiqué hier Nicole Lacasse, vicerectrice adjointe aux études à l'Université Laval. Avant cette période, les statistiques sont difficilement comparables, a-telle expliqué.

Dans un réseau universitaire où le financement est en grande partie basé sur le nombre d'étudiants, le recrutement est le nerf de la guerre. Pas étonnant que la compétition soit féroce entre les universités, qui tentent chaque année d'attirer un maximum d'étudiants.

Après avoir connu une hausse de 4,9 % de ses inscriptions l'an dernier, l'Université Laval fait encore une fois le plein cette année, recrutant 2436 étudiants supplémentaires. Il est toutefois trop tôt pour connaître les retombées financières d'une telle hausse.

Au premier cycle, le succès des nouveaux programmes — en sciences biomédicales, en foresterie et en orientation — explique en partie ces chiffres. La formation à distance et les études à temps partiel sont aussi de plus en plus populaires, note Mme Lacasse.

Depuis trois ans, l'Université Laval a par ailleurs fait du recrutement une priorité, ajoute la vice-rectrice, en misant davantage sur les rencontres avec les étudiants potentiels plutôt que sur des campagnes publicitaires. L'équipe de recrutement a été bonifiée et les facultés ont aussi été appelées à faire leur part.

L'an dernier, malgré une situation financière difficile, 1 million \$ leur a été réservé pour des activités favorisant le recrutement.

Davantage d'efforts ont aussi été faits pour garder les étudiants inscrits et améliorer leurs chances de réussite. «C'est comme une entreprise, ce n'est pas tout d'avoir de nouveaux clients, il faut aussi garder ceux qu'on a», résume Mme Lacasse.

Les étudiants étrangers sont aussi plus nombreux à Laval cette année (2 %), mais c'est au doctorat que l'augmentation est la plus importante, soit 22 %.

PLUS D'ÉTUDIANTS UN PEU PARTOUT

L'Université Laval n'est pas la seule à faire le plein d'étudiants cette année, puisque le réseau universitaire québécois connaît une hausse des inscriptions de 3,7 %, selon les chiffres rendus publics hier par la Conférence des recteurs et

des principaux des universités du Québec (CREPUQ). L'an dernier, la hausse était semblable, soit 3,8 %.

C'est l'École de technologie supérieure (ETS) qui récolte la plus grande augmentation (11,9 %), suivie de Polytechnique (9,6 %) et de l'Université Bishop's (7,5 %).

Parmi celles qui ont perdu des joueurs, on retrouve HEC Montréal (-1 %), l'Université du

Québec en Abitibi-Témiscamingue (-1,8 %) et l'Institut national de la recherche scientifique (-3,5 %).

6,8 % À LÉVIS

Du côté de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), qui a un campus sur la Rive-Sud de Québec, les inscriptions sont aussi en hausse de 3,7 %.

L'augmentation est toutefois beaucoup plus importante au campus de Lévis, où le nombre d'étudiants est passé de 2900 l'an dernier à 3092 cette année, soit une hausse de 6,8 %. Les baccalauréats offerts en administration, en éducation et en sciences infirmières sont particulièrement populaires, indique le porte-parole de l'UQAR, Mario Bélanger.

CREPUQ : Deuxième hausse marquée des inscriptions dans les universités québécoises – Jeudi 07 octobre 2010

Montréal, le 7 octobre 2010 – Les établissements universitaires québécois ont connu, pour une deuxième année consécutive, une hausse marquée dans le nombre total d'inscriptions (3,8 % en 2009 et 3,7 % en 2010).

Au trimestre d'automne 2010, 278 012 étudiantes et étudiants se sont inscrits dans les universités québécoises. De ce nombre, 188 843 l'ont fait à temps plein et 89 169 à temps partiel.

« Cette forte hausse dans le nombre d'inscriptions indique, entre autres, l'importance qu'accordent les étudiants à la formation universitaire et ils ne sont d'ailleurs pas les seuls à valoriser l'enseignement universitaire. Dans le cadre d'un récent sondage, réalisé par Léger Marketing en partenariat avec la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, les entreprises interrogées ont indiqué leur très grande satisfaction à l'égard de la qualité de l'enseignement et de la recherche universitaires et de l'employabilité des diplômés », a indiqué le président du Conseil d'administration de la CREPUQ, monsieur Denis Brière, recteur de l'Université Laval.

« Le nombre grandissant d'inscriptions témoigne de l'intérêt que portent les étudiants aux études universitaires. Il est de notre devoir de poursuivre nos efforts pour offrir aux étudiantes et aux étudiants une formation universitaire de qualité répondant aux plus hautes normes internationales. Pour ce faire, les universités ont besoin d'être appuyées par la collectivité et d'avoir les ressources nécessaires de façon à contribuer davantage au développement économique, social et culturel du Québec », a pour sa part mentionné monsieur Daniel Zizian, président-directeur général de la CREPUQ.

Le nombre de personnes inscrites pour la première fois dans un établissement universitaire au premier cycle à temps plein est également en hausse de 5,0 %, ce qui aura un impact positif sur le nombre total d'inscriptions des prochaines années.

Parmi les éléments pouvant expliquer ces nouvelles augmentations, on peut souligner, entre

autres, l'implantation de nouveaux programmes ainsi que l'importance grandissante de la formation continue. On doit également noter que les mesures de persévérance et de réussite aux études mises sur pied au cours des dernières années par les établissements continuent à porter leurs fruits.

La hausse des inscriptions dans les universités québécoises constitue une excellente nouvelle pour le Québec qui accuse toujours un retard par rapport à l'Ontario au niveau du taux de scolarisation universitaire de sa population, et ce, même en tenant compte des grands progrès accomplis au cours des dernières décennies.

Données préliminaires relatives aux inscriptions au trimestre d'automne 2010

La clientèle étudiante inscrite à temps plein est en hausse de façon importante (4,2 %), et ce, à chacun des cycles d'études (4,4 % au 1er cycle, 3,2 % au 2e cycle et 3,4 % au 3e cycle). En ce qui a trait au temps partiel, on observe aussi une augmentation (2,9 %) du nombre d'inscriptions, attribuable surtout aux études de 2e cycle.

Autre constat observé au cours des dernières années, celui de la présence des femmes à l'université. Elles comptent cette année pour 57,7 % des effectifs totaux, soit 56,2 % à temps plein, et 60,9 % à temps partiel. Elles représentent 58,5 % des inscriptions au premier cycle, 56,7 % au deuxième cycle et 48,4 % au troisième cycle. Enfin, les femmes représentent 57,9 % des nouvelles personnes inscrites à temps plein au premier cycle. On constate donc que la présence des femmes au premier et au deuxième cycle est majoritaire, bien que leur pourcentage à ces cycles d'études demeure relativement stable depuis les dernières années. Toutefois, on observe une progression constante de leur présence au troisième cycle d'études.

Pour une première fois, dans le cadre de la collecte de données préliminaires relatives aux inscriptions au trimestre d'automne, les établissements universitaires ont procédé à une collecte de données sur les étudiants étrangers. Les

données montrent que l'on compte à l'automne 2010, 25 877 étudiants étrangers inscrits dans les universités québécoises, soit une augmentation de 5,4 % comparativement à l'automne 2009. Les hausses sont de 3,4 % au 1er cycle et elles sont encore plus marquées au 2e (7,3 %) et au 3e (12,4 %) cycle. Toutefois, la part des étudiants étrangers dans l'ensemble de la population étudiante est demeurée plutôt stable par rapport à l'an dernier, soit un peu plus de 9,0 %.

C'est ce que révèlent les données préliminaires sur les inscriptions en provenance des établissements universitaires, à l'exclusion de celles de la Télé-université qui ne participe pas à la collecte en raison du caractère continu de son processus d'inscription.

Pour déterminer les causes précises des variations de clientèles, il faut se référer à chacun des établissements, car la situation est très variable d'un établissement à l'autre. L'ensemble des données ventilées par établissement ainsi que les définitions des concepts utilisés dans le cadre de la collecte de données sont disponibles sur le site Internet de la CREPUQ à l'adresse : www.crepuq.qc.ca/spip.php?article102&lang=fr. La CREPUQ regroupe les établissements universitaires du Québec. Elle agit comme porte-parole auprès du gouvernement et des milieux intéressés par l'enseignement et la recherche universitaires. Elle est également un outil de coordination et de concertation entre les universités, un centre de recherche au service des administrations universitaires, un agent coordonnateur de services communs, ainsi qu'un centre de ressource et de réflexion pour ses membres.

- 30 -

Source :

Chantal Pouliot, directrice des communications
Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec
514 288-8524, poste 244

LA PRESSE : Le recteur de l'UdeM aimerait voir les droits de scolarité dégelés – Mercredi 06 octobre 2010

ARIANE LACOURSÈRE

Depuis son arrivée à la tête de l'Université de Montréal le 1er juin dernier, le recteur Guy Breton s'est consacré à trouver des solutions au financement des universités québécoises. Car son établissement, qui présente un déficit accumulé de 150 millions, ne pourra continuer d'être classé parmi les 200 meilleures universités du monde si rien n'est fait, prévient le recteur.

De passage hier à La Presse, M. Breton a présenté son plan de sauvetage. D'emblée, il a expliqué que les solutions variaient selon les établissements et que les universités qui font beaucoup de recherche vivent des situations particulières. Au Québec, trois universités se partagent 77 % des subventions de recherche : l'UdeM (31 %), l'Université McGill (28 %) et l'Université Laval (18 %).

« La recherche, c'est notre force. Mais c'est aussi notre faiblesse. Parce que les coûts indi-

rects de la recherche sont élevés », explique M. Breton, qui affirme que 20 % de ces frais indirects ne sont pas subventionnés à l'UdeM.

Le recteur souhaite trouver de nouvelles voies de financement. Répétant que les étudiants ne doivent pas être les seuls à payer la note, M. Breton ne cache toutefois pas qu'il aimerait dégeler les droits de scolarité.

Il suggère de ramener les droits de scolarité à leur niveau de 1970 en dollars constants. Cela signifie de faire passer la facture des étudiants de 2000 \$ par année à une somme allant de 3000 \$ à 4000 \$, et ce, « progressivement ». « Mais pour ça, le système de bourses devra être de beaucoup supérieur », prévient le recteur.

Il ajoute que les étudiants de certains programmes, comme la médecine, la médecine vétérinaire, la médecine dentaire et la pharmacie devraient payer des droits de scolarité un peu plus élevés. « Comme ça, les facultés pourraient enfin

avoir des conditions comparables aux autres universités du Canada », dit-il.

M. Breton aimerait aussi accélérer le développement de la formation continue. « Il y aura de plus en plus d'adultes de 65 ans et plus au Québec. Ça crée une opportunité. Parce que ces gens veulent de la formation culturelle, comme des cours d'italien ou de littérature », dit-il.

Le recteur demande finalement que le gouvernement prévoie un nouvel « espace fiscal qui encouragerait les gens et les entreprises à investir dans les universités ».

Campus Outremont

Par ailleurs, le recteur de l'Université de Montréal soutient que la viabilité de son établissement, qui a vu son nombre d'étudiants augmenter de 10 000 depuis l'an 2000, passe par la construction du nouveau campus Outremont sur les terrains de l'ancienne gare de triage du CN.

Les départements de sciences biologiques, de chimie, de géographie et de physique seront déménagés dans le premier bâtiment de ce nou-	veau campus. Si tout se passe comme prévu, une entente sera sous peu conclue avec la Ville de Montréal et la décontamination des sols	pourra commencer au plus tard au printemps prochain.
--	---	--

LA TRIBUNE : L'UdeS doit sabrer près de 700 000 \$ - Mercredi 06 octobre 2010

<p>Isabelle Pion, La Tribune (Sherbrooke) L'Université de Sherbrooke devra sabrer des montants de près de 700 000 \$ en dépenses de nature administrative au cours des quatre prochaines années, comme le prévoit le plan de réduction exigé par la loi 100. À l'Université Bishop's, la direction devra économiser environ 135 000 \$ pour cette même période. À l'UdeS, la vice-rectrice à l'administration Joanne Roch indique que l'institution devra sabrer 694 000 \$ sur une période de quatre ans, soit 173 500 \$ par année. «C'est la cible identifiée par le MELS dans ses lignes directrices», explique-t-elle en soulignant que cela n'inclut pas les économies qui devront être faites grâce aux départs à la retraite. Rappelons que la loi 100 contient plusieurs mesures annoncées lors du dernier budget</p>	<p>provincial. Elle vise notamment une réduction de 10 % des dépenses administratives des organismes publics et des sociétés d'État, dont une baisse des dépenses de formation, de déplacement et de publicité de 25 %. Les universités ne sont toutefois pas visées par les réductions de publicité (voir autre texte). «On a fait une démarche de consultations auprès de nos unités administratives pour qu'elles nous identifient les mesures qui peuvent être mises en place», indique Mme Roch. En termes de déplacement, l'UdeS tentera d'inciter le personnel au covoiturage et mettra sur des stratégies comme la visioconférence ou les conférences téléphoniques. Il est cependant prématuré de s'avancer sur l'ensemble des moyens choisis, note Mme Roch.</p>	<p>Selon Hélène St-Amand, vice-principale aux finances et à l'administration à Bishop's, la cible est d'environ 135 000 \$ pour les dépenses de nature administrative. Cela n'inclut donc pas les sommes qui pourraient être épargnées avec les départs à la retraite. À Bishop's, beaucoup de travail avait déjà été fait. «On avait soumis un plan de redressement en février 2009», rappelle Mme St-Amand en soulignant que les pistes de solution du plan de réduction s'appuient directement sur celles du plan de redressement, approuvé par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS). Bishop's, dont le déficit accumulé se chiffrait à 4,5 millions \$ au 30 juin 2009, vise toujours l'atteinte de l'équilibre budgétaire en 2012-2013.</p>
--	--	---

LE DEVOIR : Concordia: les droits de scolarité de certains étudiants ne descendront pas - Vendredi 1er octobre 2010

<p>Lisa-Marie Gervais Les étudiants étrangers ainsi que ceux des 2e et 3e cycles de l'Université Concordia ne verront pas diminuer leur facture de droits de scolarité. Aux deux motions présentées hier au conseil d'administration de l'université par un représentant étudiant, neuf de la quarantaine de membres présents du conseil ont répondu favorablement, trois se sont opposés et le reste s'est abstenu, ce qui a contribué à invalider le vote, a rapporté Free Education Montreal, qui milite pour réduire la charge financière des étudiants.</p>	<p>Adnan Abueid, président de l'association des étudiants des 2e et 3e cycles (GSA) et membre fondateur de cette organisation, a d'abord demandé à ce qu'on rembourse les étudiants étrangers qui n'ont vu qu'à leur arrivée que leur facture avait été généreusement salée. Cette motion fait référence à la déréglementation des droits de scolarité que la ministre a permise en modifiant les règles budgétaires, donnant une certaine latitude financière aux universités, qui pouvaient décider d'augmenter les droits de étudiants internationaux dans six départements tout en respectant certaines règles.</p>	<p>L'autre proposition invitait à abroger le nouvel échéancier de paiement pour les étudiants des 2e et 3e cycles qui a été mis en place au printemps dernier. Par exemple, les étudiants en maîtrise ont maintenant deux ans pour obtenir leur diplôme sans frais supplémentaires, car toute session additionnelle entraîne des frais de 400 \$, explique Érik Chevrier, également de Free Education Montreal. À la place Norman-Bethune, tout près de l'École de gestion John Molson où avait lieu la rencontre du CA, une cinquantaine d'étudiants ont manifesté hier matin sous la pluie en appui à ces demandes.</p>
--	---	---

RADIO-CANAD / QUÉBEC : Laissez-passer universel : Les étudiants veulent dialoguer - Mise à jour le jeudi 23 septembre 2010 à 15 h 09

<p>Une vingtaine d'étudiants de l'Université Laval ont manifesté devant l'hôtel de ville de Québec, jeudi matin. Ils demandent au maire Labeaume de reprendre le dialogue au sujet du Laissez-passer universel d'autobus qu'ils veulent implanter. L'an dernier, les étudiants de l'Université Laval ont accepté par voie de référendum de contribuer au Laissez-passer universel d'autobus.</p>	<p>Ce laissez-passer, qui s'inspire du modèle adopté à Sherbrooke, serait financé à plus de 65 % par les étudiants. Ces derniers demandent à l'Université et à la Ville de faire leur part. De son côté, le Réseau de transport de la capitale (RTC) n'a pas l'intention de rouvrir le débat. La demande de la CADEUL coûterait 7 millions de dollars aux contribuables. La direction du RTC a déjà offert aux étudiants une réduction sup-</p>	<p>plémentaire de 10 %, si 15 000 étudiants s'abonnent au transport en commun. La CADEUL entend être présente le 25 septembre lors de la consultation publique de la Ville de Québec sur le plan de mobilité durable qui aura lieu à l'Université Laval. La CADEUL y déposera son mémoire sur la mobilité durable et le Laissez-passer universel d'autobus.</p>
--	---	---

RADIO-CANADA / MAURICIE : Université du Québec à Trois-Rivières : Des stationnements qui se font rares - Mise à jour le mercredi 22 septembre 2010 à 18 h 15

<p>Stationner sa voiture est devenu un véritable casse-tête pour les étudiants et les employés de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR). Alors que le nombre d'étudiants est en hausse depuis quelques années, le nombre de stationnements, lui, n'a pas beaucoup augmenté. Le problème semble même plus important cette année en raison de la construction d'une nouvelle résidence qui empiète sur une partie du stationnement. Même si une soixantaine d'espaces ont été ajoutés derrière le centre sportif, le problème demeure entier.</p>	<p>Pour y remédier, l'UQTR a réservé un espace de stationnement à un kilomètre du campus, à côté du Ludoplex. Cette option n'est toutefois pas très populaire, tout comme le partenariat conclu avec la Société de transport de Trois-Rivières pour offrir un tarif réduit aux étudiants. Depuis la rentrée, seulement 350 étudiants auraient profité de ce rabais. Selon la direction de l'Université, il manque environ entre 300 et 400 places de stationnement. « On a beaucoup d'étudiants qui viennent de l'extérieur. Il faut trouver d'autres moyens. On va étudier toutes les possibilités », indique</p>	<p>Claude Arbour, vice-recteur aux finances et à la vie étudiante. Même problème au cégep Le cégep de Trois-Rivières est aussi aux prises avec un problème de stationnements, qui pourrait être aggravé par le lancement d'un projet-pilote de vignettes de stationnement à la Place Vaudreuil et sur la rue Nérée-Beauchemin. Le Cégep, l'UQTR, le Collège Lafleche et le Centre hospitalier régional de Trois-Rivières comptent rencontrer la Ville au cours des prochaines semaines pour trouver une solution au problème de stationnement dans leur secteur.</p>
--	--	---

RADIO-CANADA / ABITIBI-TÉMISCAMINGUE : Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue : Nouveaux cours de langue - Mise à jour le jeudi 23 septembre 2010 à 17 h 07

<p>La nouvelle école de langue accueille son premier groupe d'étudiants depuis lundi. Ils sont huit à être venus de Chine pour venir apprendre le français à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT). La majorité des étudiants en multimédias est arrivée au Québec il y a seulement quelques semaines.</p>	<p>L'enseignant Louis-Jean Lebel doit donc utiliser plusieurs techniques de communication pour se faire comprendre. « C'est sûr qu'au début, quand je les ai eus lundi, je parlais surtout en anglais. Et là, plus ça avance, moins je parle anglais. Mais là, c'est avec des dessins, des mimes, c'est beaucoup de répétitions aussi. »</p>	<p>L'école de langue de l'UQAT a décidé, cet automne, de concentrer ses efforts à la francisation des étudiants chinois. Le directeur, Luc Sigouin, affirme qu'il a été difficile de recruter des enseignants qualifiés. Par exemple, les niveaux deux et trois des classes de français s'adressent au groupe chinois</p>
---	--	---

seront donnés par la doyenne de l'école de langue de l'Université de Xi'an, en Chine.

À la fin de leur apprentissage intensif, les étudiants devraient être en mesure d'avoir une conversation quotidienne. Ils seront capables,

entre autres, de demander une direction ou de faire des courses sans problème.

LA PRESSE : Les trucs des institutions qui s'en tirent – Samedi 18 septembre 2010



Photo: Jocelyn Bernier, archives Le Soleil
Qu'a fait l'Université Laval pour atteindre l'équilibre budgétaire? L'institution a notamment créé 37 programmes de formation à distance, dont un baccalauréat en informatique offert en Afrique.

Louise Leduc, La Presse

Toutes les universités ne crient pas famine. À l'Université du Québec à Trois-Rivières, tout baigne: un surplus et des inscriptions en hausse de 25% depuis cinq ans. Pourquoi certaines universités s'en tirent-elles si bien alors que d'autres s'enlisent?

Claude Arbour, vice-recteur de l'UQTR, note d'abord que son université a bénéficié d'une nouvelle formule de financement qui accorde davantage aux universités en région pour compenser le plus petit bassin de population et, partant, la plus grande difficulté à remplir les classes.

L'UQTR s'est aussi employée à offrir des programmes exclusifs: doctorats en podiatrie ou en chiropraxie, baccalauréat pour sages-femmes, sans compter un programme de psychoéducation offert non pas à Trois-Rivières, mais à

Québec, tout à côté de l'Université Laval (qui ne l'a pas digéré).

C'est la grande tendance: l'Université du Québec à Trois-Rivières donne des cours à Québec; l'Université de Sherbrooke s'est dotée d'un campus à part entière, avec résidences et tout, à Longueuil...

«À quel prix les universités se mettent-elles à construire hors de leur territoire? Les étudiants ont-ils de bonnes bibliothèques? Des laboratoires adéquats? Et quelle est la motivation de cette délocalisation: démocratiser l'éducation ou améliorer sa situation financière?» demande Manuel Crespo, professeur titulaire en administration de l'éducation à l'Université de Montréal. Il reste que, avant même que les universités sortent de leur région, il y avait déjà dédoublement de programmes entre les universités de Montréal. «Personnellement, je ne crois pas qu'il faille avoir une approche comptable pour chaque discipline. Si un département (de philosophie ou autre) est excellent, même s'il a des difficultés financières, il faut le maintenir. Par contre, quand un département n'est ni rentable, ni une niche d'excellence, des décisions s'imposent», croit Manuel Crespo.

Le problème, ajoute-t-il, «c'est que les universités n'aiment pas fermer des programmes: ce n'est jamais simple de replacer des professeurs».

Qu'a fait l'Université Laval pour atteindre l'équilibre budgétaire? Éric Baucé, vice-recteur, commence par souligner que l'Université Laval «a le plus fort taux de financement privé de la recherche» au Canada.

L'Université Laval a en outre créé 37 programmes de formation à distance, dont un baccalauréat en informatique offert en Afrique. «Ça, c'est

une avenue. Il y a un marché pour cela», poursuit M. Baucé.

Qui fera les sacrifices?

Si on finit par augmenter les droits de scolarité, les professeurs devraient-ils, eux aussi, faire des sacrifices? Dans les universités d'État de la Californie, les plus hauts salariés ont dû consentir dans les dernières années à des baisses de salaire de 10% dans un effort budgétaire commun.

S'il relève que les coûts de main-d'oeuvre dans un établissement comme l'Université de Montréal représentent 80% des dépenses, M. Crespo souligne qu'il serait difficile de réduire les salaires des profs alors même qu'on augmente sans cesse le nombre d'étudiants dans les classes.

Car, de fait, cette mesure a été la première qu'ont adoptée les universités pour sortir du gouffre: admettre toujours plus d'étudiants et récolter ainsi plus de droits de scolarité.

Si bien que, après publication d'une série dans *La Presse* en 2008 sur «les diplômés au rabais» et sur l'abaissement des exigences d'admission afin d'avoir toujours plus d'étudiants, une étudiante en droit nous avait envoyé un courriel pour nous dire que, à la fin de son baccalauréat, elle doutait qu'un seul prof la connût par son nom.

Des droits de 30 000\$ pour une maîtrise en administration des affaires, comme à McGill, peuvent-ils être une solution? Professeur de philosophie à l'Université de Montréal, Michel Seymour lance en riant que, en tout cas, il ne voudrait pas enseigner à ces étudiants. «Il faut que les profs soient vraiment exceptionnels pour justifier que chacun des étudiants paie 30 000\$! Mettons que ces étudiants ne doivent pas, à ce prix-là, accepter facilement qu'on leur colle un C!»

LA PRESSE : Des pistes de solution – Samedi 18 septembre 2010



Photo: Ivanoh Demers, La Presse
L'Université McGill, en concurrence directe avec d'autres institutions partout en Amérique du Nord, traîne un déficit accumulé de 72 millions.
Louise Leduc, La Presse

La proposition du groupe de Lucien Bourcard

Augmenter les droits de scolarité d'au moins 2200\$ par année pour 85% des étudiants, et de 3000\$ à 10 000\$ par année pour ceux qui auront un gros salaire plus tard (les médecins, par exemple). Chaque université devrait consacrer 30% de ces revenus supplémentaires à un programme de bourses. En parallèle est proposé un système de remboursement des prêts étudiants qui serait proportionnel aux revenus des diplômés.

Michel Seymour, professeur de philosophie à l'Université de Montréal

Avant d'envisager de hausser les droits de scolarité, commencer par soigner le «syndrome de la pépîne»: cesser de donner toujours davantage dans la dérive immobilière (voir dans quel bourbier cela a plongé l'UQAM) et ne pas aller de l'avant, par exemple, avec ce projet de second campus de l'Université de Montréal dans la gare de triage d'Outremont, qui, avant même la première pelletée de terre, coûtera 120 millions en décontamination. Exiger du gouvernement fédéral qu'il recommence à financer les universités comme il le faisait avant 1994 et que ses investissements se fassent dans le savoir plutôt que dans le béton comme c'est le cas actuellement.

Jean-François Lisée, directeur du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal

Tous les étudiants qui le désirent, donc non seulement les plus démunis, pourraient rembourser des droits de scolarité majorés (aux deux tiers du coût réel), mais seulement lorsqu'ils auraient des revenus conséquents. Pour obtenir ce droit, ils devraient s'engager à travailler au Québec pendant 12 des 20 premières années de leur activité professionnelle. Cette proposition serait étendue aux étudiants étran-

gers. Dans ce scénario, l'étudiant a bien une «dette» envers l'État. Les étudiants qui ne souhaitent pas entrer dans cette filière devraient, eux, déboursier le coût réel de leur formation. S'ils restent au Québec par la suite, pendant 12 de leurs 20 premières années d'activité professionnelle, c'est l'État qui leur rembourserait graduellement le tiers du coût réel de leurs études.

Germain Belzile, directeur de la recherche à l'Institut économique de Montréal

Laisser aux universités le choix de facturer des droits plus élevés selon les missions qu'elles se fixent. L'Université McGill, par exemple, reçoit beaucoup d'étudiants étrangers, est en concurrence directe avec d'autres institutions partout en Amérique du Nord et n'a pas la même mission que l'Université du Québec à Trois-Rivières. Elle devrait pouvoir adapter ses droits de scolarité à ses besoins financiers et à son environnement concurrentiel.

L'Association des étudiants de l'Université Laval

Que les entreprises versent aux universités 1% de leur masse salariale puisqu'elles sont les premières à bénéficier d'un système d'éducation public et accessible.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : L'Université McGill refuse d'écarter – Jeudi 09 septembre 2010

Agence QMI

L'Université McGill de Montréal reste sur ses positions : elle impose dès cet automne des frais

de scolarité de 29 500 \$ à chacun des 56 étudiants nouvellement inscrits à son programme de MBA.

La décision de la Faculté de gestion représente un bond prodigieux si on les compare aux 1700\$ qui étaient exigés jusqu'à présent.

Selon le quotidien Le Devoir, l'institution ignore du même coup les menaces de sanctions qui pesaient contre elle de la part du ministère de l'Éducation.

L'Université, qui a demandé une rencontre avec la nouvelle ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, dit avoir fini d'attendre.

«On a donné le nouveau programme pendant deux ans avec les cohortes normales et on a réalisé que ce n'était pas possible de continuer comme ça. Alors, maintenant, on commence avec le modèle autofinancé », a déclaré au quotidien Peter Todd, doyen de la Faculté de gestion.

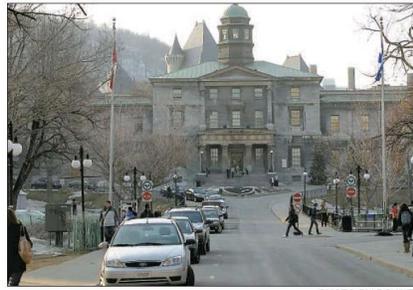


PHOTO D'ARCHIVES

✓ Il en coûtera 29500\$ pour s'inscrire au MBA de McGill.

L'ancienne ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, avait annoncé à l'Université qu'elle allait se voir retirer de son financement total les 11 000 \$ par étudiant qu'elle lui donne en sub-

vention, ainsi qu'un montant supplémentaire de 17 000 \$ en guise de pénalité si elle procédait à la hausse de ces frais de scolarité.

Un investissement

Pendant ce temps, Peter Todd voudrait atteindre le niveau de qualité d'autres universités canadiennes comme l'École Rothman de l'Université de Toronto où celle-ci réclame plus de 70 000 \$ en droits de scolarité.

Le nouveau montant de 30 000 \$ exigé à chacun des étudiants au MBA de McGill permettra selon l'Université d'assurer la pérennité des services aux étudiants et d'embaucher de nouveaux enseignants.

Selon Peter Todd, le programme MBA de McGill représente un investissement pour les étudiants qui n'hésiteront pas à s'endetter pour le suivre.

24 HEURES : McGill : la seule université canadienne dans le palmarès mondial – Jeudi 09 septembre 2010

L'Université McGill est la seule école canadienne figurant dans le top 25 du QS World University Rankings, le palmarès des 25 meilleures universités dans le monde.

L'établissement d'enseignement de Montréal s'est notamment démarqué dans des disciplines telles les arts, l'ingénierie et la médecine.

McGill s'est classé au 19e rang de ce prestigieux classement, qui évalue notamment la qualité de

la recherche, le taux d'employabilité des diplômés ainsi que le ratio élèves professeurs. L'institution a chuté d'une position depuis l'an dernier.

L'Université Cambridge, au Royaume-Uni, a délogé Harvard du sommet de la liste, largement dominé par des institutions américaines ou européennes.

Trois autres écoles canadiennes figurent dans le top 100 du palmarès. L'Université de Toronto se classe au 29e rang, le même que l'an dernier, l'Université de la Colombie-Britannique au 44e, alors qu'il était au 40e rang en 2009, et l'Université de l'Alberta se hisse à la 78e position, alors qu'elle se classait au 59e rang l'an dernier.

24HEURES.COM : Les universités québécoises tardent à interdire la vente d'eau embouteillée – Mercredi 08 septembre, 19h45



Photo : Archives Agence QMI
À l'Université de Winnipeg, il se vendait près de 38 400 bouteilles d'eau dans les machines distributrices et les cafétérias.

Charles-Antoine Gagnon Agence QMI

Un mouvement visant à interdire la vente d'eau embouteillée prend de l'ampleur dans les campus universitaires canadiens, mais les institutions québécoises hésitent à suivre le pas.

L'Université d'Ottawa est la plus récente institution d'enseignement postsecondaire à bannir la vente de bouteilles d'eau à usage unique sur ses campus. La mesure est entrée en vigueur la semaine dernière.

L'Université Trent, à Peterborough, vient tout juste d'annoncer qu'elle interdira la vente d'eau embouteillée sur ses campus à compter de l'automne 2011.

La politique qu'a adoptée l'administration de Trent vient d'une initiative des étudiants. Un sondage mené à l'interne auprès de 600 étudiants et 200 membres du personnel a révélé que 80 % des personnes interrogées étaient en faveur d'interdire la vente d'eau en bouteille.

L'eau vendue dans des bouteilles de plastique est considérée comme une importante source de pollution en raison de l'énergie requise pour produire et distribuer les contenants, et aussi parce qu'ils ne sont pas toujours envoyés au recyclage.

L'Université Laval refuse d'imposer des mesures coercitives pour modifier le comportement des gens, a mentionné le vice-recteur exécutif et au développement, Éric Bauce. Le campus dispose de 450 fontaines d'eau, dont certaines disposent de buvette pour remplir les bouteilles de plastique réutilisables.

« Ce n'est pas notre approche de réglementer en interdisant. Nous sommes une université, nous formons les gens, et on doit les amener à être responsables de leurs actes sans leur interdire ceci et cela. C'est l'approche que nous prenons dans l'ensemble des dossiers, et on voit que ça donne de bons résultats », a expliqué M. Bauce.

L'Université de Montréal pourrait envisager une telle politique, mais le sujet ne figure pas dans les discussions de l'administration pour l'instant.

« Nous incitons les gens à utiliser les bouteilles réutilisables plutôt que d'imposer des restrictions », a indiqué Sophie Langlois, porte-parole à l'Université de Montréal.

UniVertCité, le comité environnemental étudiant à l'Université de Montréal, propose un retrait progressif de la vente des bouteilles d'eau à usage unique.

La politique d'interdiction de la vente de l'eau embouteillée à l'Université d'Ottawa a été développée grâce à une collaboration entre les étudiants et l'administration. L'université a investi plus de 100 000 \$ depuis 2008 dans ses fontaines d'eau. Elle entend consacrer 75 000 \$ additionnels l'année prochaine afin que les étudiants et les autres membres de la communauté universitaire remplissent leur tasse, leur verre ou une bouteille réutilisable avec l'eau des abreuvoirs.

Des universités de Winnipeg et de Toronto ont elles aussi décidé d'éliminer la vente d'eau embouteillée sur leur campus. À l'Université de Winnipeg, il se vendait près de 38 400 bouteilles d'eau dans les machines distributrices et les cafétérias.

Des organisations environnementales croient que les contrats d'exclusivité que signent des universités avec des entreprises d'alimentation et de boissons gazeuses les empêchent de bannir la vente d'eau en bouteille.

LA PRESSE : Palmarès mondial des universités QS: McGill parmi les meilleures – Mercredi 08 septembre 2010

Daphné Cameron, La Presse

McGill vient une fois de plus d'être reconnue comme l'une des meilleures universités du monde, mais sa place au palmarès pourrait être compromise en raison du sous-financement des institutions québécoises, craint la principale de l'établissement, Heather Munroe-Blum.

L'Université McGill figure au 19e rang du prestigieux palmarès mondial des universités de la firme britannique QS. Le 7e classement du genre a été publié hier soir. L'an dernier, l'université montréalaise s'était classée au 18e rang. «C'est

une excellente nouvelle! Depuis 200 ans, McGill s'efforce de maintenir une tradition d'excellence, a indiqué hier Mme Munroe-Blum. Mais ces gains sont fragiles. Notre réseau est le plus sous-financé du Canada et de l'Amérique du Nord, ce qui compromet la qualité de l'éducation.»

La firme QS a évalué 600 établissements de partout dans le monde et a réalisé un classement à partir des 400 universités jugées les plus performantes. Six critères ont été évalués: la réputation sur le plan des études, la réputation accordée par les employeurs, le taux de profes-

seurs provenant de l'étranger, le taux d'étudiants étrangers, le nombre d'étudiants pour un professeur et le nombre d'articles de membres du corps professoral dans des publications scientifiques.

En tout, 10 universités canadiennes se sont classées parmi les 200 premières. Aucune n'a amélioré ses résultats par rapport à l'an dernier. Au Québec, l'Université de Montréal arrive au 136e rang, alors qu'elle occupait le 107e en 2009. L'Université Laval est quant à elle passée de la 258e à la 271e position. L'Université

LE NOUVELLISTE : Une autre hausse du nombre d'étudiants à l'UQTR – Mercredi 08 septembre 2010



Photo: Olivier Croteau
Une ambiance festive pour la journée de la rentrée à l'UQTR.

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste (Trois-Rivières) Malgré le mauvais temps, c'est un recteur heureux qui servait des hot dogs à la bonne franquette sous le chapiteau, hier, jour de la rentrée 2010-2011 à l'UQTR. C'est que cette année, l'UQTR constate - encore - une augmentation de sa population étudiante, soit 7 % par rapport à l'automne 2009. Pas moins de 12 600 étudiants devraient donc occuper cette année le campus trifluvien ainsi que les divers centres hors campus. Il s'agit en fait de la neuvième hausse consécutive du nombre d'étudiants dans l'établissement trifluvien. Cette année, cela se traduit par 2800 nouveaux étudiants de plus au premier cycle, soit 10 %. «Depuis 9 ans, on a augmenté de 37 %», constate le recteur Ghislain Bourque.

«C'est difficile pour nous d'analyser exactement ce pourquoi ça arrive. Les étudiants apprécient l'université et le disent à leurs amis. À mon sens, c'est probablement le facteur dominant», analyse-t-il.

«Il y a aussi très certainement toute la carte de programmes qui est au compte de la santé. On a à peu près un tiers des programmes en santé, donc un tiers des étudiants, un tiers des professeurs qui sont dans les domaines de la santé. Ça aussi, ça draine beaucoup de l'extérieur de la région. On a toujours plus de 50 % de la clientèle qui provient de l'extérieur de la Mauricie et du Centre-du-Québec, donc ça nous protège un peu contre les replis démographiques», explique M. Bourque.

Ce dernier rappelle que l'UQTR a participé à un sondage de l'Université d'Indiana, il y a deux ans portant sur plus de 750 universités américaines et canadiennes.

«Dans plusieurs rubriques, on a terminé premier au Québec et dans les 20 premiers au Canada», rappelle M. Bourque. La vie étudiante, la pédagogie, les interactions professeurs-étudiants revenaient sans cesse parmi les qualités les plus appréciées.

Cette année, 7200 étudiants sont inscrits à plein temps et 4400 à temps partiel. Cela représente une augmentation de 9 % par rapport à l'an dernier.

La hausse des inscriptions se reflète à tous les cycles d'études soit, 6,9 % au premier, 11,3 % au deuxième et 11,7 % au troisième.

Autre hausse importante, celle des étudiants internationaux qui augmentent cette année de 20 %. Ils viennent principalement de la France, de l'Afrique du Nord et de l'Afrique de l'Ouest.

Sur le plan des ressources humaines, la croissance aussi se manifeste. Ainsi, l'UQTR compte 25 nouveaux professeurs, 65 nouveaux chargés de cours et 55 nouveaux employés. Depuis la signature du dernier contrat de travail, ils sont 40 professeurs de plus, soit plus de 380 professeurs.

«Ça nous permet de dire que l'Université est en développement», résume M. Bourque.

D'ailleurs, le programme d'orthophonie est actuellement évalué par la CRÉPUQ.

«On s'attend à de bonnes nouvelles, dit le recteur. Ils nous ont déjà envoyé un mot au début de l'été dernier. On a répondu à tout ce qu'on devait répondre. Donc d'ici Noël, on devrait avoir une réponse pour orthophonie.»

L'UQTR souhaite aussi obtenir un programme de criminalistique.

«On est en contact avec des gens de l'Université de Lauzane et on est en train d'attacher ça de façon plus serrée, cette année. C'est un programme qui demande la collaboration de l'École nationale de police et même des gens de criminologie de Montréal», dit-il.

L'orientation de l'UQTR vers les secteurs de la santé a d'ailleurs eu des retombées sur d'autres programmes: philosophie, langues modernes et traduction, notamment, connaissent eux aussi un accroissement du nombre de leurs étudiants.

THE GAZETTE : McGill slips but is still top-rated in Canada – Wednesday, September 08, 2010

PEGGY CURRAN THE GAZETTE

McGill University has slipped a notch in the latest international rankings of universities, but that's still good enough to claim to be the top-rated school in Canada.

Yet McGill principal Heather Munroe-Blum cautions that the quality and diversity of McGill and other Quebec universities are at risk unless the provincial government makes a major reinvestment to bring research funding in line with what's available elsewhere.

The QS World University Rankings for 2010, made public last night, place McGill 19th among 500 post-secondary institutions around the world.

McGill, which placed 18th last year, is the only Canadian university to crack the top 25, a list

traditionally dominated by schools in Britain and the United States.

This marks the seventh year in a row that McGill has placed in the elite top quarter, although it has dropped from its best showing in 2007, when it was ranked 12th overall.

Other Canadian schools in the top 100 include the University of Toronto, the University of Alberta and the University of British Columbia.

Munroe-Blum sees the ranking as recognition of McGill's "broad strength, remarkable talents and dedicated efforts of our faculty, students, staff and alumni."

McGill's achievement is particularly interesting, she said, given the "growing funding gap between us and universities with which we compete."

Appearing yesterday before a National Assembly committee on culture and education in Quebec City, Munroe-Blum said: "Quebec deserves to have many universities that stand among the best in the world, each imbued with its own mission."

For that to happen, she believes, Quebec needs a new funding model that would link higher tuition fees with a revamping of financial aid for students in need.

McGill placed in the top 35 schools in arts and humanities, engineering and technology, life sciences and medicine, natural sciences, social sciences and management.

Ratings are based on academic peer review, research excellence, staff-to-faculty ratios, the number of international faculty and students and a survey of graduate recruiters.

LA PRESSE : Les chercheurs postdoctoraux en bataille contre l'impôt – Mardi 07 septembre 2010

Marie-Claude Malboeuf, La Presse

Les 1800 chercheurs postdoctoraux du Québec intensifient leur bataille pour éviter de voir leurs bourses imposées par le gouvernement fédéral. Un changement qui favorisera l'abandon de leurs recherches et l'exode des cerveaux, disent-ils. Rémunérés pour la plupart de 35 000\$ à 45 000\$ par année, les chercheurs postdoctoraux bénéficiaient jusqu'ici de l'exemption d'impôt accordée aux étudiants à la maîtrise et au doctorat. Mais le dernier budget Harper est venu les exclure officiellement de cette catégorie, ce qui forcera chacun d'entre eux à rembourser quelques milliers de dollars dès leur prochaine déclaration de revenus. «C'est un désastre. Lorsqu'on gagne moins de 40 000\$ par année, qu'on est dans la trentaine et qu'on a déjà des enfants comme plusieurs de mes collègues, on se trouve déjà dans une situation précaire», observe

Martin Ladouceur, chercheur en statistique-génétique à l'Hôpital juif de Montréal, lié à l'Université McGill.

«Si on doit maintenant perdre des milliers de dollars, plusieurs n'y arriveront plus. Après 10 ans d'études universitaires, c'est ridicule. On parle de chercheurs qui travaillent entre autres à l'amélioration de la médecine et à la mise au point de nouveaux traitements. Comment les encourager et les garder si on réduit continuellement leurs moyens?» interroge le jeune homme. «Ces coupes sont semblables à celles faites aux artistes, dit-il, mais on ne réalise pas leur impact.»

Pressions

Cette semaine, l'Association des chercheurs postdoctoraux de McGill a relancé ses membres pour qu'ils écrivent à leurs députés et signent une pétition. Les universités québécoises exer-

cent elles aussi des pressions en coulisse, notamment McGill et l'Université de Montréal, qui comptent chacune quelque 700 postdoctorants.

«On considère, tout comme le gouvernement du Québec, qu'ils ne sont pas des employés mais des stagiaires ou des apprentis de haut niveau. On continue de les former pour en faire des chercheurs pleinement autonomes», indique Martin Kreiswirth, doyen aux études supérieures et postdoctorales à McGill. Dans plusieurs autres provinces, les bourses des postdoctorants sont malgré tout imposées depuis longtemps, dit-il, et les universités réussissent à en recruter. «Mais ce n'est pas idéal, bien sûr, on travaille donc très fort pour faire reconnaître leur statut de stagiaire, même si on ne peut pas savoir tout de suite comment cela va nous affecter.»

«On se soucie de la persévérance des postdoctorants dans leurs recherches», affirme pour sa

part Sophie Langlois, porte-parole à l'Université de Montréal. «On va décourager les étudiants d'aller vers la carrière traditionnelle de professeur chercheur», renchérit Louis-Philippe Savoie, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Lors du dernier budget, le gouvernement conservateur a parallèlement instauré quelques bourses postdoctora-

les plus généreuses. Mais ces «super bourses» bénéficieront seulement à une centaine de chercheurs postdoctoraux, soit à 2% d'entre eux, souligne M. Savoie. L'an dernier, un rapport du Conference Board of Canada déplorait déjà que le Canada se classe dernier parmi 15 pays quant au taux de diplomation des étudiants au doctorat. «Cette mau-

vaise note est très inquiétante et de mauvais augure pour l'avenir, indique le rapport. L'omission de subventionner des universités de calibre international explique en partie la faiblesse du Canada quant à la réussite académique de haut niveau et la faiblesse en innovation qui lui est associée.»

LA TRIBUNE : Rentrée sans casse à Bishop's – Mardi 07 septembre 2010



Imacom, Maxime Picard

Sonia Bolduc, La Tribune

(Sherbrooke) La rentrée s'est déroulée sans trop de casse du côté de Bishop's où les universitaires de l'arrondissement Lennox ont amorcé dimanche soir les célébrations de la nouvelle année scolaire. Alors que plusieurs éditions antérieures avaient été marquées par des infractions au code criminel et des arrestations, cette fois, seuls une arrestation et six constats aux règlements municipaux ont marqué la nuit des agents du Service de police de Sherbrooke. Un fêtard a terminé la nuit dans une cellule où il a pu cuver son vin, les agents de sécurité de Bishop's ayant fait appel aux policiers puisque l'étudiant aviné refusait de quitter le campus. Il

a été relâché au petit matin avec en poche un constat d'infraction associée à ton entêtement. Au cours de cette même nuit de dimanche à lundi, les patrouilleurs du SPS ont émis trois constats pour utilisation de contenants de verre dans des lieux publics, et deux autres encore pour consommation d'alcool dans des lieux publics. La fête de la rentrée qui se tenait à l'extrémité du parc Optimiste a aussi tourné court à 2 h 15 lorsqu'un troisième appel pour bruit a été logé au service de police. Les jeunes se sont ensuite dispersés.

LE DROIT : Présentation d'un plan détaillé visant un statut particulier : Le recteur de l'UQO vise le début 2011 – Mardi 07 septembre 2010



Archives, LeDroit
Jean Vaillancourt

Justine Mercier, Le Droit

Alors que la prochaine session de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) accueille aujourd'hui quelque 6000 étudiants, son recteur Jean Vaillancourt se met en mode mobilisation.

Après avoir exposé il y a deux semaines les enjeux derrière sa demande de statut particulier devant la Commission de la culture et de l'éducation à Québec, il désire être en mesure de présenter au début 2011 un plan détaillé visant l'obtention d'un statut particulier pour le milieu de l'éducation postsecondaire de la région.

« Mon ambition, c'est qu'à Noël, on devrait avoir vraiment mobilisé les gens et je pense qu'il est raisonnable de penser qu'au début de l'année prochaine, on devrait voir sur papier un modèle à proposer au ministère [de l'Éducation, du

Loisir et du Sport] », a laissé savoir M. Vaillancourt lors d'une entrevue avec LeDroit.

Les efforts de mobilisation toucheront évidemment le milieu de l'éducation, mais aussi d'autres partenaires comme la communauté des gens d'affaires, et même les gens du réseau de la santé qui possèdent « une expertise particulière au niveau des statuts particuliers ».

Plus de programmes

Misant sur le retard au niveau du financement et la pauvreté de l'offre de programmes dans la région en raison de la proximité d'Ottawa et de ses universités, le recteur de l'UQO entend faire valoir son point de vue auprès des décideurs. Il n'est pas normal, à ses yeux, que les résidents de l'Outaouais et des Laurentides n'aient accès qu'à 2 % de l'offre universitaire. « Manifestement, on a 10 % des payeurs de taxes du Québec qui reçoivent 2 % des services », déplore-t-il.

M. Vaillancourt aimerait que l'offre de programmes de l'UQO se développe considérablement rapidement. Il souhaite offrir 32 baccalauréats en 2014, alors que 21 sont actuellement offerts. « À Trois-Rivières, déjà, en 1999, il y avait 38 baccalauréats », a-t-il donné en exemple pour illustrer l'iniquité dénoncée par l'UQO.

« C'est désolant, et c'est d'autant plus désolant que c'est une situation qui perdure depuis de nombreuses années. [...] C'est en fait, à mon avis, une grande perte pour le Québec. Le Québec a, dans ces deux régions-là, plusieurs dizaines de milliers de jeunes qui devraient pouvoir

aller à l'université avec les mêmes opportunités, la même accessibilité que les jeunes de l'Est du Québec. »

Projet à Ripon

La priorité du développement de l'UQO, c'est l'Institut des sciences de la forêt feuillue tempérée (ISFORT), à Ripon, qui serait « l'embryon du département de sciences naturelles de l'université ».

Il est cependant urgent qu'une décision soit rendue par Québec dans ce dossier, car l'UQO attend toujours une enveloppe budgétaire pour assurer le fonctionnement lié à ce projet de construction de 3,1 millions \$.

La part du fédéral dans le budget d'infrastructures vient à échéance le 31 mars prochain, de sorte qu'il y a urgence de savoir si Québec injectera les 6,1 millions \$ nécessaires au démarrage, sur six ans. « Il y a urgence. [...] C'est bien évident que si on perd la part fédérale, le projet de construction est compromis. »

L'UQO a par ailleurs enregistré, cette année, une hausse de 12,3 % des demandes d'admission. Les données préliminaires font état d'une augmentation de 9,3 % du nombre de nouveaux étudiants par rapport à l'automne dernier. La hausse est surtout importante au campus de Saint-Jérôme, où les inscriptions ont augmenté de 22 %, notamment en raison de l'ajout du baccalauréat en administration.

LA TRIBUNE : Bishop's: un brassard pour tisser des liens – Dimanche 05 septembre 2010

Sonia Bolduc, La Tribune

(Sherbrooke) Lorsque les étudiants de l'Université Bishop's célébreront leur arrivée sur le campus cette fin de semaine, ils ne seront pas seuls à afficher fièrement leur nouvelles couleurs. Ouvrant de concert depuis six ans maintenant, les autorités universitaires, les représentants étudiants, le Service de prévention des incendies et le Service de police de Sherbrooke sont parvenus à redorer le blason de l'Université Bishop's et ont bien l'intention de poursuivre dans la même veine.

Afin de favoriser davantage encore les rapprochements avec les étudiants, quelques intervenants

arboreront désormais un brassard d'agent de liaison aux couleurs de l'institution de l'arrondissement de Lennox. Lors de certains événements, dont la rentrée d'automne, le homecoming, la fête d'Halloween, les fins de sessions et la remise de diplômes, ces intervenants pourront communiquer entre eux au besoin.

« Si la patrouille doit intervenir dans un logement où se déroule un party, on pourra aviser un représentant de l'université et, au besoin, lui demander sa collaboration. La seule présence du chef de la sécurité ou du doyen aux affaires étudiantes peut faciliter le travail des patrouilleurs, et le contraire est tout aussi vrai », expli-

que Maryse Boulanger, l'agent de police responsable de la sécurité des milieux.

En lien avec Bishop's, ses dirigeants et ses étudiants depuis 2004, Maryse Boulanger a vu la dynamique changer au fil du temps. Aux fêtes qui dérapaient à coup sûr et nécessitaient parfois des interventions musclées ont succédé des célébrations plus civilisées. Le nombre d'infractions criminelles liées aux festivités ont grandement diminué, et seule une certaine problématique reliée aux incendies de mobiliers, en fin d'année scolaire, perdure encore.

RADIO-CANADA /Abitibi-Témiscamingue : Éducation : La clientèle autochtone gagne l'université - Mise à jour le vendredi 3 septembre 2010 à 15 h 32



Les inscriptions d'étudiants autochtones ont augmenté de 25 % au campus de Val-d'Or de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) cette année. La hausse de cette clientèle provenant majoritairement des communautés crie ne dépasse généralement pas 5 %.

Le directeur du campus, Vincent Rousson, constate un nouvel engouement pour les études universitaires. « Il y a l'attrait du pavillon, l'ensemble de nos promotions qu'on fait depuis plusieurs années aide aussi, les gens ont pris conscience de l'importance pas juste personnel-

le, mais au niveau social, économique des étudiants postsecondaires », souligne M. Rousson. De son côté, la coordonnatrice du Service Premières nations à l'UQAT, Janet Mark, explique cette augmentation par l'intérêt des femmes autochtones pour un retour aux études. Plusieurs cours sont aussi offerts directement dans les communautés. « Ce qui est très populaire et qui fonctionne très bien, ce sont les programmes en gestion », mentionne Mme Mark.

La coordonnatrice précise que les étudiants s'inscrivent souvent pour obtenir un certificat, dans un premier temps. « Après avoir fait leur

première année, ils veulent poursuivre leurs études vers un deuxième et troisième certificat », dit Janet Mark.

Les programmes où il y a le plus grand nombre d'inscriptions sont ceux en ressources humaines, comptabilité et administration.

L'université envisage de développer de nouveaux programmes pour répondre aux besoins des communautés autochtones, notamment des certificats en tourisme, en toxicomanie et en intervention auprès de la jeunesse.

RADIO-CANADA / CÔTE-NORD : Université autonome régionale : Sept-Îles s'oppose au projet - Mise à jour le vendredi 3 septembre 2010 à 10 h 56

Sept-Îles s'oppose à l'implantation d'une université autonome sur la Côte-Nord.

Le projet piloté par la Conférence régionale des élus (CRE) prévoit l'implantation de campus à Baie-Comeau et à Sept-Îles, de même que de centres de service en Haute-Côte-Nord, en Minganie, à Fermont et en Basse-Côte-Nord.

Le projet de créer une université régionale a obtenu l'appui du milieu de l'éducation, municipal et socio-économique nord-côtier, selon plusieurs lettres dont Radio-Canada a obtenu copie. La Conférence régionale des élus aurait

même obtenu un appui de l'ancienne ministre Michelle Courchesne.

Tous ces appuis se butent au rejet de Sept-Îles où le maire Serge Lévesque estime que le partenariat entre l'Université du Québec à Chicoutimi et le cégep de Sept-Îles fait déjà amplement le travail. « On invite les gens du comité à reconnaître, qu'il y a peut-être une façon alternative de faire, qui pourrait être le modèle Sept-Îles-Port-Cartier, pour faire bénéficier la Côte-Nord de l'ensemble de services universitaires », explique Serge Lévesque.

La commission scolaire du Fer, la Chambre de commerce, le cégep de Sept-Îles et Développement économique Sept-Îles abondent tous dans le même sens. Ils font valoir qu'une université autonome, sur la Côte-Nord, serait difficilement viable étant donné la faiblesse de la diplomation collégiale dans la région.

Selon Serge Lévesque, un projet n'ayant pas l'appui de Sept-Îles pourra difficilement obtenir l'aval du gouvernement.

LA TRIBUNE : Des étudiants dans la brousse pour aider un village du Sénégal – Vendredi 03 septembre 2010



La Tribune, René-Charles Quirion

Des étudiants de génie mécanique de l'Université de Sherbrooke se rendront au Sénégal en Afrique de l'ouest pour y ériger une pompe à eau et un système d'irrigation dans un village de la brousse. C'est le Sherbrookois Clermont Domingue qui finance les travaux de forage du puits au village de Mbaraglou Ogo.

René-Charles Quirion, La Tribune (Sherbrooke) Un village de la brousse sénégalaise en Afrique de l'Ouest pourra compter sur un tout nouveau puits avec une pompe à eau et un système d'irrigation conçu par des étudiants en génie mécanique de l'Université de Sherbrooke.

Ce projet financé par le Sherbrookois Clermont Domingue se veut la concrétisation de la formation de ces futurs ingénieurs dans le cadre d'un projet de conception majeur de fin d'études.

« Nous voulons faire profiter notre savoir et notre expertise à des populations qui en ont besoin », explique le porte-parole du groupe, Mathieu Nadeau.

Les étudiants se rendront dans le village de Mbaraglou Ogo au Sénégal au mois d'octobre pour mettre en place la pompe actionnée par un carrousel de deux chevaux et conçu à partir d'un différentiel d'un véhicule Toyota Tacoma.

RADIO CANADA / Saguenay-Lac-Saint-Jean : Baccalauréat en communication : Partie remise - Mise à jour le jeudi 2 septembre 2010 à 17 h 04

Le projet de baccalauréat interdisciplinaire en communication de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) a été refusé par la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec.

C'est la troisième fois depuis 1985 que l'UQAC tente d'offrir un programme universitaire en communication.

Un comité d'expert a analysé le projet de baccalauréat interdisciplinaire en communication au printemps 2010.

Le programme avait été élaboré par des professeurs de l'UQAC et des représentants du programme d'Arts et Technologie des Médias du Cégep de Jonquière. Selon Aurélien Leclerc, qui était membre du comité, la formation aurait été la première du genre en région et même au Québec. « C'était vraiment quelque chose de nouveau qu'on avait, c'était quelque chose qui était vraiment lié aux marchés, je dirais, entre guillemets, aux marchés régionaux », soutient M. Leclerc.

C'est la première fois qu'un projet de baccalauréat en communication présenté par l'UQAC se rendait aussi loin dans le processus d'acceptation. Malgré tout, le porte-parole de l'UQAC, Jean Wauthier, affirme que la direction ne jette pas l'éponge. « Comme il a été présenté, le baccalauréat en communication a été refusé avec des commentaires. C'est un programme novateur, peut-être un peu trop. On a reçu les commentaires et déjà, on s'est remis à l'ouvrage », souligne M. Wauthier.

LE DEVOIR : Le Centre d'aide de l'UQAM aura son financement – Jeudi 02 septembre 2010

Lisa-Marie Gervais

Hypothéqué en raison d'un imbroglio autour de son financement, le Centre d'aide à la réussite (CARÉ) en français de l'UQAM pourra se maintenir à flot grâce à des fonds institutionnels récurrents.

Voyant que le budget de fonctionnement d'environ 100 000 \$ avait fondu de plus de moitié, Martine Desjardins, présidente de l'Association des étudiantes et étudiants en science de l'éducation (ADEESE), craignait que le CARÉ ne puisse offrir suffisamment d'ateliers pour subve-

nir à la demande. Ces ateliers sont cruciaux pour les futurs enseignants, qui doivent obligatoirement réussir le Test de certification en français écrit pour l'enseignement (TECFÉE).

L'aide fournie sera même bonifiée puisqu'elle se chiffra grosso modo de 200 000 à 250 000 \$, estime Monique Brodeur, doyenne de la Faculté des sciences de l'éducation. Une partie du montant viendra de sa faculté, qui libérera entre autres un professionnel de la recherche pour assumer la direction du CARÉ, et une autre proviendra de fonds institutionnels interfacultai-

res, pour s'assurer que tous les futurs enseignants, y compris ceux des autres facultés, puissent profiter des activités du centre. Enfin, les étudiants paieront de leur poche 20 \$ pour chaque atelier suivi.

« On est en période d'ajustement. J'ai toujours été sensible à [la qualité du français] et, en ce sens, on a une très belle collaboration avec le Centre d'aide », note Mme Brodeur, qui rappelle que l'UQAM a à cœur la valorisation du français.

LA PRESSE : Les étudiants de Concordia dénoncent des propriétaires – Jeudi 02 septembre 2010

Catherine Handfield, La Presse

Lorsque l'Américaine Heather Lucas est arrivée à Montréal pour étudier à l'Université Concordia, elle a visité un appartement dans le centre-ville.

Bien que ce soit illégal, le propriétaire a exigé qu'elle paie à l'avance deux mois de loyer. Il lui a également demandé une photocopie de son passeport.

Les étudiants internationaux seraient souvent confrontés à ce genre de pratiques lorsqu'ils tentent de louer un appartement dans le centre-



ville, selon Heather Lucas, aujourd'hui présidente de l'Union des étudiants de Concordia (CSU). Mercredi, la CSU a donc demandé à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse d'enquêter sur ces «pratiques abusives». Le service de recherche de logement et d'emploi de la CSU (HOJO) entend identifier et bannir les propriétaires en cause de leurs bases de données.

«La plupart des étudiants qui viennent à Montréal ne connaissent pas leurs droits de locataire et ils ont peur de dénoncer ces pratiques parce qu'ils craignent de se retrouver à la rue», a dit Leanne Ashworth, coordonnatrice du HOJO,

lors d'une conférence de presse à l'Université Concordia. Elle dit avoir reçu une trentaine de plaintes à cet effet depuis la mi-août.

En vertu du code civil, les propriétaires ne peuvent demander plus d'un mois de loyer à l'avance, indique-t-on à la Régie du logement du Québec. Quant à la photocopie du passeport, la Commission d'accès à l'information (CAI) n'a pas de position définie sur le sujet, mais «ça soulève de nombreux questionnements», selon Jean-Sébastien Desmeules, secrétaire de Commission. La CAI décourage la collecte du numéro d'assurance sociale lors de la location.

Hans Brouillette, directeur des Affaires publiques de la Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ), ne cautionne pas les propriétaires qui exigent des paiements à l'avance aux étudiants internationaux. Il dit toutefois les comprendre.

«Louer à un étudiant étranger implique un niveau de risque plus élevé, parce qu'il est plus difficile d'obtenir son dossier de crédit et son dossier judiciaire», a-t-il souligné. M. Brouillette ajoute qu'il est également plus difficile les retracer s'ils partent sans payer.

LE SOLEIL : Line Beauchamp veut des universités performantes – Jeudi 02 septembre 2010

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil

(Québec) Le financement du réseau universitaire et la hausse des droits de scolarité seront aussi à l'ordre du jour du grand forum sur l'éducation prévu cet automne. Les universités devront toutefois démontrer qu'elles se serrent la ceinture, affirme Line Beauchamp.

«Je vais être préoccupée et exigeante sur la démonstration et la participation des universités à l'effort public. Le niveau d'augmentation des budgets des universités au Québec a été assez appréciable au cours des dernières années. Il faut que les universités soient aussi un joueur dans la démonstration qu'on doit faire au citoyen que tout est performant. Je ne suis pas en train de porter un jugement de valeur, mais il faut en faire la démonstration», a-t-elle affirmé.



Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve

Line Beauchamp n'a pas encore eu le temps de se plonger dans les enjeux concernant le réseau universitaire, mais laisse entendre que le financement ne repose pas que sur les épaules des étudiants.

Au cours des derniers mois, plusieurs hypothèses ont été débattues sur la place publique concernant le financement des universités: modulation des coûts par programme, taxe imposée au secteur privé, etc. Le dernier budget présenté par le gouvernement Charest prévoit par ailleurs une augmentation de la facture étudiante à partir de 2012, dont les modalités restent à déterminer.

Pas qu'aux étudiants

Mme Beauchamp n'a pas encore eu le temps de se plonger dans les enjeux concernant le réseau universitaire, mais laisse entendre que le financement ne repose pas que sur les épaules des étudiants.

«On met beaucoup l'accent sur les droits de scolarité, mais tout ça doit s'équilibrer avec le fait qu'il faut aussi parler aux contribuables et aux étudiants de la performance du réseau universitaire québécois. Je suis rendue là.»

LE DEVOIR : UQAM: les futurs enseignants voient fondre une importante aide en français : Le Centre d'aide à la réussite de la Faculté des sciences de l'éducation doit couper radicalement ses activités – Mercredi 1er septembre 2010

Lisa-Marie Gervais

Déjà sérieusement hypothéqué, le Centre d'aide à la réussite de la Faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM doit couper radicalement ses activités d'aide en français en raison de compressions budgétaires, a appris Le Devoir. Craignant déjà de perdre leur emploi, la moitié des quelque 30 moniteurs de français sont partis chercher du boulot ailleurs.

Ce centre, appelé CARÉ par les étudiants, dispensait des ateliers et des activités de monitoring de français aux futurs diplômés en enseignement. Mais surtout, il les aidait à se préparer pour le fameux TECFÉE (Test de certification en français écrit pour l'enseignement), épreuve obligatoire pour l'obtention du baccalauréat en enseignement. Les étudiants ont droit à quatre essais au maximum pour le réussir.

Sans la réussite de ce test, les futurs enseignants ne peuvent effectuer leur troisième stage en milieu de travail et ils risquent l'expulsion du programme. Actuellement, 45 % des étudiants en enseignement de l'UQAM n'ont pas atteint le seuil de réussite de 70 % aux deux volets (code et rédaction) du TECFÉE. «Passer ce test sans ateliers de préparation, c'est extrêmement

difficile», insiste Martine Desjardins, présidente de l'Association des étudiants de la Faculté d'éducation (ADEESE) de l'UQAM.

Sans compter le salaire de sa direction, le Centre d'aide à la réussite disposait d'un budget de près de 100 000 \$ fourni par le Bureau d'enseignement des programmes, aujourd'hui fusionné avec une autre entité administrative. Mais en cette rentrée scolaire, il a été amputé de plus de la moitié pour une raison inconnue, la direction de l'UQAM n'ayant pas rappelé Le Devoir.

Ainsi, alors que 1200 étudiants fréquentaient le Centre l'an dernier, seuls 300 étudiants pourront continuer d'y aller, calcule l'ADEESE. Et ils devront payer des frais de 20 \$ par atelier alors qu'avant, ce montant leur donnait un accès illimité aux ateliers.

Laissés pour compte

Devant cette situation, le Centre devra prioriser les étudiants de la cohorte 2008 qui sont maintenant rendus à l'étape de leur troisième stage mais ne peuvent le faire parce qu'ils ont échoué au test. Martine Desjardins s'inquiète néanmoins du sort des étudiants des cohortes suivantes, qui seront laissés à eux-mêmes.

«On va répondre à la demande de la cohorte 2008, mais celles de 2009 et 2010? Ça veut dire que les nouveaux étudiants qui veulent améliorer la qualité de leur français devront aller au privé», déplore-t-elle.

Elle explique que son Centre s'occupait aussi de fournir une aide en français aux futurs enseignants en musique ou en sciences qui relèvent d'autres facultés. Mais vu les coupures, la Faculté des sciences de l'éducation devra plutôt s'occuper de ses étudiants en priorité. «On ne sait pas ce qu'il va arriver de ces étudiants-là», note Mme Desjardins.

«Ça fait deux semaines qu'on se secoue pour organiser les ateliers et soutenir les étudiants le mieux possible», souligne pour sa part Marie Nadeau, professeure de didactique du français à l'UQAM. Elle aimerait bien qu'une copie du TECFÉE soit distribuée aux enseignants afin qu'ils puissent mieux préparer les étudiants à le réussir. «Personne ne l'a vu, c'est tenu dans le plus grand secret. Mais il me semble qu'il soit plus difficile, selon ce que me rapportent les étudiants.»

RADIO-CANADA / ESTRIE : Enseignement de l'anglais : L'Université de Sherbrooke lance un nouveau programme - Mise à jour le mardi 31 août 2010 à 16 h 40

L'Université de Sherbrooke offre à compter de cet automne un nouveau programme de maîtrise en enseignement de l'anglais langue seconde au secondaire.

La nouvelle formation, qui est offerte par Internet, permet notamment à des personnes qui détiennent un permis provisoire pour enseigner d'acquérir les connaissances nécessaires à l'obtention du brevet d'enseignement.

«Ce programme s'adresse à des enseignants. [...] Pour s'adapter à la réalité de ces gens-là, qui concilient travail et études, l'offre en ligne répond beaucoup à leurs besoins», explique Hassan Sqalli, qui est responsable du programme.

Le président du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie, Richard Bergevin, estime que la création de cette formation répond à un besoin, même

s'il n'y a pas de pénurie d'enseignants d'anglais dans la région.

«On n'a pratiquement pas de marge de manoeuvre dans chacune des commissions scolaires ou la marge de manoeuvre est très petite», indique M. Bergevin. Ce qui veut dire que s'il y a des congés, soit des congés de maternité en cours d'année ou de maladie, on va être serré pour trouver les gens qui ont déjà une qualifica-

tion pour enseigner pour occuper les postes dans les écoles. »

Une vingtaine d'étudiants sont inscrits au nouveau programme. Les premiers diplômés devraient être décrochés dans quatre ans.

LE DEVOIR : Donner du temps tout en faisant avancer sa carrière : Les étudiants de l'Université Concordia pourront voir leurs activités bénévoles officiellement consignées dans un bilan d'engagement communautaire – Lundi 30 août 2010



Photo : Jacques Grenier - Le Devoir
Dans le petit bureau du nouveau centre de bénévolat de l'université, Valérie Millette joue le rôle d'entremetteuse entre ceux qui cherchent des bénévoles et les candidats potentiels.
Amélie Daoust-Boisvert

Quand, à 18 ans, Valérie Millette a livré son premier repas à une personne âgée de Sorel au nom de la Popote roulante, elle ne se doutait pas que, presque dix ans plus tard, le bénévolat serait devenu pour elle... une véritable carrière. Elle dirige aujourd'hui le tout nouveau centre de bénévolat LIVE de l'Université Concordia, ouvert depuis le début de l'été, mais qui lance officiellement ses activités avec la rentrée. «J'ai commencé à 18 ans, en me disant que je mettrais

cette expérience-là dans mon CV», avoue sans aucune gêne la diplômée en administration. Donner du temps pour un jour gagner de l'argent avec les habiletés acquises? Il n'y a aucun mal à ça, croit Valérie. «Il n'y a pas de mauvaise raison pour faire du bénévolat», explique-t-elle. Non seulement ce «bénévolat stratégique» permet d'acquérir de l'expérience, mais il figurera désormais au bulletin! Le «bilan d'engagement communautaire» permettra aux diplômés de Concordia de montrer «qu'ils sont plus engagés dans leur formation que pour des crédits», explique Valérie Millette. Elle constate que, payée ou non, l'expérience vaut autant aux yeux des employeurs.

Dans le petit bureau du nouveau centre de bénévolat de l'université, elle joue le rôle d'entremetteuse entre ceux qui cherchent des bénévoles et les candidats potentiels: étudiants, professeurs et membres du personnel. Un peu comme dans une agence de rencontre, le site Web sera bientôt doté d'un moteur de recherche pour trouver la «perle rare».

Réparer des vélos, cuisiner végétarien, accompagner des personnes âgées chez le médecin, arroser un jardin sur les toits ou carrément s'envoler dans un pays en voie de développement... Il y a de tout pour tout le monde. Mais ce que Valérie préfère, c'est rencontrer les indécis.

«Ceux qui disent qu'ils ne trouvent pas ce qu'ils cherchent, c'est à eux que j'aime parler et c'est surtout pour eux que c'est utile», dit-elle. Par exemple, un artiste du multimédia meurt d'envie de tourner un documentaire, mais aucun organisme communautaire n'affiche de besoin en ce sens... C'est normal, mais elle lui répond de foncer: «Ça n'existe pas parce que personne n'a rêvé assez pour mettre ça sur papier, mais ce serait un mini-miracle qui se pointerait à leur porte.»

Après avoir travaillé et donné son temps au Centre d'action bénévole de Montréal pendant plusieurs années, Valérie s'est retrouvée conseillère à l'emploi à l'Université Concordia. Un chemin qui semble l'avoir menée tout droit au poste qu'elle occupe aujourd'hui au centre LIVE, dit-elle, même si elle était «très loin de se douter» que le bénévolat façonnerait sa carrière. Et maintenant, celle des autres.

«Je sais quelles expériences vont leur servir dans leur carrière», dit-elle, mais pas question de les encourager à donner de leur temps dans une activité qui les ennuie. Ce serait inutile, et l'abandon ne tarderait pas, a-t-elle constaté dans le cadre de ses études de maîtrise, puisqu'elle a effectué une recherche sur les facteurs de motivation des bénévoles.

«On ne veut pas juste boucher des trous avec des bénévoles», lance-t-elle.

LE DROIT : Importante subvention d'Ottawa pour la recherche universitaire – Vendredi 27 août 2010

Justine Mercier, Le Droit

Le gouvernement du Canada a annoncé hier un investissement de 200 millions \$ pour stimuler la recherche et l'innovation dans les universités du pays.

Le député de Pontiac et ministre fédéral Lawrence Cannon était à l'Université du Québec en Outaouais (UQO) pour procéder à cette annonce. « Dans le contexte de l'économie mondiale, le savoir, la recherche et l'innovation sont au cœur de la croissance et de la réussite des communautés, et c'est pourquoi le gouvernement du Canada investit dans les sciences et les technologies, d'abord pour créer de l'emploi et stimuler l'économie, mais aussi pour améliorer la qualité de vie », a déclaré M. Cannon.

L'investissement de 200 millions \$ fait partie d'une enveloppe globale de 600 millions \$ déjà annoncée dans le cadre du Plan d'action économique du Canada. « Cet investissement aidera les universités canadiennes à attirer et à former et à retenir au pays les plus brillants esprits scientifiques de monde », affirme M. Cannon.

Wojtek Bock, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en photonique de l'UQO, assure que ce financement sera bénéfique pour le développement de technologies spécifiques. « Notre centre de recherche en photonique à l'UQO est déjà unique au Canada, et avec ce complément d'infrastructures, on va avoir la chance de compétitionner avec les meilleurs centres de recherche dans le domaine des senseurs optiques dans le monde », a-t-il laissé savoir.

Les chercheurs en photonique de l'UQO travaillent actuellement sur le développement d'une technologie de détection des matières dangereuses dans l'air et dans l'eau, comme des bactéries ou encore des substances explosives. « On va pouvoir augmenter notre potentiel de fabrication de dispositifs photoniques complexes », a précisé M. Bock.

Un prototype pour la détection de traces d'explosifs dans l'air a déjà été développé et testé en laboratoire.

Les 200 millions \$ annoncés hier seront distribués aux chercheurs par le biais du Fonds de l'avant-garde et du Fonds des initiatives nouvelles de la Fondation canadienne pour l'innovation.

LE QUOTIDIEN : Première pelletée symbolique à l'UQAC – Mardi 24 août 2010



Le Quotidien, Jeannot Lévesque
La construction du nouveau pavillon des laboratoires spécialisés, à l'Université du Québec à Chicoutimi, sera terminée pour mars 2011.

Nathacha Gilbert, Le Quotidien
(CHICOUTIMI) La construction d'un nouveau pavillon devant accueillir des laboratoires spécialisés comprenant des équipements de recherche à la fine pointe de la technologie à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) a débuté officiellement hier après-midi par une première pelletée de terre symbolique.

Québec et Ottawa avaient annoncé, à l'automne, l'investissement de 13 646 958 \$ pour la construction de ce nouveau bâtiment.

Destiné aux étudiants de deuxième et de troisième cycles, le bâtiment accueillera plusieurs éléments du département des sciences appliquées au moment de son ouverture, au printemps 2011. On y retrouvera effectivement le groupe de recherche en ingénierie des procédés et systèmes, la Chaire de recherche du Canada sur les isolants liquides et mixtes en électrotechnologie, la Chaire industrielle sur les technologies avancées des métaux légers pour les applications automobiles, le Laboratoire international des matériaux antigivre et le Programme de recherche sur le carbone.

Le pavillon, d'une superficie de 5328 mètres carrés, aura une structure mixte faite d'acier et de bois lamellé-collé, une toiture conventionnelle, une finition extérieure en bois torréfié et revêtement métallique. Il sera aussi constitué

selon la tendance LEED. Un tunnel le reliera au Centre universitaire de recherche sur l'aluminium.

Autochtones

Le ministre des Anciens combattants, Jean-Pierre Blackburn, le ministre délégué aux Ressources naturelles et à la Faune, Serge Simard, et le recteur de l'UQAC, Michel Belley, ont également annoncé la remise d'une subvention d'un million de dollars sur cinq ans à la chercheuse Élisabeth Kain pour son projet Design et culture matérielle, la création et la concertation comme leviers de développement des individus et des communautés autochtones.

Également présent à la conférence de presse, un chercheur en sciences humaines et collaborateur d'Élisabeth Kain, Denis Bellemare, a expliqué que les recherches porteront sur le partenariat avec les communautés autochtones et non sur ces dernières. Le but est de travailler directe-

ment dans leurs groupes, autant avec les artisans que les jeunes autochtones.

« Nous opérons quant à l'inventaire participatif des communautés: quelles sont leurs forces? Nous repositionnons leurs aptitudes dans leur

entourage. Ensuite, nous réactualisons et nous modernisons leurs savoirs ancestraux. Aussi, nous leur montrons comment se servir des nouvelles technologies », a-t-il vulgarisé.

Cet investissement conjoint s'inscrit dans le programme d'infrastructure du savoir visant à améliorer les établissements collégiaux et universitaires. Deux milliards de dollars seront distribués sur deux ans.

RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE : Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue : Début des travaux - Mise à jour le lundi 23 août 2010 à 12 h 23



Photo: UQAT, Bernard Pelletier

Les travaux d'agrandissement du campus de Rouyn-Noranda, de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), ont commencé lundi matin. Il s'agit d'un projet de 26,4 millions de dollars, financé par l'UQAT et les gouvernements du Québec et du Canada dans le cadre du Programme d'infrastructure du savoir.

Le nouveau pavillon regroupera les chercheurs au même endroit sur le campus de Rouyn-Noranda. On y retrouvera des laboratoires de recherche et des locaux pour les étudiants diplômés et les chercheurs postdoctoraux.

L'investissement permettra aussi d'acheter des équipements de laboratoire qui serviront, entre autres, à l'unité de recherche et de service en technologie minérale.

Le ministre responsable de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, Pierre Corbeil, et le député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue, Daniel Bernard, ont participé à la première pelletée de terre officielle des travaux d'agrandissement du campus.

MÉTRO : Garder la formation accessible – Mercredi 18 août 2010

En chiffres
30.000,00 \$

Les étudiants canadiens doivent s'endetter beaucoup plus pour payer les frais de scolarité élevés. Leur dette moyenne à la fin de leurs études tourne autour de 30 000 \$.



Métro

Quelques centaines de dollars de plus par année ne devraient pas vous décourager de suivre une formation, à condition de bien en comprendre les débouchés et d'avoir établi un bon budget étudiant.

De bon conseil, avec Mario Charette, conseiller en orientation

La nouvelle ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, était à peine nommée que, déjà, la Fédération étudiante collégiale (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec

(FEUQ) lui rappelaient leur opposition au dégel des droits de scolarité. Ce dégel, prévu pour l'année scolaire 2011-2012, permettra aux universités d'établir elles-mêmes ce que les étudiants devront déboursier pour leurs études.

Il est prévu que les frais augmenteront alors considérablement. Dans le reste du Canada, où les universités fixent les frais de scolarité depuis longtemps, la moyenne annuelle pour le baccalauréat était de 4 917 \$ en 2009-2010, alors qu'elle n'était que de 2 272 \$ au Québec. Les fédérations étudiantes sont convaincues que des frais élevés nuisent à l'accessibilité aux études universitaires et s'opposent donc à toute majoration.

Les résultats d'une recherche récente leur donnent raison. Menée par Philippe Belley et Lance Lochner du Réseau canadien de chercheurs dans le domaine du marché du travail et des compétences (sic) à l'aide de données américaines, l'étude montre que les jeunes de 21 ans ou moins provenant des familles les plus fortunées sont 30 % plus nombreux à suivre des études universitaires que ceux issus des familles les moins fortunées. Cette relation négative entre le revenu familial et la scolarité est un phénomène bien connu des sociologues, qui le documentent depuis quelque 50 ans. Les étudiants ont donc probablement raison de craindre une diminution de l'accessibilité aux études.

Certains feront valoir que les effectifs universitaires augmentent au Canada malgré les frais de

scolarité élevés. En 2007-2008, d'après Statistique Canada, la moitié des provinces ont vu leurs effectifs augmenter. Après tout, si on désire se préparer à une carrière scientifique ou professionnelle, les études universitaires continuent d'être un passage obligé. Les recherches qui montrent que les revenus gagnés en cours de carrière augmentent avec le niveau de scolarité ne se comptent plus. Quelques centaines de dollars de plus par année ne devraient pas vous décourager de suivre une formation, à condition de bien en comprendre les débouchés et d'avoir établi un bon budget étudiant.

Mais il y a une limite à ne pas franchir! Les étudiants canadiens doivent s'endetter beaucoup plus pour payer les frais de scolarité élevés. Leur dette moyenne à la fin de leurs études tourne autour de 30 000 \$. Or, une autre recherche, parue dans [L'emploi et le revenu en perspective](#) (janvier 2010), montre que plusieurs ont des difficultés à rembourser cette dette en même temps qu'ils cherchent à fonder une famille ou au moins à établir leurs assises financières. Une grande dette d'études peut donc nuire à l'entrée dans la vie!

C'est là l'écueil à éviter pour nos politiciens! Le moment où les études cesseront de «rapporter» sera aussi celui où elles seront remises en question et où les effectifs diminueront!

MÉTRO : CAHIER RENTRÉE 2010 : Le b.a.-ba d'une bonne initiation – Mercredi 18 août 2010



Métro

La plupart des établissements interrogés ont choisi de resserrer les règles concernant les initiations, en plus de posséder un règlement intérieur encadrant la consommation d'alcool et concernant les questions de respect à autrui.

▶ Rituels d'intégration incontournables dans les cégeps et les universités, les initiations étudiantes sont organisées chaque année par les comités étudiants pour accueillir 'les petits nouveaux'

▶ Si la plupart d'entre elles semble se dérouler sans accroc, quelques actes isolés ont obligés

les universités à resserrer l'encadrement des parties

Conseils

Les recommandations d'Éduc Alcool, pour boire raisonnablement :

- 2 verres pour les filles
- 3 verres pour les garçons
- Pour des occasions spéciales :**
- 4 verres pour les filles
- 5 verres pour les garçons, au delà de quoi, tout devient «épais».

MARIE LYAN

MÉTRO

Lorsque l'on demande aux étudiants de quoi ils se souviennent à propos de leur dernière initiation, beaucoup répondent d'office : «la quantité d'alcool ingurgitée». Ces dernières années, plusieurs universités ont fait parler d'elles en raison d'une consommation d'alcool excessive, ou de bizutages en tous genres.

Hubert Stacy, directeur général d'Éduc' Alcool, concède tout de même que la situation s'est améliorée. «Ce n'est plus comme il y a 2 ans, à Polytechnique, où l'on avait gagné le 1er prix mondial de la beuverie. On nous avait dit que ce n'était rien puisqu'on avait distribué des billets de bus ; c'est comme si on autorisait tout lorsqu'on ne conduit pas...»

Le directeur du comité d'organisation des initiations à Polytechnique (Polyparty), Olivier Boisvert, a décliné nos demandes d'entrevues, faisant référence à «la mauvaise presse faite aux initiations ces dernières années.» Pour autant, la plupart des établissements que nous avons pu interroger ont choisi de resserrer les règles concernant ce type d'événements. En plus de posséder un règlement intérieur encadrant la consommation d'alcool et concernant les questions de respect à autrui, plusieurs écoles comme HEC, le Cégep du Vieux Montréal ou encore l'Université Laval demandent désormais aux étudiants de leur soumettre le plan des activités qu'ils souhaitent organiser.

«Les initiations sont essentielles, car elles permettent de rapprocher les étudiants et de les mettre côte à côte pour qu'ils puissent se rencontrer. Si je n'y avais pas été l'année dernière, j'aurais été moins intéressé»

Amandine Fournié, Coordonnatrice à la vie étudiante de l'Association des étudiants en science politique de l'UQAM

À l'Université McGill, la direction a réuni, pour la première fois cette année, étudiants et services administratifs autour d'une même table. «Auparavant, l'université, les facultés, les comités étudiants et les résidences universitaires organisaient tous leurs propres initiations. Nous voulions désormais planifier les activités ensemble», explique Jana Luker, directrice des services aux étudiants. L'Université McGill a notamment créé une formation destinée aux étudiants organisateurs pour leur expliquer les différentes réglementations.

À HEC, l'attention a également été portée sur la sécurité des personnes et sur un aspect insoupçonné: les allergies alimentaires. «Cela peut paraître tout bête, mais nous essayons de bannir l'utilisation des allergènes les plus courants, qui pourraient attirer sur la tête de certains étudiants», rappelle Jean-François Ouellet, directeur du BAA de HEC. Partout, les universités affirment qu'elles ne tolèrent pas que les étudiants soient forcés à participer à une activité. Et encore moins qu'ils soient contraints à boire de l'alcool. À HEC, les organisateurs ont mis en place de petits «trucs» pour limiter la consom-

mation, comme le fait de proposer systématiquement des boissons non alcoolisées, d'obliger les étudiants à ramener leur verre à un point central avant d'être resservis, ou de ne pouvoir acheter qu'un seul verre à la fois. «Plusieurs membres de la direction sont aussi présents lors des circuits d'initiations organisés sur le campus», ajoute M. Ouellet. Cela donne du poids aux arguments des organisateurs face aux étudiants.»

La plupart du temps, ce sont bien sûr les activités organisées hors du campus qui sont les plus délicates à encadrer. «Il est plus difficile de savoir ce qu'il s'y passe», résume Alain Lamarre, directeur des services aux étudiants du Cégep du Vieux Montréal. Plusieurs personnes telles que Jean-François Ouellet à HEC, affirment qu'il est nécessaire de «relativiser».

«Habituellement, tout se passe très bien! Les étudiants sont des personnes majeures et vaccinées qui sortent dans un endroit public!» D'autant plus que pour Jana Luker, les problèmes d'alcool et de bizutage ne sont pas spécifiques aux initiations : «On les retrouve surtout dans les clubs de sport ou les résidences étudiantes.»

«Aucun problème majeur»

À l'issue des initiations, l'Université Laval va jusqu'à remettre des questionnaires aux élèves pour connaître leur opinion. «Certains étudiants se plaignent parfois des coûts à déboursier pour acheter leurs costumes», analyse Linda Larouche, directrice de la direction des services aux

étudiants de l'Université Laval. Selon elle, les jeunes sont sensibilisés au développement durable et ne veulent plus gaspiller du papier ou des œufs.

Mme Larouche ne note qu'une seule intervention «pour des problèmes d'alcool» l'année dernière, dans laquelle des étudiants portant des maillots de bain par temps froid ont été sommés de se couvrir... «On assiste parfois à des actes qui peuvent manquer de respect, comme le fait d'inviter les étudiants à se colorer le derrière...», résume-t-elle. Mais globalement, les jeunes sont désormais plutôt bien sensibilisés face à l'alcool.»

À l'UQAM, aucun problème majeur n'a été signalé non plus. Une simple révision des horaires des activités sera menée car «l'année dernière, des étudiants avaient boycotté les cours pour participer aux initiations», explique Amandine Fournié, nouvelle coordonnatrice à la vie étudiante de l'Association des étudiantes et étudiants en science politique de l'UQAM. Selon elle, les initiations québécoises sont beaucoup moins violentes et moins dégradantes que les initiations qui se déroulent à l'étranger, en France notamment. À l'Université de Montréal, la Fédération des associations étudiantes du campus de l'UdeM (FAECUM) n'a pas retourné nos appels.

THE GAZETTE : Concordia receives a message on bottles: Find another way to carry water , by Peggy Curran – Wednesday, August 18, 2010

Laura Beach believes it's time to wean Concordia University off the bottle.

A third-year student in anthropology and geography, Beach wants Concordia to become the eighth university in Canada, and the first in Quebec, to pull the plug on plastic water bottles. She's a woman with a mission, and strong opinions.

"Bottled water is causing cancer, polluting the environment, making communities suffer and privatizing a fundamental human and ecological right," Beach explained in a recent letter urging Concordia University president Judith Woodsworth to get on board the bottle-free bandwagon.

"Bottled water is one of the most energy intensive, water intensive, waste producing products on the market. In the majority of circumstances, it is completely unnecessary.

"No matter how you look at it, it's wrong, and the university needs to stop supporting the sale of bottled water."

Beach had just started her first semester at Concordia three years ago when she cofounded TAPthirst, a campus organization dedicated to promoting awareness of the issues of water privatization and finding more sustainable, environmentally friendly and inexpensive ways for the university to provide drinking water on campus.

"I felt that if students became more informed about bottled water, they would be able to make

an ethical decision about water consumption," she said.

Beach cites Concordia's waste-management audit for 2009, which estimated more than 2 million plastic water bottles were disposed of in the 2008-09 school year. Just 10 per cent of those empties were recycled. According to the audit, recycling all of them would have cost the university \$16,000.

TAPthirst has since persuaded several Concordia clubs and associations to declare themselves "bottled-water-free zones." At this point, Beach acknowledges the designation is purely symbolic.

"Nobody is going to be stopped from going into a meeting or class because they've got a plastic water bottle. It's just a way of saying: 'This is something we believe in.'"

This fall, Beach will be lobbying faculties and launching a petition and public information campaign urging the university to take plastic water bottles when its current beverage contract with PepsiCo expires in December. Roughly 700 students and more than 30 professors, including the chairs, deans, directors and principals of 18 university programs, have signed the petition.

PepsiCo has exclusive rights to provide beverages in vending machines on the university's two campuses under a 13-year-old deal. Details of the arrangement are confidential.

Concordia officials said yesterday the university is "nowhere near" making a decision on what to do when the current contract runs out.

In the meantime, Michael Di Grappa, the university vice-president (services), has invited Beach and members of Concordia's environmental advisory committee to visit PepsiCo to see what it has to offer and if it can address some of their environmental and health concerns.

Beach, an intern with the Concordia Food Systems Project, contends the university should use this period to think about whether it wants to sign another exclusive contract or whether it is prepared to consider small local suppliers, healthful options and beverages in reusable glass bottles.

After all, the university's own environmental policy says that "wherever feasible," Concordia will attempt to purchase goods that are "ecologically benign ... energy efficient, locally produced ... recyclable, non-toxic and/or organic."

Beach also hopes the Sustainable Concordia group will see what can be done to upgrade existing water infrastructures - like putting gooseneck fittings on water fountains, making it easier to refill stainless steel containers.

"As the market for healthier, more sustainable alternatives continues to grow, will Concordia University be ahead of the pack in supplying students with choices more suitable to a sustainable lifestyle?" she asked.

"Or will we continue to have Pepsi products and Pepsi products alone in our vending machines?"

LA PRESSE : Les facultés de médecine plus accessibles au Québec – Lundi 16 août 2010

André Noël, La Presse

Les facultés de médecine comptent plus d'étudiants provenant de familles modestes au Québec que dans le reste du Canada, selon une récente étude. Cela s'explique en bonne partie par les droits de scolarité plus bas, affirment les chercheurs.

Les étudiants venant de quartiers ou de régions rurales peu favorisés sont ensuite plus portés à y pratiquer la médecine que les étudiants venant des quartiers riches, souligne l'un des auteurs de l'étude, le docteur Irfan Dhalla, de l'Université de Toronto. «Par effet d'entraînement, des droits de scolarité plus bas contribuent à garantir un

meilleur accès aux soins à toute la population», a-t-il dit au cours d'un entretien.

«Depuis le début des années 90, les droits de scolarité ont augmenté de façon substantielle dans toutes les régions du Canada, sauf au Québec», note l'étude, publiée récemment dans la revue spécialisée Medical Education.

Les chercheurs ont examiné l'impact de ces hausses sur les caractéristiques démographiques des étudiants en médecine, sur leur endettement et sur le stress lié à l'argent, en faisant la comparaison entre le Québec et le reste du pays.

«Dans la cohorte de 2007, les étudiants du Québec étaient plus nombreux à provenir de milieux sociaux aux revenus relativement peu élevés, comparativement aux étudiants hors Québec», écrivent les auteurs. Cette année-là, près du tiers des étudiants en médecine du Québec venaient de quartiers ou de zones géographiques pauvres ou moyennement pauvres. Cette proportion était de 22% plus élevée que dans le reste du pays.

Les étudiants en médecine provenaient de familles moins riches au Québec. «La moyenne d'entre eux venait de familles dont les revenus annuels oscillaient entre 80 000\$ et 100 000\$, tandis qu'en moyenne, les étudiants en médecine des autres provinces venaient de familles dont les revenus oscillaient entre 100 000\$ et 120 000\$», a indiqué l'une des auteurs, Laura Rosella, dans un courriel.

En 2007, les droits de scolarité étaient de 2593\$ à la faculté de médecine de l'Université de Montréal et de 16 862\$ à la faculté de médecine de l'Université de Toronto.

Endettement

Les chercheurs n'ont pas été étonnés de constater que l'endettement des étudiants en médecine du Québec est beaucoup moins prononcé. Leurs dettes s'élevaient en moyenne à 30 000\$, comparativement à 90 000\$ dans les autres provinces.

«L'augmentation de l'endettement et le stress financier peuvent avoir des effets indésirables, par exemple en amenant les étudiants à délaisser des carrières dans des spécialités relativement moins bien rémunérées comme les soins de base, les soins gériatriques ou l'enseignement, bien que la preuve à cet égard ne soit pas établie, soulèvent les auteurs. Enfin, le stress financier est associé à une moins bonne performance pendant les études médicales.»

Ces conclusions n'étonnent pas non plus la Fédération étudiante universitaire du Québec, qui se mobilise contre la hausse des droits de scolarité. Son président, Louis-Philippe Savoie, cite d'autres études sur le même sujet. «Les

droits ont un impact évident sur la participation des étudiants provenant de milieux défavorisés ou modestes», dit-il.

En Ontario, lorsque les coûts pour étudier en médecine ont augmenté de 5000\$ à 14 500\$, la proportion d'étudiants provenant de familles ayant un revenu de moins de 40 000\$ est passée de 23% à 10%. La proportion d'étudiants en médecine de l'Université Western Ontario dont les parents avaient des revenus annuels inférieurs à 60 000\$ est passée de 35,6% en 1997 à 14,9% en 2000.

Selon le *Journal of Higher Education*, pour chaque augmentation de 1000\$ des droits de scolarité, la proportion d'étudiants moins nantis susceptibles de persister et de terminer leurs études baisse de 19%, toutes disciplines confondues.

Le gouvernement du Québec envisage une hausse progressive des droits. Celle-ci sera déterminée à la suite de la Rencontre des partenaires de l'éducation, qui devrait se tenir à l'automne. Depuis 2007, les droits augmentent de 6% par année. Des groupes de lobbyisme, comme l'Institut économique de Montréal, pro

LE DEVOIR : Faculté de médecine - McGill met de côté un prestigieux test d'entrée : L'université veut éviter de pénaliser les francophones – Jeudi 29 juillet 2010

Mélissa Guillemette

Pour attirer plus de francophones sur ses bancs, l'Université McGill met de côté un prestigieux test d'entrée utilisé dans la majorité des universités d'Amérique du Nord.

Le Medical College Admission Test (MCAT), conçu annuellement aux États-Unis, n'est pas disponible en français, ce qui désavantage les étudiants francophones, estime le vice-doyen aux admissions et professeur au Centre d'éducation médicale de McGill. «C'est un bon test, on aimerait qu'il existe en français, mais on a d'autres outils qui évalueront aussi bien les étudiants. On veut enlever les barrières qui ne sont pas nécessaires pour attirer les étudiants performants.» Le test ne pourrait être traduit facilement. «Ça prendrait quatre ou cinq ans de travail complexe», croit le Dr Saleem Razack.

Au Canada, 11 des 17 facultés de médecine utilisent le MCAT pour sélectionner les futurs médecins, révélait hier *The Gazette*. Du lot, on

compte, entre autres, les universités francophones du Québec qui offrent le programme de médecine et l'Université d'Ottawa, qui a une grande population francophone.

Le conseiller à la gestion des études de l'Université Laval, Guy Labrecque, explique que le processus de sélection de l'Université Laval, qui ressemble à celui des autres universités francophones, permet de choisir les élèves en les évaluant sur plusieurs plans. «Le classement final se fait sur la base de l'excellence du dossier scolaire, d'un questionnaire autobiographique [texte que l'étudiant rédige sur ses habiletés liées à la profession] et d'un test de mises en situation.»

Les étudiants sont partagés sur la question, a raconté le président de l'Association des étudiants en médecine, Louis-Charles Moreau. «Pour certains, retirer le MCAT revient à niveler vers le bas, mais pour plusieurs, c'est une bonne nouvelle, car c'est vrai que ça pénalisait des

francophones.» Ses collègues de cours sont surtout «soulagés», puisque le test nécessite environ deux mois de préparation.

Déjà, la moitié des étudiants qui soumettaient leur candidature à la faculté de médecine de McGill n'avaient pas à passer le MCAT. Les étudiants qui présentaient leur dossier au sortir du cégep en étaient dispensés, contrairement aux étudiants qui avaient déjà commencé des études universitaires. Le MCAT n'est tout simplement pas approprié pour les personnes qui n'ont jamais mis les pieds dans une université, a expliqué M. Razack.

La semaine dernière, *Le Devoir* révélait que McGill ouvrirait ses portes aux candidatures atypiques pour la cohorte de 2011. Trois places seront réservées aux personnes qui ont terminé leurs études depuis plus de trois ans et qui détiennent tous les cours préalables en sciences.

LE DEVOIR : Faculté de médecine - McGill ouvre la porte aux candidatures atypiques – Mardi 27 juillet 2010

Lisa-Marie Gervais

Soucieuse d'avoir une cohorte d'étudiants en médecine qui reflète mieux la société québécoise, l'Université McGill réservera des places pour des personnes au parcours atypique. Au nombre de trois, ces places seront octroyées à des résidents du Québec qui possèdent les préalables en sciences, ont au minimum un baccalauréat (moyenne de 3.2) effectué à temps plein ou partiel et n'étudient plus depuis trois ans ou plus.

Vous avez fait vos sciences au cégep, mais vous avez obtenu un baccalauréat en littérature et travaillez comme enseignant parce que vous avez eu des enfants? Vous êtes une infirmière bachelière œuvrant dans des banques alimentaires depuis plusieurs années? Si vous rêvez de faire carrière en médecine, vous pourrez déposer votre candidature entre le 1er septembre et le 15 janvier 2011. «Comme établissement financé par les fonds publics, nous avons le mandat de refléter la société», a dit Saleem Razack, vice-doyen adjoint aux admissions et membre du corps professoral du Centre d'éducation médicale de l'Université McGill. L'idée est

d'attirer des étudiants de tous les horizons, venant de tous les milieux socioéconomiques et qui n'ont pas un entourage familial nécessairement très scolarisé. «Sur nos bancs d'université, on a surtout des étudiants blancs venant de milieux aisés. On constate aussi une sous-représentation des autochtones et des Noirs», a-t-il ajouté en notant qu'un système représentatif est un système plus accessible.

Le Dr Razack croit que le fait de recruter ces personnes au parcours non traditionnel pourrait pallier en partie la pénurie de médecins de famille et des omnipraticiens en région. «Nos candidats sont toujours libres de choisir [leur spécialité], mais d'après des études menées aux États-Unis, on sait que les étudiants venant des milieux moins favorisés ont tendance à choisir des domaines moins prisés», a-t-il indiqué.

Aucune discrimination

Le Dr Razack assure qu'il n'y aura aucune discrimination en regard de l'âge. «Tout ce qu'on veut, c'est que la personne ait les préalables en sciences et un parcours et une expérience de vie intéressants. On va regarder comment une personne a grandi et s'est développée et ce

qu'elle pense pouvoir apporter à la pratique de la médecine», a-t-il expliqué. Parmi tous les étudiants que McGill accepte en première année de médecine, la moitié ont déjà entamé ou complété un baccalauréat — les autres provenant des cégeps — et c'est à cette catégorie d'étudiants que les trois places seront offertes.

McGill emboîte ainsi le pas à des facultés comme celle de l'Université Laval qui, sur ses quelque 200 places disponibles, en réserve jusqu'à 8 pour des détenteurs d'un baccalauréat au minimum qui sont sur le marché du travail depuis au moins deux ans. «On pourrait avoir par exemple un actuaire au parcours professionnel exceptionnel, qui s'est démarqué de ses pairs», a dit Guy Labrecque, conseiller à la gestion des études à la Faculté de médecine de l'Université Laval. «Son dossier scolaire doit quand même être comparable à quelqu'un à l'université.» Au total, 45 % des places en médecine sont octroyées à des finissants au baccalauréat, à la maîtrise ou au doctorat qui osent repartir à zéro pour réaliser leur rêve.